MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI.

TOME II.

Cet Ouvrage se trouve aussi chez

DUPONT ET Cie, LIBRAIRES,
RUE VIVIENNE;

SAUTELET ET Cie, LIBRAIRES,
PLACE DE LA BOURSE.

DE L'IMPRIMERIE DE CRAPELET,
RUE DE VAUGIRARD, N° 9.

MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI

SUR LA POLOGNE

ET LES POLONAIS,

DEPUIS 1788 JUSQU'A LA FIN DE 1815.

TOME SECOND.

PARIS,

CHEZ L'ÉDITEUR,

RUE DES GRANDS-AUGUSTINS, N° 18;

CHEZ PONTHIEU, LIBRAIRE,

PALAIS-ROYAL, GALERIE DE BOIS.

GENÈVE,

BARBEZAT ET DELARUE, LIBRAIRES.

1826.

MÉMOIRES

DE

MICHEL OGINSKI.

LIVRE CINQUIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

J'ARRIVAI à Varsovie le 18 du mois d'août 1794. Comme j'ai interrompu la description des opérations militaires des armées polonaises sous les ordres de *Kosciuszko*, aux derniers jours du mois de juin, je reprends à cette époque le cours de ma narration.

C'est depuis le 2 juillet qu'on doit dater les premiers rassemblemens de l'armée ennemie et la réunion de ses forces aux environs de Varsovie, dans le dessein de tenter le siége de cette ville. Le 7, il y eut quelques affaires d'avant-poste aux environs de Blonie. Elles ne furent point décisives; mais, en faisant connaître au

généralissime le projet de l'ennemi de se porter en force sur la capitale, elles le mirent à même de prendre une position en conséquence, et de faire tout ce qui était nécessaire pour mettre la ville de Varsovie en état de défense.

La plus grande partie de l'armée de *Kosciuszko* se trouvait composée de troupes de ligne très exercées et disciplinées. La cavalerie était bien montée et armée; l'artillerie parfaitement organisée. Outre cela on avait formé des corps nombreux de volontaires, et, en cas de besoin, des hommes avec des piques et des faux devaient servir à soutenir l'armée de ligne.

La garde nationale, composée des propriétaires de la ville ou de leurs remplaçans, était nombreuse, et fournissait des hommes armés qu'on employait pour le service intérieur et pour le maintien de la tranquillité publique. S'il devenait nécessaire, elle devait se porter au premier signal à la défense des retranchemens.

L'armée ennemie destinée pour le siége de Varsovie, était forte de cinquante mille hommes, dont quarante mille Prussiens et dix mille Russes. Ceux-ci formaient la droite; les Prussiens se trouvaient campés aux environs de Wola, à une lieue de Varsovie, et à Mariemont. Le roi de Prusse, qui commandait en personne, occupait le centre.

Le 27 juillet commencèrent les premières atta-

ques sérieuses. Les hussards prussiens délogèrent du village de Wola nos avant-postes de chasseurs. Leur infanterie, après ce premier succès, se dirigea sur les batteries du général *Zaionczek*, mais elle fut repoussée avec perte. Les jours suivans, et surtout les 30 et 31 juillet, ainsi que les 1er et 3 août, les Prussiens employèrent toute leur grosse artillerie pour bombarder la ville de Varsovie, mais aucune maison n'en fut endommagée. Leurs tentatives contre les batteries du lieutenant-général *Mokranowski* furent également sans effet.

Le 2 août le général prussien *Schwérin* écrivit au commandant de Varsovie *Orlowski*, en le sommant de livrer la ville, et il accompagnait cette proposition de menaces en cas de refus. Le commandant répondit que l'armée polonaise étant campée entre la ville et l'ennemi, c'était à son chef que l'on devait s'adresser.

Le même jour, le roi de Pologne reçut de Frédéric-Guillaume la lettre suivante.

« Monsieur mon frère, la position qu'occu-
« pent les armées autour de Varsovie, et les
« moyens efficaces qu'on commence à employer
« pour la réduire, moyens qui avancent et aug-
« mentent à mesure que l'on prolonge une ré-
« sistance inutile, doivent avoir convaincu Votre
« Majesté que le sort de cette ville n'est plus
« douteux. Je m'empresse de mettre celui des

« habitans entre les mains de Votre Majesté.
« Une prompte reddition, et l'exacte discipline
« que je ferai observer à mes troupes destinées à
« entrer dans la ville, assureront la vie et la
« propriété de tous les habitans paisibles de cette
« résidence. Un refus à la première et dernière
« sommation que mon lieutenant-général *de*
« *Schwérin* vient d'adresser au commandant de
« Varsovie, entraînera immanquablement, et
« justifiera même toutes les extrémités affreuses
« auxquelles on expose une ville ouverte qui
« provoquerait par son opiniâtreté les hor-
« reurs d'un siége et la vengeance de deux ar-
« mées.

« Si, dans la position où Votre Majesté se
« trouve, il lui est permis d'informer les habitans
« de Varsovie de cette alternative, et si on les
« laisse maîtres de leurs délibérations, je prévois
« d'avance avec un plaisir extrême que Votre
« Majesté deviendra leur libérateur. En cas con-
« traire, je regretterais d'autant plus l'inutilité
« de cette démarche, que je ne serais plus dans
« le cas de la répéter, quelque vif que soit l'in-
« térêt que je prends à la conservation de Votre
« Majesté, et de tous ceux que les liens du sang
« et leur dévoûment ont appelés auprès de sa
« personne. »

« Que Votre Majesté veuille agréer en tout cas
« l'expression de la haute estime avec laquelle je

« suis, monsieur mon frère, de Votre Majesté « le bon frère,

« Frédéric-Guillaume.

« Du camp de Wola, le 2 août 1794. »

Voici la réponse à cette lettre, faite le jour suivant par le roi de Pologne.

« L'armée polonaise du généralissime *Kos-« ciuszko* séparant Varsovie du camp de Votre « Majesté, la position de Varsovie n'est pas celle « d'une ville qui puisse disposer de sa reddition. « Dans cette situation, rien ne justifierait les ex-« trémités dont me prévient la lettre de Votre « Majesté ; car cette ville n'est ni dans le cas « d'accepter ni dans le cas de refuser la somma-« tion qu'a fait parvenir le lieutenant-général « *Schwérin* au commandant de Varsovie.

« Mon existence ne m'intéresse pas plus que « celle des habitans de cette capitale; mais puis-« que la Providence a voulu m'élever au rang « qui me permet de manifester à Votre Majesté « les sentimens de fraternité, je les invoque pour « la détourner des idées de cruauté et de ven-« geance si contraires à l'exemple que les rois « doivent aux peuples, et, je le pense sincère-« ment, tout aussi opposées à votre caractère « personnel.

« Stanislas-Auguste.

« Varsovie, 3 août 1794. »

Le jour même que le général *de Schwérin* envoyait une sommation au commandant de la ville de Varsovie, le général *Dombrowski*, qui se trouvait posté à Czerniakow, attaqua vigoureusement les Russes et leur fit quitter deux fortes positions. Le 16 août, il tenta une seconde attaque, et eut d'abord des avantages auxquels il fut obligé de renoncer, et de se retirer en deçà de Willanow, car les Russes avaient reçu des renforts considérables.

Tandis que d'un côté l'ennemi combattait avec acharnement, et que les Polonais déployaient toute leur valeur et un véritable enthousiasme patriotique dans les combats partiels qui se livraient presque tous les jours, le conseil suprême qui était à la tête du gouvernement ne négligeait aucune démarche pour maintenir le bon ordre dans l'intérieur de la ville de Varsovie, ainsi que dans les provinces polonaises qui n'étaient pas occupées par l'ennemi.

On publiait en son nom des proclamations qui tendaient à relever le courage des habitans et à les exciter à de nouveaux efforts. On leur rappelait surtout la nécessité de remplir avec plus d'empressement et d'exactitude les ordres du généralissime, quant à la fourniture des recrues, des vivres et autres besoins de l'armée, ainsi qu'au paiement des contributions.

Il était visible que ce rappel des obligations

auxquelles les habitans devaient se soumettre, était un reproche de négligence à les remplir, et malheureusement il était fondé, car la caisse du trésor ne recevait pas exactement les fonds qui devaient y entrer, et l'on n'avait pas envoyé de l'intérieur du pays tous les renforts qu'attendait l'armée.

Ignace *Potocki* et *Kollontay*, que j'eus occasion de voir quelquefois depuis mon arrivée à Varsovie, se plaignaient de la tiédeur qui régnait parmi les habitans de la province, et de la lenteur qu'on mettait à remplir les ordres du gouvernement.

D'un autre côté, j'aperçus avec peine que la plupart des riches propriétaires de Varsovie montraient une insouciance marquée pour les succès de nos armées. Ils étaient fatigués de devoir fournir journellement leurs gens de service pour la garde nationale, et de porter quelquefois eux-mêmes la carabine, afin de n'être pas hués par le peuple, et regardés comme ennemis de la patrie par ceux qu'ils désignaient sous le nom de patriotes acharnés.

Il y avait quelques uns de ces propriétaires qui désiraient impatiemment de voir terminer une lutte contre des forces supérieures, et qui ne doutaient point du succès des armées ennemies. Ils s'attendaient à faire des spéculations bien plus lucratives, à l'entrée des troupes étrangères à

Varsovie, qu'ils n'en espéraient sous le gouvernement révolutionnaire, auquel ils ne se fiaient pas, et qui ne leur promettait que des avantages très incertains pour l'avenir. Mais il faut avouer que le nombre de ces individus, que l'égoïsme plutôt que de mauvaises intentions inspirait, n'était pas considérable, et leur influence sur l'opinion publique était nulle. Presque tous les habitans de Varsovie se portaient avec enthousiasme et avec un zèle infatigable, à tous les travaux auxquels ils étaient appelés, et partageaient sans se plaindre les fatigues et les dangers auxquels les militaires se trouvaient journellement exposés.

Après plusieurs affaires meurtrières qui succédèrent à celle du 16 août, et dans lesquelles le général *Dombrowski*, le prince Joseph *Poniatowski*, *Poninski* et beaucoup d'autres officiers s'étaient couverts de gloire, la dernière et la plus sanglante eut lieu dans la nuit du 28. Toute la ligne du général *Dombrowski* fut attaquée par des forces bien supérieures en nombre, tandis que dans le même temps le général *Zaionczek* attaquait inopinément et avec beaucoup de vigueur l'armée prussienne.

Les troupes polonaises développèrent sur tous les points cette intrépidité et cette valeur qui ne les abandonnaient jamais, et on ne peut s'empêcher de rendre également justice à l'enthou-

siasme, au zèle et au courage des habitans de Varsovie, qui contribuèrent si puissamment au succès de cette journée mémorable.

Depuis cette affaire, dont j'ai été témoin et spectateur comme volontaire, toutes les attaques de l'ennemi cessèrent, et les Prussiens commencèrent à s'occuper de leur retraite. L'armée russe, commandée par le général *Fersen*, se sépara de l'armée prussienne, et dirigea sa marche du côté du palatinat de Lublin. Les Prussiens se partagèrent en trois colonnes, dont l'une prit sa direction sur Czenstochow; l'autre marcha vers Petrikau, et la troisième se porta à Zakroczym. Leur retraite se fit avec tant de précipitation, qu'ils laissèrent à Raszyn, à trois lieues de la capitale, les malades et les blessés, qui auraient retardé la marche, ainsi qu'une grande partie de leurs bagages.

Le 1er septembre, c'est-à-dire quelques jours avant d'effectuer la retraite générale, pour laquelle le roi de Prusse avait donné ses ordres sans qu'on en fût informé dans notre camp, l'aide-de-camp-général du roi, *Mannstein*, fut envoyé au quartier du lieutenant-général *Zaionczek*, sous prétexte d'obtenir la permission d'avoir une entrevue avec le colonel *Trauenfeld*, qui avait été fait prisonnier.

Zaionczek, qui ne pouvait l'accorder sans faire son rapport au généralissime, envoya pour

prendre ses ordres. En attendant, *Mannstein* entama une conversation sur les événemens politiques qui avaient amené une mésintelligence entre la Prusse et la Pologne, et fit indirectement la question, s'il ne serait pas possible de s'entendre et de s'accommoder à l'amiable.

Le général *Zaionczek* qui n'avait pas le pouvoir de répondre à cette question, fit d'abord une réponse évasive; mais comme *Mannstein* faisait un éloge pompeux de la magnanimité de son souverain, et assurait qu'on pouvait tout espérer de la loyauté de son caractère et des bonnes dispositions qu'il avait toujours eues pour la nation polonaise, *Zaionczek* se contenta de lui rappeler le traité d'alliance violé par le roi de Prusse, et le dernier partage de la Pologne. *Mannstein* balbutia quelques mots d'explication, sans pouvoir justifier son maître, et quitta *Zaionczek*, sans qu'il fût question de négocier un accommodement.

La retraite inopinée du roi de Prusse, avec une armée de quarante mille hommes, répandit autant de joie que de surprise dans l'armée polonaise, et il est facile de concevoir l'impression qu'elle fit éprouver aux habitans de Varsovie. L'Europe en fut étonnée, et beaucoup de conjectures variées sur les véritables motifs qui l'avaient provoquée, ont jeté le voile du mystère sur les causes de cet événement.

Il s'est trouvé des personnes qui ont voulu l'attribuer aux insinuations de l'impératrice de Russie, qui ne désirait pas voir la capitale de la Pologne entre les mains du roi de Prusse. D'autres l'attribuaient à l'influence de la mauvaise humeur de cette souveraine contre Frédéric-Guillaume, qui, avec des forces si supérieures, n'avait pu parvenir à détruire une armée d'insurgés; et l'on débitait même dans le public, que cette circonstance avait brouillé les deux cours de Pétersbourg et de Berlin. D'autres enfin supposaient que la grande désertion que l'armée prussienne avait éprouvée, et les maladies qui s'y étaient manifestées à la suite des fatigues d'un long siége, et par le manque de beaucoup d'objets nécessaires, avaient déterminé le roi de Prusse à s'éloigner de Varsovie.

Toutes ces raisons pouvaient exister, mais elles n'étaient que secondaires, car le véritable motif de la retraite ne doit être attribué qu'au mouvement révolutionnaire qui s'opérait sur les derrières de l'armée prussienne, dans les provinces polonaises récemment échues en partage à Frédéric-Guillaume.

Les Polonais qui, d'après ce dernier partage, avaient passé sous la domination de la Russie, souffraient leur joug avec moins d'impatience, car ils avaient toujours vu cette puissance agir ouvertement en ennemie; et n'ayant pu opposer

de résistance à ses forces redoutables, ils n'accusaient que l'injustice du sort de la dépendance dans laquelle ils se trouvaient. Mais il n'en était pas de même des Polonais qui avaient passé sous la domination du roi du Prusse : ils avaient vu en lui un allié, un ami, un appui contre la Russie; et ils le virent tout à coup agresseur, envahisseur de leurs provinces, et réunissant ses forces à la Russie, pour effectuer le partage de leur patrie.

Il était difficile à ces habitans, qui venaient d'être soumis au gouvernement prussien, d'oublier l'existence politique de la Pologne, dont ils avaient fait partie; de perdre le souvenir des droits qu'ils avaient eus d'envoyer des représentans à la diète, d'avoir leurs magistratures judiciaires et des employés nationaux.

Devenus sujets par le droit de la force, d'une puissance étrangère, et réduits à une inaction honteuse, ainsi qu'à une parfaite nullité, ils n'attendaient qu'un moment favorable pour briser leurs chaînes.

Immédiatement après l'occupation de ces provinces, on envoya des employés allemands pour occuper toutes les juridictions civiles; on établit un gouvernement allemand en Pologne; on exigea que des Polonais se soumissent à être jugés d'après un code civil et criminel publié en allemand; et enfin on voulut contraindre plusieurs

millions d'individus, qui n'avaient connu que leur langue nationale, d'apprendre l'allemand pour se faire entendre de leurs vainqueurs.

L'effervescence dans ces provinces était générale. Elle fut réveillée à l'approche de *Madalinski*, au mois de mars, lorsqu'il côtoyait les frontières de la Prusse méridionale pour se porter vers Cracovie; mais elle se développa dans toute sa force, après les nouvelles que l'on reçut de la proclamation de *Kosciuszko*, de l'acte d'insurrection des habitans de Cracovie, et de la révolution qui éclata à Varsovie le 17 avril.

Les habitans de la Grande-Pologne avaient envoyé des émissaires secrets à Varsovie, afin de concerter avec le nouveau gouvernement les mesures nécessaires pour opérer une insurrection dans leurs provinces; mais aussi long-temps que les armées prussiennes y étaient réunies, on ne pouvait rien entreprendre.

Mniewski, *Niemoiewski*, *Wybicki*, et plusieurs autres habitans de la Grande-Pologne, trouvèrent moyen d'établir une communication entre les citoyens dévoués aux intérêts de leur pays, et de faire des préparatifs pour une insurrection, sans que l'ennemi s'en aperçût.

Secondés par le crédit et la popularité qu'ils s'étaient acquis parmi leurs concitoyens, ils parvinrent à former et à cacher des dépôts considérables d'armes, de munitions, de vivres et de

vêtemens, au milieu des forêts écartées, où ils ne purent être découverts.

Tous ces préparatifs se firent pendant cinq mois environ avec tant de circonspection et de mystère, que rien n'en transpira dans le public, et que les Prussiens n'en eurent aucun soupçon.

Lorsque toute l'armée prussienne se réunit aux environs de Varsovie pour en faire le siége, et qu'il ne resta que des garnisons peu considérables à Posen, Kalisz, Petrikau et Sieradz, il fut décidé que c'était le moment de commencer à agir et à organiser l'insurrection, qui ne pouvait pas être comprimée aussi long-temps que le roi de Prusse serait occupé au siége de Varsovie.

Le 22 août, on signa un acte de confédération[1]. Un petit nombre d'habitans du palatinat de Sieradie se réunirent, le 23 août, dans une forêt à peu de distance de la ville de Sieradz, attaquèrent la garnison prussienne qui s'y trou-

[1] L'auteur de l'*Histoire de la Révolution de Pologne*, dit, à la page 160, au sujet de l'insurrection de la Grande-Pologne : « Ce fut *Mniewski*, castelan du palatinat de Cujavie, qui pro- « voqua et fit réussir cette entreprise. Ce coup était d'autant « plus hardi, que, malgré toutes les peines que ce chef se donna « dans cette occasion, il ne put engager dans le complot que « quatre-vingt-neuf citoyens. »

Il ajoute plus loin : « *Mniewski* voyait avec douleur que la « capitale allait être réduite aussitôt que le transport des muni- « tions de guerre arriverait aux Prussiens. Il convoque donc les « conjurés, et leur propose de surprendre ce transport. Le jour « et le lieu du rendez-vous sont fixés; on s'assemble, mais

vait, firent des prisonniers, s'emparèrent des magasins, et ce fut la première démarche hostile par laquelle débutèrent les insurgés.

Vers le même temps à peu près, douze cents habitans du palatinat de Kalisz mirent en fuite et dispersèrent différens détachemens prussiens. Les insurgés du palatinat de Posen pénétrèrent à Rawicz le 25 août, s'emparèrent de beaucoup de magasins, et firent un assez grand nombre de prisonniers.

Mniewski, avec une poignée de braves, surprit et défit la garnison prussienne à Brzesc-Kuiawski, et de là marcha à Wroclawek, où se trouvaient treize grandes barques chargées de munitions, et destinées pour l'armée prussienne qui faisait le siége de Varsovie; il s'en empara, en fit mettre quelques unes en lieu de sûreté, et le reste, avec tout le transport de bombes et de boulets, fut coulé à fond.

L'insurrection faisait des progrès rapides dans toute la Prusse méridionale, et l'esprit révolu-

« *Mniewski* ne trouve que trente Polonais déterminés à le « suivre, etc., etc. »

Ces faits ne sont pas exagérés. J'ai su de *Mniewski* lui-même, et de plusieurs de ses compagnons d'armes, que dix-neuf individus seulement formèrent le premier noyau de l'insurrection de la Grande-Pologne. Tous les détails que j'ai insérés dans mes notes, relativement à cette insurrection, m'ont été communiqués par ceux qui en ont été les acteurs principaux, tels que *Mniewski*, *Wybicki*, *Niemoiewski*, *Prusimski*, etc., etc.

tionnaire commençait à se manifester dans l'enceinte de la ville de Dantzick.

CHAPITRE II.

Tous ces différens mouvemens opérés sur les derrières de l'armée prussienne ne pouvaient manquer d'alarmer Frédéric-Guillaume, et le contraignirent enfin d'abandonner précipitamment le siége de Varsovie. Il leva son camp dans la nuit du 5 au 6 septembre 1794, après avoir commencé sa retraite quelques jours auparavant.

A la pointe du jour du 6 septembre, l'aide-de-camp du général *Zaionczek*, nommé *Molochowiec*, que j'avais élevé et formé dès l'enfance, accourut pour m'annoncer que l'armée prussienne s'était inopinément retirée, et qu'on ne voyait que quelques traces du camp qu'elle avait occupé pendant plusieurs semaines. La curiosité me porta à me rendre à cheval avec ce jeune officier à Wola, que le roi de Prusse venait de quitter quelques heures auparavant, et nous n'aperçûmes en effet qu'un détachement d'une trentaine de cosaques, qui coururent sur nous, et que nous n'évitâmes qu'en nous rapprochant précipitamment de la ville.

Quelques heures après, le généralissime fit marcher un corps d'observation qui devait suivre les mouvemens de l'armée prussienne. Il ne jugea pas convenable de faire avancer toute son armée pour l'attaquer dans sa retraite; car il supposait qu'elle pouvait être feinte, ignorant les véritables motifs qui y avaient donné lieu.

Je n'avais pas vu le roi de Pologne depuis mon arrivée à Varsovie : deux jours après la levée du siége, il me fit inviter à venir dîner avec lui. J'en prévins Ignace *Potocki*[1], qui m'assura qu'il n'y avait aucun inconvénient à accepter l'invitation. Je trouvai le roi ayant meilleure mine qu'il ne l'avait eue pendant la diète de Grodno; mais il était pensif, préoccupé, et moins parlant qu'à l'ordinaire. Il me questionna sur tout ce qui s'était passé en Lithuanie depuis l'insurrection de Wilna. Après dîner, nous nous approchâmes d'une croisée, et le roi me pria de lui dire franchement ce que je pensais de la révolution, et des résultats qu'elle pouvait amener..... Je lui répondis que le désespoir avait forcé les Polonais de prendre les armes; que, dans ces sortes d'entreprises, on ne pouvait toujours consulter la prudence, et s'arrêter à des combinaisons et à des calculs politiques; que je comptais sur la Provi-

[1] Cette précaution était nécessaire; car, malgré les égards que l'on avait pour le roi, on se méfiait de lui, et on observait soigneusement tous ceux qui l'approchaient.

dence, qui protége les opprimés; sur la valeur de nos troupes, et sur l'union et le dévoûment de tous les habitans. Mais, dit le roi, ce n'est pas ce que je vous demande; « je veux savoir de « vous, dont je connais l'enthousiasme patrioti- « que, mais que je regarde d'ailleurs comme un « homme sage et prudent, si vous croyez que « nous soyons en état d'opposer une résistance à « trois voisins réunis contre nous; car il n'y a « plus de doute que l'Autriche ne pense comme « la Russie et la Prusse; et je vous prie de me « dire ce que vous croyez qu'il arriverait si nous « venions à échouer. »

Je répondis que si le roi et la nation ne faisaient qu'un; si l'intrigue des cours étrangères n'influait pas sur les alentours du roi, et sur l'esprit pusillanime de ceux qui préfèrent le repos au bien-être de leur pays; si toute la masse de la nation s'élevait avec un sentiment unanime contre les oppresseurs de la Pologne, il ne faudrait pas désespérer du succès de notre entreprise, et que nous obtiendrions au moins, après une lutte sanglante, une paix honorable. « Dans le « cas contraire, dis-je, la Pologne ne peut man- « quer d'être rayée du rang des puissances de « l'Europe; et vous, Sire, après avoir été dé- « pouillé de votre couronne, vous finirez vos « jours dans un triste asile, qu'on voudra bien « vous accorder. »

Le roi s'efforça de nous prouver qu'il ne voyait pas les choses sous un aspect aussi défavorable pour lui et la Pologne que je me le figurais; qu'il connaissait les sentimens magnanimes de l'impératrice de Russie, qui ne souffrirait jamais un troisième et dernier partage de la Pologne; et que, quant à lui, il était résigné à tous les événemens.

Nous fûmes interrompus par l'arrivée du commandant de la ville, *Orlowski*, qui se fit annoncer avec un aide-de-camp de *Kosciuszko*, et qui communiqua au roi le rapport que le généralissime venait de recevoir sur les progrès de l'insurrection de la Grande-Pologne. Le roi le lut avec attention, et eut l'air d'en être satisfait. Il en fit remercier le généralissime, en lui faisant dire des choses très obligeantes, et il nous congédia avec sa politesse habituelle.

Ce fut pour la dernière fois que j'eus l'occasion de voir ce prince malheureux, qui, selon ma prédiction, fut obligé d'abdiquer le trône deux années plus tard, et d'essuyer l'humiliation d'aller terminer sa triste carrière dans la capitale de la Russie.

Cependant l'insurrection de la Grande-Pologne faisait tous les jours de nouveaux progrès. Les insurgés s'avançaient du côté de Thorn; ils se renforçaient par de nouvelles recrues et les volontaires qui venaient spontanément se ranger

sous leurs drapeaux. Partout ils faisaient prêter serment de fidélité à la constitution du 3 mai. Un de leurs détachemens pénétra jusqu'en Silésie, y détruisit les magasins, et enleva un convoi de bétail destiné pour l'armée prussienne.

Kosciuszko, instruit de ces succès, envoya pour appuyer les insurgés un corps commandé par *Madalinski;* mais celui-ci, ayant éprouvé un échec à son passage par la Narew, fut retardé dans sa marche. Cet accident imprévu contraria infiniment les insurgés, qui ne purent profiter des avantages qu'ils avaient eus, d'autant plus que le roi de Prusse, ayant retiré son armée de Varsovie, pouvait employer toutes ses forces pour les réduire.

Frédéric-Guillaume avait été d'autant plus alarmé des premiers succès des insurgés dans la Grande-Pologne, que l'armée française avançait en Allemagne, et ses états se trouvaient par conséquent menacés par deux ennemis à la fois, qui pouvaient s'entendre et faire cause commune contre lui.

On lui conseilla de prendre les mesures les plus sévères pour faire rentrer ses sujets polonais dans le devoir, et quoique son caractère ne fût pas disposé à la cruauté et à la vengeance, les exécuteurs de ses volontés, et particulièrement le colonel *Szekuly*, achevèrent de révolter par leur conduite les habitans des provinces insurgées.

Tandis qu'un corps de cavalerie légère sous les ordres de *Szekuly* parcourait la Grande-Pologne, il parut, en date du 1er septembre 1794, un ordre publié à Petrikau, par une magistrature[1] établie dans les provinces de la Prusse méridionale, qui portait en substance :

1°. Que chacun des insurgés qui serait pris les armes à la main devait être sur-le-champ, et sans aucune pitié, tué ou pendu.

2°. Que les individus d'un rang plus distingué, soit ecclésiastiques, soit séculiers nobles, dans le cas qu'ils eussent pris une part directe à l'insurrection, devaient être sur-le-champ pendus, sans égard pour le sexe, ou, d'après la nature de leurs délits, ils devaient être condamnés pour la vie aux travaux publics dans une forteresse, en confisquant en même temps toutes leurs propriétés.

3°. Que toutes les personnes suspectes, de quelque rang qu'elles fussent, devaient être arrêtées et enfermées dans une forteresse.

4°. Que chaque sujet, soit ecclésiastique soit civil, qui donnerait un asile à des individus accusés d'avoir attenté à la tranquillité publique, et qui n'en préviendrait pas le gouvernement, devait être condamné, non seulement à payer de sa fortune tous les dommages que ces individus pouvaient avoir occasionnés, mais en outre,

[1] *Die königl : Kriegs- und Domainen-Kammer inden südpreussischen Provinzen.*

que, d'après la nature du délit, on était autorisé à lui infliger des châtimens corporels, ou même la peine de mort, sans avoir besoin de recourir à d'autres formalités judiciaires.

Des mesures aussi sévères excitèrent l'indignation du gouvernement de Varsovie, qui fit paraître une déclaration, en date du 9 septembre, par laquelle on justifiait la conduite des habitans de la Grande-Pologne; on se plaignait hautement des moyens violens que le gouvernement prussien employait pour les contenir, et on menaçait de faire usage du droit de représailles.

Cependant la nouvelle insurrection dans la Grande-Pologne devenait de la plus grande importance pour le nouveau gouvernement, qui fondait en grande partie son espoir sur la diversion puissante qu'il pouvait en espérer, et il sentit le besoin d'employer une partie de ses forces armées pour seconder les efforts des insurgés. Mais, malheureusement, l'état déplorable des finances ne permettait pas de fournir des fonds suffisans pour exécuter ce projet, sans employer des moyens extraordinaires pour venir au secours du trésor public.

Le conseil suprême de Varsovie ne cessait de faire des adresses aux habitans des provinces pour exiger le paiement des impôts arriérés, et on en faisait exécuter la perception d'après des réglemens des plus rigoureux. Il avait mis en outre

en circulation des billets de banque garantis par le trésor; mais la rareté du numéraire dans le pays rendait d'un jour à l'autre plus pénible le paiement des impôts, et la même raison, accompagnée de la méfiance pour le papier-monnaie que l'on n'avait jamais connu en Pologne, mettait les billets de banque en discrédit.

Le gouvernement de Pologne se vit obligé d'avoir recours à une opération de finance qui avait déjà été décrétée par une résolution de la diète constitutionnelle, en date du 26 avril 1792, et que les circonstances n'avaient pas permis d'effectuer. Il ordonna la vente des starosties ou fiefs nationaux, qui, d'après un calcul approximatif fait autrefois à l'époque de cette diète, pouvaient valoir environ six cent millions de florins de Pologne.

Le gouvernement fixa le premier terme de cette vente au 1er décembre 1794 pour les provinces de la couronne, et au 1er mars 1795 pour la Lithuanie.

Il fut décidé que, dans le courant de la première année, on ferait une vente pour la valeur seulement de dix millions, et qu'on ne vendrait que les starosties qui se trouveraient sous l'administration de la chambre des finances. On devait employer le produit de cette vente pour racheter les billets de banque, et rétablir la circulation du numéraire. L'on devait opérer de même

dans le cours des années suivantes, jusqu'à ce que tous les billets de banque fussent rentrés dans la caisse du trésor, et que l'on eût satisfait à tous les besoins pressans de l'état. Toutefois, comme le terme du 1er décembre était encore éloigné, et que la nécessité de trouver des fonds devenait tous les jours plus urgente, le gouvernement se vit obligé d'en appeler au patriotisme des habitans, et de négocier un emprunt forcé.

C'est en conséquence qu'il fit paraître, en date du 11 septembre, une déclaration dans laquelle il faisait connaître la nécessité de cette mesure qu'il avait adoptée, en mettant en réquisition tous les objets en or et en argent qui se trouvaient, dans quelque dépôt que ce fût, dans toute l'étendue du pays, aussi-bien que tout le numéraire qui se trouverait entre les mains des particuliers ou toute autre part; et on ne laissa que l'espace de sept jours pour l'exécution de cet ordre, en chargeant la caisse du trésor public, ainsi que les commissions du bon ordre établies dans les palatinats et districts, de percevoir tout ce qui serait apporté.

Le gouvernement s'engageait à donner, en échange des sommes et des effets qui seraient délivrés, des billets de banque ou des obligations qui assureraient un paiement d'intérêt à cinq pour cent de la valeur qu'on avait perçue. On donna la même assurance à tous ceux que le

patriotisme avait engagé à prêter volontairement des sommes pour les besoins de l'état, et à ceux qui offriraient de l'or et de l'argent monnoyé ou non monnoyé contre des billets de banque.

Ces opérations de finance produisirent tout l'effet qu'on désirait, et l'on peut s'en apercevoir par la proclamation du conseil suprême, en date du 29 septembre, par laquelle le gouvernement donne l'assurance aux habitans que les impôts qui avaient été décrétés à l'instar du réglement adopté par les habitans de Cracovie, à l'époque de l'acte de l'insurrection, ne se percevraient plus à l'avenir; que le gouvernement n'en exigerait d'autres que ceux qui avaient été déterminés par la diète constitutionnelle, et qu'on paierait en argent comptant; mais qu'en revanche on autorisait les habitans à acquitter, non seulement les redevances du mois de septembre et du terme expiré du mois de juin, mais encore tous les impôts arriérés, en billets de banque.

Kosciuszko n'avait envoyé qu'un corps de troupes peu nombreux pour suivre et observer les mouvemens de l'armée prussienne après sa retraite de Varsovie, mais il chargea le général *Dombrowski* de pénétrer avec un corps plus considérable en Prusse, pour seconder les opérations des insurgés.

Le 13 septembre, *Dombrowski*, après avoir partagé les troupes qu'il commandait, en trois

colonnes, passa la Bzura, attaqua les Prussiens sur différens points, fit des prisonniers, s'empara de plusieurs magasins très considérables, et se réunit au corps du général *Madalinski*, qui, après ses premiers revers, s'était remis, et avait obtenu différens succès dans la Grande-Pologne. Comme les Prussiens faisaient place aux troupes polonaises, et évitaient un combat décisif, celles-ci continuèrent leur marche jusqu'à Gnesne, qu'elles occupèrent le 27 septembre; et par ce moyen l'insurrection acquit tant de force et de consistance que les Prussiens perdirent l'espoir d'en arrêter les progrès.

Le colonel *Szekuly*, chargé d'employer les mesures les plus sévères pour contenir les insurgés, ne put s'empêcher d'avouer dans une lettre adressée au roi son maître, et qui fut interceptée, qu'il trouvait des obstacles infinis et des difficultés insurmontables pour exécuter les ordres qu'il avait reçus.

De tous les endroits que les Prussiens avaient abandonnés, les habitans s'empressèrent d'envoyer des députés au gouvernement à Varsovie, en déclarant qu'ils accédaient à l'acte d'insurrection de Cracovie, et qu'ils désiraient faire cause commune avec le reste de la nation, sous les ordres du généralissime *Kosciuszko*. Le 17 septembre, il se présenta une députation des habitans du district de Sochaczew, au quartier-général,

en offrant une somme d'argent comme don gratuit, et en déclarant, au nom de ses commettans, qu'ils étaient prêts à verser leur sang et à sacrifier leurs propriétés pour le salut de la patrie.

Excepté les villes de Posen, Czenstochow, Petrikau et Lenczyca, que les Prussiens occupaient, tout le reste de la Grande-Pologne était en insurrection, et présentait une masse imposante d'hommes armés, mais qui n'avaient pas toutefois un point fixe de réunion, non plus que le temps de s'organiser et de s'exercer.

Différens succès partiels vinrent encore ranimer le courage et l'énergie de nos militaires. Le général *Karwowski* passa la Narew sans aucun empêchement. Le prince Joseph *Poniatowski*, qui couvrait Varsovie du côté de Blonie, envoya des détachemens de cavalerie qui inquiétèrent et alarmèrent les Prussiens sur différens points.

Après l'occupation de Gnesne par les troupes polonaises, le général *Dombrowski* se porta en avant et eut différens succès. Il fut attaqué inopinément près de Labyszyn par le colonel *Szekuly*, mais il le battit et le força de se retirer à Bromberg. Les généraux *Dombrowski* et *Madalinski* le suivirent de près, l'attaquèrent dans sa position, battirent et dispersèrent le corps qu'il commandait, et s'emparèrent de Bromberg, ville prussienne, dont les habitans prêtèrent serment de fidélité à la république de Pologne. Le colonel

Szekuly, grièvement blessé et fait prisonnier, mourut trois jours après de la suite de ses blessures.

Les Polonais trouvèrent à Bromberg des magasins considérables de sel, de fer, de draps, et un dépôt d'armes. Plusieurs détachemens se portèrent dans les environs, occupèrent Lukna, où l'on trouva un grand magasin de vivres, et s'emparèrent de plusieurs grosses barques sur la Vistule, qui étaient chargées de munitions de guerre.

La ville de Bromberg fut occupée aux premiers jours du mois d'octobre. Lorsque la nouvelle en parvint à Berlin, elle répandit une alarme générale, car l'on ne s'attendait jamais que l'insurrection de la Grande-Pologne pût faire des progrès aussi rapides, et fît naître des conséquences aussi funestes. L'on fut obligé de faire avancer plusieurs régimens en Pologne, et même le corps commandé par le prince de *Hohenlohe*, et qui se trouvait du côté du Rhin, reçut ordre de se mettre en marche et de suivre cette direction.

Les succès brillans de l'armée du général *Dombrowski* servirent pendant quelque temps à entretenir le courage et l'énergie des Polonais, et principalement des habitans de Varsovie. Le conseil ne négligeait point de publier tous les détails qui y étaient relatifs; il faisait paraître

des proclamations adressées aux habitans de la Prusse méridionale, qu'il excitait à de nouveaux efforts, et à tous les sacrifices dont ils étaient capables pour le service de leur pays.

Tous les jours l'on amenait des prisonniers à Varsovie, et des convois nombreux de différens objets pris à l'ennemi; mais bientôt tous ces moyens devinrent infructueux pour nourrir l'esprit public, et entretenir quelque espoir, après les événemens dont je vais parler.

CHAPITRE III.

A LA suite de l'occupation de Wilna, les Russes étaient devenus successivement maîtres de presque toute la Lithuanie. Un corps de troupes lithuaniennes conservait encore sa position en Samogitie, un autre dans le palatinat de Brzesc; et *Mokranowski* avait un commandement de quelques mille hommes à Grodno.

La Courlande avait été évacuée par le petit nombre de troupes qui s'y trouvait. L'armée lithuanienne, dont ces différens corps faisaient partie, s'était ainsi morcelée, et chaque corps prenait une position là où il ne trouvait pas de résistance,

et d'où les Russes s'étaient retirés. C'est ainsi qu'un d'eux occupa une position sur les derrières de l'armée russe à Kowno, d'où l'ennemi résolut de le faire déloger, en faisant transporter sur des barques, d'Olita à Kowno, six cents hommes d'infanterie; mais le général polonais *Meyen*, qui, avec cinq cents hommes, occupait les rives boisées du Niémen, après avoir laissé passer les cosaques et les carabiniers qui escortaient ce transport en côtoyant les bords de la rivière, fit lancer quelques bombes contre ces barques qui furent bientôt submergées avec les troupes qu'elles avaient à bord. Ce fut le dernier succès de nos armées.

L'impératrice de Russie voulant mettre un terme à la révolution de Pologne, et n'ayant plus à redouter des hostilités des Turcs, à l'approche de l'hiver, fit marcher le général *Suwarow* avec de nouvelles troupes qui avaient été jusqu'alors vers la frontière de la Turquie, du côté de Varsovie, pour s'emparer de cette ville, qu'on regardait comme le foyer de la révolution.

Le 18 septembre, un corps d'armée polonais, commandé par le général *Sierakowski*, fut attaqué près de Krupczyce, et, cédant à des forces supérieures, il se trouva obligé, après une résistance obstinée, de se retirer vers Brzesc-Litewski. Le lendemain 19, une attaque encore plus vigou-

reuse fut renouvelée dans cette position; et, comme l'armée polonaise se trouvait fatiguée par le combat de la veille, et qu'elle était d'ailleurs affaiblie et découragée par l'échec qu'elle avait éprouvé et la nécessité de se retirer, elle montra moins d'énergie, et perdit beaucoup de monde; les Russes firent un grand nombre de prisonniers, et s'emparèrent de presque toute son artillerie.

Comme après cette défaite la route de la capitale se trouvait ouverte, et le faubourg de Praga, dont la ville était séparée par la Vistule, n'étant point en état de défense, des milliers de bras furent employés à faire des fossés et des retranchemens à la hâte, tandis que le généralissime jugea à propos de quitter lui-même son camp de Mokotow pour aller à la rencontre de l'ennemi, l'arrêter dans sa marche, et vaincre ou mourir glorieusement en combattant pour son pays.

Voici la dernière proclamation qu'il fit paraître avant de se rendre à l'armée de *Sierakowski*, et qui peint trop bien les sentimens qui l'animaient dans la position la plus périlleuse, pour ne pas en faire mention :

« La liberté, ce bien inappréciable dont il est « permis à l'homme de jouir, n'a été accordée « en partage par la divine Providence qu'à ces « seules nations qui s'en sont rendues dignes par

« leur conduite, leur courage et une constance
« persévérante au milieu de toutes les adversités.

« Cette vérité nous est démontrée par l'exem-
« ple de tant de nations libres, qui, après une
« lutte pénible, et après avoir éprouvé de lon-
« gues souffrances, recueillent à présent les fruits
« de leur courage et de leur constance.

« Polonais, vous qui aimez votre patrie et
« votre liberté tout autant que ces braves nations,
« qui avez éprouvé bien plus de calamités et de
« malheurs; vous qui, étant animés des senti-
« mens les plus nobles, n'avez pu supporter plus
« long-temps l'humiliation qu'on a fait éprouver
« au nom polonais; vous qui l'avez si courageu-
« sement relevé, et qui avez soutenu avec tant
« de valeur la lutte de votre patrie opprimée
« contre le despotisme, ne refroidissez pas, je
« vous en conjure, le zèle, le courage, l'enthou-
« siasme qui vous animent.

« Dans une lutte inégale contre un ennemi
« supérieur, vous avez eu sans doute des peines
« et des souffrances à endurer, ainsi que des
« pertes à éprouver dans vos fortunes; mais je
« dois vous rappeler que nous vivons dans une
« époque où il faut faire de grands sacrifices
« pour tout obtenir, et qu'il faut se soumettre à
« des momens de souffrance, afin de s'assurer
« un bien-être certain et durable.

« N'oubliez jamais que ces souffrances (si l'on

« peut appeler ainsi les sacrifices que l'on fait à « la patrie) ne sont que passagères, et qu'en re- « vanche la liberté et l'indépendance du pays, « qui en est une suite naturelle, vous prépare des « jours non interrompus de gloire et de bonheur.

« Mais si d'un côté il est urgent que vous re- « doubliez présentement tous vos efforts pour la « patrie, d'un autre côté le gouvernement em- « ploiera tous ses soins pour alléger autant que « possible les sacrifices des habitans.

« C'est en conséquence que je recommande « aux commissions du bon ordre d'assurer les « citoyens, que non seulement leurs propriétés « ne seront point inquiétées, mais qu'au con- « traire elles seront protégées et respectées par « le gouvernement; que tout ce qui sera livré « par les habitans à la réquisition des autorités « constituées sera immédiatement payé, et qu'en- « fin toutes les charges auxquelles les habitans « sont assujettis cesseront d'exister à l'époque où « la guerre sera terminée, et qu'une assemblée « de la nation, composée de vos représentans, « établira une forme de gouvernement qui vous « conviendra, et qui assurera votre tranquillité « et votre bien-être.

« Donné dans le camp près de Mokotow, le « 24 septembre 1794.

« *Signé* T. Kosciuszko. »

Le premier soin du généralissime en arrivant au camp de *Sierakowski*, fut de rechercher les véritables causes des revers éprouvés les 18 et 19 septembre. Il fit punir rigoureusement ceux qui avaient manqué à leur devoir, et décerna des récompenses à ceux qui les avaient mérités.

Il passa de là à Grodno, où, après avoir donné les ordres nécessaires, il confia le commandement de toute l'armée de Lithuanie au général *Mokranowski*. Son objet principal étant de retarder et d'empêcher la marche du général *Suwarow* sur Varsovie, il revint de suite au camp de *Sierakowski*; et voulant prévenir la jonction du général *Fersen* avec l'armée de *Suwarow*, il l'attaqua, près de Macieiowice, le 10 octobre.

Cette bataille fut sanglante; les Polonais firent des prodiges de valeur. *Kosciuszko*, pour décider le sort du combat qui devenait incertain, et ne voyant point arriver les secours qu'il attendait, se précipita au milieu de l'ennemi avec l'élite de la cavalerie et tous les premiers officiers de l'armée. Cette démarche téméraire et désespérée ne servit qu'à lui épargner la douleur de voir la déroute entière de ses troupes; car blessé grièvement à la tête et couvert d'autres blessures non moins graves, il tomba avec son cheval au milieu de la mêlée, et tous les braves qui l'avaient

suivi vendirent chèrement la perte de leur vie ou de leur liberté.

Entre les prisonniers faits par les Russes se trouvaient, le compagnon inséparable de *Kosciuszko*, Julien *Niemcewicz*, qui fut blessé; son aide-de-camp le major *Fischer;* les généraux *Sierakowski, Kniaziewicz, Kaminski;* le colonel *Zaydlitz*, et beaucoup d'autres officiers distingués par leurs talens, leur valeur et leur patriotisme.

Le hasard fit découvrir *Kosciuszko* au milieu de ceux qui couvraient le champ de bataille, et qu'on regardait comme tués. Malgré ses blessures et la simplicité de son vêtement, il fut reconnu; et dès qu'on prononça son nom, plusieurs cosaques qui s'en étaient approchés pour le dépouiller, ne purent s'empêcher de faire apercevoir un mouvement de respect envers ce chef vaillant et malheureux. Ils firent un brancard de leurs lances pour le transporter auprès du général *Fersen*, qui donna de suite des ordres pour soigner ses blessures en sa présence, et qui le traita, ainsi que les autres prisonniers, avec tous les égards qui leur étaient dus.

C'est ainsi que fut terminée la glorieuse carrière de *Kosciuszko*, et avec cette époque s'évanouirent toutes les espérances des insurgés. La part que prit toute l'Europe à cette malheureuse catastrophe, fit connaître la perte irréparable que l'humanité venait de faire. L'armée entière

pleura son chef; et tout bon Polonais se livra à la douleur la plus profonde.

Les monumens élevés à la mémoire des grands hommes sont rarement épargnés au milieu des guerres civiles et des révolutions, et ne résistent point à la longue au temps qui détruit tout; mais le souvenir de *Kosciuszko*, qui est gravé dans le fond du cœur de tout ami de l'humanité, passera à la postérité la plus reculée, et ne sera jamais effacé. Nos descendans ne cesseront de le bénir, et les larmes de reconnaissance que l'on versera sur sa tombe seront le plus pur hommage qui sera rendu à ses vertus.

Mon cœur est trop plein des sentimens qu'il m'a inspirés, pour que je ne trace pas ici en peu de mots le tableau de la conduite que cet homme, si respectable à tant de titres, a tenue depuis la campagne de 1792 jusqu'à l'époque de sa mort, qui arriva vingt-trois ans après la bataille de Macieiowice.

Je laisse à ses compagnons d'armes, à ces braves qui ont partagé ses dangers et sa gloire, à ceux qui ont eu le bonheur de l'approcher et de recueillir tous les détails qui ont rapport à sa vie publique et privée, de fournir au burin de l'histoire des matériaux qui feront connaître l'homme de bien, le citoyen vertueux, et le défenseur intrépide de la liberté et de l'indépendance de son pays. Quant à moi, je me bornerai

à citer quelques traits de sa biographie, qui justifieront l'enthousiasme avec lequel je me suis toujours exprimé en parlant de cet illustre compatriote.

Après la campagne de 1792, on offrit à *Kosciuszko* une place distinguée dans l'armée russe, qu'il ne voulut point accepter; on lui offrit une pension qu'il refusa également avec la fierté d'un homme qui ne veut servir que son pays. Il quitta la Pologne; et, n'étant pas riche, il vécut des secours que lui offrirent ses amis.

En 1794, il accepta la place de généralissime, sans vanité, sans ambition, et sans autre intérêt que celui de travailler à l'affranchissement de sa patrie. Il imita son instituteur *Washington*, par le respect qu'il porta aux lois, et par l'usage qu'il fit de son autorité pour les faire respecter.

Revêtu d'un pouvoir suprême, et se trouvant à la tête de toutes les autorités civiles et militaires, par le vœu et la volonté de la nation, il refusa le trône qui lui fut proposé; il exigea constamment du gouvernement et des habitans de Varsovie que Stanislas-Auguste fût honoré et respecté comme roi légitime de Pologne. Il n'aurait pas même hésité à le mettre à la tête du gouvernement qu'on venait d'établir, s'il n'en avait été déconseillé par ceux qui se méfiaient du roi, et qui craignaient l'influence du parti de la cour.

Si la bataille de Szczekociny n'a pas tourné à l'avantage des armées polonaises, la retraite de *Kosciuszko* a valu une victoire aux yeux de tous les militaires expérimentés; et la défense de Varsovie, qui ne se trouvait rien moins qu'en état de soutenir un siége, n'étant pas du tout fortifiée, l'a couvert de gloire.

En se précipitant avec l'élite de la cavalerie pour se faire jour au travers de l'ennemi, à la bataille de Macieiowice, il ne s'attendait pas sans doute à survivre au désastre de sa patrie, et à tomber entre les mains des Russes. Prisonnier et couvert de blessures, il endura patiemment son sort et ses souffrances personnelles; mais il ne se consola jamais, jusqu'au dernier moment de sa vie, de la perte de sa patrie.

Délivré de sa prison à l'avénement de Paul au trône, il fut pénétré de l'acte de magnanimité de cet empereur, qui rendit la liberté aux principaux moteurs de la révolution, détenus comme lui à Pétersbourg, ainsi qu'à douze mille Polonais répartis dans différentes provinces de la Russie. Il refusa cependant toutes les propositions qui lui furent faites d'accepter un emploi militaire du premier rang, avec une pension considérable.

S'il ne put refuser d'accepter de l'empereur Paul, comme don gratuit, une somme qui assurait sa fortune pour le reste de ses jours, il ne

manqua pas de la renvoyer dès qu'il eut quitté les frontières de la Russie, en témoignant, dans une lettre écrite avec autant de respect que de dignité, toute l'étendue de sa reconnaissance, mais en déclarant que, n'ayant plus de patrie, les richesses lui devenaient inutiles, et qu'il était déterminé à finir ses jours dans la retraite et l'obscurité.

Après avoir passé quelque temps en Amérique et en Angleterre, il s'établit en France dans les environs de Fontainebleau, où une pension modique qu'il recevait des États-Unis, pour ses anciens services militaires, suffit à ses besoins, qui étaient très bornés.

Dans cette retraite, la société d'un petit nombre d'amis, la lecture, le dessin et la chasse lui donnaient quelques délassemens, tandis que la pratique des actes de charité, par l'accueil qu'il faisait aux malheureux, et les aumônes qu'il répandait entre les pauvres, apportaient des consolations à son âme sensible, qui ne cessait d'être toujours plongée dans une douleur profonde.

Témoin de différens changemens qui s'opérèrent en France, il parut insensible à tout ce qui y avait rapport; mais dans les conversations particulières, il se plaignait de l'insouciance que les Français avaient montrée pour le sort de la Pologne.

Napoléon, voulant profiter de son attache-

ment constant pour son pays, et de la confiance que les Polonais avaient en lui, chercha à l'engager à le suivre dans la campagne de 1807. Il lui fit les offres les plus séduisantes, et désira au moins que, par une proclamation signée de sa main, il donnât l'éveil à la nation polonaise, et ranimât son ancien enthousiasme.

Napoléon s'efforça de lui faire croire qu'il avait formé le projet de rétablir la Pologne; mais *Kosciuszko*, qui aurait donné la dernière goutte de son sang pour le voir réalisé, ne s'y fia pas, et ne voulut point tromper ses compatriotes par des espérances auxquelles lui-même n'osait se livrer.

A l'entrée des troupes alliées à Paris en 1814, l'empereur Alexandre voulut voir *Kosciuszko*, lui parla de ses projets de rétablir la Pologne, l'engagea à rentrer dans son pays.... *Kosciuszko* témoigna sa reconnaissance pour la manière dont l'empereur avait accueilli les officiers députés de l'armée polonaise, qui avaient suivi jusque-là les étendards de Napoléon, et qui désiraient revenir dans leurs foyers; il remercia l'empereur des bonnes intentions qu'il avait de rétablir la Pologne, et ne douta point que ces promesses ne fussent réalisées. Il promit de revenir dans sa patrie dès que son existence serait assurée et son gouvernement organisé; mais la mort l'enleva quelque temps après, en 1817, dans une re-

traite qu'il s'était choisie chez un de ses amis en Suisse.

Tous les gens de bien dans les deux hémisphères regrettèrent cet homme respectable, dont le nom ne cessera d'être répété aussi longtemps que l'on rendra hommage à toutes les vertus sociales. Les amis de la liberté et de l'indépendance ont perdu en lui un modèle; les militaires, un des plus braves compagnons d'armes; les Polonais, un citoyen qui a illustré leur pays, et qui n'a respiré jusqu'au dernier moment de sa vie qu'en faisant des vœux pour son bonheur.

La nouvelle que *Kosciuszko* était blessé et fait prisonnier à Macieiowice se propagea avec la rapidité de l'éclair à Varsovie et jusqu'aux points les plus éloignés de la capitale. J'arrivai précisément à Varsovie le jour où cette nouvelle fut annoncée, et je puis assurer que, dans tout le courant de ma vie, je n'ai vu de tableau plus touchant et de scène plus déchirante que celle que présenta le public de la capitale pendant plusieurs jours consécutifs.

Dans toutes les rues, dans tous les cercles de la société, dans toutes les réunions de famille, on entendait répéter : *Kosciuszko n'est plus!* et des sanglots accompagnaient cette exclamation, qui était répétée dans toute la Pologne.

On aura peine à le croire, mais je puis attester ce que j'ai vu, et ce que nombre de témoins

peuvent certifier après moi, c'est que plusieurs mères de famille avortèrent en apprenant cette nouvelle; plusieurs malades furent consumés d'une fièvre brûlante; quelques uns tombèrent dans des accès de démence qui ne les quittèrent plus, et l'on rencontrait dans les rues des hommes et des femmes qui se tordaient les mains, frappaient leur tête contre le mur, en répétant avec l'accent du désespoir : *Kosciuszko n'est plus, la patrie est perdue!*

Le cœur le moins sensible, qui, en lisant ce peu de lignes, pourrait ne point éprouver d'émotion, n'aurait pu s'empêcher de donner quelques larmes aux scènes touchantes qui suivirent la disparition d'un chef auquel le sort de tant de millions d'habitans était attaché, et n'aurait pu s'abstenir de lui payer le tribut de regrets et d'admiration qu'il méritait à si juste titre.

Je n'entreprendrai point de discuter les reproches que des hommes froids et sévères ont faits à *Kosciuszko* de s'être exposé témérairement à Macieiowice, et d'avoir cherché la mort, qu'il préférait à la honte de perdre une bataille. On aurait voulu qu'il ménageât ses jours, et qu'il cherchât à se retirer du côté de Varsovie, où sa présence seule valait une armée entière.

Il y a des personnes qui ont prétendu que la division qui régnait entre lui et le conseil suprême, que la négligence qu'on mettait à exécu-

ter ses ordres, que les difficultés qu'il entrevoyait de conduire à bout la révolution, que les efforts de quelques malveillans qui blâmaient sa modération, et qui désiraient voir établir un gouvernement démocratique, l'avaient lassé et fatigué au point de lui rendre la vie à charge, et de le porter à un coup de désespoir.... Mais ces conjectures disparaissent aux yeux des observateurs qui voudront examiner attentivement sa conduite passée et celle qu'il a tenue depuis. L'on verra que *Kosciuszko* n'était pas capable de ménager son sang et sa vie même pour le service de son pays, mais qu'il n'aurait jamais eu la faiblesse de sacrifier son existence pour se délivrer des chagrins et des désagrémens personnels.

CHAPITRE IV.

En conséquence du réglement de l'acte d'insurrection qui autorisait le conseil suprême à choisir un remplaçant, en cas de quelque événement malheureux, pour la personne de *Kosciuszko*, on s'occupa du choix d'un généralissime, et ce fut Thomas *Wawrzecki* qui réunit les suffrages, et qui fut proclamé et annoncé par

une déclaration du conseil en date du 12 octobre 1794.

Les généraux de division annoncèrent cette nomination à leurs corps respectifs. L'armée prêta serment de fidélité et d'obéissance; le public parut satisfait de ce choix; mais celui sur lequel il était tombé fut long-temps à s'en défendre, et sa modestie ne lui permettait pas de supposer qu'il eût les talens nécessaires pour remplacer un chef illustre que toute la nation regrettait.

Cependant les représentations de ses amis et les insinuations de tous les gens de bien prévalurent, et le déterminèrent à prêter serment comme généralissime, le 16 octobre. Le 23, il fit paraître une proclamation dans laquelle, après avoir dépeint avec les traits les plus touchans la perte irréparable que la nation venait d'éprouver dans la personne de *Kosciuszko;* après avoir témoigné sa reconnaissance pour la confiance dont on l'honorait, et qu'il ne pouvait mériter que par son zèle et par un dévoûment sans bornes pour les intérêts de son pays, il engageait l'armée à venger le chef dont elle venait d'être séparée, et toute la nation à redoubler d'efforts et à tout sacrifier pour s'affranchir du joug de l'ennemi.

Il exprimait d'une manière touchante que, ne se trouvant pas les talens et les qualités nécessaires pour remplir le poste important qui lui

était confié, il demandait à la Providence de l'aider à supporter le fardeau des nouveaux devoirs qui lui étaient dévolus, et terminait par déclarer qu'en acceptant le titre de généralissime, il trouvait de nouvelles obligations de se réunir intimement avec tous les citoyens, et de prendre une part active à tous les efforts et à tous les dangers qui sont inévitables quand on combat pour la liberté et l'indépendance de son pays contre des forces bien supérieures.

Ce n'était plus un siége que Varsovie avait à craindre, c'était un assaut dont elle était menacée; et, pour le prévenir, il était indispensable de rassembler toutes les forces sur un point où le danger était imminent.

Les généraux *Dombrowski* et *Madalinski* reçurent ordre de se rapprocher incessamment de Varsovie; *Mokranowski* fut rappelé de la Lithuanie pour se réunir à l'armée du généralissime; le général *Zaionczek* établit un camp devant Praga, et le prince *Poniatowski* couvrit la rive gauche de la Vistule, du côté de Varsovie.

Tous les habitans indistinctement furent employés à travailler aux retranchemens de Praga. On nomma un conseil de guerre sous la présidence du généralissime pour diriger toutes les opérations militaires; on permit aux habitans de Varsovie de choisir des chefs dans lesquels ils

eussent de la confiance, et personne ne fut exclu de l'obligation de défendre la ville.

La consternation était générale; les craintes et le désespoir augmentaient d'un jour à l'autre dans la capitale, et l'on parlait hautement de la nécessité de se rendre à la discrétion de l'ennemi; mais les opinions étaient partagées; car les négocians, les marchands et les propriétaires les plus riches voulaient se soumettre aux Prussiens; les partisans de la cour donnaient la préférence aux Russes; et les gens du peuple, qui ne calculaient pas sur l'avenir qui les attendait, ne pensaient qu'à se défendre.

Le 14 octobre, un courrier, expédié du camp russe, arriva à Varsovie, avec un passe-port signé par *Kosciuszko*, et remit au roi de Pologne une lettre du baron de *Fersen*, dont voici le contenu :

« Sire, la destruction presque complète du « corps de l'armée polonaise que j'avais à com- « battre, un grand nombre de soldats qui sont « tombés entre mes mains et qui sont faits pri- « sonniers, ainsi que des officiers de différens « grades, des généraux-commandans, et même « celui qui les commandait tous, le chef de la « révolution de 1794, voilà, Sire, les résultats « de l'affaire du 10 octobre.

« Persuadé que Votre Majesté et la république

« de Pologne avez recouvré votre pouvoir et « vos anciens droits, je m'adresse à ce gouver- « nement légitime pour demander la liberté des « généraux, officiers, soldats et employés russes, « ainsi que des personnes attachées au corps « diplomatique et autres individus des deux sexes, « qui, sans égard au droit des nations, ont été « arrêtés jusqu'à présent.

« Je désire que toutes ces personnes soient ex- « pédiées et renvoyées au corps d'armée qui se « trouve sous mes ordres, et dans l'attente que « mes demandes seront incessamment remplies, « j'emploierai de mon côté tous mes soins pour « faire tout ce que je puis, et tout ce qui dépend « de moi.

« Dans l'espérance que toutes ces démarches, « jusqu'à présent infructueuses, procureront à « la Pologne une paix salutaire et durable; et « qu'avant la fin de cette année je pourrai pré- « senter mes hommages personnellement à Votre « Majesté, je la prie d'agréer d'avance l'expres- « sion de mes sentimens respectueux, etc., etc.

« Baron DE FERSEN. »

Cette lettre ne fut regardée que comme un prétexte dont on voulait se servir pour sonder le gouvernement et entamer une correspondance qui pourrait amener des résultats favorables. Le roi, après l'avoir communiquée au conseil su-

prême, consulta de son côté ceux en qui il avait le plus de confiance, et fit la réponse suivante :

« Monsieur, quelque douloureuse qu'ait été « pour nous la déroute d'une partie de l'armée « polonaise dans l'affaire du 10 octobre, et sur-« tout la perte d'un homme estimable, qui a eu « le mérite de poser les premiers fondemens de « l'indépendance de sa nation, elle n'a pu toute-« fois ébranler la fermeté et la constance de ceux « qui se sont engagés solennellement à vaincre « ou à périr en combattant pour la liberté.

« Vous ne serez donc pas étonné, monsieur, « que nous ne puissions déférer à la proposition « que vous nous faites de rendre la liberté aux « prisonniers russes, que nous regardons comme « caution pour les Polonais qui sont entre vos « mains.

« Si vous voulez employer vos soins pour faire « que vos prisonniers soient échangés contre les « nôtres, il me serait fort agréable de pouvoir « coopérer à remplir vos désirs.

« Stanislas-Auguste. »

De son côté, le conseil suprême écrivit à *Kosciuszko*, en lui déclarant qu'il était prêt à faire délivrer tous les prisonniers russes en échange de sa seule personne, et qu'il ne voudrait négliger aucune occasion de lui procurer

sa liberté, sans pourtant que les intérêts de la patrie en souffrissent. Il ajoutait en outre qu'il était touché des égards que *Kosciuszko* éprouvait de la part de l'ennemi, et qu'en revanche on tâcherait d'adoucir le sort des prisonniers russes, autant que cela serait possible.

Cependant le découragement de l'armée polonaise allait en augmentant; la résistance sur plusieurs points fut faible; le général prussien *Günther* battit un corps d'insurgés au passage de la Narew. Le 24 octobre, un autre corps fut entouré par les Prussiens, sous les ordres du prince *Holstein-Beck*, et mit bas les armes à Ostrolenka. Il n'y eut que les généraux *Dombrowski* et *Madalinski* qui passèrent au travers des troupes ennemies, et se replièrent du côté de Varsovie sans livrer de combat et sans éprouver aucune perte.

Comme, par la retraite de l'armée polonaise, la révolution de la Grande-Pologne ne donnait plus d'inquiétude au roi de Prusse, il contremanda l'ordre qu'il avait fait parvenir au corps stationné vers le Rhin, de rejoindre ses armées en Pologne; et d'un autre côté, il ordonna à toutes ses troupes disponibles de marcher sur Varsovie, pour prévenir, s'il en était temps, les Russes, et occuper cette ville en son nom.

Le général *Suwarow*, qui devina ses intentions, s'avança à marches forcées du côté de

Varsovie, et, réunissant à son armée celle des généraux *Fersen* et *Denissoff*, il attaqua les Polonais, le 26 octobre, dans les environs de Praga, et les força de se retirer dans leurs retranchemens. Il continua à les serrer de près; et, le 29 octobre, on entendit la première canonnade à Varsovie.

Le faubourg de Praga, sur la rive droite de la Vistule, était couvert de retranchemens et de batteries qui renfermaient au-delà de cent canons. L'élite de l'armée polonaise réunie à la garde nationale, et secondée par plusieurs milliers des plus braves habitans de la capitale, opposa à l'ennemi la plus vigoureuse résistance. Tous les chefs, officiers et soldats, voyant approcher le moment décisif, n'étaient plus animés que du seul sentiment du désespoir; et *vaincre ou mourir* était le seul cri de ralliement que l'on entendit dans tous les rangs.

Le 3 novembre, les Polonais firent une décharge générale d'artillerie contre le camp russe, et au premier signal d'alarme, tous les bourgeois de Varsovie armés, se transportèrent aux retranchemens de Praga. La canonnade dura toute la journée sans qu'il y eût rien de décisif.

Le 4 novembre à la pointe du jour, les Russes entreprirent d'attaquer les retranchemens de Praga, et principalement ceux qui étaient sur la rive gauche; et en moins de quelques heures, ils

les enlevèrent d'assaut, en sacrifiant et perdant beaucoup de monde.

Les scènes les plus sanglantes suivirent ces premiers succès. Russes et Polonais étaient confondus dans la mêlée générale. Des flots de sang coulaient de tous côtés. Huit mille Polonais périrent les armes à la main; toute leur artillerie tomba au pouvoir des Russes. Les généraux *Iasinski* et *Grabowski* succombèrent sous les coups de l'ennemi. Le général *Zaionczek*, qui avait le commandement général, fut blessé. Le général *Meyen* et la plupart des officiers de l'état-major furent faits prisonniers.

Ce combat, qui dura beaucoup moins de temps qu'on n'aurait pu le supposer, fut d'autant plus meurtrier, et coûta d'autant plus de monde aux Polonais, que les Russes ayant fait mettre le feu au pont sur la Vistule, qui assurait une communication avec Varsovie, la retraite pour le reste de l'armée polonaise devenait très pénible, et presque impossible. Un grand nombre d'officiers et de soldats, qui n'avaient pu prévenir l'incendie du pont, périrent dans la Vistule, en cherchant à la traverser à la nage. Douze mille habitans des deux sexes furent massacrés dans le faubourg de Praga, sans qu'on épargnât les vieillards ni les enfans. On mit le feu aux quatre coins de ce faubourg, dont la plus grande partie des maisons étaient en bois, et qui au bout de quelques heures

ne présenta que des débris de cheminées et des monceaux de cendres.

Cette scène atroce, qui suivit la déroute complète de l'armée, porta la terreur dans le sein de la capitale, dont les habitans ne pouvaient s'attendre à être mieux traités que les bourgeois paisibles du faubourg de Praga.

Des bombes lancées au milieu de Varsovie avaient déjà mis le feu à plusieurs maisons, et le conseil suprême se détermina enfin à capituler. C'est à cet effet qu'il jugea à propos de déléguer en son nom Ignace *Potocki* au camp russe; mais *Suwarow* refusa de l'entendre, et déclara qu'il ne voulait traiter avec aucun chef de l'insurrection. Il ajouta que sa souveraine ne faisait point la guerre à la nation polonaise, mais aux insurgés.

Ignace *Potocki* étant de retour à Varsovie sans avoir pu entamer de négociation, il fut décidé qu'on en chargerait le magistrat de la ville, auquel, en conséquence, on fit passer l'écrit suivant :

« Le conseil suprême est d'avis que le prési-
« dent de la ville de Varsovie, pour sauver la
« capitale des dangers auxquels elle est exposée,
« envoie au nom du magistrat quelques délégués
« de la bourgeoisie, avec un trompette, au gé-
« néral russe, afin d'obtenir de lui une déclara-
« tion solennelle, que la vie et les propriétés des

« habitans seront respectees; et dans le cas qu'on « n'obtienne pas cette garantie, de se préparer à « une défense obstinée, en employant à cet effet « tous les habitans de la ville, sans aucune ex- « ception.

« Varsovie, ce 4 novembre 1794.

« KOCHANOWSKI, président. »

Le magistrat nomma trois députés chargés d'un plein pouvoir, et le roi fut sollicité d'employer ses bons offices auprès du général russe, pour obtenir que la ville fût épargnée.

Le 5 novembre, le général *Suwarow* envoya les points préliminaires de la capitulation que voici :

1°. Les armes doivent être déposées hors de la ville, dans un endroit qui sera déterminé à cet effet, et dont on conviendra à l'amiable.

2°. Toute l'artillerie et les munitions de guerre doivent être transportées et déposées au même endroit.

3°. Le pont doit être rétabli le plus tôt possible. Les troupes russes entreront dans la ville, et y prendront tous les habitans sous leur protection.

4°. Il est déclaré à tous les militaires, au nom de S. M. l'impératrice, qu'il est permis à un chacun de retourner à sa maison, ou de se rendre là où il jugera à propos, sans éprouver aucune perte dans ses propriétés, et cela immédia-

tement après l'entrée des troupes russes à Varsovie.

5°. On rendra au roi de Pologne tous les honneurs qui sont dus à son rang, et dont il avait habituellement joui.

6°. On déclare également au nom de S. M. l'impératrice de Russie, et de la manière la plus solennelle, qu'aucun habitant ne sera inquiété, ni personnellement ni dans ses propriétés; et en garantissant de cette manière la tranquillité des habitans, on leur assure l'oubli du passé.

7°. Les troupes de S. M. impériale entreront aujourd'hui après midi dans la ville de Varsovie, ou si le pont n'était pas terminé, dans la matinée de demain.

Donné dans le camp près de Praga, le 5 novembre 1794.

Le conseil suprême, qui n'était pas encore dissous, mais dont beaucoup de membres avaient quitté la capitale, donna son assentiment à plusieurs points de la capitulation, par la réponse suivante adressée au magistrat de la ville.

« Ayant reçu la communication des proposi-
« tions faites par le général russe au magistrat de
« la ville, et voulant concilier tout ce qui tend à
« garantir la sûreté individuelle, ainsi que les
« propriétés des habitans de la ville de Varsovie,
« avec les obligations que nous avons de soute-
« nir l'acte de l'insurrection nationale, et d'as-

« surer notre liberté et notre indépendance,
« nous avons jugé à propos de faire connaître au
« magistrat notre opinion sur les propositions
« faites par le général *Suwarow*.

« Donné à Varsovie, à la séance du conseil du
« 5 novembre 1794.

« Ignace Zakrzewski. »

Voici cette opinion, jointe à l'écrit adressé au magistrat, et qui fut présentée au général *Suwarow*, en forme de représentation, sur les points préliminaires qu'il avait fait remettre :

1°. La ville de Varsovie déposera les armes dans un endroit désigné d'un commun accord.

2°. La ville de Varsovie n'a ni artillerie ni munitions de guerre qui lui appartiennent.

3°. Le pont sera rétabli le plus tôt possible, et les troupes russes entreront dans la ville pour la prendre, ainsi que ses habitans, sous leur protection.

4°. La ville ne peut remplir ce que le général *Suwarow* exige par le quatrième article de ses propositions, et encore moins coopérer à faire éloigner les troupes polonaises de son enceinte, car la ville n'a aucun droit ni pouvoir sur les armées de la république.

5°. La ville de Varsovie ne doute nullement que partout et toujours, on conservera envers le

roi de Pologne les égards et le respect qui lui sont dus.

6°. La sûreté des personnes et des propriétés des bourgeois et des habitans de la ville de Varsovie sera regardée comme la base principale de tous les autres articles, avec la condition que l'oubli de tout ce qui est arrivé jusqu'à présent sera garanti par la Russie.

7°. Le rétablissement du pont est évidemment impossible dans le courant des journées d'aujourd'hui et de demain. On consent que les troupes russes entrent dans la ville dès que celles de la république en seront sorties, ce qui exige huit jours de temps.

Pendant l'espace de ces huit jours, il y aura une suspension d'armes entre les troupes russes et celles de la république.

Si les troupes de S. M. l'impératrice jugeaient à propos de prolonger le terme de cette suspension d'armes, on pourra y consentir.

Les bourgeois de Varsovie demandent que les papiers-monnaie, les billets de banque et les assurances du trésor continuent leur circulation, en conservant leur valeur respective.

Ignace Zakrzewski.

Le général *Suwarow*, après avoir lu ces représentations du conseil, donna, le 6 novembre,

une réponse définitive qui termina toutes les discussions.

1°. L'on reprendra toutes les armes des bourgeois, et on les fera transporter à Praga sur des bateaux; celles qui se trouvent en dépôt doivent être délivrées au magistrat.

2°. La ville aura soin que l'arsenal, ainsi que les poudres et les munitions qui se trouvent à présent à Varsovie, soient remis aux Russes dès qu'ils seront entrés dans la ville.

3°. La ville doit obliger les troupes polonaises à déposer les armes selon les conditions qui ont été prescrites dans les points précédens. Ceux qui ne voudront pas déposer les armes seront obligés de quitter la ville incessamment.

4°. On fixe le terme pour rétablir le pont et reprendre les armes, jusqu'à la matinée du 8 novembre, et les troupes russes seront employées pour aider au rétablissement du pont.

5°. Tous les prisonniers de guerre russes seront mis en liberté dans la matinée du 7, et il en sera de même des bourgeois du faubourg de Praga, de la ville de Varsovie, ainsi que des gens de la campagne.

6°. Les bourgeois de la ville de Varsovie sont obligés de prier S. M. le roi de Pologne de vouloir se prêter à appuyer la ville de son autorité, en ordonnant aux soldats de déposer leurs armes ou de quitter la ville, excepté la garde de la cou-

ronnė, composée de six cents hommes à pied, et la garde à cheval, composée de quatre cents hommes, qui doivent rester pour faire le service au château.

7°. A l'entrée des troupes russes dans la ville, le magistrat avec le président doivent se trouver sur le pont pour présenter les clefs; et toutes les maisons qui bordent les rues doivent être fermées.

8°. Le magistrat est obligé de découvrir et de trouver les archives du ministre de Russie, ainsi que tous les papiers qui y ont rapport.

Toutes les questions ayant cessé, et les points de la capitulation ayant été décidés et acceptés, le général en chef *Suwarow* fit publier la notification suivante :

« J'ai appris avec plaisir que l'on avait déter-« miné et accepté réciproquement des deux « côtés les points de la capitulation. Lors donc « que les troupes de ma très gracieuse souve-« raine passeront par Varsovie, je prie de les « recevoir amicalement, et de leur assurer un « passage tranquille du côté des régimens polo-« nais qui pourraient s'y trouver encore.

« Je répète en même temps les assurances les « plus solennelles, que les bourgeois et les habi-« tans ne seront point inquiétés, ni dans leurs « personnes ni dans leurs propriétés, et qu'il y « aura un parfait oubli du passé, conformément

« au sixième article des points préliminaires de « la capitulation.

« Donné le 6 novembre 1794. »

Le conseil fut dissous immédiatement après; le général *Wawrzecki* déposa entre les mains du roi le pouvoir qui lui était confié, et l'ancien ordre de choses fut rétabli tel qu'il avait été avant l'insurrection.

Les chefs de la révolution, les généraux, les officiers et les soldats qui n'avaient pas voulu déposer les armes, quittèrent la ville avant le 8 novembre, et prirent leur direction par Piaseczno du côté de Pilica; mais comme une division de l'armée russe, sous les ordres des généraux *Fersen* et *Denissoff*, se mit à leur poursuite en trois colonnes, et les serrait de près, une partie des soldats polonais se dispersa en route, un plus grand nombre quitta les drapeaux aux environs d'Opoczno, et le reste mit bas les armes le 18 novembre, à Radoszyce à vingt-trois lieues de Varsovie, en abandonnant les munitions et cent vingt-deux canons.

Le 22 novembre, le généralissime *Wawrzecki*, et les généraux *Dombrowski*, *Giedroyc*, *Niesiolowski* et *Gielgud* furent conduits au quartier-général de *Suwarow*. Le général *Madalinski* congédia dans le même temps le corps de troupes

qu'il commandait, et chercha à s'échapper, mais il fut fait prisonnier par les Prussiens.

Le chancelier *Kollontay*, qui avait devancé la sortie des troupes de Varsovie, fut arrêté en Gallicie, et enfermé dans la forteresse d'Olmütz. Ignace *Potocki*, *Zakrzewski*, *Mostowski* et *Mokranowski* ne quittèrent point Varsovie, et confièrent leur sort à la générosité du vainqueur.

L'armée sous les ordres du prince Joseph *Poniatowski*, et différens corps détachés contre les Prussiens, déposèrent également les armes, et les soldats se dispersèrent pour rentrer dans leurs foyers. L'insurrection de la Grande-Pologne, sans appui et sans secours, fut bientôt assoupie.

L'impératrice de Russie ayant rétabli son ancien pouvoir en Pologne, et voyant terminée la révolution qui lui avait donné des inquiétudes, se contenta de faire conduire dans les prisons de Pétersbourg, et dans le fond de la Sibérie, tous ceux qui étaient tombés entre ses mains, et qui pouvaient lui faire ombrage; mais au reste elle tint la promesse d'oublier le passé, et il n'y eut plus de persécutions personnelles, ni à Varsovie ni dans l'intérieur du pays.

Il n'en fut pas de même en Prusse, où après avoir rétabli le gouvernement dans les provinces polonaises soumises à sa domination, on nomma

une commission spéciale, pour juger et punir tous ceux qui avaient pris part à l'insurrection.

Le 24 octobre 1795, le traité du partage de la Pologne fut décidé, mais ce ne fut que le 1[er] janvier 1796 que les Prussiens occupèrent Varsovie, en vertu de ce traité; et l'arrangement définitif entre la Prusse et l'Autriche, quant aux limites du palatinat de Cracovie, ne fut terminé que le 21 octobre 1796.

A la suite de ce troisième et dernier partage, l'Autriche eut la plus grande partie du palatinat de Cracovie, les palatinats de Sandomir et de Lublin, avec une partie du district de Chelm, et les portions des palatinats de Brzesc, de Podlachie et de Masovie, qui s'étendaient le long de la rive gauche du Bug. Tous ces pays renferment environ huit cent trente-quatre lieues carrées.

La Prusse eut la partie des palatinats de Masovie et de Podlachie située sur la rive droite du Bug; dans la Lithuanie, la partie du palatinat de Troki et celle de la Samogitie qui est sur la rive gauche du Niémen; enfin, un district de la Petite-Pologne faisant partie du palatinat de Cracovie : en tout environ mille lieues carrées.

La Russie eut toute la portion de la Lithuanie qui restait encore à la Pologne, jusqu'au Niémen, et jusqu'aux limites des palatinats de Brzesc et Nowogrodek; et de là au Bug, avec la plus grande partie de la Samogitie. Dans la Petite-

Pologne, la partie de Chelm, sur la droite du Bug, et le restant de la Wolhynie : en tout environ deux mille lieues carrées, y compris la Courlande et la Sémigalle.

Pendant que l'on traitait et déterminait ce dernier partage de la Pologne, la Russie faisait abdiquer la couronne à Stanislas-Auguste, qui, tout aussi soumis aux volontés de Catherine qu'il l'avait été pendant tout le cours de son règne, signa l'acte d'abdication le 25 novembre 1795, et accepta un traitement annuel de deux cent mille ducats, qui lui fut garanti par les trois cours copartageantes, avec la promesse que ses dettes seraient payées. Il se rendit après cela d'abord à Grodno, et depuis, après l'avénement au trône de l'empereur Paul, à Pétersbourg, où il termina ses jours le 12 février 1798.

CHAPITRE V.

Depuis mon retour à Varsovie, le 18 d'août, après l'occupation de Wilna par les Russes, je menai une vie désœuvrée pendant tout le temps qui s'est écoulé jusqu'à la retraite du roi de Prusse. J'avais besoin de quelque repos après

des fatigues auxquelles je n'étais pas habitué, et je ne voyais plus dans l'avenir ni espérance ni consolation. Je me délassais presque chaque jour en allant passer plusieurs heures dans notre camp, où, jusqu'à la levée du siége de Varsovie, il régnait une activité continuelle.

La retraite du roi de Prusse, dans la nuit du 5 au 6 septembre, me causa un moment de surprise; mais j'étais bien loin de partager la sécurité feinte ou vraie de ceux qui supposaient une rupture entre la Prusse et la Russie, et qui en tiraient des conséquences favorables pour la Pologne.

Après être resté quinze jours environ à Varsovie à attendre les suites de la levée du siége, je fis demander au généralissime la permission de me rendre à ma campagne de Sokolow sur le chemin de Grodno, et à quatorze lieues de Varsovie. Je l'obtins avec d'autant plus de facilité que je n'avais fait le service militaire que comme volontaire, et que notre armée de Lithuanie était dans une inactivité complète entre Grodno et Bialystok.

Je ne jouis pas long-temps de quelques momens de repos à la campagne. J'y appris la nouvelle de la défaite de nos troupes commandées par le général *Sierakowski* à Krupczyca, et de celle qui la suivit immédiatement à Brzesc; mais j'ignorais que *Kosciuszko* se fût porté en per-

sonne pour prendre le commandement de cette armée de *Sierakowski*, et encore moins que *Suwarow* s'avançât avec des forces considérables du côté de Varsovie.

Le 12 octobre, il se répandit une alarme générale à plusieurs lieues à la ronde, et j'appris qu'un détachement de cinq cents cosaques marchait du côté de Sokolow pour s'emparer de la caisse et des magasins qu'on y avait transportés de Drohiczyn, chef-lieu du district de ce nom, et en même temps pour s'assurer de ma personne et de tous les membres de la commission du bon ordre qui se trouvaient réunis chez moi, ainsi que du jeune Isidore *Krasinski*, qui était malade des suites de ses blessures à trois lieues de ma campagne.

Je regardais d'abord cette nouvelle comme une fausse alarme, mais la commission ayant reçu un rapport officiel que les cosaques n'étaient qu'à deux lieues de distance, quitta de suite Sokolow avec tous les magasins qu'on put emporter, pour se rendre à deux lieues de là, à Wengrow, où je la rejoignis quelques heures après. La même nuit du 13 au 14 octobre, nous fûmes alarmés par un mouvement général dans la ville, occasionné par des fuyards qui, de tous côtés, se réunissaient à nous, et tâchaient de se soustraire à la poursuite des cosaques.

Les membres de la commission eurent à peine

le temps de chercher leur salut dans la fuite. Je ne dus le mien qu'au dévoûment du maître de poste *Meyssner*, qui, en exposant tout ce qu'il possédait, et même sa personne, pour me faciliter les moyens de m'évader de sa maison sans tomber entre les mains de l'ennemi, me donna pour guide un postillon qui me conduisit par des chemins détournés, et au travers des forêts sur la route de Varsovie. Sans cette précaution, je ne pouvais échapper au danger, car toutes les issues de la ville étaient gardés par les cosaques, dont un détachement s'était porté même à Liw, à une lieue en avant de Wengrow, pour occuper le pont qu'il faut traverser en suivant la grande route.

Les ténèbres de la nuit et la vitesse de mon cheval me donnèrent la facilité de passer, sans être aperçu, entre les piquets qui entouraient la ville. Mais, lorsqu'après avoir fait cinq lieues d'un trait, je croyais pouvoir arrêter ma course, je me vis atteint par plusieurs équipages de femmes et enfans qui fuyaient devant un détachement de cosaques que l'on avait envoyé à ma poursuite. Je fus donc obligé de continuer ma route jusqu'à Kobylka, à trois lieues de Varsovie, où je pris quelques heures de repos.

Le 15 octobre, j'étais à la barrière de Praga, où j'appris du général de brigade *Lazninski* la nouvelle de la défaite de nos troupes à Macieio-

wice, ce qui m'affligea beaucoup plus que le danger que j'avais couru.

Je ne retracerai plus ici le triste tableau qui se présenta à ma vue en traversant les rues de Varsovie, car j'en ai fait l'esquisse dans le chapitre précédent, en rendant compte de l'impression qu'éprouvèrent les habitans de Varsovie à la nouvelle de la captivité de *Kosciuszko;* mais je ne saurais passer sous silence l'agitation qui régnait entre les différens partis, et les présages sinistres qu'on en pouvait induire.

La division entre les membres du conseil détruisait tout espoir de concilier les opinions, et de les ramener vers un plan d'opérations uniforme et énergique, que le danger imminent prescrivait de suivre.

Les uns prêchaient le système de modération comme le seul convenable pour sauver la patrie, en maintenant l'union et la concorde entre toutes les classes des habitans. D'autres, plus exaltés, attribuaient à cette modération le peu de succès qu'avait eu jusqu'alors la révolution, qui, d'après leurs principes, ne pouvait se soutenir sans qu'il y eût du sang versé. Ils ne parlaient que d'enlever le roi, de sacrifier la noblesse, de mettre le peuple dans leurs intérêts, et d'en venir à toutes les extrémités pour relever l'esprit public. Le roi, de son côté, qui n'ignorait pas les projets des ultra-révolutionnaires, et qui prévoyait les

dangers dont il était menacé, cherchait à augmenter et fortifier son parti.

La division qui régnait dans le conseil, et qui influait sur l'opinion publique, s'était établie également entre les chefs de l'armée, et tout annonçait une crise prochaine dont les résultats devenaient incalculables.

Témoin de ces dernières agonies de la révolution, je ne tenais à aucun parti, parce que je n'en voyais aucun qui réunît l'avantage d'établir l'unité de forces, de mouvement et d'action, pour combattre l'ennemi avec succès, et c'est pourtant l'unique objet que l'on doit avoir en vue.

Malgré l'éloignement visible que l'on trouvait en moi pour tous les différens partis, j'étais tous les jours questionné sur mon opinion, et pressé de m'expliquer.

Le général *Iasinski*, bon patriote, et brave comme son épée, mais exalté à l'excès, venait quelquefois dîner en tête-à-tête avec moi. Un jour il me proposa d'entrer dans un club de jacobins, en ajoutant que si je n'acceptais pas cette proposition, je courrais risque d'être pendu, et qu'il en serait fâché.... Je lui répondis que je ne connaissais d'autre club que celui que formait la réunion de tous les habitans pour la défense de la patrie; que je me faisais gloire d'en être, et que j'étais capable de verser la dernière goutte

de mon sang pour mon pays; mais qu'au reste, aucune menace n'avait jamais fait d'impression sur moi, et ne saurait m'intimider.

Il revint une autre fois, en s'efforçant de me prouver que si l'on ne faisait main-basse sur toute la noblesse, la Pologne ne pouvait être sauvée. Je lui répondis en souriant que, lui et moi étant nobles, nous ne serions pas épargnés en admettant cette règle générale, et que, sans doute, ce n'était pas son intention. Je lui fis observer que l'on ne pouvait accuser et rendre coupable une caste entière, ce qui était ridicule; mais que s'il se trouvait dans cette caste des individus qui méritassent d'être punis, j'étais d'avis comme lui de les livrer à la justice, sans avoir égard à leur rang ni à leur naissance.

Quelques jours plus tard, *Iasinski* entra dans ma chambre triste et rêveur, et me proposa de faire avec lui un voyage à pied à Paris; car, disait-il, il n'y a plus en Pologne que des traîtres ou des hommes faibles et sans énergie, avec lesquels il n'y a plus rien à faire. Je lui fis observer que s'il en était ainsi, il ne valait pas la peine d'entreprendre un voyage si long et si pénible pour des compatriotes qui ne le méritaient pas, d'après son opinion, et qu'encore valait-il mieux périr les armes à la main, que d'abandonner son pays pour ne songer qu'à sa sûreté personnelle.

Vous avez raison, me dit-il froidement; je

suivrai votre conseil; et il me quitta sans ajouter un mot de plus.... Huit jours après, il périt dans le camp près de Praga, dans une batterie qu'il commandait lui-même.

D'un autre côté, plusieurs personnes attachées au roi étaient venues me prévenir en secret que, le 28 octobre, le parti des jacobins devait chercher à ameuter le peuple pour enlever le roi et faire un massacre de tous ceux qu'on supposait tenir à son parti. L'on m'engageait à me réunir avec le petit nombre de gens armés qui étaient à ma suite, et qui m'étaient parfaitement dévoués, pour la défense de la personne du roi, et pour prévenir l'effusion du sang, qui ne pouvait qu'amener les conséquences les plus funestes, sans sauver Varsovie ni la Pologne.

Tous ces incidens m'avaient déterminé à demander avec instance au généralissime *Wawrzecki* l'ordre de me rendre à un corps de nos troupes dirigé contre les Prussiens; car je prévoyais que sous peu de jours la ville de Varsovie tomberait au pouvoir de l'ennemi. Je craignais d'être fait prisonnier par les Russes, car, après mon expédition de Dünebourg, il m'était parvenu que l'on avait mis ma tête à prix, et que je devais être envoyé en Sibérie.

Wawrzecki se prêta volontiers à mes demandes, et m'expédia l'ordre de me rendre au camp du général *Giedroyc*, qui se trouvait à Tarczyn,

à cinq lieues de Varsovie. Je partis de suite, et dès le lendemain nous marchâmes trois lieues plus loin, jusqu'à Starawies, où nous nous réunîmes à un corps de six mille hommes, commandé par le général *Dombrowski*, qui venait de la Grande-Pologne, en conséquence des ordres qu'il avait reçus.

Le général *Giedroyc* confia à mon commandement trois cent cinquante officiers environ de la levée en masse de la noblesse, y compris plusieurs colonels, majors, etc., dont les corps avaient été dissous ou incorporés dans des régimens de troupes régulières, et qui attendaient à être placés.

Le 4 novembre, avant la pointe du jour, lorsque je me rendais pour faire l'inspection de ce nouveau corps, j'entendis une canonnade très vive qui ne dura que trois heures à peu près, et que je supposais provenir d'un combat entre les Polonais et les Prussiens qui se trouvaient à la distance de quelques lieues de nous; mais vers deux heures après midi, un courrier expédié de Varsovie apporta la nouvelle que nos troupes avaient dû évacuer les retranchemens près de Praga, qui avaient été forcés et pris d'assaut; que les Russes avaient mis le feu au pont pour empêcher la retraite, et que tout le faubourg de Praga était en proie aux flammes. Ce courrier portait en même temps au général *Giedroyc* l'ordre de re-

venir sur ses pas à Tarczyn, pour se rapprocher de Varsovie; et à *Dombrowski* celui de s'arrêter, pour reposer ses troupes, à Starawies, jusqu'à nouvelle disposition.

Nous partîmes le même soir. Je marchais tristement à la tête de la colonne avec le général *Frankowski;* car les trois autres généraux, *Giedroyc, Niesiolowski* et *Gielgud* avaient pris les devans.

Nous rencontrions sur notre passage un nombre infini de familles entières qui fuyaient la capitale, en abandonnant leurs maisons et leurs propriétés. Le chemin était couvert de piétons, d'hommes à cheval, et d'équipages de toute espèce. Un morne silence qui régnait dans cette marche lugubre, n'était interrompu que par les sanglots des femmes et des enfans.

A la nuit tombante, j'entendis plusieurs voix qui prononçaient mon nom, et qui demandaient si je ne marchais pas avec la colonne de *Giedroyc*. Je m'en approchai, et je reconnus plusieurs membres du conseil suprême, pour la plupart Lithuaniens, qui me racontèrent en peu de mots ce qui s'était passé à Praga, en ajoutant que tout était perdu, et que Varsovie ne pourrait manquer de capituler. Ils m'engageaient de la manière la plus pressante à ne pas m'exposer en allant à Varsovie, et à les suivre, quoiqu'ils ignorassent

eux-mêmes où ils allaient, et quel sort pouvait les attendre.

Il ne me convenait pas de quitter l'armée sans en prévenir *Giedroyc*; je le rejoignis donc à Tarczyn, et lui demandai un passe-port, qu'il m'accorda sans aucune difficulté, et y ajouta un ordre à tous les militaires que je pourrais rencontrer sur mon chemin, de me laisser passer librement dans le palatinat de Sandomir, où il supposait m'envoyer avec une commission secrète.

CHAPITRE VI.

Je quittai Tarczyn cette nuit même; et seul à cheval, sans domestique, je me mis en route avec le général de brigade *Lazninski*, pour rejoindre le corps de *Dombrowski*, que nous trouvâmes la nuit suivante à Tomczyce.

Dombrowski était très affligé et consterné des nouvelles qui lui étaient parvenues de Varsovie; mais il ne désespérait pas encore du sort de la patrie. Il nous communiqua un projet qu'il avait fait parvenir au généralissime, et dont on devait

attendre des résultats favorables, si on avait assez de courage pour l'exécuter.

D'après le calcul de *Dombrowski*, toutes nos forces disponibles réunies pouvaient monter à quarante mille hommes environ; nous avions encore deux cents canons, et dix millions de florins de Pologne dans la caisse du trésor. Il proposait au généralissime de ne pas abandonner à l'ennemi ces moyens de continuer la guerre qui restaient encore en notre pouvoir, de quitter Varsovie avec tout ce qu'on en pourrait emporter, et d'établir le gouvernement central au milieu de notre camp.

Il proposait d'engager le roi de Pologne à suivre l'armée, et de ne pas attacher le sort de tout le pays et de la nation à la défense de la ville de Varsovie.

Dombrowski voulait que toutes nos forces réunies pussent tâcher de se rapprocher des armées françaises, en traversant la Prusse; à cet effet, il avait dressé une carte qui indiquait la route qu'on devait suivre, et qu'il accompagnait d'un plan d'opérations militaires pour les différentes situations dans lesquelles on pourrait se trouver. D'après son opinion, les Russes ne pouvaient nous poursuivre avec toutes leurs forces; car ils avaient besoin de laisser des corps d'observation assez considérables pour contenir les insurgés dans les provinces, et surtout dans la capitale,

dont la plus grande masse de la population était toujours dans un état d'effervescence. Il était persuadé qu'une armée russe de vingt à trente mille hommes qu'on enverrait à notre poursuite, ne nous empêcherait pas de continuer notre retraite, et il ne voyait point la possibilité que les Prussiens pussent nous empêcher de nous rapprocher de l'armée française, qui, à la première nouvelle de la résolution courageuse et hardie que les chefs de notre gouvernement prendraient, ne manquerait pas d'appuyer notre entreprise de tous les secours possibles; car il était de l'intérêt de la France de nous assister et de faire cause commune avec nous. *Dombrowski* observait que quand même la jonction de nos troupes avec celles des Français ne pourrait avoir lieu, vu la grande distance qui nous séparait, il était probable que, pour éviter des chances incertaines et rétablir la tranquillité en Pologne, la Russie et la Prusse voudraient traiter et négocier avec nous; il était persuadé qu'une armée polonaise de quarante mille hommes, ayant avec elle le roi et les chefs du gouvernement, était véritablement une représentation nationale, à laquelle on ne pouvait proposer que des conditions honorables; et, en conséquence, il ne doutait point que nous ne pussions négocier et obtenir une paix avantageuse pour notre pays, au lieu de le livrer ignominieusement à l'ennemi par

une capitulation honteuse, qui n'avait d'autre but que de sauver momentanément la ville de Varsovie.

Nous étions si enthousiasmés de ce projet, dont la lecture et les discussions qui en furent la suite nous occupèrent le reste de la nuit, que je ne pensais plus à passer la frontière dans le cas où les propositions de *Dombrowski* seraient acceptées. Mais, dans la matinée du 7 novembre, un courrier de *Wawrzecki* apporta la réponse que le projet de *Dombrowski* avait été soumis à la décision du conseil de guerre, qui approuvait et partageait son opinion, mais que ce projet était impraticable, parce que le roi ne voulait pas quitter Varsovie de bon gré; parce que le peuple entourait toutes les issues du château, et menaçait d'un soulèvement général si l'on tentait de vouloir enlever par force le roi de la capitale; et parce qu'enfin on ne pouvait plus compter sur l'énergie des officiers et des soldats, qui étaient découragés par les revers de l'armée, et qui n'avaient plus de confiance dans leurs chefs. *Wawrzecki* terminait sa réponse en prévenant qu'il allait quitter Varsovie avec tous les militaires qui voudraient le suivre, et il donnait l'ordre à *Dombrowski* de le rejoindre avec son corps à l'endroit qu'il lui désignait.

On a vu dans le chapitre précédent quel a été le résultat de cette retraite de Varsovie, de la

réunion de tous les corps qui avaient suivi *Wawrzecki*, et de la dissolution complète de l'armée polonaise à Radoszyce.

Dombrowski fut atterré par la réponse qu'il venait de recevoir. Il me conseilla de ne pas perdre un moment de temps et de tâcher de passer la frontière. Il me donna un passe-port avec lequel je pouvais entrer dans les états autrichiens, sous le nom de *Michalowski*, habitant de la Gallicie. Nous nous quittâmes très émus de cette séparation qui nous éloignait peut-être pour toujours. Cependant *Dombrowski* m'assura qu'il ne désespérait pas du salut de la patrie; qu'il ne renonçait pas au devoir de la servir; que c'était en France qu'il irait chercher les moyens de lui être utile, et que tôt ou tard la Pologne ne pouvait manquer d'être rétablie.

Nous continuâmes notre route avec *Lazninski*, en nous acheminant du côté de Radom. A trois lieues de la frontière, nous laissâmes nos chevaux de selle et les uniformes militaires pour acheter de mauvaises redingotes, et c'est dans cet équipage que nous nous présentâmes aux premiers postes autrichiens, d'où l'on nous conduisit jusqu'à Lublin.

En arrivant dans cette ville, j'allai trouver de suite le général-commandant, qui, après avoir lu mon passe-port, me dit qu'il ne connaissait aucun *Michalowski*, en Gallicie, où je voulais

me rendre; mais que d'ailleurs il ne pouvait accorder de permission de passage par les états autrichiens qu'à ceux qui se présentaient avec des passe-ports russes; il m'enjoignait en même temps de quitter incessamment Lublin, et de me rendre à Tarnogura, à la frontière de la Pologne-Russe.

Je portai cette réponse à l'auberge où se trouvait mon compagnon de voyage, que je vis entouré de plusieurs de mes compatriotes qui couraient les mêmes chances que nous. Nos inquiétudes et nos alarmes étaient à leur comble, car il ne s'agissait de rien moins que de nous arrêter, et de nous faire envoyer sous escorte à la frontière.

Une dame dont la reconnaissance ne me permet pas de cacher le nom, madame *Soltan*, qui se rendait en Gallicie avec un équipage nombreux et un passe-port en règle, s'offrit de tirer d'embarras trois d'entre nous, en nous faisant passer pour ses domestiques. Charles *Prozor*, *Lazninski* et moi remplaçâmes les gens de service qu'on renvoya pour nous faire échapper à un danger inévitable.

A l'aide de notre travestissement, nous passâmes la frontière de la Gallicie, qui était strictement surveillée, et nous arrivâmes à Jaroslaw, où je passai pour secrétaire de madame *Soltan*. Grâces aux soins de cette excellente compatriote et amie, j'obtins, ainsi que mes deux compa-

gnons, des passe-ports qu'un émissaire affidé fut chercher à Lemberg. Après trois semaines de séjour à Jaroslaw nous nous séparâmes. *Prozor* partit pour Paris, *Lazninski* se rendit en droiture à Venise, et j'allai chercher ma femme à Vienne pour passer de là en Italie.

Je m'arrêtai dix jours à Vienne sous le nom de *Michalowski*. Ma femme n'eut pas de difficulté d'obtenir pour elle un passe-port pour Venise, où je l'accompagnai, et où nous arrivâmes vers la mi-décembre 1794. Il ne nous restait de toute notre fortune que quelques centaines de ducats en or que nous avions pu emporter, et avec lesquels il fallait se résigner à vivre, sans pouvoir calculer sur l'avenir; mais je me trouvais au moins en lieu de sûreté.

Le 20 décembre, il arriva un courrier que mes amis avaient expédié de Varsovie, avec ordre de ne s'arrêter qu'après m'avoir atteint quelque part où je me trouvasse. Il était porteur de plusieurs lettres qui m'engageaient de la manière la plus pressante de revenir dans le pays. On me rassurait sur tous les dangers auxquels j'avais craint d'être exposé, en m'envoyant un passe-port et une lettre du général en chef *Suwarow*. Je fus touché des démarches que deux dames de mes amies avaient faites en ma faveur, en se rendant en personne au quartier-général de *Suwarow* pour obtenir une promesse solen-

nelle que je ne serais pas persécuté. Mais je n'osai m'y fier après la nouvelle que l'on m'avait donnée à Vienne que *Wawrzecki*, Ignace *Potocki*, *Niemcewicz*, *Mostowski* et tant d'autres avaient été conduits dans les prisons de Pétersbourg après la capitulation signée à Varsovie, et que l'on avait transporté des milliers d'autres Polonais dans le fond de la Sibérie.

Tandis que d'un côté l'on me facilitait la rentrée dans mon pays, en m'assurant que je n'avais rien à craindre pour ma personne, on me flattait d'autre part de l'espérance de pouvoir rentrer dans mes possessions. Le palatin *Chominski*, qui jouissait de la confiance du prince *Repnin*, commandant en chef des armées russes en Lithuanie, et gouvernant cette province avec un pouvoir illimité, m'adressa une lettre très pressante pour m'inviter à ne pas perdre l'occasion qui se présentait d'obtenir une preuve de la générosité et de la munificence de S. M. l'impératrice de toutes les Russies, et pour rentrer en possession de tout ce que je venais de perdre. Il me conjurait de copier littéralement la lettre à l'impératrice qu'il m'envoyait, et qu'il prétendait avoir écrite sous la dictée du prince *Repnin*.

Mon premier mouvement fut celui de la reconnaissance; mais je fus aussi surpris qu'humilié en voyant les expressions de cette lettre qu'on voulait me faire écrire. On exigeait de moi de

déclarer que j'avais été coupable envers l'impératrice comme sujet rebelle; que j'avais été égaré par des principes révolutionnaires, au point de sacrifier pour eux les intérêts de mon pays; que je reconnaissais mes torts; que je désavouais tout ce que j'avais fait; que je promettais de faire oublier par ma conduite à l'avenir toutes les inculpations graves auxquelles j'avais donné lieu; et je devais enfin terminer par déclarer que, quoique je me trouvasse indigne d'obtenir un pardon, je m'abandonnais toutefois à la clémence et à la magnanimité de l'impératrice; que je demandais à rentrer dans le pays, et que je me soumettais avec confiance au sort qu'il plairait à ma souveraine de me destiner.

Je ne doutais point que le palatin *Chominski*, par un zèle déplacé, n'eût employé ce moyen pour tâcher de me faire rentrer en Pologne; mais je ne pouvais admettre la possibilité que le prince *Repnin*, et encore bien moins l'impératrice, eussent pu exiger de moi une déclaration aussi avilissante pour un homme d'honneur. Je répondis donc à *Chominski* que, loin d'être touché des preuves d'amitié qu'il prétendait me donner en m'engageant à faire une démarche qui ne pouvait que me compromettre sans produire aucun résultat favorable, je m'en trouvais véritablement offensé; que, si je pouvais croire que le prince *Repnin* eût assez peu de délicatesse

pour exiger de moi une déclaration aussi avilissante, je devrais supposer qu'il n'en aurait pas davantage pour tenir sa parole et réaliser ses promesses; et qu'enfin je croyais l'impératrice de Russie capable de pardonner généreusement à un homme qui aurait pu manquer à son égard, mais qui d'ailleurs, par une conduite irréprochable, n'avait pas perdu de droits à son estime et à sa protection, tandis qu'elle ne pourrait que mépriser celui qui s'avilirait en sacrifiant l'honneur et ses devoirs à son intérêt.

Je renvoyai le courrier avec mes réponses, et je restai à Venise sans fonds suffisans pour mes besoins, sans espérance d'en avoir, sans prévoir la possibilité de rentrer de sitôt dans mon pays; et avec la triste perspective de voir mes terres confisquées et perdues à jamais pour moi et ma famille; ce qui arriva en effet. J'avoue cependant que d'un côté l'espérance de voir changer le sort de la Pologne par un concours d'événemens politiques que j'entrevoyais dans l'avenir, et de l'autre, la certitude d'être privé de ma liberté si je rentrais dans mon pays, m'armèrent de courage, de patience et de résignation.

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Je trouvai à Venise Pierre *Potocki*, ci-devant ambassadeur de Pologne à Constantinople; Stanislas *Soltyk*, les deux frères *Wyszkowski*, *Lazninski*, François *Dmochowski*, *Kolysko*, Thadée *Wyssogierd*, Cajetan *Nagurski*, Charles *Prozor*, et plusieurs autres Polonais, dont quelques uns partirent depuis pour Paris ou Dresde, et furent remplacés par d'autres, qui tous avaient émigré et ne pouvaient ou n'osaient rentrer dans leur pays.

Le ministre de France, *Lallement*, jouissait à Venise de beaucoup de considération, et avait une influence marquée dans le gouvernement, qui conservait encore son ancienne forme. Ce ministre déclara aux Polonais qui s'adressèrent à lui qu'il avait déjà été prévenu du rassemblement des réfugiés polonais à Venise; qu'il avait reçu de son gouvernement l'ordre de les protéger à l'égal des citoyens français; qu'il les autorisait à s'adresser à lui, toutes les fois qu'ils le juge-

raient nécessaire, et qu'il répondait de la sûreté individuelle de chacun d'eux, pourvu que l'on respectât les lois et les usages du pays où ils se trouvaient, et que par une conduite inconséquente ils n'attirassent pas les plaintes du gouvernement vénitien.

Autorisés par cette déclaration du ministre de France, nous commençâmes à avoir des réunions assez fréquentes pour établir une communication réglée avec ceux de nos compatriotes que nous savions être à Paris. Bientôt nous eûmes d'eux l'assurance qu'ils étaient bien accueillis par le gouvernement français. Ils nous donnèrent l'espoir que la France prendrait une part active au rétablissement de la Pologne; qu'elle ne souffrirait jamais que ce pays disparût du rang des puissances de l'Europe; qu'elle détacherait le roi de Prusse de la coalition avec la Russie et l'Autriche, et qu'elle ferait agir la Suède et la Turquie contre la Russie. Ils nous firent entendre en même temps que la France n'exigeait des réfugiés polonais que de la fermeté et de la constance dans l'adversité, ainsi que de la confiance et de la patience pour attendre le moment favorable où elle pourrait agir efficacement en notre faveur.

Plus rapprochés des frontières de la Pologne que n'étaient nos compatriotes à Paris, nous faisions passer secrètement et par des voies sûres,

les avis qui nous parvenaient, et cette communication s'entretenait surtout par des négocians de Trieste, qui ignoraient le sujet de notre correspondance. C'est ainsi que nos lettres, passant très promptement par la Gallicie jusque dans l'intérieur de la Pologne, y nourrissaient l'espérance, et portaient des consolations à ceux qui n'avaient pu s'échapper et nous suivre.

Les premiers mois de l'année 1795 s'étaient écoulés sans que nos réunions eussent fait ombrage, et sans que notre correspondance eût été interrompue ni soupçonnée. Le bruit qui s'était répandu inopinément que la police de Venise commençait à nous observer, et quelques discussions qui s'étaient élevées entre nous, sur le système que nous avions à adopter dans nos opérations ultérieures, nous déterminèrent à envoyer une députation au ministre de France, pour lui faire part de nos inquiétudes quant au premier point, et pour demander son avis sur le second.

Soltyk, Dmochowski et moi fûmes chargés de cette mission; et en nous présentant chez le ministre, je lui rendis compte en peu de mots de l'objet de notre visite. Il nous répondit que quant à la première question il pouvait nous assurer, de la manière la plus positive, qu'aucune démarche ne serait faite par le gouvernement vénitien pour nous gêner dans nos réunions patriotiques, et que, si malgré ces assurances, nous

conservions encore quelques inquiétudes, il nous offrait volontiers un salon dans son hôtel, où nous pourrions nous rassembler toutes les fois que nous le jugerions convenable. Quant à la seconde question, il déclara qu'il n'avait reçu aucun ordre d'intervenir dans les discussions qui s'éleveraient entre nous sur le choix des moyens de rétablir la Pologne, « Car, disait-il, il « importe peu au gouvernement français si c'est « la constitution du 3 mai, ou l'acte d'insur- « rection de 1794, que vous prendrez pour base « de votre nouvelle réorganisation. Mettez même « le Grand-Turc sur le trône si vous le voulez, « pourvu que la Pologne existe, car c'est le seul « vœu de la France, et je me flatte qu'il ne sera « pas sans effet. »

La confiance que nous mettions dans l'appui et les secours des Français augmentait en raison des succès rapides de leurs armées. Il semblait que l'exemple effrayant de la Pologne venait de rapprocher momentanément presque toutes les opinions, et qu'il avait inspiré à chaque Français une nouvelle animosité contre l'ennemi, et le désir de mourir plutôt que de se soumettre aux lois des étrangers.

Loin de s'effrayer de l'hiver rigoureux de cette année, ils en profitèrent pour pénétrer en Hollande. Ils repoussèrent de tous côtés les Autrichiens, les Anglais, et les troupes du stathouder.

Ils s'emparèrent, à la fin de 1794, de Maëstricht et de Nimègue; ils attaquèrent dès le mois de janvier 1795, sous les ordres de *Pichegru*, les alliés sur tous les points, depuis l'Océan jusqu'au Rhin, et les battirent partout. Ils traversèrent sur la glace les rivières et les canaux qu'ils n'auraient pu franchir dans toute autre saison avec autant de facilité; ils s'emparèrent de la Hollande, aux yeux même de l'ennemi consterné et surpris d'une conquête qu'il ne pouvait ni prévoir ni empêcher; et ce fut un phénomène sans exemple, de voir la cavalerie attaquer des vaisseaux de ligne et s'en emparer.

Malgré le désir que plusieurs provinces de la Hollande témoignaient de faire cesser la guerre, le stathouder, qui craignait qu'une paix avec la France ne relevât le parti des patriotes, et qui penchait d'ailleurs pour le gouvernement anglais, s'opposa au vœu national, et voulut que le peuple batave se levât en masse pour repousser l'ennemi, mais ses ordres ne furent point exécutés. Il avait proposé dans les commencemens d'arrêter l'invasion des Français, en lâchant les écluses, et en inondant le pays; mais ce projet fut d'abord rejeté, et depuis, la rigueur du froid en rendit l'exécution impossible.

Pichegru, profitant des longues et fortes gelées, franchit rapidement toutes les rivières qui pouvaient retarder ses opérations. *Macdonald*

passa le premier sur la glace le Vahal, que les ennemis abandonnaient. Cette marche hardie décida la conquête de la Hollande. L'armée républicaine s'empara d'Utrecht et de Rotterdam. D'un autre côté le général *Clairfait*, battu, avait repassé le Rhin, et dès-lors aucun obstacle n'arrêta les Français. Le prince d'Orange se retira en Angleterre avec sa famille; Berg-op-Zoom ouvrit ses portes aux vainqueurs, et un détachement de hussards s'empara d'Amsterdam. Tous les patriotes dégagés du joug qui les comprimait, se réunirent aux républicains. Les Anglais repoussés, et voyant que la nation qu'ils voulaient défendre se déclarait contre eux, se retirèrent jusqu'à Brême, où ils s'embarquèrent, et en peu de temps la révolution de Hollande fut accomplie. Le stathoudérat fut aboli, et le gouvernement français rendit aux Provinces-Unies leur indépendance, ne gardant que quelques places fortes qui lui étaient nécessaires pour se garantir contre les attaques de la coalition.

Une conquête aussi rapide inspira l'étonnement et l'admiration aux puissances neutres, en répandant la consternation dans les cours ennemies. *Ce peuple, dont on plaignait l'esclavage, venait au 9 thermidor d'immoler ses tyrans; cette nation qu'on se flattait d'écraser, était partout triomphante; ce pays qu'on voulait démembrer, reculait de tous côtés ses frontières, et sem-*

blait même dédaigner de garder tout ce qu'il avait conquis. [1]

A la fin de cette campagne, il se trouva que les Français avaient pris sept provinces au stathouder, dix à l'empereur; Trèves, Cologne, Mayence, Liége, Spire et Worms à leurs évêques; une partie du Palatinat; les duchés de Clèves et de Juliers; Aix-la-Chapelle; le duché de Deux-Ponts, le duché de Savoie, le comté de Nice, et la plus grande partie des provinces de Biscaye et de Catalogne. Ils avaient gagné vingt-neuf grandes batailles; ils avaient triomphé dans plus de cent combats moins décisifs; ils s'étaient emparés de cent cinquante-deux villes, de trois mille huit cents pièces de canon, quatre-vingt-dix drapeaux, soixante-dix mille fusils; ils avaient tué quatre-vingt mille hommes, et fait quatre-vingt-dix mille prisonniers. Le roi d'Espagne, fatigué de la guerre contre la France, songeait à la paix; le roi de Prusse négociait avec le comité de salut public, et convenait avec lui, au mois de germinal, d'une suspension d'armes. Les princes de l'Empire qui n'avaient pas été dépossédés, étaient las d'une guerre ruineuse, qui étendait l'esprit démocratique au lieu de l'arrêter, et enfin les finances de l'Empereur étaient épuisées.

[1] *Ségur.*

Si on ajoute à ces succès de l'armée française, et à la situation critique des puissances coalisées, la modération avec laquelle les républicains avaient agi envers la Hollande, et l'énergie qu'ils déployaient pour détruire l'anarchie, pour mettre un terme à toutes les horreurs qui avaient souillé la France, pour lui donner une sage constitution, et établir un gouvernement stable et énergique, mais modéré, l'on ne sera pas surpris des vœux que les nations victimes de l'oppression formaient pour l'accroissement de la puissance de la république française, et de l'espoir dont se flattaient les Polonais que l'influence du gouvernement français pourrait un jour les faire rentrer dans leur patrie, libre et indépendante.

Ils avaient eu en horreur les crimes dont les anarchistes s'étaient souillés; ils avaient frémi à la vue du tableau déchirant que présentait la France, lorsque des flots de sang inondaient son sol, sous le règne de la terreur; mais dès qu'ils apprirent que le parti républicain avait triomphé des anarchistes, que *Robespierre* n'existait plus, et que l'établissement d'un nouveau régime constitutionnel, appuyé des succès d'une armée victorieuse, ramenait le calme et la tranquillité en France, étendait sa puissance, et la rapprochait par des négociations de paix de ses ennemis les plus acharnés, ils ne doutèrent point que l'influence marquante de son gouvernement, qui

en devait être le résultat nécessaire, ne contribuât efficacement au rétablissement de la Pologne.

Ces espérances étaient nourries par l'accueil que recevaient à Paris les réfugiés polonais, même à l'époque où le comité de salut public existait encore, avant l'établissement du directoire; et partout où il se trouvait un agent de la république française, les réfugiés polonais étaient sûrs d'obtenir asile, assistance et protection.

Le 5 avril 1795, le traité de paix fut signé à Bâle, entre la république française et le roi de Prusse, par le citoyen *Barthélemy* et le baron de *Hardenberg*. Les mêmes ministres plénipotentiaires signèrent une convention entre ces deux puissances, en date du 17 mai, et la France ayant un ennemi puissant de moins, devenait plus formidable aux yeux de l'Europe. Mais si d'un côté l'Angleterre, la Russie et la cour de Vienne désapprouvaient la conduite du roi de Prusse, qui avait sacrifié au bien-être et à la tranquillité de ses états, les intérêts de la coalition, d'un autre côté, les Polonais, qui fondaient toutes leurs espérances sur la république française, devaient concevoir des inquiétudes sur ce rapprochement, quoiqu'alors ils n'en prévissent point encore les effets.

Je fus du petit nombre des Polonais qui observaient que le traité conclu entre la France et la

Prusse, garantissant par sa nature même les possessions respectives de ces deux puissances et ne renfermant aucune clause relativement aux provinces envahies de la Pologne, l'occupation de ces provinces, d'après le dernier partage, était, *ipso facto*, garantie par cette même puissance, que nous regardions comme notre seul soutien et appui.

Dès la première nouvelle qui nous parvint sur les négociations entamées entre le roi de Prusse et la France, j'avais écrit à différentes reprises au citoyen *Barss*, agent des Polonais à Paris, pour le presser de rappeler au gouvernement français qu'il se présentait une occasion favorable d'agir pour les Polonais, en imposant au roi de Prusse la condition de se désister des acquisitions qu'il avait faites en Pologne, et de coopérer conjointement avec le gouvernement français au rétablissement de ce pays, dont le partage avait détruit l'équilibre politique de l'Europe. Il paraissait d'autant plus facile de faire accepter cette condition à la cour de Berlin, que le roi de Prusse se trouvait dans la nécessité de demander la paix, et qu'il devait concevoir des inquiétudes sur la prépondérance que la Russie venait d'acquérir, par l'occupation de la plus grande partie de la Pologne.

Barss trouvait mes observations fort justes; il partageait mon opinion, et il avait fait en con-

séquence des représentations aux membres du gouvernement, qui favorisaient particulièrement la cause des Polonais; mais on lui répondit que la condition qu'il proposait ne pouvait être mise en avant dans les négociations entamées avec le roi de Prusse, car elle ne pourrait manquer de les arrêter ou de les retarder, et que la France avait tout autant besoin de la paix que le roi de Prusse. Qu'il s'agissait de guérir les plaies que l'anarchie et le régime de la terreur avaient fait éprouver; qu'il fallait rétablir l'état des finances, et interrompre pour un temps des victoires suivies, afin de reposer les troupes et d'avoir le temps de s'occuper de l'organisation du gouvernement. On ajoutait que, dans le traité, il ne serait pas question de la Pologne, et que par là même, on ne garantissait pas une possession qui était injustement usurpée. On faisait observer que cette paix avec la Prusse ne pouvait être de longue durée; que la coalition des autres puissances n'était pas dissoute; que ces puissances tâcheraient d'y entraîner encore le roi de Prusse, et que les républicains, dont rien ne saurait abattre le courage et l'énergie, résisteraient à toutes les forces que l'on déploierait contre eux, et sauraient arracher de vive force la Pologne aux usurpateurs, s'ils n'obtenaient sa réintégration à la paix générale de l'Europe. L'on engageait *Barss* à faire parvenir cette réponse à ses compa-

triotes, en les encourageant à ne pas perdre patience, et à se préparer à tous les efforts que l'on exigerait d'eux pour soutenir la cause de la liberté, et par là même celle de leur patrie.

Dans les premiers jours du mois de juillet 1795, nous vîmes arriver à Venise don Domingo d'*Yriarte*, qui avait été ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de S. M. catholique le roi d'Espagne à la cour de Pologne, et que j'avais beaucoup connu autrefois pendant le séjour qu'il fit à Varsovie. Il avait quitté cette capitale lorsque les Russes y entrèrent, et était dans l'attente des ordres de sa cour, dont le courrier, après l'avoir cherché à Vienne, à Dresde et à Berlin, ne le trouva enfin qu'à Venise.

Ce ministre, avant de recevoir les dépêches dont ce courrier était porteur, avait appris par une voie indirecte, qu'il était chargé par la cour de Madrid de se rendre à Bâle, pour y entamer des négociations de paix avec le citoyen *Barthélemy*, ambassadeur de France; et il se trouvait dans toutes les anxiétés de l'impatience, sans oser s'aboucher avec le citoyen *Lallement*, ministre de la république française à Venise, qui de son côté éprouvait le même embarras, ayant appris officiellement que le citoyen *Barthélemy* était chargé de négocier avec d'*Yriarte*, et voyant que celui-ci prolongeait son séjour à Venise, sans

qu'il en sût la raison, et sans pouvoir le questionner.

Je ne pouvais pas m'attendre, non plus que le comte *Soltyk*, que nous serions les intermédiaires pour le rapprochement de ces deux ministres, et que le départ d'*Yriarte* de Venise et la signature du traité de Bâle, en seraient un résultat immédiat.

Les deux ministres de France et d'Espagne, avec lesquels nous étions particulièrement liés, nous communiquèrent réciproquement le désir qu'ils avaient de se voir dans un lieu tiers, afin de s'y rencontrer comme par hasard, sans qu'il parût qu'aucun d'eux eût cherché le premier à se procurer cette entrevue. Nous choisîmes pour ce rendez-vous la maison de *Soltyk;* l'heure fut convenue et fixée. J'emmenai dans ma gondole le ministre de France, *Soltyk* y conduisit le chevalier d'*Yriarte;* nous les fîmes entrer tous les deux dans un salon, et nous les laissâmes en conférence pendant trois heures. Ils discutèrent sur les propositions du traité qui étaient connues de *Lallement*, et convinrent des bases principales. *Yriarte* partit le jour même pour Bâle, où il signa avec le citoyen *Barthélemy*, le traité définitif entre la France et l'Espagne, le 22 juillet 1795.

CHAPITRE II.

D'APRÈS les changemens arrivés en France depuis peu de temps, il était naturel que les ministres et agens de la république fussent remplacés par d'autres, dont les principes répondissent au système que le nouveau gouvernement venait d'embrasser. C'est ainsi que *Descorches*, qui avait été ministre de France en Pologne, à l'époque de la diète constitutionnelle, et qui se trouvait présentement ambassadeur à Constantinople, en fut rappelé à cause de ses opinions démocratiques, qui l'avaient fait échouer dans ses négociations auprès du divan. On envoya à sa place le citoyen *Verninac*.

Celui-ci, en passant par Venise, nous avait apporté les nouvelles les plus consolantes sur l'intérêt que la France prenait au rétablissement de la Pologne. Il était chargé par des instructions particulières du comité de salut public, de faire connaître à tous les Polonais qu'il aurait occasion de rencontrer, que le gouvernement français, qui n'avait plus à combattre les anarchistes et les ennemis de l'intérieur, bien plus dangereux que la coalition des puissances de l'Europe, s'occu-

pait particulièrement à seconder les braves nations qui avaient cherché à secouer le joug étranger, et qu'en conséquence, il emploierait tous les moyens possibles pour obtenir, soit de vive force, soit par le moyen des négociations, le rétablissement de la Pologne, dont l'existence était indispensable pour le repos de l'Europe entière.

Verninac nous fit entendre que le gouvernement français trouvait nécessaire que nous eussions un représentant des patriotes polonais, à Constantinople, et un autre à Stockholm. Il promettait de son côté les soins les plus empressés pour soutenir auprès de la Porte ottomane, les intérêts de la nation polonaise, dont la cause était celle de la liberté et de l'indépendance des peuples, et par conséquent inséparable des intérêts de la France.

Il nous avertit que le comité de salut public avait fait connaître ses intentions à nos compatriotes qui se trouvaient à Paris, et avait déclaré que l'envoi des agens polonais en Turquie et en Suède, était une démarche indispensable pour les succès des mesures qu'il adopterait en notre faveur.

Ayant fait part aux patriotes polonais réunis à Paris, de la communication officielle qui nous avait été faite par le citoyen *Verninac*, et les ayant informés que j'avais cédé aux instances qui

me parvenaient de tous côtés, d'accepter la mission des patriotes polonais à Constantinople, nous reçûmes du citoyen *Barss* une lettre en date du 20 août 1795, de Paris, dont voici le contenu :

« Je vous ai annoncé, citoyens, par ma dernière lettre, en date du 11 du présent, que conformément à vos intentions, que nous avons trouvées d'accord avec les nôtres, j'ai présenté au gouvernement deux notes. Dans la première, j'ai demandé la protection des ministres français résidant près des cours alliées, pour les agens secrets de la Pologne que nous y avons, ou que nous pourrons y avoir, en exposant en même temps l'avantage mutuel qui pourrait résulter d'une communication suivie, que les ministres français, ou ceux qui ont des liaisons avec eux, entretiendraient par la voie de nos agens avec nos compatriotes qui sont restés dans le pays, ou avec ceux qui sont dans l'étranger. Dans la seconde note, j'ai informé du départ déterminé du citoyen *Oginski*, pour Constantinople. Voici le contenu de la réponse qui m'a été faite :

« Les ministres de la république qui se trou-
« vent près des cours étrangères, sont obligés,
« citoyen, par la nature de leur emploi, de
« recueillir les informations nécessaires, partout
« où ils les trouveront. Quant à ce qui regarde
« les renseignemens touchant votre patrie, dont

« le sort n'a jamais cessé d'intéresser la répu-
« blique, il sera très agréable auxdits ministres
« de les recevoir par la voie de ceux de vos conci-
« toyens qui se distingueront par leurs talens,
« par l'amour de la liberté, et par la confiance
« que leur accorderont ceux de leurs confrères
« qui ont échappé à la poursuite des ennemis
« de la patrie. C'est en conséquence que nous
« n'avons pas besoin de donner des instructions
« particulières à ce sujet à nos agens. Celles qui
« leur ont été données, relativement aux affaires
« générales de votre patrie, sont conformes
« aux maximes et aux intérêts d'un gouverne-
« ment libre, qui mérite la confiance de tous
« ceux qui sont opprimés.

« C'est la réponse que l'on m'a donnée par écrit; et en particulier l'on m'a fait part qu'il y avait déjà des lettres expédiées à Constantinople pour *Verninac*, relativement au citoyen *Oginski*.

« Le citoyen *Oginski* recevra en outre, par le citoyen *Lallement*, une lettre dans laquelle nous lui exprimons nos sentimens et notre opinion touchant son voyage. Cette lettre ouverte a été remise au gouvernement, qui a promis de la faire passer à Venise. Il n'y a donc plus rien qui puisse arrêter ce citoyen pour entreprendre un voyage dont nous nous promettons tant de bien, connaissant l'activité, le zèle et les talens de celui qui se sacrifie pour les intérêts de sa patrie. Il ne

s'agit plus que de régler la correspondance par la voie de Venise, de remettre au citoyen *Oginski* le chiffre pour la correspondance avec nous et les autres agens polonais, et tous les papiers nécessaires à sa mission, que vous recevrez sous peu de jours par le ministre de la république française à Venise.

« *Signé* BARSS. »

Ce même jour, 20 août 1795, les patriotes polonais réunis à Paris m'adressèrent la lettre suivante :

« Citoyen, il nous est bien consolant d'ap-« prendre que, dans la situation où se trouve ac-« tuellement notre patrie, les citoyens qui ont « fait autant de sacrifices que vous pour la sauver « ne cessent de mettre en usage tous les moyens « qui leur paraissent propres à la relever encore.

« Après nous avoir annoncé, de concert avec nos « compatriotes résidant à Venise, que vous vous « déterminiez à aller à Constantinople pour suivre « les affaires de la Pologne, mais que vous dési-« riez vous assurer, avant de vous y rendre, de « la protection de l'ambassadeur de la république « française près la Porte ottomane, le citoyen « *Barss* s'est empressé d'exposer au gouverne-« ment ces intentions, qui sont aussi celles de « tous vos compatriotes.

« L'avis du comité de salut public est que les

« ministres de la république aimeront à recevoir « des renseignemens utiles touchant la Pologne, « dont le sort n'a jamais cessé d'intéresser la ré- « publique française, de ceux de nos compatriotes « qui se sont distingués par leur valeur, par leur « amour pour la liberté, et par la confiance que « leur accorderont leurs frères réfugiés.

« D'après cet énoncé, vous ne pourrez vous « dispenser de vous persuader que l'ambassadeur « de la république à Constantinople ne vous ac- « cueille avec le même intérêt que ses commet- « tans veulent bien nous porter. Nous ne dou- « tons pas même que, lorsqu'il sera pénétré, par « votre conduite aussi prudente qu'active, de « l'utilité de votre séjour à Constantinople, il ne « vous indique, suivant l'exigence des circon- « stances, et peut-être même de l'aveu de son « gouvernement, quelques mesures qui répon- « dent au but du voyage que vous vous chargez « d'entreprendre.

« Outre les instructions historiques sur les re- « lations de notre pays avec la Turquie que nous « vous avons envoyées, nous avons encore quel- « ques conseils à vous donner.

« 1°. Lorsque vous serez arrivé à Constanti- « nople, gardez-vous d'y déclarer l'objet de votre « mission à d'autres qu'à l'ambassadeur de la ré- « publique française et aux personnes qu'il vous « aura indiquées. Il faut même que vous mettiez

« toute votre adresse à donner le change aux « agens de nos ennemis sur nos liaisons avec ceux « qui s'intéressent pour nous.

« 2°. Dans ces momens où le gouvernement « de Pologne est désorganisé, où la nation, « opprimée par ses ennemis, ne peut ni émettre « librement son vœu, ni se voir régie comme « elle l'a voulu, nous ne pouvons avoir d'autres « guides, dans des démarches tendantes à lui « rendre sa liberté et son indépendance, que « notre honneur, notre conscience, et l'intérêt « que nous avons tous à la voir, par suite d'un « système solide, rendue à tous ses droits. En « conséquence, les signatures de vos conci- « toyens, ci-devant membres du conseil natio- « nal, ainsi que celles de plusieurs autres choisis « à cet effet par nos frères réfugiés à Paris, ne « peuvent vous servir que de preuves indubita- « bles de la confiance que nous n'hésitons pas à « vous accorder unanimement.

« Au reste, votre patriotisme, votre zèle, vos « lumières, les services que vous avez rendus à « notre patrie commune, et notamment pen- « dant la dernière révolution, nous sont garans « d'une conduite qui augmentera à votre égard « l'estime de vos compatriotes et la reconnais- « sance de notre nation malheureuse.

« Avides de coopérer à vos travaux, nous tâ- « cherons de vous aider de tous les moyens qui

« dépendent de nous, et de ceux de nos conci-
« toyens dont les pensées sont conformes aux « nôtres, et qui n'ont en vue que la liberté et « l'indépendance de notre patrie.

« *Signé* Gabriel TASZYCKI, François DMOCHOWSKI, D. MNIEWSKI, P. NIEMOIEWSKI, Thomas MARUSZEWSKI, François WYSZKOWSKI, Joseph KOCIELL, Clément LIBERADZKI, Casimir LAROCHE, Joseph WYBICKI, Jean DEMBOWSKI, Charles PROZOR, Adam BRONIEC, Romuald GIEDROYC, Xavier DAMBROWSKI, Joseph WIELHORSKI, E. ZABLOCKI, Ignace IASINSKI, François BARSS, Jean MEYER.

« Paris, ce 20 août 1795. »

Cette lettre me fut remise à Venise avec l'apostille suivante :

« En joignant nos vœux et nos suffrages à ceux « de nos concitoyens qui sont à Paris, et dont « les noms sont spécifiés ci-dessus, nous certi- « fions l'authenticité de cet extrait, qui nous a « été délivré de la chancellerie du citoyen *Lalle-* « *ment*, ministre de France, et la déposition de « la lettre originale, par nos compatriotes ras- « semblés à Paris, au comité de salut public.

« *Signé* PRUSIMSKI, F. S. LAZNINSKI, C. NAGURSKI, J. WYSSOGIERD, X. JEZIERSKI, J. WENGLENSKI, K. KOLYSKO.

« Venise, ce 23 septembre 1795. »

L'on me remit aussi, en forme d'instruction, l'information suivante, munie de toutes les mêmes signatures, et qui avait été également communiquée par le citoyen *Barss* au comité de salut public.

Information pour le citoyen Oginski, *appelé par le vœu de ses compatriotes à la mission de Constantinople.*

« Les patriotes polonais réunis à Paris dans « le dessein de travailler au salut de leur patrie, « et animés du même esprit que tous leurs com- « patriotes, qui professent les principes de la li- « berté et de l'indépendance, ayant été convain- « cus de la nécessité de voir au plus tôt près de « la Porte ottomane un de leurs concitoyens dis- « tingué par sa réputation, ses talens et sa pru- « dence, ont jeté les yeux unanimement sur le « citoyen Michel *Oginski*. Celui-ci, en se ren- « dant au poste important où le bien de la pa- « trie, le vœu de ses compatriotes et l'honneur « national l'appellent, voudra bien recevoir les « instructions suivantes. Ce ne sont point des « ordres qu'on lui donne, ni des devoirs qu'on « lui impose; car ses vertus civiques et ses senti- « mens n'en ont pas besoin : ce sont des données « et des résultats d'observations, dictés par « l'amour de la patrie, qui embrase tous nos

« cœurs, basés sur des calculs qui ne paraissent « pas douteux, car ils reposent sur les dispositions non équivoques des puissances amies de « la Pologne, sur l'état présent des affaires de « l'Europe, et sur les mesures déjà prises par la « république française pour travailler efficacement au salut de notre patrie.

« Ces instructions seront classées suivant les « trois positions dans lesquelles peut se trouver « la personne qui en est chargée, savoir : publiques, secrètes et particulières.

Instructions publiques.

« 1°. Vu les circonstances du moment, toutes les démarches, opérations, insinuations et rapports avec le divan, ne se feront que confidentiellement tant qu'il s'agira de mesures préliminaires, et prendront un caractère officiel aussitôt que les résultats de ses opérations auront produit l'effet qu'on en attend.

« 2°. Toutes ces démarches se feront toujours conjointement avec les agens français, au nom de la république de Pologne, représentée par l'autorité nationale, reconnue par la nation polonaise dans son état d'indépendance.

« 3°. Les bases sur lesquelles elles seront appuyées, et le but vers lequel elles tendront, se trouvent exposés dans les articles suivans :

« I. La Porte ottomane reconnaît dans la nation polonaise une nation amie et alliée.

« II. Les Polonais, en combattant leurs ennemis, combattent ceux de la Porte ottomane, et coopèrent de cette manière à la sûreté et à l'affermissement de cet empire.

« III. Les deux états resteront armés contre les ennemis communs, jusqu'à ce que ceux-ci soient réduits à l'impossibilité de troubler leur tranquillité, et d'attenter à leur intégrité et à leur indépendance.

« IV. Réunies pendant la guerre, les parties contractantes le seront également aux négociations de la paix, qui ne peut être traitée séparément; et le divan d'une part, et l'autorité nationale reconnue par les Polonais de l'autre, s'engagent à prendre respectivement toutes les mesures nécessaires pour déterminer la république française, la Suède et le Danemarck, à appuyer les démarches des parties contractantes, et obtenir les résultats favorables qu'on doit en espérer.

« 4°. Ces diverses communications seront accompagnées des développemens politiques, des notes d'après les données ci-jointes, extraites des plans généraux pris en considération par le gouvernement français, et dont même une partie se trouve en pleine exécution dans le moment actuel. On s'attachera particulièrement dans ces pièces à tracer les avantages présens et futurs

qu'amenera l'indépendance de la Pologne pour les intérêts de la Porte ottomane. On s'appliquera à tracer le tableau de la puissance de la république française, de cette alliée commune des deux parties, entre les mains de laquelle se trouve la balance politique de l'Europe. On indiquera les moyens et les efforts que le peuple français a employés pour y parvenir; on développera ceux que le peuple polonais a faits dans les derniers temps pour obtenir son indépendance; on s'attachera à démontrer que la dernière révolution de Pologne n'a échoué que par l'abandon dans lequel l'ont laissée les puissances qui devaient être le plus intéressées à la soutenir; on exposera les dangers qui en sont résultés pour la Turquie; on ajoutera que ce sera à la sagesse du divan actuel, éclairé par l'expérience du passé, d'appuyer les efforts des Polonais, que le courage et l'amour de la patrie leur ont fait entreprendre; on terminera par déclarer que l'objet principal de la présente mission est de resserrer des liens formés par la nature entre les deux parties, dont les intérêts sont communs, et qui ont le même ennemi à combattre.

« 5°. Tous les soins seront employés à décider la Porte ottomane de déclarer préalablement aux cabinets de l'Europe qu'elle désire voir au plus tôt la Pologne rendue à sa liberté, à son intégrité et à son indépendance, pour le bien-

être et la tranquillité de l'Europe; qu'elle invite les trois puissances copartageantes à prendre cette déclaration en considération; et que dans l'attente d'une réponse satisfaisante à cet égard, elle croit devoir faire doubler ses armemens sur terre et sur mer, pour garantir sa propre sûreté.

« 6°. Les parties contractantes ne traitent ensemble, et n'entrent en rapport réciproque, que provisoirement, pour accélérer l'époque où la nation polonaise, délivrée de sa position, pourra consolider par des traités d'alliance et de commerce, la bonne harmonie qu'on cherche à établir réciproquement.

Instructions secrètes.

« 1°. Il sera ouvert une négociation secrète auprès du divan, pour en obtenir un asile en faveur de l'autorité nationale, dans quelques cantons de la Moldavie. L'endroit le plus convenable pour cet objet paraît être le Raya de Chocim, ou le Cadilie de Botossani, qui forment le coin entre la Boukowine et la Podolie. De cette manière, ce rassemblement des Polonais serait sous la double juridiction du prince de Moldavie et du pacha de Chocim.

« Ainsi, pendant l'organisation primitive, et au cas que la Porte ne jugeât pas à propos de se déclarer sur-le-champ contre la Russie, ce rassem-

blement pourrait successivement se transporter de l'un dans l'autre district, suivant que les réquisitions du commandant russe de Kamieniec s'adresseraient à Jassy ou à Chocim, en protestant contre ce rassemblement.

« 2°. Le chargé de la mission à Constantinople s'attachera à démontrer les avantages qui résulteraient pour la Porte ottomane, dès qu'elle aurait accordé cet asile. La première conséquence en serait une affluence de militaires polonais, qui, d'après le plan ci-joint, s'organiseraient facilement, et formeraient bientôt un corps de troupes assez considérable. On stipulerait d'avance, en faveur de ces militaires réfugiés, un asile et des secours alimentaires.

« 3°. Si les deux articles précédens sont acceptés :

« I. La Porte sera invitée à déclarer aux agens français qu'elle consent de transporter à sa destination un parc d'artillerie, des fusils et des munitions, que la république française se propose de délivrer aux Polonais.

« II. La même déclaration doit avoir lieu pour les officiers de l'artillerie, qui doivent se rendre sur les bords du Dniester.

« 4°. Le citoyen M. O. s'entendra avec Albert *Turski*, envoyé par la république française comme officier-général de la cavalerie turque, sur les moyens d'influencer militairement le

ministère ottoman, pour obtenir une prompte décision par rapport aux articles suivans, d'une instruction particulière, délivrée au susdit compatriote :

« I. D'insister sur la nécessité de donner des ordres aux princes de Moldavie et de Valachie, de recevoir les militaires réfugiés polonais, de leur permettre non seulement un libre séjour, mais même de ne pas les empêcher dans leur organisation.

« II. Demander, pour fixer le centre de cette organisation, le lieu le plus proche de la forteresse de Chocim, celle de Kamieniec devant être le premier objet des entreprises offensives.

« III. Conseiller de faire porter les forces principales des Turcs vers Oczakow ; d'en faire également filer par la Géorgie, pour prendre la Crimée à revers, pendant que cette presqu'île sera bloquée par la flotte. Ce plan, le seul qui puisse rendre à la Porte ottomane les dernières usurpations faites sur son territoire par les Russes, s'exécutera d'autant plus facilement, qu'en favorisant et secondant les efforts des Polonais contre les armées russes, sur les bords du Dniester, elle n'aura pas besoin d'employer sur ce point un aussi grand nombre de ses propres troupes.

« 3°. Dès que les dispositions et mesures ci-dessus mentionnées seront prises, l'action des

rapports provisoires sera telle, quant aux opérations militaires et aux négociations réciproques des deux états avec les autres puissances leurs alliées, que s'ils étaient basés sur des traités déjà conclus ; c'est-à-dire que la Pologne d'une part, comme la Turquie de l'autre, multiplieront et combineront toutes leurs opérations militaires contre les ennemis communs, pour les réduire par les armes, tandis qu'ils emploieront tous leurs moyens politiques pour consolider et faire triompher la quintuple réunion de la France, de la Turquie, de la Suède, du Danemarck et de la Pologne.

« 6°. Les résultats des articles ci-dessus formeront les préliminaires des traités d'alliance offensifs, défensifs et commerciaux, et seront provisoirement garantis par de simples conventions secrètes entre les deux gouvernemens, et communiqués en cas de besoin aux autres coalisés.

« 7°. On opérera dans tous ses rapports avec le divan et d'après. . . . .
. . . .

« 8°. L'impulsion à donner à la Porte ottomane doit être l'*offensive* contre la Russie et la défensive contre l'Autriche, au cas que celle-ci voulût se désister de fournir des contingens aux Russes d'après les *traités* existans, et qu'elle ne s'immisçât en aucune manière dans les opérations militaires des Polonais. Dans un cas op-

posé, on agirait hostilement contre cette puissance, en dirigeant les forces principales de la Turquie (sans préjudice toutefois de celles qu'on emploierait contre les Russes) vers les places de Navi, Gradiska et le bannat de Temeswar, pour faire par là une diversion aux forces autrichiennes dans la Boukowine et la Gallicie, contre lesquelles agiraient de leur côté les Polonais.

« 9°. Le chargé de la mission de Constantinople fera passer ses rapports à l'autorité nationale siégeante en Moldavie, et en enverra les *duplicata* à l'agence polonaise à Paris, chargée de la direction générale des opérations politiques. Il entretiendra une correspondance active avec les autres agens polonais à Copenhague, à Stockholm, etc., en tant que ses instructions seront en contact avec celles qui leur seront délivrées.

Instructions particulières.

« 1°. *Kruta*, envoyé par le gouvernement de Pologne à Constantinople, sera de suite attaché à la légation polonaise en qualité de drogman.

« 2°. Le citoyen *Oginski* pesera dans sa sagesse s'il peut tirer parti de *Marion*, ci-devant employé au bureau des affaires étrangères à Varsovie, et se trouvant actuellement à Constantinople, où l'on peut prendre des informations sur son compte auprès de la légation française.

« 3°. On ne reconnaîtra pour Polonais, et l'on n'accordera protection qu'à ceux qui auront pris une part honorable dans les deux dernières révolutions. On pourra même, en cas de besoin, requérir, au nom des intérêts communs, la police du lieu contre ceux qui chercheraient à entraver les rapports existans et à établir entre les deux états. M. *Aksak*, à cause de ses liaisons avec la légation russe, pourrait se trouver dans ce dernier cas.

« 4°. On s'attachera à maintenir parmi les réfugiés polonais une communication fraternelle de principes et la bonne harmonie qui convient à la dignité de bons républicains.

« 5°. On prendra toutes les mesures possibles pour assurer les correspondances, non seulement avec l'autorité nationale par l'intermédiaire des courriers des princes de Moldavie et de Valachie, ou même des émissaires particuliers, mais aussi avec Paris, par nos compatriotes résidant à Venise, ainsi qu'avec Stockholm et Copenhague, par les agens de ces deux puissances.

« S'il se trouvait quelque circonstance omise dans les présentes, c'est au patriotisme, aux lumières, aux talens et à l'expérience de celui auquel nous les confions à y suppléer, en se conformant aux bases que nous avons adoptées.

« Notre confiance à cet égard, ainsi qu'en

tout ce que le citoyen *Oginski* opérera, est aussi franche qu'illimitée. »

Note. « Les présentes instructions se rédi-« geaient alors que la Prusse négociait une paix « partielle avec la république française; elles ont « été arrêtées et terminées au moment où cette « paix a été conclue et publiée. Il est essentiel « ici d'ajouter que cette circonstance ne change « ni ne modifie aucun point des dispositions ci-« dessus, et qu'elle ne doit être regardée que « comme un moyen plus puissant encore de « décider la Porte, la Suède et le Danemarck à « une réunion de forces contre la Russie.

« Nous croyons devoir joindre aux présentes « plusieurs imprimés authentiques qui pourront « servir à fixer l'opinion politique en Europe « sur les derniers événemens arrivés en Po-« logne. » [1]

Le citoyen *Lallement*, en me remettant cette information, me fit part qu'elle avait été présentée et lue au comité de salut public, en date du 29 thermidor de l'an III de la république, et que le comité l'avait approuvée, en recomman-

[1] Cette information, signée par tous les Polonais réunis à Paris, a été envoyée à Venise au citoyen *Lallement*, ministre de la république française, pour qu'il me la remît. L'original en a été gardé dans les actes de la légation. La copie, légalisée avec les signatures comme ci-dessus, m'a été livrée, et se trouve dans les papiers de la mission de Constantinople, n° 17.

dant aux patriotes polonais de presser le départ de leur agent pour Constantinople.

Ce n'est que le 23 septembre que je reçus le chiffre, les cartes, les lettres du gouvernement français pour les agens de la république dans le Levant, et tous les papiers dont j'avais besoin pour ma mission.

De tous côtés je recevais des lettres de mes compatriotes qui se réjouissaient de ce que j'avais accepté la mission de Constantinople, et qui me pressaient de partir. Plus de trois cents signatures attestaient la confiance que l'on avait en moi; mais on oubliait l'objet principal, c'est que, sans un secours d'argent, je ne pouvais entreprendre un voyage aussi long et aussi périlleux.

J'avais envoyé un homme affidé en Pologne pour réaliser quelques fonds sur lesquels je pouvais compter; car ils étaient confiés à deux amis dont je connaissais l'honnêteté et le patriotisme : c'était ma seule et dernière ressource.

La difficulté de parvenir jusqu'à Varsovie, et celle encore plus grande de sortir de la Pologne, avaient retardé le retour de mon émissaire, qui ne me rejoignit à Venise que le 1er novembre.

Il m'annonça que toutes mes terres étaient confisquées, et que ma rentrée dans le pays avait été interdite pour toujours. Je me trouvai par là frustré d'une rente annuelle d'environ un million de florins de Pologne et de toutes mes

propriétés, meubles et immeubles. Mon émissaire me remit deux mille ducats en or, qui étaient les derniers fonds disponibles qui me restaient de toute ma fortune, et que je n'hésitai point à sacrifier pour le service de mes compatriotes, en les employant à faire le voyage de Constantinople.

CHAPITRE III.

Je quittai Venise le 4 novembre 1795, n'ayant d'autre compagnon de voyage que le général de brigade *Kolysko*. Nous prîmes un passe-port anglais, et nous changeâmes de noms, car les émigrés polonais ne pouvaient voyager à cette époque avec sécurité. Toutes ces précautions cependant ne nous préservèrent pas de beaucoup de désagrémens et de dangers.

Mon projet était de me rendre par le chemin le plus court à Naples, de passer de là à Manfredonia, où je comptais m'embarquer pour traverser la mer Adriatique, et de faire le reste du voyage, depuis Salonique jusqu'à Constantinople, par terre.

Comme je ne prévoyais pas d'empêchemens qui pussent retarder mon arrivée à l'endroit de

ma destination, j'écrivis à mes compatriotes à Paris qu'avant la fin de l'année ils recevraient de mes nouvelles de Constantinople.

Je passai par Ravenne, Ancône, Lorette et Viterbe pour me rendre à Rome. Une fièvre que je gagnai en route me retint plusieurs semaines dans cette ville. On ne pouvait aller à Naples sans en obtenir la permission du ministre *Acton*, qui ne l'accordait qu'à des personnes munies d'une recommandation particulière du gouvernement de Rome ou de quelque ministre étranger. Une de mes compatriotes et parentes, la princesse *Radziwill*, née *Chodkiewicz*, intéressa en ma faveur, sans me nommer, le prince Auguste d'Angleterre, qui écrivit à *Acton*, et au bout de trois jours je reçus des passe-ports pour moi et mon compagnon de voyage.

En arrivant à Naples, j'allai le soir même au théâtre de Saint-Charles. La première personne que j'y rencontrai fut le comte *Golowkin*, ministre de Russie, que ma vue basse m'empêcha de distinguer dans la foule, mais qui me reconnut. Il entra de suite dans la loge du ministre de Danemarck, *Bourcke*, qu'il savait être de mes amis, pour l'avertir qu'il m'avait vu, et qu'il ne pouvait s'empêcher d'en faire son rapport à Pétersbourg. Il ajouta qu'il n'avait pas d'ordre de son gouvernement de m'arrêter, mais que probablement il le recevrait dès qu'on saurait que

j'étais à Naples, et par conséquent il me conseillait amicalement de n'y pas prolonger mon séjour.

Le lendemain je fus aussi surpris qu'alarmé en recevant une lettre qui, sous un couvert en blanc, renfermait un billet à l'adresse du comte *Oginski*. C'était l'amie de *Bourcke*, et une de mes connaissances de Varsovie, qui m'engageait à venir la trouver, et qui m'informa du danger que je courais.

Ma première pensée fut de quitter incessamment Naples pour me rendre sur les côtes de la mer Adriatique, et m'y embarquer; mais j'appris que le gouvernement avait donné les ordres les plus sévères, depuis quelques jours, de ne recevoir aucun étranger à bord des bâtimens qui se trouveraient dans ses ports de mer, à moins de le conduire à Venise ou à Trieste; ce qui dérangeait tout-à-fait mes projets.

Au bout de plusieurs jours, la propriétaire de l'auberge où j'étais logé vint me demander mystérieusement si je ne connaissais pas le comte *Oginski*, que la police supposait être à Naples. Je lui répondis que je le connaissais, mais qu'il m'importait peu si on le cherchait ou non; que quant à moi, j'avais fait connaître à la police qui j'étais, en lui remettant mon passe-port. Cette honnête femme, qui était une Française, et dont je n'ai eu qu'à me louer jusqu'à mon départ de

Naples, me donna à entendre qu'elle me devinait; et, sans faire d'autres questions, elle me conseilla d'être sur mes gardes, parce que la police était très vigilante et très sévère. Elle ajouta que je n'avais rien à craindre de son côté, parce qu'elle-même gémissait sur le sort de tant de malheureux individus qui remplissaient les prisons de cette ville. Dès qu'elle fut sortie, je brûlai une grande partie des papiers que j'avais avec moi, et je ne gardai que ceux qui m'étaient indispensablement nécessaires pour ma mission de Constantinople, en les cachant soigneusement entre le cuir et la doublure de mon porte-manteau. C'est ainsi que je me vis privé de beaucoup de notes sur la révolution de 1794, ainsi que de mon Journal et de la correspondance avec mes compatriotes pendant mon séjour à Venise.

Je ne fus pas long-temps à m'apercevoir que l'on avait mis quatre espions à ma suite, qui me surveillaient ainsi que mon compagnon de voyage, sans nous quitter même dans nos promenades.

Cette gêne continuelle, jointe à mes inquiétudes sur un dénoûment qui pouvait être très fâcheux, et à mes souffrances physiques qui m'empêchaient de me mettre en route, rendait ma position fort pénible.

Aussi long-temps que j'avais gardé la chambre et même souvent le lit, il semblait qu'on ne

s'était pas occupé de moi; mais dès que je commençai à sortir en voiture, pour faire des courses dans les environs, je me vis toujours suivi d'un cabriolet et d'un homme qui ne me quittait pas.

Un jour que je traversais à pied la rue de Tolède, et qu'un des sbires qui me suivaient s'était arrêté au tournant d'une autre rue, un homme âgé s'approcha de moi, me secoua la main et me dit : « Fuyez d'ici, quittez Naples le plus tôt possible; on a pris aujourd'hui votre signalement; vous serez arrêté et livré aux Russes.... » Je n'eus pas le temps de le remercier : il se retira brusquement; et de ce pas j'allai trouver M. *Rayola*, ancien agent du roi de Pologne, pour le prier de faire viser mon passe-port pour Rome; et quoique malade, je quittai Naples cette nuit même, après y avoir fait un séjour de six semaines.

Le docteur *Cerillo*, dont tout le monde connaît la fin tragique, après l'entrée des Français à Naples, avait beaucoup contribué à rétablir ma santé; mais il n'avait pu parvenir à faire cesser ma fièvre double-quarte, qui m'accompagna jusqu'à Constantinople, et dont je ne pus être quitte qu'au bout de quatorze mois.

J'étais dévoré de chagrin en quittant Naples, prévoyant toutes les difficultés qui se présenteraient encore pour trouver une embarcation sûre. J'étais surtout peiné de ne pouvoir infor-

mer mes compatriotes de l'endroit où je me trouvais, des dangers que j'avais courus, et des contre-temps qui m'avaient empêché de poursuivre ma route.

Arrivé à Rome, ma santé se trouvait dans un état si déplorable, que je fus obligé de m'y arrêter encore plusieurs jours; mais enfin après y avoir laissé mon compagnon de voyage, *Kolysko*, qui était plus malade que moi, je me rendis seul à Florence, où le général *Miot*, ministre de France à la cour de Toscane, m'accueillit avec beaucoup d'amitié, me consola autant que cela était en son pouvoir, et me donna des nouvelles satisfaisantes sur l'état de la France, et sur les bonnes dispositions de son gouvernement envers la Pologne. Il m'assura qu'à mon arrivée à Livourne, je trouverais facilement un bâtiment pour me rendre à Constantinople, ou au moins jusqu'à Smyrne, où je ne rencontrerais plus aucune difficulté pour continuer mon voyage.

J'avais une lettre circulaire du citoyen *Lallement*, ministre de France à Venise, adressée au nom de son gouvernement à tous les agens de la république française, avec ordre de faciliter mon embarquement. En outre, le général *Miot* écrivit au consul de France à Livourne, en lui recommandant de mettre tout le zèle possible pour me procurer un bâtiment; et je m'embarquai enfin dans ce port, le 5 février 1796, sur

une frégate qu'un capitaine vénitien avait achetée pour en faire un bâtiment de transport.

Les premiers jours de notre navigation furent assez favorables, et après avoir côtoyé l'île d'Elbe et la Sardaigne, nous dépassâmes la Sicile en peu de jours; mais des vents contraires, suivis d'un calme qui ne nous permettait pas d'avancer, nous firent perdre plus de trois semaines avant d'arriver à Malte, où le capitaine fut obligé de s'arrêter pour faire ses approvisionnemens.

Au bout de vingt jours, nous nous remîmes en mer et nous traversâmes la Méditerranée dans l'espace de quatre jours; mais en entrant dans l'Archipel, après avoir dépassé l'île de Cérigo, nous fûmes battus par la tempête pendant plusieurs jours, et les vents étaient si contraires, que, pour raccommoder les voiles, et mettre le bâtiment en état de continuer sa route, nous fûmes obligés de passer une semaine entière dans la petite île de la Spécie. Je me trouvais d'autant plus contrarié par ce retard, que le capitaine déclara ne pouvoir me conduire jusqu'à Constantinople, car le mauvais état de son bâtiment le forçait de s'arrêter quelque temps à Smyrne. Nous traversâmes l'Archipel, au milieu des plus grands périls, et presque toujours sur la défensive contre les pirates; et je débarquai enfin à Smyrne, après avoir été cinquante-cinq jours sur mer.

Les soins du docteur italien *Torretta* donnèrent quelque soulagement à ma santé délabrée, et l'accueil amical de plusieurs négocians français, et du consul de Hollande, me procura des ressources et quelques consolations, pendant le séjour que je fis dans cette ville.

Le lendemain de mon arrivée, il y éclata un incendie qui consuma, dans l'espace de sept heures, plus de deux mille maisons et boutiques de différente grandeur; et ce fut pour moi le premier échantillon de l'insouciance avec laquelle on se porte à éteindre les incendies dans le Levant, et de la facilité avec laquelle des édifices bâtis en bois et serrés l'un contre l'autre deviennent la proie des flammes.

J'écrivis de suite au citoyen *Verninac*, ambassadeur de France à Constantinople, pour lui faire part de mon arrivée à Smyrne; et en attendant sa réponse, ainsi qu'une occasion de m'embarquer, je profitai des intervalles que me laissait la fièvre, pour visiter les environs de Smyrne, et pour voir les ruines du temple de Diane à Éphèse.

J'allais souvent aussi passer des heures entières au pont des Caravanes, où des conducteurs de chameaux s'arrêtaient pour se reposer et fumer leur pipe, à l'endroit où, d'après la tradition établie dans le pays, Homère venait célébrer les exploits des Grecs sous les murs de Troie, et se

frayer par ses chants poétiques un chemin à l'immortalité.

Au bout de trois semaines, je reçus une lettre du ministre de France *Verninac*, qui m'annonçait combien il avait été inquiet sur mon sort, ignorant ce que j'étais devenu, s'attendant à me voir arriver à Constantinople depuis près de trois mois, et ne recevant point de mes nouvelles. Il m'informait que depuis plusieurs semaines il avait reçu différens paquets de lettres à mon adresse, de Paris et de Venise, et il m'engageait à ne me présenter chez lui que sous le nom de Jean *Riedel*, que je portais en route, et que je devais conserver pendant tout mon séjour à Constantinople. Il me prévenait que je ne pouvais être reçu et considéré que comme citoyen français, pour ne point donner ombrage aux ministres étrangers résidant auprès de la Porte ottomane, qui seraient formalisés et embarrassés si je me faisais connaître sous mon véritable nom, et avec le titre d'agent des patriotes polonais.

Je quittai incessamment Smyrne, et ne pouvant trouver un bâtiment pour m'embarquer, je résolus de faire le voyage à cheval, en traversant l'Asie-Mineure jusqu'à Mohalitz. Seul, sans domestique, je n'avais avec moi qu'un janissaire attaché au consulat de France, et quelques Turcs qui suivaient la même route, et qui s'étaient

réunis à nous, pour faire le voyage avec plus de sûreté. Je traversai la ville de Manaxie; je passai à côté d'un monument assez chétif, que l'on dit être le tombeau de Thémistocle; je rencontrai au troisième jour de ma marche, un interprète de *Carasman-Oglou* et quelques gens de sa suite, qui m'invitèrent à venir dîner chez leur maître, en faisant un détour d'environ deux heures de chemin de la route que je suivais; je franchis le Granique à la nage, car la crue des eaux était très considérable, et j'arrivai enfin à Mohalitz, après avoir fait cent heures de chemin dans l'espace de six jours.

Je m'embarquai sur un mauvais bâtiment turc, pour traverser la mer de Marmara, et au bout de vingt-quatre heures, je dépassai les îles des Princes, et j'aperçus la pointe du sérail, dont la vue ainsi que le coup d'œil ravissant qui se presentait en entrant dans le port de Constantinople, me firent oublier pour un moment la triste position dans laquelle je me trouvais, et tous les ressentimens de la fièvre, pour jouir uniquement du plaisir d'être parvenu au terme de mon voyage.

CHAPITRE IV.

Le citoyen *Dantan*, drogman de la légation française, se trouvait par hasard au port au moment où j'arrivai. Il me conduisit sur-le-champ à l'hôtel de France, chez l'ambassadeur *Verninac*, qui me conseilla de me loger pour quelques jours dans une auberge, jusqu'à ce que j'eusse trouvé une habitation à Péra, dans le voisinage de l'hôtel qu'il occupait. Il me déclara qu'il avait reçu les ordres les plus positifs de son gouvernement de me protéger et de se concerter avec moi relativement à tous les objets qui avaient rapport à la Pologne. Il me répéta ce qu'il m'avait déjà écrit, qu'il était indispensable que je me fisse passer pour citoyen français.

Il me donna des avis sur les précautions que j'avais à prendre vis-à-vis de plusieurs Français dont les sentimens étaient équivoques. Il m'engagea à faire peu de connaissances, et surtout à éviter de rencontrer des ministres étrangers, ou des personnes attachées à leur légation. Et enfin il déclara qu'il me verrait souvent, et qu'il se ferait un plaisir et un devoir de me communi-

quer tous les renseignemens qu'il croirait nécessaire de faire parvenir à mes commettans.

Il ne me convenait pas de le questionner au premier abord, sur les dispositions que la Porte ottomane avait manifestées relativement aux malheureuses catastrophes de la Pologne; mais je m'aperçus par le peu qu'il me dit à ce sujet, qu'il n'avait pas des espérances aussi fondées que celles qu'il nous avait fait entendre neuf mois auparavant, à son passage par Venise. Il se plaignait de la froideur avec laquelle on écoutait toutes ses propositions; de la lenteur des opérations du divan; des intrigues des ministres étrangers pour détruire l'influence que le gouvernement français cherchait à acquérir auprès de la Porte ottomane; et il ne fondait ses espérances que sur le temps et les événemens.

Déconcerté par cette première conversation, je le fus bien davantage en entrant chez moi, à l'auberge de *Mesnard*, et en ouvrant les paquets de lettres que *Verninac* m'avait remis. Je m'aperçus que la discorde s'était établie entre mes compatriotes résidant à Paris. D'un côté le citoyen *Barss*, qui avait été nommé agent du roi et de la république de Pologne lors de la diète constitutionnelle, et qui n'avait pas quitté Paris depuis cette époque, me demandait d'entretenir une correspondance avec lui, et me prévenait qu'il avait des ennemis personnels, qui cherchaient à

détruire l'influence qu'il s'était acquise auprès du gouvernement français, et qui travailleraient certainement à m'inspirer de la défiance envers lui. D'un autre côté, je recevais l'avis que tous les Polonais rassemblés à Paris avaient choisi entre eux cinq membres qui devaient former une députation chargée de traiter avec le gouvernement français, et d'entretenir une correspondance avec les agens des patriotes polonais.

Je voyais avec peine que cette désunion entre mes compatriotes donnerait une mauvaise impression au gouvernement français, et affligerait tous nos bons patriotes, qui ne fondaient leurs espérances que sur l'uniformité de principes, et sur l'unité d'action de tous ceux qui travailleraient pour le salut de notre patrie. Mais on ne pouvait pas exiger l'impossible, et il était naturel que des individus expatriés, aigris par le malheur, incertains de leur sort futur, travaillés par différentes opinions, et indécis sur le mode le plus convenable à suivre pour le rétablissement de la Pologne, s'agitassent en sens contraire, sans trouver un seul homme auquel ils pussent accorder toute leur confiance.

Il y avait sans doute quelques individus, mais en bien petit nombre, et on les montrait au doigt, qui espionnaient les démarches des bons patriotes, pour informer les ministres étrangers dont ils étaient payés, de tout ce qui se faisait,

et pour semer la division par de faux rapports, et par des intrigues et des calomnies contre ceux qui voulaient réellement le salut de la patrie; mais excepté ce petit nombre, qui formait le rebut de la société, tous les autres n'avaient qu'un désir, celui de pouvoir être utiles à leur pays; et un même but, celui de coopérer de la manière la plus efficace à son rétablissement.

Malgré toutes les déclamations des ennemis des Polonais contre la désunion qui régnait entre eux, je puis attester qu'il n'y avait dans le fond que deux partis marquans : celui des révolutionnaires qui croyaient toutes les voies convenables, et tous les moyens d'agir admissibles, pourvu que l'on parvînt à rétablir la Pologne; et l'autre parti était celui des modérés et des amis de la constitution du 3 mai, qui craignaient les sentimens exaltés des révolutionnaires, et les suites funestes que leur influence pouvait produire auprès du gouvernement français.

Quant à moi, qui n'avais d'autre intention que de remplir mon devoir, sans tenir exclusivement à aucun des deux partis, j'eus, pendant mon séjour à Constantinople, l'avantage de mériter la confiance de tous deux, comme on le verra par les correspondances qui me parvenaient de Paris. Mais comme la première lettre officielle que je reçus était signée par cinq de mes compatriotes, qui formaient une députation autorisée et ap-

prouvée par le gouvernement français, et que cette députation avait entre ses mains le chiffre dont la copie m'avait été remise avec mes instructions, je ne me livrai point à des recherches inutiles sur les causes de la désunion entre mes compatriotes à Paris, et j'entamai et continuai ma correspondance avec la députation.

Vingt-trois dépêches dont les copies se trouvent toutes entre mes mains, et plusieurs *duplicata*, que j'expédiai par des occasions sûres de Constantinople à Paris, attestent la suite que j'ai mise dans mon travail, qui m'a donné d'autant plus d'occupation, qu'étant seul, j'étais réduit à chiffrer et déchiffrer toute ma correspondance, et à en faire les copies.

Au lieu de les publier tout au long, ce qui ne pourrait manquer d'inspirer de l'intérêt, mais ce qui serait fastidieux, à cause des répétitions trop fréquentes qu'on y apercevrait, je me suis contenté de déposer les pièces originales avec les annexes, dans les archives de ma famille, et d'insérer ici simplement un extrait de mon journal de Constantinople, qui donnera une idée suffisante de mon travail, et des événemens politiques qui se sont succédé en Europe à cette époque.

Le 6 avril, je reçus la première lettre de Paris, en date du 6 janvier 1796, signée à la séance de la députation polonaise, par *Mniewski*, *Ta-*

szycki, *Dmochowski*, *Prozor* et *Giedroyc*. Elle m'annonçait que la députation, composée des cinq membres nommés ci-dessus, avait été choisie par le vœu unanime de tous nos compatriotes avec lesquels on avait pu s'entendre; que ce choix avait été approuvé par le gouvernement français, qui avait ordonné à son ministre de ne traiter des affaires de la Pologne qu'avec cette députation; que le ministre lui avait donné des espérances positives sur les intentions amicales de la Porte ottomane, et sur le désir qu'elle avait manifesté de commencer les hostilités contre les Russes, dans le temps que les Suédois feraient une puissante diversion du côté du nord.

Le ministre promettait de fournir des armes pour les Polonais, et se chargeait de coopérer à la négociation d'un emprunt de cinquante millions de piastres auprès de la Porte ottomane, pour armer les Polonais; il déclarait en outre que *Verninac* recevrait des instructions en conséquence, ainsi que l'ordre de se concerter en tout avec l'agent des patriotes polonais à Constantinople, sur les objets qui pouvaient avoir rapport aux affaires de la Pologne.

La députation me donnait le pouvoir de faire des démarches auprès du gouvernement turc, à l'effet d'obtenir des canons en nombre suffisant pour une armée de cent mille hommes, et m'as-

surait que je serais appuyé dans cette négociation par le ministre de France. Elle m'annonçait que le gouvernement français l'avait chargée d'organiser le plan d'une confédération générale de Pologne. Elle me faisait part des nouvelles qu'elle avait reçues de notre pays ; que ma tête avait été mise à prix ; que toutes mes terres avaient été confisquées, et que je ne devais plus concevoir d'espérance de retourner dans ma patrie, à moins qu'il n'arrivât un changement de circonstances, auquel on s'attendait infailliblement en Pologne. La députation m'encourageait à ne pas perdre patience et à persister dans les sentimens qui m'avaient animé jusqu'alors, et elle finissait par m'informer que, dès que les négociations seraient avancées près de la Porte ottomane, elle ne manquerait pas de se transporter à Constantinople, parce qu'elle trouvait convenable de former l'acte de la confédération polonaise, et d'organiser l'armée sur les frontières de la Turquie.

La lettre était terminée par une apostille qui m'interdisait toute communication avec le citoyen *Barss*, et qui me prescrivait d'adresser mes lettres au président de la députation, *Mniewski*, vu que le citoyen *Barss* n'avait plus aucune part aux affaires.

Le 10 avril, je répondis à la députation, en lui faisant part des empêchemens qui avaient retardé

mon arrivée à Constantinople; je lui rendis compte de mon premier entretien avec *Verninac*; je lui annonçai que, dans les deux entrevues suivantes que j'avais eues depuis avec ce ministre, il m'avait informé que son audience publique aurait lieu dans quelques jours; que néanmoins il ne pouvait déployer toute son activité pendant le peu de temps qu'il resterait à Constantinople, vu qu'il allait être remplacé par le général *Aubert-du-Bayet*, qui serait plus utile que lui à la cause des Polonais; car c'était un militaire distingué, qui saurait même diriger les opérations de guerre en cas de besoin, et qui trouverait toutes les difficultés aplanies pour engager les Turcs à agir contre la Russie.

Le 28 avril, j'écrivis à la députation pour lui annoncer que, le 26 du présent, le citoyen *Verninac* avait eu une audience publique du grand-seigneur; je lui fis la description de la pompe et de la magnificence qui furent étalées à cette occasion, et je citais comme une preuve non équivoque des égards et de la considération que l'on avait pour le ministre de la république française, que le grand-sultan avait fait accélérer l'audience que *Verninac* sollicitait, avant même que les présens d'usage fussent arrivés de Paris.

J'informai la députation que le lendemain de l'audience j'avais eu une longue explication avec *Verninac*, qui m'annonça avoir reçu du comité

de salut public des instructions relativement aux affaires de Pologne, conformes en tout à celles que l'on m'avait communiquées. Il m'assura qu'il avait fait et qu'il continuerait de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour les remplir; qu'il avait trouvé jusqu'à présent beaucoup d'obstacles à surmonter, tant à cause de l'ignorance et de l'inaction du gouvernement turc, que des intrigues et des cabales des ennemis de la France; que le traité conclu entre la république française et le roi de Prusse avait fait une très mauvaise impression dans le divan, qui prétendait que si la France n'avait pu rien obtenir pour la Pologne dans ses négociations avec la cour de Berlin, il n'était pas possible que les Turcs seuls pussent agir en faveur des Polonais; que s'ils le faisaient, ils s'attireraient un nouvel ennemi sur les bras, c'est-à-dire le roi de Prusse, qui se réunirait aux Russes pour maintenir leurs possessions respectives en Pologne. *Verninac* cependant ne désespérait point, et mettait beaucoup de confiance dans les négociations de celui qui devait le remplacer. Il me parla d'un traité d'alliance offensif et défensif entre la France, la Suède, le Danemarck et la Porte ottomane, pour agir de concert contre la Russie, qui, à cette époque, avait été obligée d'envoyer une armée de quarante mille hommes, sous les ordres de Valérien *Zouboff*, contre les Persans, dont les forces se mon-

taient à deux cent mille combattans. *Verninac* donna à entendre qu'on lui avait déjà fait préalablement différentes propositions de soulever le peuple en Pologne, et d'y organiser une insurrection; mais qu'il avait désapprouvé ce projet comme tendant à faire verser beaucoup de sang, sans amener aucun résultat avantageux avant que les Turcs se fussent déclarés. Il se plaignit de quelques individus polonais qui étaient venus réclamer ses secours, et, entre autres, d'un nommé *Zdanowski*, qui, après avoir importuné la légation française, et l'avoir ensuite menacée, finit par être espion de la Russie. Il donna son opinion sur *Turski*, surnommé *le Sarmate*, et sur *Aksak*, qui se trouvaient alors à Constantinople, et finit par déclarer qu'il m'enverrait tous les Polonais qui se présenteraient chez lui, et qu'il n'accorderait la protection du gouvernement français qu'à ceux que je lui aurais présentés, ou qui seraient munis d'un certificat de ma part.

Le 4 mai, je mandai à la députation que *Verninac* n'avait pas reçu l'ordre de négocier l'emprunt pour la Pologne, et qu'il supposait que cette commission serait confiée à *Aubert-du-Bayet*. Il prétendait, au reste, qu'il ne se trouvait pas plus de quatre-vingts ou cent millions de piastres en espèces, dans la caisse du grand-seigneur, et que probablement la Porte refuse-

rait de faire des avances, ayant besoin elle-même de fonds pour commencer la guerre. J'annonçai que le 1er mai, la flotte turque, composée de sept vaisseaux de ligne, de six frégates et de deux cutters, avait fait voile pour l'Archipel, et que d'après le témoignage des étrangers qui l'avaient vue sortir les années précédentes, jamais elle n'avait été si bien équipée ni mieux manœuvrée.

Quelques jours auparavant, une décharge de canons de tous les bâtimens stationnés dans le port, avait annoncé la capture de deux bâtimens maltais, qu'on y avait amenés, et que le grand-seigneur vint visiter en personne.

Le 10 mai, je reçus deux lettres de la députation. La première était du 23 février; la seconde, du 12 mars 1796. La première contenait une répétition de celle qu'on avait expédiée le 6 janvier, mais il y était ajouté, que le ministre des relations extérieures avait assuré à la députation, *foi de républicain*, et au nom du Directoire, que la France employait toute son influence à Berlin, à Stockholm et à Constantinople, pour agir en faveur de la Pologne. L'on me demandait des renseignemens sur l'intimité des rapports qui existaient entre le ministre de France à Constantinople, et le ministre turc; on m'annonçait que le citoyen *Aubert-du-Bayet*, ministre de la guerre, venait d'être nommé ambassadeur ex-

traordinaire de France à Constantinople; et que la députation aurait une conférence avec lui avant son départ de Paris. On m'informait aussi que l'on regardait, à Paris, la guerre des Turcs contre la Russie comme inévitable et imminente, et que le gouvernement de la république française insistait sur la nécessité d'organiser une confédération en Pologne, en promettant de fournir des armes pour soixante mille hommes d'infanterie et vingt mille hommes de cavalerie. On me prévenait de ne pas employer comme interprète *Kruta* [1], qui avait été envoyé par *Kosciuszko* et Ignace *Potocki*, à Constantinople, à l'époque de la révolution de Pologne, et que l'on regardait comme suspect, mais d'employer *Kirkor*, qui avait été jadis à Varsovie, et sur lequel on pouvait se fier entièrement.

Dans la seconde lettre, on insérait des duplicata des expéditions précédentes. On me traçait le tableau du caractère personnel d'*Aubert-*

[1] Les soupçons que l'on avait sur le compte de *Kruta* n'étaient point fondés: témoin la lettre que *Verninac* m'adressa en date du 4 thermidor an IV, et dans laquelle il me disait entre autres : « Quant au drogman *Kruta*, sur lequel vous « avez désiré que je m'expliquasse, d'après des rapports qui « m'avaient été faits par le ministre de la république à Venise, « j'avais conçu des soupçons sur son compte; mais il m'a paru « depuis que le comte *Potocki* avait abusé du sens d'une lettre « qu'il lui avait adressée, et je ne vois point d'inconvénient « à ce que vous l'employiez. »

du-Bayet, pour me prévenir sur la manière dont je devais me conduire à son égard. On m'avertissait qu'il avait eu des préventions désavantageuses contre les Polonais, mais qu'on avait cherché à le ramener à des dispositions plus favorables, en flattant sa vanité et son ambition, et en lui faisant entendre combien il s'attirerait de gloire et de nouveaux titres à la reconnaissance des amis de la liberté, en travaillant au rétablissement de la Pologne. On m'assurait en même temps que les instructions qu'il avait reçues de son gouvernement, lui imposaient expressément le devoir de faire agir les Turcs contre les Russes, et de seconder les mouvemens des Polonais, conformément à l'acte de confédération, qui avait été approuvé par le Directoire[1]. On m'annonçait que le 26 février l'on avait envoyé le général *Giedroyc* en Lithuanie, pour préparer les esprits à une nouvelle confédération; et que le même jour, on avait expédié un émissaire à *Dzieduszycki* en Gallicie, pour l'informer de tout ce qui s'opérait à Paris, et pour le prévenir qu'on avait formé une nouvelle confédération. On me mandait que le 6 du mois

[1] Le Directoire avait fait supprimer le titre d'acte d'insurrection pour le remplacer par celui d'acte de confédération, afin de ne point choquer les Turcs, qui auraient eu de la répugnance pour des insurgés, et qui avaient toujours été amis des confédérés polonais.

de mars, la députation avait présenté une note au gouvernement français, pour demander que tous les prisonniers de guerre polonais, ainsi que les déserteurs de l'armée autrichienne, fussent envoyés sur les frontières de la Turquie, pour former le noyau de la force armée de la nouvelle confédération. L'on m'annonçait que le citoyen *Stemmati* venait d'être nommé consul de France en Moldavie et en Valachie, avec ordre d'y protéger spécialement les militaires polonais qui s'y rassembleraient. La députation s'était entendue avec lui, et ne doutait pas de son zèle et de ses bonnes intentions; mais malgré cela, elle se proposait de nommer et d'envoyer dans ces contrées un agent polonais sur lequel elle pût se reposer avec plus de confiance. L'on m'avertissait que le citoyen *Turski* avait été dénoncé au Directoire, pour avoir écrit deux lettres, dont l'une à Félix *Potocki*, premier moteur de la confédération de Targowica, et l'autre à Pierre *Potocki* à Venise. La députation ne doutait point de la pureté des intentions de *Turski*, mais elle m'engageait à lui conseiller de suspendre une correspondance à laquelle on pouvait donner de mauvaises interprétations.[1]

[1] *Turski*, surnommé *le Sarmate*, avait une réputation intacte sous le rapport du patriotisme. Sa lettre à Félix *Potocki* n'avait pour but que de réveiller en lui les sentimens d'honneur et de l'amour de la patrie, qu'il avait manifestés autrefois

Le 12 mai, je répondis à la députation, en lui accusant la réception des lettres des 23 février et 12 mars. Je me plaignais de devoir paraître jusqu'à présent à Constantinople, comme citoyen français, sans pouvoir développer le caractère d'agent des patriotes polonais, car le ministre de France le voulait ainsi. Je répétai tous les lieux communs que *Verninac* me faisait entendre journellement pour justifier l'impossibilité dans laquelle il prétendait se trouver, de faire sortir le divan de son état d'apathie; mais je fis observer qu'il se contredisait, en me donnant dans le même temps la nouvelle officielle que dans tout l'empire turc on faisait des préparatifs pour la guerre, et que le séraskier d'Andrinople avait reçu des ordres et carte blanche pour faire de nouvelles levées de troupes. J'annonçai que d'après les dernières nouvelles de la frontière, nous savions que des corps considérables de l'armée russe s'avançaient du côté du Dniester, sous

avec tant d'énergie, avant de compromettre sa réputation comme chef de la confédération de Targowica, et de l'engager à expier les fautes dont on l'inculpait, en faisant cause commune avec les patriotes polonais, et en sacrifiant une partie de sa fortune pour le rétablissement de la Pologne. La copie de cette lettre avait été envoyée par *Turski* lui-même au comité de salut public, et ne devait pas le compromettre.

La seconde lettre, adressée à Pierre *Potocki*, un des réfugiés polonais à Venise, loin de devoir inculper *Turski*, attestait ses sentimens patriotiques, dont il ne s'est jamais départi.

les ordres du général *Suwarow*. Je fis part, avec des détails très circonstanciés, de l'espionnage qui se faisait à Constantinople, et des efforts qu'employaient les ministres des puissances ennemies de la France, pour détruire le crédit que cette république avait cherché à se créer auprès de la Porte ottomane. Je disais ce qui était très vrai, que les Turcs aimaient les Français, les regardaient comme amis, et saluaient avec un épanchement de cœur tous ceux qui portaient la cocarde de la république; mais qu'ils craignaient les Russes tout autant qu'ils les haïssaient, et que malgré les préparatifs de guerre, je présumais qu'ils ne la commenceraient point avant qu'il apparût dans l'Archipel une flotte française qui ranimât leur courage, et les déterminât à commencer les hostilités. J'informai que le reiss-effendi s'était plaint à *Verninac*, du discours prononcé par *Boissy d'Anglas* en pleine assemblée, avec des éloges de l'impératrice Catherine, et qu'il avait paru étonné de ce que l'on pût vanter et admirer cette souveraine à Paris, tandis que l'on engageait les Turcs à s'armer contre elle. *Verninac* s'était trouvé très embarrassé pour faire entendre que l'opinion particulière d'un individu, et même de beaucoup d'autres qui pouvaient penser comme *Boissy d'Anglas*, n'avait rien de commun avec l'opinion du gouvernement français, qui ne pouvait

voir de bon œil la puissance colossale de la Russie, et qui lui suscitait des ennemis non seulement à Constantinople, mais aussi à Stockholm et à Berlin. Je terminais ma lettre par engager les membres de la députation à travailler de concert, et chacun de son côté, à maintenir l'union et la concorde entre tous nos compatriotes, et à prêcher d'exemple, car nous ne pouvions mériter la confiance des puissances qui nous protégeaient et qui s'intéressaient à notre sort que par notre conduite, et nous ne devions espérer de réussir dans nos entreprises que par un accord parfait de principes, d'opinions et d'actions.

Le 14 mai, j'assistai à la revue des troupes, que l'on disait être vêtues et exercées à la manière européenne. Depuis long-temps toutes les gazettes étaient remplies des innovations que l'on avait établies dans l'armée turque. L'on assurait que ces changemens avaient été opérés par un grand nombre d'officiers étrangers, que le grand-sultan avait fait venir pour organiser l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie, à l'instar des autres troupes européennes; et on faisait monter à un nombre très considérable cette armée nouvellement reformée. Le fait est que beaucoup d'officiers français avaient été envoyés à Constantinople, où j'en ai connu plusieurs très particulièrement; que l'artillerie turque avait éprouvé quelque amélioration; que l'on n'avait pu faire

aucun changement dans la cavalerie [1], et qu'il n'y avait que sept cent quatre-vingts hommes d'infanterie dont le vêtement était moitié turc, moitié européen.

Je les vis ce jour-là marcher et manœuvrer assez gauchement, sous la direction de quelques officiers français, en présence du grand-seigneur et du grand-visir. Après une couple d'heures de ces évolutions militaires, j'aperçus plusieurs soldats tendant la main aux officiers pour demander quelque argent, tandis qu'un homme qui portait de l'eau dans une outre, en versait, au moyen d'un tuyau, dans la bouche des soldats qui se trouvaient fatigués, et qui ne quittèrent pour cette opération, ni leur attitude ni leurs armes.

Le seul changement essentiel que l'on ait pu observer en Turquie, à la suite des innovations que l'on y avait introduites, eut lieu dans la marine. La direction des chantiers fut confiée à d'habiles inspecteurs français et suédois, et en moins de dix années, la flotte turque eut plusieurs vaisseaux de guerre et beaucoup de bâtimens de transport qui ne le cédaient point pour

[1] *Turski* était l'officier polonais qu'on avait envoyé de Paris pour organiser la cavalerie turque. Il touchait une pension annuelle de sept mille piastres, ce qui revenait alors à mille ducats environ; mais il était dans une inactivité absolue, et il n'y avait pas un seul cavalier monté à l'européenne.

la construction à ceux des autres puissances maritimes.

Le 15 mai, *Kruta* vint m'apporter les instructions dont il avait été chargé par *Kosciuszko* et Ignace *Potocki*, en date du 3 juillet 1794, au moment où on l'expédiait de Varsovie à Constantinople. Ces instructions étaient générales, et n'avaient pour objet que de donner des informations sur les événemens qui s'étaient passés en Pologne depuis le commencement de l'insurrection, et principalement de l'accréditer auprès du citoyen *Descorches*, ministre de France à Constantinople, qui, pendant sa mission à Varsovie, avait donné des preuves non équivoques de son zèle et de son dévoûment pour la cause des Polonais. *Kruta* me remit en même temps le chiffre qu'on lui avait confié pour la correspondance, et deux lettres de *Descorches* à Ignace *Potocki*, qu'il n'avait pu faire parvenir à leur destination. Comme ces deux écrits sont les seules pièces qui indiquent les relations existantes à cette époque entre Varsovie et Constantinople, j'ai cru convenable d'en insérer ici des copies exactes, d'après les originaux qui sont entre mes mains.

PREMIÈRE LETTRE.

Constantinople, le 28 thermidor l'an II de la république française (15 août 1794, *v. st.*).

A monsieur Ignace Potocki, *membre du Conseil national suprême des républicains polonais.*

« Monsieur, vous dire ce que je sens, ce que je pense, ce que je fais, serait sûrement superflu; mes principes invariables et mes affections, qui vous sont bien connus, vous sont autant de garans de ce qui se passe dans mon esprit et dans mon cœur, par rapport à la grande et généreuse entreprise de vos braves compatriotes, et à ses conséquences importantes. Ils vous garantissent de même mes efforts constans pour la seconder. Ils sont et ne cesseront d'être, ici comme partout ailleurs, tout ce que les patriotes polonais les plus zélés peuvent désirer. Je voudrais pouvoir en dire autant des résultats. Ils sont satisfaisans relativement à l'état où j'ai trouvé les choses, et aux divers élémens à mettre en œuvre; mais la marche est lente, les mouvemens flasques, parce que le cœur est cancéreux et fait mal ses fonctions. Ils ont pourtant une activité, telle même qu'on ne se rappelle pas de l'avoir jamais vue dans les travaux de terre et de mer;

l'opinion publique est excellente. Le chef [1] veut, et veut le bien; et autant que son action subordonnée à une foule de ménagemens peut y contribuer, elle tend à l'application des remèdes. Il y a eu, depuis une couple de semaines, des exils nombreux et assez marquans pour qu'on puisse se flatter d'un commencement d'épuration. On en annonce d'autres plus importans, c'est ce qu'il faut voir; nos succès font une grande sensation, mais il en faudrait encore du côté de la Méditerranée.

« J'ai fait des idées plusieurs fois, sur ce qui vous concerne, et j'ai recueilli des vœux dont la sincérité n'est pas douteuse. On voudrait vous assister, mais on ne se croit pas encore en état de courir les hasards d'une guerre. Soutenez-vous cette année, et l'année prochaine le langage changera vraisemblablement. Je ne garantis pourtant que notre vive impulsion, car j'ai appris, depuis que je suis ici, à ne croire que ce que je vois. Il est bon que vous sachiez encore que je puis me flatter d'être bien dans leurs esprits, soit comme agent de la république, soit individuellement.

« Je voudrais, monsieur, m'étendre beaucoup davantage, mais je ne sais le sort de ma lettre; quoique nous touchant, nous sommes encore

[1] On comprend bien que c'est du sultan Sélim III qu'il est question. (*Note de l'auteur.*)

séparés, à ce qu'il paraît, par de si grands obstacles, que je ne puis juger si celui [1] qui s'en charge parviendra à les surmonter. Dès le premier instant de votre insurrection, j'ai ruminé les moyens dans ma tête d'arriver jusqu'à vous, d'établir une correspondance de votre côté qui serait bien essentielle; je n'ai pu y réussir. Comment cela se fait-il, que nous n'ayons vu paraître personne de votre part? La Porte ne cesse d'envoyer des ordres aux princes grecs pour la tenir au courant de votre scène, et ils prétendent toujours être dans l'impossibilité de se procurer de bonnes informations; de sorte que les ennemis débitent toutes leurs fables sans que nous puissions mieux les démentir avec assez de précision pour faire retomber sur eux l'effet qu'ils se promettent de cette manœuvre. On ne les croit pas, mais on doute; on reste incertain, et l'inquiétude prend le plus communément la place des cordiaux dont nous aurions besoin.

« J'écris par la même occasion au général [2], et lui demande, au nom de la cause commune, de faire l'impossible pour établir cette communication; je lui offre de bonnes adresses à Bukarest, Ismail ou Chocim; je lui dénonce en même

[1] C'est *Sulkowski*, qui depuis a été aide-de-camp du général *Bonaparte*, qui devait se charger de cette expédition. (*Note de l'auteur.*)

[2] Le généralissime *Kosciuszko*.

temps comme un tartufe dangereux, que j'ai vu sous le masque, votre compatriote *Aksak* qui se trouve ici.

« Que nos amis soient bien convaincus que leur estime, dont je me sens assuré de ne démériter jamais, me donnera toujours des droits à leur confiance. Mémoire de moi, je vous prie, à eux et à elles.

« Salut et fraternité et succès,

« Marie DESCORCHES. »

Post-scriptum.

Du 8 vendémiaire l'an III de la république française (29 septembre 1794, *v. st.*)

[1] Sulkowski *part enfin avec un honnête viatique de nos amis, mais c'est un grandissime secret; j'y ai engagé ma parole, et ce ne doit jamais être une monnaie de mauvais aloi dans la bouche d'un ministre. Un changement qui peut devenir très influent est la retraite du ministre, du prépondérant reiss-effendi et de son affidé* Morouzzi *drogman; ce n'est pourtant pas encore une disgrâce complète, mais un déclin. Il y a redoublement d'activité dans les mesures de terre et de mer, et véritablement des préparatifs sérieux. Les corrupteurs et les intrigans ne s'endorment pas non plus, comme vous pouvez penser; cependant*

[1] Tout ce *post-scriptum* est en chiffres. (*Note de l'auteur.*)

ils auront beau faire, la force des choses, la puissance de la justice, de la raison, aidée de celle de nos triomphes, ne tarderont pas sans doute à amener sur ce point-ci, comme sur bien d'autres, les solutions que nous désirons. Quelques semaines encore de travaux et d'angoisses, et vos destinées, braves et chers Polonais, seront bien belles !

SECONDE LETTRE.

« Constantinople, le 2 frimaire l'an III de la république française (22 novembre 1794, *v. st.*)

« *Marie* Descorches, *envoyé extraordinaire de la république française près la Porte ottomane, au citoyen Ignace* Potocki, *membre du conseil suprême national des républicains polonais.*

« Citoyen et ami, c'est à toi, et à ceux qui connaissent mon cœur, à te dire ce que j'ai ressenti à la vue de ton émissaire Pierre *Kruta*, et surtout après la réception de la lettre du 29 septembre. Ce jour-là même, par un hasard que je n'appellerais pas singulier, si le rapport des âmes pouvait produire de pareils effets, ce jour-là je t'écrivais de mon côté. Tu en auras, j'espère, la preuve entre les mains.[1] *Je profitais du dé-*

[1] Tous les passages en caractères italiques sont en chiffres dans la lettre originale.

part du jeune Sulkowski *qui, se trouvant ici depuis quelque temps, allait joindre* Kosciuszko. *Son sort au reste m'est inconnu encore de Bukarest;* c'est pourquoi je t'envoie copie de ce que je te mandais alors. *Tu désires, citoyen, mon opinion sur une mission polonaise.* La délicatesse me commanderait l'affirmative, mais je t'assure que la conviction ne me la prescrit pas moins. Il est vrai que mon exemple n'est pas encourageant; cependant il s'en faut beaucoup que mon séjour ici ait été et soit inutile. Les effets en sont sensibles en plus d'un genre; et si les circonstances eussent permis de mettre à ma disposition ces moyens que tu me crois, et dont je suis loin, je ne doute pas qu'ils ne fussent plus éclatans.

« D'ailleurs il s'agit d'un système à fonder, et non d'une intrigue à faire réussir. Il faut donc s'occuper d'aller bien, encore plus que d'aller vite. Tu peux compter aussi qu'il n'y a ni inertie ni impuissance; il y a ignorance; il y a cette timidité que le malheur donne, cette méfiance naturelle à ceux qui ont été souvent trompés, fortifiée chez nos amis par leur penchant à la temporisation. Enfin il y a des parties cancéreuses; plusieurs escarres sont déjà tombées, les racines restent, mais l'opinion générale, le sentiment général sont pour nous. *Tous les indices nous annoncent le cœur du nouveau chef d'accord*

avec eux; il nous reste à voir si ses résolutions auront le nerf qu'il faudrait pour couper le fil des intrigues qui entravent l'essor dont ils sont tout près..... Peu de temps vous apprendra...... *Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il se fait des préparatifs sérieux par terre et par mer.* Ce qui n'est pas moins certain, c'est que notre impulsion ne manque pas, et ne peut vous rien laisser à désirer. Il n'y a pas long-temps que j'ai déclaré officiellement (ce sont les propres termes tels que je les ai reçus) *que le parti que la Porte ottomane prendra, à l'égard des Polonais, nous servira de pierre de touche, etc., etc., lorsque nous verrons des préparatifs différens de guerre par mer et par terre, lorsqu'il nous aura été prouvé par des faits qu'on ressent les injures et l'insolence dominatrice des cabinets de Pétersbourg et de Vienne, etc., etc.; alors seulement la république pourra se convaincre qu'elle ne s'est point trompée dans ses espérances.* Pierre *Kruta* est arrivé sur ces entrefaites; il ne pouvait paraître plus à propos. J'en ai aussitôt avisé; cette nouvelle a été accueillie avec langueur, comme je m'y attendais. J'ai insisté pour qu'on le vît; on en avait autant d'envie que moi, mais le système n'est pas changé; on tient au ménagement; on veut du mystère; cependant j'ai obtenu déjà le premier pas; *il est en ce moment chez le drogman de la Porte*; il te racontera lui-même ce

qui se sera passé. Je m'empresse, au demeurant, de te rendre le meilleur témoignage de tout ce que j'ai vu et entendu jusqu'à présent de lui et de sa renommée. Je n'en reviens pas moins à mon opinion *sur l'utilité d'une mission, mais il faut que l'émissaire arrive sous l'apparence d'un voyageur, même avec un nom et une qualité étrangère; ce qui facilitera le succès de l'entreprise et une correspondance réglée.*

« Il importe que tu saches en outre, cher citoyen, *que notre légation suédoise* est, je pense, bien intentionnée, mais rien que cela. Son assistance nous servirait pourtant très avantageusement. Travaille, si tu le peux, à lui faire communiquer un peu de séve. Il semble *que le Danois devrait aussi prêter ses épaules,* et il continue d'être le confrère entre les mains de l'estimable négociant, mais très servile courtisan et très russifié baron H.... Avise au remède également dans le cas où tu auras la recette.

« J'ai fait usage d'un paragraphe de ta lettre à la première occasion; j'ai parlé de vous en même temps. Tu as choisi un assez pauvre banquier, luttant lui-même contre une foule de circonstances contrariantes; mais son amitié lui dit qu'il ferait des miracles au besoin pour te la prouver, et à tes braves compatriotes. Votre interprète ne sera donc au dépourvu, partout où je me trouverai, que lorsque j'y serai plus que lui.

Je lui ai déjà fourni deux mille piastres pour ses propres besoins. Amitié et cordialité à tout le monde, citoyens et citoyennes; succès à la meilleure des causes, et tendre fraternité à toi, bon citoyen et ami.

« Marie DESCORCHES. »

Le 20 mai, je reçus des lettres de Venise qui m'annonçaient que, d'après les dernières nouvelles qu'on avait de la Pologne, il paraissait certain que le général *Suwarow*, à la tête d'une armée assez considérable, s'était avancé jusqu'au Dniester, et qu'il se préparait à franchir cette rivière pour occuper Chocim et Bender. J'en fis part à *Verninac*, qui jugea à propos de le communiquer au gouvernement turc. On le remercia de cette communication; mais on l'assura qu'on n'ignorait pas que *Suwarow* avait été, il y avait quelque temps, en Podolie, mais que depuis il s'était éloigné de la frontière. On lui fit entendre en même temps que la Russie n'était rien moins que disposée à commencer des hostilités, et que, tout au contraire, elle faisait connaître plus que jamais ses dispositions amicales envers la Porte ottomane.

Verninac m'informa de son côté qu'il avait reçu des lettres particulières, par lesquelles on lui annonçait qu'une insurrection avait été organisée en Ukraine et dans les environs de Kamie-

niec, et que huit mille insurgés, commandés par *Kolysko, Liberadzki* et *Domeyko,* avaient remporté plusieurs avantages sur les Russes, et leur avaient enlevé la caisse militaire. Il ajoutait que les gazettes de Hambourg et d'Erlangen, en copiant ces nouvelles d'après la gazette de Thorn, en date du 9 avril, annonçaient qu'elles avaient été apportées à Berlin par un courrier expédié au roi de Prusse. *Verninac* ne garantissait point l'authenticité de ces nouvelles; mais il me fit observer que si elles étaient vraies, il plaindrait les Polonais d'avoir commencé trop tôt. J'envoyai un rapport exact de cette conversation à mes commettans à Paris.

CHAPITRE V.

Le 22 mai, je vis arriver à Constantinople les citoyens *Rymkiewicz, Jablonowski,* les deux frères *Szumlanski* et *Blume.* Les deux premiers étaient délégués de la part des habitans de la Gallicie. Ils étaient porteurs d'une lettre pour *Verninac* et de l'acte de confédération des habitans de leur province, qu'ils devaient lui remettre, et qu'ils me communiquèrent : mais après avoir appris que *Verninac* était rappelé, et

qu'il allait être remplacé par *Aubert-du-Bayet*, ils se déterminèrent à attendre l'arrivée du nouveau ministre pour lui remettre cet écrit important. Quant aux trois autres compatriotes, c'étaient de braves officiers qui cherchaient à être placés et à servir leur patrie. J'écrivis de suite à *Verninac* pour lui annoncer l'arrivée des députés de la Gallicie, qu'il voulut voir dès le lendemain; et quant aux autres officiers, voici ce qu'il me répondit :

« Répondant, citoyen, à la lettre que vous « m'avez adressée, et à ce que vous m'avez dit « de vive voix en différentes occasions, concer- « nant les militaires polonais qui viennent à Con- « stantinople ou qui désirent se rendre en France, « je vous fais part que mon avis est que tout Po- « lonais bien intentionné de servir sa patrie de « son bras, doit ne pas s'éloigner de la Pologne, « en sorte qu'il puisse être à même de saisir la « première occasion qui se présentera de son af- « franchissement.

« Salut et fraternité.

« R. Verninac. »

Le 23 mai, je présentai à *Verninac* les citoyens *Rymkiewicz* et *Jablonowski*, députés de la Gallicie, qui lui remirent une lettre à son adresse de la part de leurs commettans, et qui lui firent mention de l'acte de confédération, sans lui en

communiquer la copie. *Verninac* parut flatté de la confiance qu'on avait en lui. Il semblait surpris de ce que les Galliciens, anciens sujets de l'empereur d'Autriche, fussent tout aussi intéressés au rétablissement de la Pologne que les habitans des provinces nouvellement occupées par les trois puissances copartageantes. Il questionna beaucoup les deux députés sur l'état actuel de la Gallicie, sur ses ressources, sur les forces militaires de l'Autriche, sur l'impression que faisaient, dans le pays, les nouveaux succès des armées françaises, sur la possibilité d'une insurrection en Pologne, et sur les relations qui existaient entre la Gallicie et les provinces polonaises nouvellement démembrées, et il finit par leur déclarer que j'étais seul chargé de la mission des patriotes polonais à Constantinople; qu'il avait reçu des ordres de son gouvernement de ne se concerter qu'avec moi relativement aux affaires de la Pologne, et que c'était uniquement par mon organe qu'il pouvait répondre à toutes les réclamations qui lui seraient adressées.

Le 5 juin, l'entretien de *Verninac* avec les députés de la Gallicie, les nouvelles, quoique douteuses, qu'il avait reçues sur une insurrection commencée en Pologne, et celles qui lui étaient parvenues de Paris, que le Directoire venait d'approuver l'acte de confédération proposé par la députation polonaise, changèrent entière-

ment son opinion. Il commença à concevoir l'idée que les mouvemens que se donneraient les Polonais sur les frontières de la Turquie, et le rassemblement de leurs militaires réfugiés sur ce point, pourraient réveiller les Turcs, et les déterminer à prendre un parti décisif. En conséquence, il demanda au reiss-effendi, et obtint une conférence qui dura depuis neuf heures du soir jusqu'à quatre heures du matin, après laquelle il me fit venir chez lui pour me communiquer,

1°. Que le reiss-effendi avait promis de m'accorder une audience pour entendre les représentations que je pouvais lui faire relativement à la Pologne;

2°. Qu'il se plaignait des fréquentes correspondances que le gouvernement turc recevait de la part de différens Polonais, datées de Vienne, de la Gallicie et d'autres endroits, sans qu'on pût savoir au juste ce que ces Polonais désiraient, et quels étaient les principes qui les animaient, car ils paraissaient divisés d'opinion;

3°. Que lui, *Verninac*, supposait que d'après les succès de l'armée française en Italie, l'on devait s'attendre à une paix prochaine avec la cour de Vienne, mais qu'elle ne pouvait pas amener de résultats défavorables pour la cause des Polonais, car les conditions du traité de paix seraient dictées par la France;

4°. Qu'il ne semblait plus douteux que la Suède agirait activement contre la Russie, et que, dans ce cas-là, les Turcs ne manqueraient pas de commencer les hostilités de leur côté;

5°. Qu'il n'était pas convenable aux militaires polonais de se réunir à Constantinople, où leur présence compromettait le gouvernement turc, et serait plus nuisible qu'avantageuse à leur cause; mais qu'ils devaient tâcher d'organiser une force armée sur les frontières de la Turquie.

Verninac terminait toutes ces communications en m'assurant qu'il n'avait jamais trouvé le reiss-effendi mieux disposé pour les affaires de la Pologne que dans cette dernière conférence, et qu'il voulait mettre à profit ses bonnes dispositions sans perdre de temps. Il jugea donc à propos que j'écrivisse une lettre antidatée de quelques jours, qui expliquât en peu de mots à *Verninac* les motifs qui me faisaient souhaiter une audience, et qu'il pût présenter confidentiellement au reiss-effendi, afin de sonder ses intentions avant que je pusse le voir et lui parler. Je remplis ses désirs, et lui adressai la lettre suivante, datée du 21 mai :

« Citoyen ministre, la nouvelle dont vous avez « bien voulu me faire part au sujet d'une insur- « rection en Pologne, aux environs de Kamie- « niec, m'a fait faire des réflexions sérieuses. « Après avoir discuté cet objet avec le citoyen

« *Turski*, nous avons trouvé bien des motifs pour « croire que la chose était possible, quoique peut-« être imprudente et trop précipitée. Le déses-« poir qui anime les malheureux, la conduite « inhumaine des employés russes, l'horreur de « l'esclavage, l'espérance d'un appui de la part « des défenseurs de la liberté, et de ceux qui ne « peuvent être indifférens au sort infortuné de la « Pologne, tout, en un mot, doit porter les Po-« lonais à vouloir secouer leur joug.

« Dans un pays dévasté et couvert de ruines, « sur une terre fumante encore du sang de tant « de braves citoyens qui se sont sacrifiés pour la « patrie, les Polonais qui ont survécu au désastre « de leur pays, et qui n'ont pu quitter leur sol « natal, n'éprouvent pas seulement des souf-« frances personnelles, ils versent des larmes sur « le sort de tant de milliers de leurs compa-« triotes qui gémissent dans les prisons de Pé-« tersbourg, ou qui sont réduits à peupler les « contrées glaciales de la Sibérie; ils ne perdent « pas de vue tant de malheureuses victimes qui « traînent une existence pénible dans les pays « étrangers, privés de leur patrie, de leurs pro-« priétés, et de tout rapport avec leurs familles « et leurs amis. Ces sentimens douloureux leur « rappellent les nobles efforts des auteurs de la « dernière insurrection. Ils réveillent leur éner-« gie, raniment leur courage, et font revivre en

« eux la haine, l'animosité et la vengeance contre
« les oppresseurs de la Pologne.

« Les momens de souffrance sont bien longs
« et pénibles, citoyen ministre, et on ne croirait
« jamais pouvoir s'en délivrer assez prompte-
« ment! Il ne serait donc point étonnant que,
« sans attendre un changement dans le système
« politique de l'Europe, les Polonais eussent confié
« au sort incertain d'une nouvelle insurrection
« leur déplorable destinée! Après tout, que leur
« reste-t-il?... ou de transmettre à leurs descen-
« dans la misère et l'esclavage, ou de laver dans
« leur sang l'opprobre des fers ignominieux dont
« on les a chargés.

« Je pense que l'insurrection dont on vous a
« donné des détails est très possible; et si elle n'a
« point encore eu lieu, son explosion ne peut
« qu'être différée. Cela étant, il serait bien dou-
« loureux pour moi, si, animé des sentimens qui
« font agir mes compatriotes, je ne partageais
« leurs efforts, et si je n'employais les soins les
« plus empressés pour seconder leurs projets,
« par l'exécution des ordres qui m'ont été con-
« fiés par l'organe de leurs représentans.

« Vous avez lu, citoyen ministre, la lettre
« qui m'a été adressée par la députation polo-
« naise de Paris; je vous ai fait part aussi des
« négociations qu'elle avait commise à mes soins
« dans des lettres postérieures, en se référant à des

« instructions séparées qui m'avaient été confiées « à Venise. Vous avez été informé par cette com- « munication de l'objet de mon voyage à Con- « stantinople, et des devoirs qu'on m'avait im- « posés.

« C'est pour m'en acquitter que j'ai l'honneur « de vous représenter aujourd'hui, citoyen mi- « nistre, combien il est urgent pour les Polonais « de savoir si les démarches qu'ils entrepren- « dront seront secondées par le gouvernement « turc; s'ils peuvent compter sur son appui et « sur des secours en argent.

« Vous savez que des espérances trompeuses « et fondées sur des idées erronées, conduisent « à des entreprises inconsidérées, et que le dé- « faut d'espoir éteint le patriotisme de ceux « même qui ont les meilleures intentions. Je ne « voudrais voir mes compatriotes ni dans l'une « ni dans l'autre de ces positions, mais je souhai- « terais qu'une information exacte de l'état actuel « des affaires politiques, et des intentions des « puissances amies de la Pologne, servît de règle « à leur conduite.

« Dans le cas où l'insurrection aurait com- « mencé ou devrait s'effectuer plus tard, il est in- « dispensable aux Polonais d'être informés de la « manière dont les Turcs envisageront cette « démarche.... Ne jugeriez-vous donc pas con- « venable, citoyen ministre, de sonder le gou-

« vernement turc à ce sujet, en prenant pour « prétexte la nouvelle qui vous est parvenue? Ne « croyez-vous pas nécessaire de faire des démar- « ches pour obtenir que je sois admis sous vos « auspices, auprès du reiss-effendi, pour me « faire connaître de lui, et me procurer à l'ave- « nir la facilité de lui faire des représentations « sur les affaires de la Pologne, si les circon- « stances l'exigeaient?

« Ma demande ne vous paraîtra point indis- « crète, lorsque vous observerez que l'objet de « ma sollicitude est une patrie qui m'est bien « chère; que les prières que je vous adresse sont « l'effet des intimations de mes concitoyens, « dont je me fais gloire d'être l'organe; que « toute notre confiance repose sur la part que la « France prendra à notre sort, et que la mienne « en particulier est très fortement appuyée sur « votre zèle, citoyen ministre, à servir la cause « de la liberté; sur votre dextérité à conduire les « affaires; sur votre amour pour l'humanité, et « sur le vif intérêt que vous avez semblé prendre « en toute occasion aux malheurs qui ont accablé « la Pologne.

« M. O. »

Le même jour, je fis passer à la députation la copie de cette lettre, en lui communiquant tous les renseignemens que j'avais reçus de *Verninac*.

Les députés de la Gallicie lui envoyèrent de leur côté la copie de l'acte de confédération, dressé à Cracovie, le 6 janvier 1796, signé par un très grand nombre de Polonais, et délivré en copie légalisée, pour le faire parvenir à la connaissance des patriotes polonais réunis à Paris, et le présenter au Directoire.

Acte de confédération dressé à Cracovie le 6 janvier 1796. (Traduction.)

« Nous soussignés, citoyens de la république de Pologne, mettons une pleine confiance dans la loyauté de la nation française, nation à qui seule appartient la gloire de soutenir de toutes ses forces tout peuple qui, connaissant le prix de la liberté, fera des efforts pour la recouvrer.

« Nous nous flattons que la nation française a reconnu dans nos derniers efforts, d'un côté, l'intérêt et le désir unanime de faire une diversion qui obligerait les ennemis de la France à partager leurs forces; de l'autre, l'énergie qui nous a portés à ne pas être effrayés de la coalition des puissances voisines, liguées pour notre anéantissement.

« Persuadés que, quoique le succès n'ait point répondu à nos entreprises, nous nous sommes rendus dignes, par nos tentatives, de compter sur l'appui de la nation française; assurés d'ail-

leurs que la France ne saurait trouver d'allié plus naturel qu'un peuple animé par le même sentiment de liberté, et jaloux de lui en devoir le recouvrement, déclarons au nom de la nation polonaise, au nom de tous nos compatriotes dont la voix étouffée par l'oppression ne peut s'élever, mais dont les sentimens nous sont bien connus :

« 1°. Que l'espoir de notre liberté est fondé sur notre bonne cause, sur la confiance que nous donnent notre courage, la générosité de la nation française, et l'équité des puissances qui n'ont pas eu de part directe à l'attentat commis contre notre existence.

« 2°. Que nous nous regardons dès ce moment, chacun en particulier, et tous en général ci-après soussignés, réunis par un lien indissoluble. Qu'au premier appel de cette généreuse nation, nous sommes prêts à tout sacrifier, biens, existence, et tout ce qui est en notre pouvoir; promettant de nous porter en masse, ou séparément, partout où, d'après un système combiné, notre présence sera nécessaire et décidée par la pluralité.

« 3°. Déclarons en outre que nous reconnaissons notre députation établie à Paris, et les agens qui en dépendent, comme légalement constitués.

« 4°. Comme les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, et les précautions que nous sommes obligés de prendre, ne nous permettent

pas de donner à cet écrit, par un plus grand nombre de signatures, et par sa publicité, toute l'authenticité qui pourrait le marquer au sceau de la volonté générale de la nation, nous répondons de toutes les autorisations que ces mêmes circonstances nous empêchent de rendre publiques actuellement, et qui paraîtront aussitôt que nous pourrons donner à cet acte toute la publicité nécessaire.

« 5°. De plus, nous nous réservons pour lors de donner une autre déclaration, et d'exposer aux yeux de l'Europe entière tous les genres d'oppressions que nous ont fait essuyer nos ennemis, et la perfidie qu'ils ont mise dans l'infraction et la violation de leurs traités.

« 6°. Nous nous proposons en même temps de réclamer l'appui de toutes les nations qui, dans l'anéantissement de la nôtre, se trouvent menacées du même sort par l'ambition démesurée de ces puissances, dont la politique consiste à se jouer des traités les plus sacrés.

« En foi de quoi nous signons le présent manifeste, dont un exemplaire sera conservé dans notre protocole, et l'autre envoyé et communiqué partout où besoin sera.... Suivent de nombreuses signatures.

« D'accord avec l'original :

« *Signés*, RYMKIEWICZ, général; IABLONOWSKI, colonel, députés de la Gallicie. »

Le 12 juin, le ministre de France m'informa qu'il avait fait usage de la lettre que je lui avais adressée, et qu'elle avait donné lieu à une longue explication, dont le résultat était qu'il ne pouvait me donner une réponse par écrit; mais que je saurais à quoi m'en tenir relativement aux sentimens du gouvernement turc, sur les affaires de Pologne, à la suite d'une audience qui me serait accordée incessamment.

CHAPITRE VI.

Le 13 juin, le ministre de France accompagné de son interprète *Venthure*, m'introduisit chez le prince *Morouzzi*, frère du hospodar de Valachie, et premier drogman de la Porte, qui est l'organe employé par le reiss-effendi, pour traiter avec les ministres étrangers. C'est un jeune homme, âgé environ de vingt-huit ans, très instruit, possédant bien différentes langues étrangères, ennemi de la Russie et dévoué aux intérêts de la France. Nous arrivâmes chez lui à sept heures du soir, et nous en sortîmes à minuit. Après la présentation du café, des pipes et des sorbets, le prince *Morouzzi* me dit que le

gouvernement turc n'avait pas ignoré mon arrivée et mon séjour à Constantinople; qu'il me savait gré de l'incognito que j'y gardais sous un nom supposé et passant pour un citoyen français; car je ne l'exposais point à des réclamations des ministres d'Autriche, de Russie et de Prusse, qui ne manqueraient point de les faire, si mon nom et le véritable objet de mon voyage étaient révélés. Il loua la sagesse de ma conduite, et m'invita de continuer à vivre retiré, comme je l'avais fait jusqu'alors, pour ne pas compromettre le gouvernement turc, et même la cause de mes compatriotes, que je venais plaider. Il déclara qu'il n'avait pu se dispenser de me voir, en cédant aux représentations du ministre de France, et qu'il avait ordre de son gouvernement de me faire connaître franchement son opinion sur la Pologne et les Polonais; mais il demanda le plus profond secret, et sur mon admission à cette conférence, et sur tout ce que j'entendrais de lui.

Il commença par faire l'éloge de la constitution du 3 mai, et de ceux qui avaient le plus coopéré à sa confection, et me prouva combien on avait des informations exactes à Constantinople, non seulement sur ce qui avait rapport aux affaires de la Pologne, mais encore sur le caractère des principaux individus du pays. Il me traça exactement le tableau du caractère du

roi, d'Ignace *Potocki*, de *Kollontay* et de *Kosciuszko*, ainsi que des moteurs de la confédération de Targowica, et principalement des deux frères *Kossakowski*, qu'il me dépeignit de la manière la plus frappante. Il se plaignit que dès les commencemens de la diète constitutionnelle, l'on n'avait pas envoyé à Constantinople un ministre actif, au lieu d'un ambassadeur qui employa plus d'une année à venir de Varsovie à Constantinople; qui traîna à sa suite plusieurs centaines d'individus tout-à-fait inutiles à sa mission; qui étala un faste asiatique dont on n'avait pas eu d'exemple; qui se brouilla par des correspondances déplacées, avec le grand-visir et le capitan-pacha, et dont l'entretien coûta à la Porte ottomane environ trois millions de piastres, ce que l'on s'offrait de me prouver par les comptes originaux de la chambre des finances. Le prince *Morouzzi* ajouta que ces dépenses extraordinaires déplurent au divan; que la conduite fière et insultante de l'ambassadeur choqua les grands de l'empire; que plusieurs imprudences des gens de sa suite donnèrent une mauvaise idée des Polonais à la population de Constantinople, et que les émissaires du gouvernement russe ne perdirent pas l'occasion de les dénigrer encore davantage, et d'entretenir la méfiance des Turcs envers le nouveau gouvernement polonais. Le prince *Morouzzi* appuya davantage sur le tort

impardonnable qu'avait eu la diète de refuser la cession de Thorn et Dantzick au roi de Prusse, pour cimenter à jamais, par ce moyen, un traité d'union, d'amitié et de commerce, non seulement avec la cour de Berlin, mais avec l'Angleterre et la Hollande. Il inculpa les membres de la diète de s'être beaucoup plus occupés de discussions frivoles sur la manière d'organiser les régimens et d'habiller le militaire, que de ressources de finances et de la formation d'une armée de cent mille hommes, sans laquelle il était inutile et imprudent de braver la Russie. Il m'assura que le gouvernement turc entretenait des émissaires secrets sur la frontière, et même à Varsovie, pour avoir des renseignemens exacts sur tout ce qui se passait à la diète, et que les hospodars de Moldavie et de Valachie étaient spécialement chargés de transmettre par des courriers les rapports qu'on en recevait; car avant l'arrivée de l'ambassadeur de Pologne, les Polonais ne s'étaient pas donné la peine d'établir une communication avec Constantinople, et lorsque l'ambassadeur y arriva, les affaires de Pologne prenaient déjà une tournure très défavorable; la paix entre la Suède et la Russie était faite; le roi de Prusse, qui avait tourné toute son attention sur la révolution opérée en France, s'était refroidi dans ses sentimens pour les Polonais; la Russie employait tous les moyens possibles pour

faire la paix avec la Turquie, et les mécontens polonais, qui formèrent depuis l'acte de la confédération de Targowica, sollicitaient la protection et l'appui de la Russie pour renverser tout l'édifice de la constitution du 3 mai.

Le prince *Morouzzi*, après avoir justifié la Porte ottomane du traité de paix qu'elle fut obligée de conclure avec la Russie, avoua que cette circonstance avait dû nécessairement contribuer à donner aux Russes la facilité de pénétrer en Pologne, de terminer victorieusement la campagne de 1792, d'annuler toutes les opérations de la diète constitutionnelle, de forcer le roi, ainsi que tous les habitans de la Pologne, à accéder à l'acte de la confédération de Targowica, et à faire reprendre aux ministres de Russie le pouvoir et l'influence qu'ils avaient eus autrefois en Pologne. Le prince *Morouzzi* ajoutait que les Turcs, qui, en général, n'ont jamais aimé les Russes, plaignaient sincèrement le sort des Polonais qu'ils ne pouvaient secourir, et ne les inculpaient point à cette époque, car ils les voyaient dans l'impossibilité d'opposer de la résistance à tant de forces réunies contre eux; mais ils ne concevaient pas comment ces braves Polonais, qui avaient formé le projet téméraire, mais qui les couvre de gloire, de commencer une insurrection en Pologne, ne s'étaient point adressés au gouvernement de la république française et à

Constantinople, pour faire part de leur projet; pour concerter les moyens de le faire réussir; pour combiner un plan d'opérations qui aurait pu couronner de succès les efforts des Polonais, et faire changer la face des affaires en Europe.

Morouzzi en se tournant du côté du ministre de France, lui demanda si les chefs de la révolution de 1794 s'étaient adressés au gouvernement français pour lui faire part de leur projet, et sur la réponse négative que *Verninac* lui donna [1], il déclara qu'il pouvait assurer avec certitude qu'aucune communication n'avait été faite à ce sujet au gouvernement turc. Il ajouta que, malgré cela, le divan avait été aussi surpris que satisfait de la résolution généreuse des Polonais, et de l'enthousiasme qui les animait contre l'ennemi commun, et qu'il employa tous les moyens possibles pour se procurer les renseignemens les plus détaillés sur les événemens qui se succédaient pendant la durée de la révolution. *Morouzzi* n'eut pas de peine à me persuader de la vérité de cette assertion, car il me parla de toutes les batailles livrées par *Kosciuszko*, des mouve-

[1] *Verninac* pouvait ignorer les démarches que les chefs de la révolution de 1794 avaient faites auprès du gouvernement français. Elles ne produisirent pas sans doute l'effet qu'on en attendait; mais on ne peut contester qu'un agent polonais n'ait été chargé de communiquer à Paris la nouvelle de l'insurrection de la Pologne. *Voyez* page 358 du premier volume.

mens populaires à Varsovie et à Wilna, de l'organisation du conseil suprême et du caractère personnel des principaux membres qui le composaient, avec tant de précision et d'exactitude, qu'un témoin oculaire n'aurait pas pu être mieux informé.

Il me fit observer que malgré le silence impardonnable des Polonais, dont l'émissaire *Kruta* n'apporta les premières communications sur les opérations des insurgés que peu de jours avant que la nouvelle de l'affaire de Macieiowice ne parvînt à Constantinople, la Porte ottomane avait cherché toutefois à seconder quoique indirectement les insurgés polonais, et que c'était à elle que l'on devait la prolongation de cette révolution, et l'impossibilité dans laquelle se trouvèrent les Russes de la terminer plus tôt.

Comme je paraissais surpris de cette assertion, le prince *Morouzzi* me dit que le gouvernement turc, qui a l'habitude de faire partir la flotte pour l'Archipel au printemps, jugea à propos de la garder tout l'été de 1794 dans le port de Constantinople, afin de pouvoir l'employer au premier signal; et que, d'un autre côté, il avait fait naître de nouvelles questions au sujet de la navigation du Danube, afin de maintenir la Russie dans l'incertitude sur ses véritables intentions. *Morouzzi,* pour mieux faire connaître le but et l'efficacité de ces mesures, me fit aperce-

voir que le général *Suwarow* n'avait quitté les frontières de la Turquie avec son armée, pour se rendre en Pologne, qu'à l'époque où l'approche de l'automne faisait cesser toute crainte d'hostilités de la part des Turcs.

Morouzzi avoua que l'insurrection des Polonais, à cette époque, occupait l'attention, non seulement du gouvernement, mais même de tous les Turcs, qui croyaient voir arriver le moment favorable d'abaisser l'orgueil de la Russie. Il ne disconvenait point que les Polonais eussent agi avec trop de précipitation en commençant l'insurrection sans s'être concertés avec la France et la Turquie, mais il louait leur courage et leur énergie, sans approuver les formes révolutionnaires que plusieurs individus cherchaient à introduire, et qui dans la suite auraient pu amener les effets les plus funestes pour la Pologne, sans même qu'elle succombât sous les forces réunies de ses ennemis. Il nomma deux généraux et un ex-ministre qu'il disait être des jacobins, et qu'il prétendait avoir fait autant de mal par leurs principes exaltés, que le roi et son parti en avaient fait par des idées tout-à-fait contraires, par de sourdes menées, et par des démarches tendantes à détruire les résultats favorables que pouvait amener l'insurrection de 1794.

Il parla avec la plus grande vénération de *Kosciuszko*, qu'il disait être l'homme envoyé de Dieu

pour sauver la Pologne, et il fit le plus grand éloge du caractère personnel et des talens d'Ignace *Potocki*; mais au reste il se plaignait du peu d'accord et d'union qui avait existé entre les Polonais, et qui se faisait apercevoir même à l'époque où il me parlait, ce qui était un mauvais présage pour l'avenir; car la Pologne ne pouvait devoir son rétablissement qu'à la réunion parfaite des différens partis, et ses agens ne pouvaient inspirer de confiance qu'autant qu'ils agiraient dans les mêmes principes, et parleraient tous le même langage. Pour prouver la justice de cette inculpation, il me montra un tas de lettres, de notes, de mémoires et de projets, qui avaient été expédiés de différens endroits à son adresse, et qui indiquaient tant de mesures contradictoires pour agir en faveur des Polonais, qu'au lieu de pouvoir tracer un plan on se perdait dans les conjectures, les incertitudes et les indécisions, sur le système qui serait le plus convenable à suivre. Il convenait que, dans la triste position où se trouvaient les Polonais, cette variété d'opinions était naturelle, et il était persuadé que leurs intentions étaient bonnes, et qu'ils n'avaient qu'un seul objet, qui était celui de rétablir leur patrie; mais il trouvait que le citoyen *Barthélemy*, ministre de France à Bâle, avait eu raison de dire *qu'il fallait tout faire pour les Polonais, sans les Polonais*.

Après ce long préambule, le prince *Morouzzi* déclara qu'il ne m'avait parlé avec cette franchise que pour prouver combien il avait de confiance en moi, d'après la conduite que j'avais tenue jusqu'alors à Constantinople, et d'après tout ce que le ministre de France *Verninac* lui avait dit sur mon compte. Il s'efforça de me prouver que c'était bien à tort qu'on inculpait les Turcs d'avoir vu avec indifférence les catastrophes malheureuses de la Pologne; que ce reproche devait être plutôt adressé au gouvernement de la république française, qui acquérait tous les jours plus de prépondérance en Europe, par les succès de ses armées, et par ses négociations diplomatiques; mais que si ce gouvernement, en terminant la guerre avec la Prusse par un traité signé à Bâle, avait oublié les Polonais, et n'avait pas stipulé de conditions en leur faveur, ayant la possibilité de le faire, d'après la règle que le vainqueur prescrit des lois au vaincu, *Comment voulez-vous*, dit-il, *que les Turcs seuls commencent une guerre en votre faveur, et s'exposent contre les forces réunies des trois cours copartageantes? Au reste, ne vous alarmez pas de cette objection; il ne faut que du temps, de la patience, et surtout beaucoup de prudence de la part des Polonais.*

Le prince *Morouzzi*, après avoir fait un tableau de la situation présente de l'Europe, après

avoir relevé les nouveaux succès des armées françaises en Italie et en Allemagne, et prouvé qu'ils devaient amener une paix prochaine avec la cour de Vienne; après avoir donné à entendre que les négociations avec cette cour pouvaient et devaient produire des résultats favorables pour le sort de la Pologne, finit par m'assurer que les intérêts de ce pays tenaient très fort à cœur à la Porte ottomane, que les préparatifs de la guerre se faisaient en Turquie sans discontinuer; que si l'on pouvait compter sur une diversion efficace et suivie de la Suède contre la Russie, les Turcs ne manqueraient pas de commencer les hostilités de leur côté, et qu'ils seraient charmés d'être secondés par les braves militaires polonais, auxquels on accorderait asile, appui et protection sur les frontières de la Turquie; mais il demandait avec instance que l'on ne fît point de démarches précipitées dont les conséquences ne pouvaient qu'être funestes.

Le drogman de la Porte m'avait épargné la peine de lui détailler des événemens que je me proposais de lui exposer dans cet entretien; il connaissait les affaires de la Pologne presque aussi bien que moi.... J'avais bien des choses à lui dire pour justifier les Polonais, aux différentes époques qu'il avait passées en revue, et sur leur conduite présente; mais je ne voulais pas l'interrompre, et je ne jugeais pas à propos d'en-

trer dans des discussions qui n'auraient produit aucun effet. Je préférai donc d'attendre qu'il eût fini, pour lui témoigner ma reconnaissance des sentimens qu'il m'assurait que la Porte ottomane conservait pour son ancienne alliée la Pologne. Je lui exprimai combien j'étais touché de la bienveillance avec laquelle on m'avait accueilli, et des assurances que l'on me donnait relativement à l'asile, à l'appui et à la protection qui seraient accordés à mes compatriotes sur les fontières de la Turquie. Je ne cachai pas ma surprise des renseignemens exacts que le prince *Morouzzi* avait eus sur les derniers événemens de la Pologne; mais j'ajoutai que je n'avais pas vu avec moins d'étonnement combien peu le dernier partage de la Pologne affectait le gouvernement turc, puisque l'on mettait encore en délibération les mesures que l'on aurait déjà dû employer pour garantir la Turquie d'un sort semblable à celui que la Pologne avait éprouvé. Je fis observer que le gouvernement turc avait déjà négligé le moment opportun de se mettre à l'abri de toute invasion, et de recouvrer la Crimée, à l'époque de l'insurrection des Polonais en 1794; que si au lieu de garder sa flotte dans le port de Constantinople, et de tenir la Russie dans l'incertitude sur ce qu'elle entreprendrait, en faisant naître des difficultés sur la navigation du Danube, elle eût déclaré la guerre au moment que les

Polonais combattaient pour l'indépendance de leur pays, la cause des Polonais aurait triomphé, et la Pologne, en rentrant dans ses anciennes limites, serait devenue le boulevard le plus puissant pour la Turquie, du côté des Russes, qui ne la laisseraient jamais tranquille.

Je rappelai que le projet de mettre un des petits-fils de l'impératrice Catherine sur le trône de Constantinople existait depuis long-temps, et que rien n'empêchait les armées russes de l'exécuter, depuis que le partage de la Pologne était effectué, si l'on ne profitait point des circonstances actuelles pour rétablir la Pologne, pour garantir à la Turquie sa puissance dans toute l'étendue de ses possessions, pour reculer les limites de la Russie, confondre l'orgueil de ses troupes victorieuses, rétablir l'équilibre politique en Europe, et faire régner pour long-temps la paix et la tranquillité. Je terminai en assurant d'un ton solennel que si l'on ne profitait pas de l'effervescence générale qui régnait en Pologne, des moyens matériels que ce pays conservait encore, des succès des armées françaises, et des dispositions hostiles de la Suède, il n'en serait plus temps au bout de quelques années; que la Porte ottomane se repentirait de son indécision, lorsque la Russie s'emparera de la Moldavie et de la Valachie, fera soulever les Grecs, accroîtra ses forces navales sur la mer Noire, et portera

la terreur et l'épouvante jusqu'aux portes de Constantinople.

Le prince *Morouzzi* ne parut point surpris ni affecté de ces prédictions; mais il me répondit en souriant, que beaucoup d'eau s'écoulerait dans le Danube avant que ces événemens sinistres pussent être réalisés; qu'il y aurait encore beaucoup d'événemens qui balanceraient la puissance de la Russie, et qui contribueraient au rétablissement de la Pologne, dont le partage était un acte d'iniquité, et dont l'existence était indispensable pour le repos de l'Europe; qu'au reste les possessions de la Porte ottomane en en Europe et en Asie étaient si étendues, et offraient tant de ressources, que les Turcs seraient en état d'opposer par eux-mêmes de la résistance à toutes les forces réunies de la Russie.

CHAPITRE VII.

Le 14 juin, *Verninac* me communiqua une lettre du ministre de France résidant à Berlin, qui lui mandait que la bonne harmonie se rétablissait et se consolidait entre la république française et la cour de Berlin; que le roi de Prusse commençait à s'apercevoir que la posses-

sion de Varsovie lui présentait plus d'inconvéniens que d'avantages réels; que l'entretien de ses employés et d'une forte garnison dans cette ville exigeait des fonds très considérables, sans le mettre à l'abri des inquiétudes que l'esprit remuant des Polonais lui donnait. Il faisait même entendre que le rétablissement de la Pologne paraissait moins préjudiciable à ses intérêts que le contact immédiat de ses états, depuis le dernier partage, avec l'empire de Russie et les possessions de l'empereur d'Autriche.

Le ministre de France ajoutait que les généraux *Madalinski* et *Dombrowski* avaient été présentés à la cour, et reçus avec beaucoup de distinction; que *Dombrowski* était vêtu de l'uniforme de général polonais; que le roi lui demanda si les Polonais étaient contens, et quelle opinion ils avaient de lui.... *Dombrowski* répondit que les Polonais n'auraient rien à désirer, et que le roi pourrait compter sur leur dévoûment, s'il voulait mettre un de ses fils sur le trône de Pologne et rétablir le gouvernement constitutionnel. Le roi garda le silence à cette proposition inattendue, et ensuite il reprit la conversation pour faire l'éloge du courage et de l'énergie de la nation polonaise.

Le 15 juin, j'expédiai un très long rapport à la députation, qui contenait tous les détails sur mon entretien avec le drogman de la Porte, et

sur les communications que j'avais reçues par le ministre de France. Je lui fis part en même temps d'un événement qui faisait beaucoup de bruit depuis quelques jours à Constantinople, et qui avait donné lieu à de fausses interprétations des sentimens de la Porte ottomane envers la république française.

Le jour que le grand-seigneur était allé visiter la flotte qui se préparait à faire voile pour l'Archipel, le capitan-pacha, dont le vaisseau-amiral était orné des pavillons de toutes les puissances de l'Europe, n'avait pas fait arborer celui de la république française; et sur les autres bâtimens français qui composaient la flotte, on n'avait pas assigné à ce pavillon la première place, qu'il avait eue jusqu'alors.

Sur les plaintes qui furent portées à ce sujet par le ministre de France, le capitan-pacha lui envoya son drogman pour s'excuser d'une méprise qu'il disait être involontaire, et pour l'inviter à se rendre sur son bâtiment, où il serait reçu avec tous les honneurs dus au représentant d'une nation du premier rang.

Verninac s'y rendit le lendemain, et fut salué par une décharge de vingt et un coups de canon; mais le pavillon français ne parut point sur le vaisseau-amiral, ce qui donna lieu à différentes conjectures, et fit plaisir aux ministres des cours étrangères ennemies de la France. Mais cette sa-

tisfaction ne fut pas de longue durée, car le jour où la flotte quitta le port, le capitan-pacha fit arborer avant tous les autres le pavillon français, et ensuite les pavillons anglais, espagnol, suédois, hollandais et vénitien. La frégate française qui était dans le port, arbora en revanche le pavillon turc, et salua la flotte, qui sortait, d'une décharge de vingt et un coups de canon, auxquels on répondit du vaisseau-amiral, et immédiatement après le capitan-pacha envoya son drogman au ministre de France, avec des explications sur la méprise qui avait eu lieu, et avec un présent consistant en vases de porcelaine remplis de sorbets, en armes à feu, etc.

Je n'ai jamais pu savoir ce qui avait donné lieu à un incident dont *Verninac* s'était trouvé très fortement affecté; mais ce qu'il y a de certain, c'est que le capitan-pacha n'est pas du tout partisan des Français.

Le 1er juillet, je me plaignis à la députation d'être privé des nouvelles de Paris depuis environ sept semaines. Je lui annonçai que le séraskier d'Andrinople, auquel on avait ordonné d'avancer du côté des frontières, avec l'armée qu'il commandait, venait de recevoir un contre-ordre, deux jours avant de se mettre en marche, sans qu'on en sût la véritable raison.

Le 11 juillet, il me parvint de Paris une expédition datée du 23 mars, et confiée au citoyen

Constantin *Stemmaty*, que l'on venait de nommer consul-général de la république française en Moldavie et en Valachie. La députation me parlait de lui comme d'un républicain plein de zèle et d'activité qui servirait la cause des Polonais avec beaucoup de chaleur, et qui pouvait nous être très utile dans le poste qu'il allait occuper, parce que la confédération polonaise devait être organisée du côté de la Gallicie et de la Podolie. On m'engageait en conséquence à entrer avec lui en relations intimes, et à ne pas me défier de ses avis.

On m'informait que le général *Beaupoil*, qui accompagnerait le nouvel ambassadeur de France à Constantinople, était celui auquel la députation avait communiqué ses plans d'opérations militaires, et qu'il s'était chargé d'inspecter particulièrement les officiers polonais qui se rendraient sur la frontière.

Le même jour, et par la même occasion, je reçus une lettre de Paris, datée du 27 mars, et signée par le citoyen *Barss*. Celui-ci m'annonçait que les Polonais réunis à Paris avaient jugé à propos d'expédier le citoyen *Dembowski* à Constantinople, pour me remettre des papiers importans et me donner des communications détaillées sur toutes les démarches qui avaient été faites jusqu'alors auprès du gouvernement français. Il me faisait part également que *Sul-*

kowski[1] avait paru quelques semaines auparavant à Paris, et qu'il lui avait donné des nouvelles peu consolantes sur la mésintelligence qui régnait entre les Polonais qu'il avait rencontrés en différens endroits.

La lettre de *Barss* contenait des détails sur les projets que l'on avait présentés au gouvernement français, pour la formation des légions polonaises. Elle était accompagnée d'observations sages et judicieuses sur l'état présent des affaires de l'Europe; sur les relations qui existaient entre la France, la Suède et la Turquie, sur la conduite que devaient tenir les agens polonais auprès de ces trois puissances, et sur le point de vue sous lequel ils devaient représenter les efforts des Polonais pour le rétablissement de leur pays. Ces observations séparées étaient signées par *Barss*, *Wybicki*, *Prozor*, *Woyczynski*, *Kochanowski*, Joseph *Wielhorski*, et beaucoup d'autres.

Le 13 juillet, *Verninac* m'avertit qu'il venait de recevoir de Paris une lettre adressée à un jeune Grec nommé *Kirkor*, qui, après avoir été

[1] C'est le même dont *Descorches* a parlé dans ses lettres à Ignace *Potocki*. C'est lui qui a été depuis aide-de-camp du général Bonaparte, qui l'a suivi dans ses campagnes, et qui a péri en Égypte. Ce jeune homme réunissait à beaucoup de connaissances, d'instruction et de courage personnel un dévoûment prononcé pour la cause de la liberté, et tous les sentimens d'un bon Polonais.

assez long-temps à Varsovie, était venu depuis peu auprès de sa famille à Constantinople, pour rétablir sa santé. Il m'informa que ce jeune homme ayant cessé de vivre quelques jours auparavant, il avait ouvert cette lettre à son adresse, supposant qu'elle pouvait contenir des détails sur la Pologne; d'autant plus que *Kirkor*, qui était très zélé pour les affaires de ce pays, avait été en relation avec plusieurs Polonais, et n'avait jamais manqué de renseignemens utiles à la légation française.

La lettre en question, de quatre pages, était écrite en polonais de la main de *Sulkowski*, et datée de Paris, du 7 février 1796. *Verninac*, en me la confiant, me pria d'en faire la traduction que je lui remis, et j'en ai conservé l'original comme un témoignage de la sollicitude que *Sulkowski* manifestait en toute occasion pour les intérêts de son pays.

Les nouvelles qu'il donnait sur les bonnes dispositions du gouvernement français pour le rétablissement de la Pologne, étaient très consolantes; mais il faisait un triste tableau de la discorde qui régnait entre les patriotes polonais. Il nommait tous ceux qui se trouvaient à Paris, en dépeignant le caractère personnel de chacun d'eux, et en les classant selon les différens principes qu'ils avaient adoptés, et les partis qu'ils formaient.

Il disait que, ne recevant point de nouvelles de mon arrivée à Constantinople [1], et peut-être même ne se fiant point au succès de mes négociations, on avait jugé à propos d'envoyer *Dembowski*, avec des papiers et des instructions qu'il était chargé de me remettre dans le cas où il me trouverait sur les lieux; et on lui signifiait en même temps d'envoyer de suite son rapport à Paris, et de rendre un compte exact de tout ce qu'il aurait vu et entendu.

D'après l'opinion de *Sulkowski*, il se trouvait entre les Polonais réunis à Paris des royalistes, des amis de la constitution du 3 mai, des partisans de la révolution de 1794, des républicains modérés, et même des jacobins et des démagogues, qu'il faisait tous connaître par leurs noms; mais il assurait qu'il n'avait trouvé entre eux aucun individu dévoué à la Russie, l'Autriche ou la Prusse, et il concluait de là qu'au premier signal d'un mouvement pour prendre les armes, il n'y avait pas un seul Polonais, de quelque parti et opinion qu'il fût, qui ne fût prêt à aller verser son sang.

Sulkowski recommandait à *Kirkor* de communiquer à *Verninac* tous les renseignemens qu'il jugerait nécessaires, mais de ne pas nuire à la

[1] On a vu que je n'y suis arrivé que dans les premiers jours d'avril, et par conséquent deux mois après l'expédition de cette lettre.

cause des Polonais, en compromettant les noms de ceux qu'il avait désignés dans sa lettre.

Il lui enjoignait de l'informer du moment où je serais arrivé à Constantinople, et l'engageait à se rapprocher de moi, et à avoir en moi toute la confiance possible, parce qu'il était sûr que je n'étais d'aucun parti; que j'avais mon opinion, sur laquelle personne ne pouvait influer, et que je n'agirais que d'après ma conviction et les principes du devoir et l'honneur, en faisant toujours tout ce qui serait en mon pouvoir pour le service et le bien-être de mes compatriotes.

Le 17 juillet, toutes les communications que j'avais reçues dans les jours précédens auraient suffi pour ébranler le courage de l'homme le plus déterminé dans ses résolutions, si la conviction qu'il n'y a pas de sacrifices que l'on ne doive faire quand il s'agit de servir sa patrie, ne m'eût donné de nouvelles forces pour supporter les chagrins dont j'étais accablé.

Ma santé se trouvait délabrée, mes fonds commençaient à s'épuiser; car je les partageais avec ceux de mes compatriotes qui arrivaient à Constantinople sans moyens d'existence, et qui n'obtenaient que de très faibles secours du ministre de la république française. J'étais fatigué des espérances vagues que me donnait *Verninac*; impatienté de la conduite équivoque du gouvernement turc, affligé d'être des semaines entières

sans recevoir de nouvelles de Paris; et désespéré en réfléchissant sur les suites que pouvait produire la désunion de mes compatriotes rassemblés dans cette capitale.

D'après les différentes lettres que j'en avais reçues, je fus pendant quelque temps dans l'incertitude à qui je devais adresser mes expéditions; car, au lieu de cinq individus qui avaient signé dans les commencemens les dépêches de la députation, je ne trouvais plus dans la dernière que la signature d'un seul; tandis que je voyais au bas des observations dont j'ai parlé, et que *Barss* m'avait envoyées, à côté de plusieurs noms distingués, la signature de *Prozor*, dont j'ai toujours respecté le caractère moral et le patriotisme, et que j'avais cru jusqu'alors être encore membre de la députation.

Au milieu de ces perplexités, je ne crus pouvoir mieux faire que de continuer ma correspondance avec la députation, espérant que celle-ci ne manquerait pas de communiquer aux bons patriotes, de quelque parti qu'ils fussent, les renseignemens que je lui ferais parvenir. En conséquence je lui écrivis le même jour, en me référant à mes rapports précédens, dont je lui fis passer plus tard des duplicata par une occasion sûre. J'annonçai que *Stemmaty* et *Parendier* étaient arrivés à Constantinople; que le premier avait été désigné pour consul de France en Va-

lachie, et le second en Moldavie; mais qu'ils avaient trouvé les choses bien changées depuis leur nomination à Paris, car le ministère turc ne se prêtait plus avec autant de facilité à remplir les intentions du ministre de France, et j'assurai que *Stemmaty*, à titre de Grec, trouverait de grandes difficultés pour être installé comme consul.

Je l'informai que quelques jours auparavant, quatre officiers polonais étaient arrivés à Constantinople, savoir : *Rzodkiewicz*, *Ulatowski*, *Koszucki* et *Dzimirski*; qu'à la nouvelle du rassemblement des réfugiés militaires en Valachie, ils avaient traversé toute la Pologne et la Gallicie pour rejoindre leurs frères d'armes, sans éprouver aucun empêchement ni danger; que beaucoup d'autres avaient suivi la même direction, malgré les lettres que nous avions fait passer en Gallicie pour engager les anciens militaires à ne pas quitter leurs foyers, et à y attendre l'occasion de servir leur patrie.

Je lui communiquai que les dernières lettres de la Pologne, expédiées par des émissaires secrets, me mandaient positivement que la ville de Varsovie avait refusé de prêter hommage au ministre délégué par le roi de Prusse, en déclarant qu'après avoir toujours été une capitale du royaume de Pologne, et une résidence de ses souverains, elle ne pouvait prêter l'hommage

de fidélité qu'au roi lui-même en personne; et qu'en conséquence le roi avait rappelé M. *Hoym* à Berlin, et avait fait revenir les employés prussiens destinés pour l'administration à Varsovie, en les faisant remplacer par des Polonais; et que *Buchholtz* avait quitté également la Pologne pour se rendre à Breslau.

Les mêmes lettres annonçaient que la route, depuis Cracovie jusqu'aux frontières de la Russie, était tout-à-fait libre, et qu'on ne voyait pas du tout de troupes dans ces contrées. La communication entre la Gallicie, la Volhynie et la Lithuanie était rétablie; mais elle ne l'était pas encore jusqu'au 3 juin avec la Grande-Pologne.

J'avertissais la députation que, d'après les nouvelles les plus récentes qu'on recevait de Vienne, il était fortement question de négocier la paix avec la république française; et je l'engageais en conséquence à employer tous ses efforts auprès du gouvernement à Paris pour obtenir que, dans le traité qui serait conclu avec la cour de Vienne, il fût stipulé quelque article favorable pour les Polonais et le rétablissement de la Pologne.

Je finissais par l'informer que j'avais reçu l'expédition de *Barss*, ainsi que tous les papiers qui avaient été confiés à *Stemmaty*, et je prêchais l'union et la concorde, sans quoi nous risquions de voir nos entreprises échouer, et nos efforts inutiles.

Le soir du même jour, 17 juillet, je reçus la nouvelle que plusieurs officiers polonais n'avaient pas été aussi heureux que leurs camarades que j'ai nommés plus haut; qu'on les avait inquiétés en passant la frontière de la Turquie, qu'on les avait dépouillés du peu d'argent et de vêtemens qu'ils portaient avec eux, et qu'en outre, à la réquisition du consul de Russie, neuf militaires polonais venaient d'être arrêtés à Jassy, et auraient été livrés chargés de chaînes, sans les représentations vigoureuses d'Émile *Gaudin*, agent de la république française en Valachie et en Moldavie. J'écrivis à ce sujet la lettre suivante à *Verninac*, ambassadeur de France auprès de la Porte ottomane.

« Citoyen ministre, un grand nombre d'officiers polonais, qui, dans la dernière insurrection de leur pays, ont échappé à la mort et à l'esclavage, se sont soustraits depuis cette époque à la poursuite de l'ennemi; et trouvant un asile dans l'étranger, ils attendaient des effets du sort, de la protection du gouvernement français, et de l'appui des puissances qu'ils regardent comme alliées naturelles de la Pologne, un changement à la triste situation de leur patrie, et une fin à leurs malheurs.

« Quelques uns d'entre eux, tentés par la Russie et la Prusse, d'entrer au service des armées de ces puissances, ont rejeté des offres dont l'ac-

ceptation aurait coûté trop de sacrifices à leur cœur. Ils ont refusé de servir les oppresseurs de leur patrie, et tout aussi insensibles aux largesses qu'on leur promettait qu'aux rigueurs du sort dont ils étaient menacés, ils fondaient leur richesse, leur consolation et leur espoir dans la persévérance et le patriotisme.

« Tous en général portaient à la nation française ces sentimens d'admiration et d'enthousiasme qu'elle ne peut manquer d'inspirer à tous les amis de la liberté, et chacun d'eux n'attendant le rétablissement de la patrie que de la France, ambitionnait de combattre comme simple soldat dans les rangs de ces braves républicains, dont les victoires rabaissent leurs ennemis, couvrent de gloire la nation française, et lui facilitent les moyens de protéger les faibles et les opprimés.

« Tels sont, citoyen ministre, les sentimens des officiers polonais en faveur desquels je voudrais pouvoir vous intéresser, et vous inspirer les égards qu'ils méritent.

« Je ne vous parlerai point de ceux qui ont eu déjà le bonheur d'être placés dans les armées françaises, non plus que de ceux qui ont l'espoir d'y entrer, et encore moins de ceux qui ont des moyens de subsister sans avoir besoin de secours étrangers. Je souhaiterais fixer votre attention sur ces militaires polonais qui, ne pouvant

percer jusqu'aux frontières de la France, gémissent dans l'indigence et la misère, sur les confins de la Turquie, sans trouver d'asile sûr, sans jouir de protection, et sans rencontrer de main secourable qui veuille soulager leurs maux.

« Ils se flattaient de trouver dans les provinces de la Turquie un refuge où ils seraient à l'abri de tout danger.

« Ils croyaient mériter cette hospitalité que les Polonais n'ont jamais refusée aux Turcs, et qu'ils ont manifestée principalement envers ceux qui se trouvaient à Varsovie après la dernière campagne, en les comblant d'égards et de générosité.

« Ils ne doutaient point de la bienveillance d'un gouvernement qui devrait faire cause commune avec les Polonais pour prévenir des dangers qui le menacent, et qui paraissent inévitables, d'après les progrès rapides et l'accroissement de la puissance d'un ennemi qui nous est commun.

« Ils sont même persuadés que ce gouvernement ne serait point indifférent à leur sort et sourd à leurs demandes; mais la difficulté consiste à trouver une voix pour se faire entendre.

« C'est à vous, citoyen ministre, représentant de cette nation généreuse et magnanime qui terrasse les oppresseurs de l'innocence, et qui protége les opprimés; c'est à vous, dont l'âme sen-

sible sait compatir à l'humanité souffrante, qu'il convient d'être l'organe et l'appui de tant de braves militaires qui viennent réclamer votre assistance.

« Veuillez, citoyen ministre, représenter au gouvernement turc combien il serait honorable et utile pour lui d'ouvrir ses frontières, et d'offrir des secours à des officiers malheureux qui pourraient un jour le défendre au prix de leur sang. Donnez-lui à connaître combien il serait avantageux de déterminer un point où ces militaires pourraient se rassembler, afin d'être prêts à agir au premier appel. Faites-lui entendre les considérations politiques et les motifs de son propre intérêt, qui devraient le déterminer à cette démarche.

« C'est en vain que la crainte d'exciter les soupçons et de provoquer la vengeance d'une puissance voisine, présenterait des obstacles à l'exécution de ce projet. Un ennemi aussi formidable n'a pas besoin de prétextes pour déclarer la guerre et envahir des états.

« Je suis fermement persuadé que le sort qu'a éprouvé la Pologne ne doit pas être indifférent au gouvernement ottoman; j'augure donc que l'infortune des officiers polonais qui viennent demander un asile et un appui ne saurait manquer de lui inspirer un vif intérêt.

« La France a toujours été amie de la nation

polonaise, et a protégé ostensiblement tous mes compatriotes qui, dans leur émigration, ont réclamé son appui. Chez toutes les nations amies, et même auprès des puissances neutres qui n'ont pas pris part aux derniers événemens de la Pologne, les Polonais ont trouvé après leur dernière révolution, un refuge et la protection des gouvernemens. Pourquoi donc ne se flatteraient-ils pas de voir les Turcs disposés à offrir un asile et des secours à des individus d'une nation qu'ils ont toujours regardée comme amie et alliée naturelle.

« C'est pour la seconde fois que je prends la liberté de m'adresser à vous, citoyen ministre, relativement à cet objet. Je ne crains point de vous importuner, en vous parlant au nom de ces officiers, qui implorent votre interposition, aussi-bien qu'au nom de tous mes compatriotes qui m'y ont autorisé.

« Veuillez, par un mot de réponse, me mettre dans le cas de prouver à mes commettans l'empressement que j'ai mis à remplir mes instructions, et faites que je puisse porter quelques consolations à ces braves militaires qui attendent tout de vos soins généreux, et de l'influence que vous avez auprès de la Porte ottomane.

« Michel Oginski. »

CHAPITRE VIII.

Le 20 juillet, étant allé faire ma promenade habituelle *al Campo dei Morti*, et m'étant assis sur le gazon, pour fumer la pipe et prendre le café selon l'usage du pays, je me vis abordé par un Turc âgé d'environ cinquante ans, qui commença à me parler français, et me dit que depuis plusieurs semaines il me suivait et m'observait avec assiduité; que depuis deux jours seulement, il avait appris par le citoyen *Ruffin*, secrétaire de l'ambassadeur de France à Constantinople, que j'étais Polonais, et à ce titre il n'avait pas craint de s'approcher de moi et de me donner quelques avis importans.

Il était, disait-il, renégat dès l'âge de vingt ans, et Français d'origine. Son nom turc était *Ibrahim*, et sa conversation annonçait qu'il avait voyagé, et qu'il ne manquait pas d'instruction. Il m'apprit qu'ayant été fait prisonnier par les Russes dans l'avant-dernière guerre, il avait eu le bonheur de s'échapper avec trois autres Turcs et de passer par la Pologne jusqu'à Varsovie, où tous les quatre furent reçus avec beaucoup d'humanité, et lui en particulier comme parlant fran-

çais, se trouva accueilli avec tant d'égards et de bienveillance, qu'il n'a jamais pu oublier depuis son séjour en Pologne. Il me parla du roi de Pologne, de ses frères, de quelques hommes d'état qu'il avait connus, et me retraça assez fidèlement leur caractère. Il me nomma avec enthousiasme plusieurs dames auxquelles on l'avait présenté, et se vanta d'avoir été appelé partout le beau Turc. Il prétendait qu'on avait voulu l'engager à se fixer en Pologne, mais que des circonstances sur lesquelles il ne voulait pas s'expliquer, l'avaient forcé de retourner dans sa patrie adoptive, où il avait joué un rôle assez marquant, et où il s'était assuré une fortune indépendante, en s'alliant avec la famille du grand-visir précédent.

Il me déclara que la reconnaissance dont il était pénétré pour la réception qu'on lui avait faite à Varsovie lui avait inspiré le plus vif intérêt pour la nation polonaise, et qu'il avait été toujours au courant de tout ce qui s'était passé en Pologne.

Comme il supposait que j'étais venu pour les affaires de mon pays, il m'avertit que malgré toute la déférence que l'on avait pour le ministre de la république française, l'ambassadeur de Russie pouvait opérer bien plus efficacement que lui dans le divan, car c'était un homme d'esprit qui se conduisait avec beaucoup de sagesse, et

qui n'épargnait point l'argent pour procurer des partisans à la Russie, tandis que *Verninac* croyait pouvoir en imposer par les succès des armées françaises, et par le ton despotique qu'il prenait avec le ministre turc, sans penser aux moyens de se concilier des amis par des largesses. Il m'assura que le grand-seigneur était le seul dont les sentimens pour les Français ne fussent pas douteux, et que si, dans le ministère, il se trouvait quelques individus qui parussent tenir au système français, ce n'étaient que des courtisans, qui, par crainte ou par flatterie, semblaient partager les sentimens de leur maître, et trouvaient leur intérêt à approuver son goût pour les innovations que les Français cherchaient à introduire, et qui déplaisaient en général aux Turcs.

Il convenait que ceux-ci aimaient les Français et haïssaient les Russes, et il en trouvait la raison naturelle en ce que ces derniers leur avaient toujours fait beaucoup de mal, et qu'ils espéraient trouver dans les Français des amis et des alliés qui feraient en leur faveur la guerre à la Russie; *mais*, disait Ibrahim, *dans notre pays le peuple n'est rien, et le gouvernement fait tout;* heureusement ce gouvernement ne peut être influencé que par la terreur ou par l'or.

Il me disait de *Descorches*, ministre de France à Constantinople avant *Verninac*, qu'il avait l'habitude de se revêtir d'une large fourrure et

d'un bonnet à l'usage oriental pour aller passer des heures entières dans un café, où il débitait des nouvelles qui tenaient du merveilleux sur les succès des Français, et donnait une si haute idée de sa nation, de la haine qu'elle portait aux Russes, et de l'intérêt qu'elle prenait au sort des Turcs, que les boutiques de café où *Descorches* apparaissait étaient continuellement remplies d'auditeurs qui croyaient voir dans la personne du ministre de France un second prophète. Mais tandis que le peuple s'enthousiasmait pour lui, le gouvernement travaillait à le faire rappeler.

Je voyais souvent ce ministre, ajoutait *Ibrahim*, *et je le suivais partout pour voir l'effet qu'il produirait; car, quoique j'aie pris l'habit turc, je ne cesserai jamais d'avoir le cœur français, et je fais sans cesse des vœux pour mon pays.*

Ibrahim connaissait *Verninac*, mais il le voyait peu; car il lui trouvait beaucoup de morgue, de vanité et de paresse dans l'esprit. Il prétendait qu'il ne ferait rien à Constantinople, parce qu'il n'avait pas le talent de s'y faire aimer, et surtout parce qu'il ne faisait pas de présens au nom de son gouvernement.

L'approche de la nuit nous sépara; mais *Ibrahim* me promit de reprendre cet entretien, et de me donner quelquefois des renseignemens nécessaires lorsque nous nous retrouverions par hasard au même endroit; car il ne pouvait venir

me voir dans ma maison sans crainte d'être soupçonné et surveillé par les agens des ministres étrangers.

Il ne me quitta point sans m'avertir que le jeune Grec *Dmitry*, que j'avais pris à mon service, était un espion qui allait tous les jours, matin et soir, rendre compte à la légation russe de ma conduite, des personnes que je voyais, ainsi que des lettres que j'avais expédiées ou reçues. Il ajouta qu'il avait observé et distingué plusieurs Grecs qui suivaient mes pas lorsque je sortais dans les rues de Péra, pour m'espionner, et enfin il m'assura que l'ambassadeur de Russie savait exactement tout ce qui se passait dans les bureaux de *Verninac*, et qu'aucune de mes démarches n'était ignorée. [1]

Le 30 juillet j'écrivis à la députation, en lui annonçant l'arrivée du citoyen Émile *Gaudin*, qui venait de Bukarest, accompagné du Polonais

[1] Le Grec *Dmitry*, qui était le seul domestique que j'eusse à mon service, et qui m'était très attaché, m'avoua, sans que je l'aie questionné, que tous les jours, soir et matin, il avait ordre de se rendre à l'hôtel de la légation russe, pour faire un rapport de ma conduite.

Plusieurs années après, lorsque je revins dans mon pays, en 1802, j'appris du comte *Kotchoubey*, qui avait été ambassadeur de Russie pendant mon séjour à Constantinople, qu'il s'était procuré toutes les copies des lettres et mémoires que j'avais adressés sur les affaires de la Pologne à *Verninac* et à *Aubert-du-Bayet*.

Denisko. Ce *Gaudin*, qui avait été premier secrétaire d'ambassade à Constantinople auprès de *Descorches*, était resté après le départ de ce ministre comme chargé d'affaires de la république française, et à l'arrivée de *Verninac* il s'était rendu en qualité d'agent de son gouvernement en Valachie et en Moldavie, où il déploya tout le zèle et l'énergie d'un républicain, et se montra en même temps ami sincère des Polonais.

J'informai la députation que *Verninac* avait reçu la nouvelle de l'entrée des Russes en Gallicie, mais qu'il n'en garantissait pas l'authenticité. Il regardait comme certain que, l'armée persane ayant éprouvé plusieurs échecs dans différens combats contre les Russes, le gouvernement persan s'était adressé à la Porte ottomane pour demander des secours, en vertu du traité qui existait entre ces deux puissances, et qu'en conséquence l'on avait fait marcher une armée de vingt mille hommes, qui avait déjà quitté Andrinople pour se rendre à Philippopoli; mais on n'avait pas toutefois la certitude qu'elle allât plus loin.

J'annonçai à la députation que, quelques jours auparavant, *Verninac* m'avait fait proposer de passer le canal, et de me rendre à l'autre bord en Asie, où il m'offrait à dîner avec quelqu'un que j'avais beaucoup connu, et qui me donnerait des détails très intéressans sur l'état actuel de

mon pays. Je ne fus pas peu surpris en me retrouvant avec M. *de La Turbie*, que j'avais vu souvent à Pétersbourg en 1793, lorsqu'il y était ministre du roi de Sardaigne. Comme il avait rempli ce poste pendant sept ans, il connaissait bien la Russie, et tout ce qu'il nous en dit ne pouvait manquer de satisfaire notre curiosité.

Il nous parla d'une manière très détaillée de l'impression que l'insurrection de Pologne de 1794 avait faite à Pétersbourg; des opinions partagées qu'elle y avait fait naître; des inquiétudes qu'elle y avait données; des négligences et des fautes commises par les chefs de cette insurrection, et des raisons qui en avaient fait manquer l'effet.

Il ajoutait que les prisonniers polonais qui se trouvaient à Pétersbourg y étaient bien traités, mais qu'on en avait envoyé un grand nombre en Sibérie; que *Kosciuszko* avait pour prison un logement assez commode, où il s'occupait habituellement à lire, dessiner et travailler au tour; qu'Ignace *Potocki* était également bien traité, et que les fenêtres de son logement donnaient sur la rue, de manière qu'il pouvait être vu des passans. Il nous informa que *Zouboff* se trouvait toujours à la tête des affaires; que son secrétaire *Altesti*, disgracié pendant quelque temps, venait d'être rappelé, et qu'il était rentré en faveur; que l'armée russe en Pologne était, à ce que l'on

disait, de cent quatre-vingt mille hommes, et formait une ligne depuis Libau jusqu'aux frontières de la Turquie, c'est-à-dire qu'il y avait quarante mille hommes sous les ordres du prince *Repnin*, soixante mille hommes commandés par *Romanzoff*, et quatre-vingt mille confiés au commandement de *Suwarow*, et destinés à garder la frontière du midi. M. *de La Turbie* regardait cependant ce nombre de troupes comme exagéré, et il supposait que le corps de *Suwarow* ne contenait que soixante mille hommes; que *Suwarow* l'exerçait et le faisait manœuvrer continuellement, et que depuis la défection de la Suède, les Russes paraissaient vouloir menacer les frontières de la Turquie.

M. *de La Turbie*, qui venait de traverser toute la Pologne, et qui s'était arrêté dix jours à Witepsk en Russie-Blanche, ne tarissait point sur les louanges de l'enthousiasme, de l'énergie et du patriotisme des Polonais, qui n'avaient succombé qu'à la force des circonstances; et il cita plusieurs traits qui attestaient la haine qu'on portait aux Russes, même dans les provinces cédées par le premier partage de 1773.

Ses discours produisirent un effet étonnant sur l'esprit de *Verninac*, qui, non seulement fit un rapport au gouvernement français sur cette entrevue, mais qui présenta en même temps un projet d'après lequel il croyait qu'on pouvait

faire agir les Polonais dès qu'il y en aurait un certain nombre réunis en Valachie et en Moldavie. *Verninac* me communiqua ce projet, que je trouvai conforme au plan présenté antérieurement par la députation polonaise à Paris; mais depuis que j'avais acquis la certitude du rapprochement des cours de Stockholm et de Pétersbourg, je mettais en doute la possibilité de faire agir les Turcs, à moins de les compromettre par un mouvement des Polonais sur leurs frontières, ou de les encourager par la présence d'une flotte française dans l'Archipel.

Je finissais mon rapport à la députation en lui annonçant que le ministère turc, après avoir présenté beaucoup d'obstacles pour admettre *Stemmaty* à la place de consul de France en Valachie, en objectant qu'il était Grec, avait cédé enfin aux représentations très fortes et très menaçantes qui lui furent faites par le ministre de France.

Le 8 août, les émissaires de la Gallicie, *Rymkiewicz* et *Iablonowski*, reçurent des lettres de leurs commettans qui leur reprochaient une inaction impardonnable à une époque où il fallait agir, et ils se plaignaient d'un silence auquel ils ne savaient point donner d'interprétation.

Des plaintes semblables m'étaient adressées de Dresde et de Venise, et on nous imputait le dé-

couragement et le refroidissement qui s'étaient introduits parmi nos compatriotes en Pologne. Ce fut pour calmer les esprits et faire connaître l'exacte vérité que je me déterminai à expédier le colonel *Iablonowski*[1] en Gallicie, en le chargeant d'y informer les habitans qui avaient accédé à l'acte de confédération de Cracovie de toutes les démarches que j'avais faites jusqu'alors à Constantinople. Il devait continuer sa route en traversant la Pologne et passant par Varsovie, si la chose était possible, pour se concerter avec nos amis communs, que je lui avais désignés, et leur communiquer les mêmes informations. Il devait enfin se rendre à Paris, et y porter tous les renseignemens qu'il aurait recueillis en Gallicie et en Pologne. Je lui confiai, outre cela, une expédition détaillée, adressée à la députation polonaise, ainsi que plusieurs lettres particulières pour *Barss*, *Wybicki*, *Prozor*, etc., que j'enga-

[1] Ce brave officier s'était fait beaucoup d'honneur en servant son pays à l'époque de l'insurrection de 1794. Il avait fait ses études en France à l'École militaire de Brienne dans le même temps que *Bonaparte*: et un jour qu'il avait l'inspection du service de l'intérieur, il fut obligé de mettre *Bonaparte* aux arrêts pour vingt-quatre heures. Cet incident, loin de lui nuire, lui procura l'avantage d'être reconnu par le premier consul lorsqu'il se présenta pour avoir une place dans l'armée. Il fut employé dans les légions polonaises, et envoyé à l'île de Saint-Domingue, où il devint la victime de l'insalubrité de l'air, ainsi qu'un grand nombre de ses compatriotes qu'on avait destinés pour cette malheureuse expédition.

geais à rétablir l'union et la concorde entre nos compatriotes à Paris.

Le 10 août, l'expédition de *Iablonowski* fut ajournée jusqu'à l'arrivée du premier courrier qui m'apporterait des nouvelles de Paris, dont j'étais privé depuis assez long-temps.

Le Polonais *Denisko*, que *Verninac* avait employé avant mon arrivée à Constantinople pour le même objet pour lequel je destinais présentement *Iablonowski* en Gallicie et en Pologne, était revenu avec Émile *Gaudin* de Bukarest, sans avoir pu remplir la commission dont on l'avait chargé. *Verninac* me recommanda de le renvoyer de suite à Bukarest, ainsi que tous les officiers polonais nouvellement arrivés à Constantinople, dont l'entretien était coûteux et la présence incommode pour le ministère turc. J'obtins avec peine que *Denisko* et *Rzodkiewicz* restassent auprès de moi, en promettant de les maintenir à mes frais.

Le même jour, 10 août, tous les Français qui se trouvaient à Constantinople, au nombre de plus de deux cents, se réunirent dans la cour de l'hôtel de leur ministre, pour célébrer une fête nationale. Pendant le repas, qui fut très splendide et joyeux, on porta entre les différens toasts celui de la république de Pologne; c'était pour la première fois qu'on avait osé le

faire depuis le départ de *Descorches*, et tous les Français manifestèrent un enthousiasme général pour la cause des Polonais.

Le 12 août, je reçus une lettre du citoyen Xavier *Dambrowski*, de Bukarest, qui m'annonçait qu'il y était venu avec des ordres et des instructions de la députation polonaise, pour faire les fonctions d'agent en Valachie et Moldavie. Comme l'on ne m'avait pas prévenu de cette nomination, je fus très réservé dans ma réponse.

Le même jour je rencontrai, *al Campo dei Morti*, le Turc *Ibrahim*, que j'avais vu plusieurs fois depuis notre dernier entretien, sans qu'il m'eût communiqué rien d'important. Ce jour-là, il me dit, avec un ton d'assurance, que les démarches que faisait *Verninac* auprès du gouvernement turc, pour installer *Stemmaty* au poste de consul à Bukarest, étaient inutiles, car il existait un ancien firman qui ne permettait point d'employer pour ce poste des Grecs employés par un gouvernement étranger. Il me confia sous le sceau du secret, qu'il y aurait incessamment un grand changement dans le ministère turc, et qu'il serait l'effet de la prépondérance que la Russie avait dans le divan. Il ajouta que le favori de la mère du sultan était vendu à la Russie; que c'était lui qui s'opposait

le plus à la guerre; qu'il combattait tous les projets d'innovation, et qu'il avait une forte influence dans le divan.

Le 17 août, j'adressai mon rapport à la députation, et lui annonçai que les officiers français expédiés par *Verninac* pour être employés dans l'armée persane, se trouvaient déjà à la distance de vingt jours de marche du théâtre de la guerre. Ils avaient employé quatre semaines pour arriver jusqu'à Bagdad, et dix-sept jours pour se rendre de là jusqu'à l'endroit d'où leur premier rapport était expédié. Ils avaient été accueillis sur la frontière avec beaucoup d'égards et de distinction. Dans la suite de leur marche, ils avaient trouvé partout une réception amicale, et tout ce dont ils avaient besoin. On les assurait qu'ils seraient très bien reçus de *Mehmed-Han*, qui s'était porté, à la tête d'une armée de trois cent cinquante mille hommes, contre les Russes.

J'annonçai à la députation que, pendant vingt jours à peu près, il avait régné une certaine mésintelligence entre *Verninac* et le ministère turc, par rapport à différentes propositions que le ministre de France avait faites, et qui ne furent point écoutées. *Verninac* fit non seulement connaître son mécontentement, mais il donna à entendre qu'il serait obligé de quitter Constantinople, si on n'avait pas plus d'égards aux demandes qu'il adressait au nom de la république

française. Le grand-visir, alarmé de cette déclaration, lui envoya son gendre et confident pour lui déclarer qu'il était toujours sincèrement et entièrement dévoué aux intérêts de la France; que s'il y avait eu quelque retard, ou des expressions vagues dans les réponses que l'on avait données au ministre de France, il ne fallait en accuser qu'un seul individu qui entrait dans le conseil, et qui allait être changé incessamment. Il déclara en outre que les rapports entre la Russie et la Turquie avaient cessé au point qu'il ne manquait plus qu'une déclaration de guerre en forme, pour commencer les hostilités.

J'étais présent à cet entretien; et *Verninac*, en me chargeant de faire part à la députation de tout ce que j'avais entendu, ajouta qu'il ne croyait point à la possibilité de la guerre avant la fin de l'année, car on avait déjà donné des ordres à une partie des troupes asiatiques de rentrer dans leurs foyers, mais qu'au printemps prochain, la guerre paraissait inévitable. *Verninac* engageait les Polonais à ne pas perdre patience et courage, et à conserver toute leur énergie, etc., etc.

J'ajoutai, en terminant mon expédition, la nouvelle importante qui me parvenait à l'instant même, qui était que le reiss-effendi et le drogman de la Porte venaient d'être changés. Le premier était remplacé par Askir-Effendi, qui avait été

autrefois ambassadeur à Pétersbourg, et le second par le prince *Ypsilanti*, fils de l'ancien hospodar de Valachie.

Le 20 août, je rencontrai le Turc *Ibrahim*, qui commençait à gagner ma confiance depuis qu'il m'avait prédit les changemens arrivés dans le ministère. Il me dit que le nouveau reiss-effendi n'avait pas de capacité; qu'*Ypsilanti* avait une bonne tête et beaucoup de connaissances, et que tous deux étaient dévoués à la Russie. Il se plaignait toujours que le gouvernement français eût envoyé à Constantinople un ministre tel que *Verninac*, qui était paresseux et inactif, et qui n'avait pas su empêcher l'influence et l'ascendant que l'ambassadeur de Russie s'était acquis dans le divan.

Il m'informa que le reiss-effendi que l'on venait de déposer, ainsi que le prince *Morouzzi*, était condamné à l'exil; que ce dernier devait être relégué dans l'île de Chypre, mais qu'à force d'argent, il avait obtenu la permission de se retirer dans l'île de Scio; que le hospodar de Valachie, son frère, avait été déposé et remplacé par le prince *Ypsilanti*, père du nouveau drogman; que probablement le hospodar de Moldavie, *Kallimaki*, serait également renvoyé, et qu'on lui donnerait pour successeur le prince *Souzza*.

Ibrahim avait aussi des données que le grand-visir allait être changé, et que la place serait

occupée par *Haki-Pacha*, qui, jusque-là, avait commandé un corps de troupes contre les rebelles en Romélie. Il tenait aussi de bonne source que le ci-devant grand-visir *Ioussouff-Pacha*, qui s'était rendu célèbre par ses succès militaires, venait d'être rappelé, et qu'il se trouvait déjà en route pour venir à Constantinople. L'on prétendait que le poste de grand-visir lui serait déféré, ou au moins qu'avec le titre de séraskier, il aurait le commandement de l'armée.

CHAPITRE IX.

Le 21 août, la députation m'avait chargé d'entretenir une correspondance avec *Sulkowski*, aide-de-camp du général *Bonaparte* dans son expédition d'Italie.

Cette communication n'était pas facile à établir; cependant deux de mes lettres étant parvenues à leur adresse, *Sulkowski* me répondit quelques lignes par un officier français qui se rendait en Perse par Constantinople. Il me faisait entendre qu'il ne lui était pas possible de parler des affaires de Pologne à *Bonaparte* au moment où ce général était absorbé dans ses opérations militaires en Italie, mais qu'il me conseillait de lui

adresser une lettre au nom de mes compatriotes, et m'assurait qu'elle serait bien accueillie. Il ajoutait que si nous pouvions intéresser en notre faveur le général *Bonaparte*, nos espérances pour le rétablissement de la Pologne ne seraient plus douteuses, car ce général jouissait déjà de toute la confiance des Français, et il ne pouvait manquer d'être un jour à la tête du gouvernement.

C'est en conséquence de ce conseil que j'écrivis la lettre suivante, datée du 10 août 1796, et expédiée le 21 par un courrier que *Verninac* envoyait en droiture, avec des dépêches de la plus grande importance, au quartier-général de *Bonaparte* :

Au citoyen Bonaparte, *général en chef de l'armée d'Italie.*

« Citoyen général, s'il ne fallait qu'illustrer la « gloire du nom français par des victoires et des « conquêtes; s'il ne s'agissait que de vous rendre « digne du titre de défenseur et de citoyen bien « mérité de la patrie, et si votre ambition, ci-« toyen général, se bornait à terrasser l'ennemi « et à vous faire admirer et respecter de toute « l'Europe, vous pourriez déjà mettre un terme « à vos exploits, et vous reposer à l'ombre de « vos lauriers.

« Votre carrière, aussi brillante que périlleuse, « vous mériterait dès à présent une place distin-

« guée à côté de ces hommes illustres dont les « fastes de l'antiquité nous ont transmis la mé- « moire, et vous trouveriez dans le sein de votre « patrie et de votre famille une bien douce ré- « compense pour un héros qui n'a combattu que « pour assurer la paix à l'Europe et consolider « le bien-être, la gloire et la puissance de la « France.

« Mais il est encore, citoyen général, des soins « bien dignes de vous : votre cœur, que les succès « n'ont pas rendu sourd au cri de l'humanité « souffrante, gémit sans doute au seul souvenir « de tant d'êtres malheureux qui attendent en- « core leur salut de la France.

« Quinze millions de Polonais, jadis indépen- « dans, aujourd'hui victimes de la force des cir- « constances, fixent leurs regards sur vous. Ils « voudraient percer cette barrière qui les sépare « de vous pour partager vos dangers, pour vous « couronner de nouveaux lauriers, et pour ajou- « ter à tous les titres que vous avez acquis, celui « de *Père des opprimés*.

« Ne perdez point de vue, citoyen général, « cette nation que ses malheurs rendent intéres- « sante, et qui ne souffre que pour avoir voulu « assurer la liberté et l'indépendance de son pays. « Vous êtes un de ceux dont la position doit « ouvrir aux Polonais une voie pour secouer le « joug odieux et avilissant qu'ils supportent avec

« impatience. Vous trouverez, comme citoyen « français, des motifs bien puissans pour les ti- « rer de l'oppression, et votre zèle patriotique, « secondé de vos talens militaires, franchira les « obstacles qui s'y opposent.

« Non, il ne sera point dit que les Polonais « soient condamnés à porter les chaînes de l'es- « clavage aussi long-temps que la France exis- « tera!... Si l'identité des sentimens qui rap- « prochent les deux nations ne nous garantissait « cette certitude consolante, l'amitié et la con- « fiance que nous portons aux Français ne nous « mériteraient-elles pas leurs soins fraternels et « leur puissant appui?

« Hâtez-vous, citoyen général, de faire con- « naître à l'univers entier que la France fait con- « sister sa gloire à protéger les faibles et à assurer « le bonheur des peuples qui réclament sa pro- « tection; hâtez-vous de combler nos vœux et nos « espérances; rétablissez l'équilibre en Europe, « en rendant la liberté et l'indépendance aux na- « tions qui en ont été privées, et faites en sorte « que, depuis le centre de l'Italie jusqu'aux sources « du Boristhène, les peuples, rentrés dans leurs « droits, chérissent en vous l'ami de l'humanité « et respectent le guerrier vainqueur.

« Michel Oginski. »[1]

[1] Le style républicain et emphatique de cette lettre, qui fait

Le 31 août, nous attendions d'un jour à l'autre avec impatience l'arrivée d'*Aubert-du-Bayet*, qui avait quitté Paris depuis long-temps. Les dernières nouvelles annonçaient qu'il était déjà en Bosnie. Le gouvernement turc expédia sur-le-champ plusieurs courriers, avec des ordres donnés à toutes les autorités civiles et militaires de rendre au nouvel ambassadeur de France les honneurs qui étaient dus à un ministre de son rang. Le drogman *Pusitz* fut expédié par la légation française à sa rencontre.

Verninac, qui avait toujours été très lent dans ses propositions, le devint bien davantage après avoir appris que celui qui devait le remplacer se trouvait déjà en Bosnie. Il renvoyait indistincte-

un contraste si extraordinaire avec celui dont on se sert depuis que la révolution a cessé, n'étonnera personne de ceux qui se transporteront à l'époque où elle a été écrite, et à la position désespérée des Polonais, qui ne pouvaient attendre de secours que de la France. J'avoue qu'en 1796, je partageais l'enthousiasme que l'on portait à *Bonaparte*, et qui était inspiré par les talens militaires de ce chef de l'armée d'Italie, que ses ennemis même n'ont pu lui contester. Mon enthousiasme, et surtout mon espérance de trouver en lui un défenseur de la cause des Polonais, diminuèrent lorsqu'il se fit déclarer consul à vie, et m'abandonnèrent tout-à-fait lorsqu'il se proclama empereur des Français. Je ne me défiais pas du général *Bonaparte*, qui ne commandait que des Français et des Polonais en Italie, et qui ne combattait que pour la liberté et l'indépendance des nations; je n'ajoutai pas foi aux espérances que l'empereur Napoléon nous faisait concevoir en 1812, et on en verra les motifs détaillés dans ces Mémoires lorsqu'il sera

ment à lui tous ceux qui avaient des affaires à la légation française.

Dans les promenades qu'il faisait journellement sur le canal de Constantinople, je l'accompagnais souvent pour me procurer l'occasion de lui parler de mes compatriotes. Il se plaisait à leur rendre justice et à faire des vœux pour la Pologne, mais c'est à quoi se bornèrent tous ses bons offices pour nous.

Verninac me dit un jour que le nouveau drogman de la Porte, le prince *Ypsilanti*, l'avait beaucoup questionné sur mon compte, et avait manifesté le désir de me voir. Le ministre le prenait pour un bon augure, et croyait y apercevoir le désir d'*Ypsilanti* de s'intéresser en fa-

question de cette mémorable campagne. Je me bornerai à observer ici que j'ai encouru la mauvaise humeur de Napoléon, et l'opinion de n'être pas son partisan, parce que je n'ai jamais cru qu'il eût eu l'intention de rétablir la Pologne, et que je ne voyais dans l'armement de presque toute l'Europe contre la Russie en 1812, que des projets gigantesques d'un conquérant heureux, qui cherchait à acquérir de nouveaux lauriers et à satisfaire son ambition. Les faits ont justifié cette opinion. Napoléon, aveuglé par ses premiers succès, précipita sa marche du côté de Moscou, au lieu de songer à rétablir dans toute son étendue un pays de quinze millions d'habitans, dont l'existence était indispensable pour le repos de l'Europe. Il trouva aux portes de l'ancienne capitale de la Russie le terme fatal de sa gloire, tandis qu'il pouvait y mettre le sceau, en s'arrêtant à la Dzwina, en rendant aux Polonais leur patrie, et à l'Europe inondée de sang la paix et la tranquillité. (*Note ajoutée en* 1813.)

veur des Polonais. J'en jugeai différemment d'après les avis que m'avait donnés *Ibrahim*, et d'autres renseignemens que je m'étais procurés sur son caractère et son dévoûment à la Russie.

Le 15 septembre, j'étais tout aussi inactif à Constantinople que le ministre de France, sur lequel reposaient toutes nos espérances. J'avais même perdu l'occasion de me procurer des renseignemens d'*Ibrahim*, ainsi que d'un Grec très instruit qui était dévoué au gouvernement français, et dont les entretiens fréquens m'avaient procuré beaucoup de lumières sur la Turquie, ainsi que des consolations relativement au sort de la Pologne à l'avenir. Le premier avait quitté Constantinople pour faire un voyage dans les îles de l'Archipel, et le second avait accompagné le prince *Morouzzi* dans sa retraite à l'île de Scio.

Les nouvelles de Paris étaient moins fréquentes. Celles de Venise nous parlaient sans cesse des succès de *Bonaparte*. Celles de l'intérieur de la Pologne nous faisaient connaître le mécontentement général et l'effervescence qui y régnaient; mais aucun projet ne nous était communiqué, aucun moyen d'agir ne pouvait être présenté, car les communications étaient difficiles, et mes compatriotes se reposaient entièrement sur les négociations de la députation à Paris, ainsi que sur le zèle et l'activité de ses agens à Constantinople et à Stockholm.

Depuis le rapprochement de la Russie avec la Suède, il n'y avait plus à compter sur l'appui de cette puissance, et l'espoir d'être assisté efficacement par les Turcs devenait d'un jour à l'autre plus douteux. Cependant un événement inattendu vint le ranimer. Depuis l'arrivée de *Dambrowski* à Bukarest, environ deux mille anciens militaires polonais de tous grades s'étaient rassemblés en Valachie et en Moldavie. Ils s'y trouvaient dispersés du côté de la frontière et même dans l'intérieur du pays sans être inquiétés; mais la crainte de se voir tout à coup chassés, ou même livrés aux Russes, les détermina à m'envoyer des députés avec un Mémoire, pour me demander d'obtenir du grand-seigneur un firman qui leur assurât la protection du gouvernement dans l'asile qu'ils venaient de se choisir. Je présentai leur pétition à *Verninac*. Celui-ci me donna une réponse verbale au bout de quelques jours, qu'il ne pouvait obtenir le firman qu'on demandait, mais il m'assura qu'on avait expédié un ordre aux hospodars de Valachie et de Moldavie de ne pas empêcher le rassemblement des militaires polonais dans leurs provinces, et tout au contraire d'accueillir avec bienveillance ceux qui s'y rendraient, et de les protéger en cas de besoin, pourvu qu'ils s'y conduisissent tranquillement, sans troubler le repos des habitans, et sans compromettre le gouvernement turc vis-a-vis la Russie.

Le 24 septembre, comme j'avais retardé l'expédition de *Iablonowski*, pour différentes raisons, et principalement parce qu'étant obligé de faire sa quarantaine, il n'aurait pu arriver à Paris aussi promptement que je l'aurais désiré, je remis tous les papiers dont il devait être le porteur, au citoyen *Verninac*, qui les expédia par son courrier à Venise.

Cette manière de correspondre entre Constantinople et Paris était très prompte, car tandis que le courrier arrivé de Constantinople faisait sa quarantaine à Venise, un autre courrier expédié de cette ville par la légation française, portait les dépêches à Paris; de manière que les rapports adressés par *Verninac* au Directoire parvenaient ordinairement dans l'espace de vingt à vingt-quatre jours.

Comme malgré toutes mes précautions plusieurs de mes lettres adressées à la députation avaient été égarées, j'en écrivis une toute chiffrée, et je me hasardai de l'expédier par la poste de Vienne, en l'adressant à un négociant sur lequel je pouvais compter.

Je fis part à la députation des motifs qui m'avaient engagé à prendre cette résolution. Je répétai en même temps en peu de mots ce que je croyais devoir faire parvenir à sa connaissance, relativement au rassemblement des militaires polonais en Valachie et en Moldavie. Je lui an-

nonçai qu'*Ali-Effendi* venait d'être nommé ambassadeur à Paris, et qu'il serait remplacé à Berlin par *Nashili-Effendi*. Je l'informai que l'escadre turque était rentrée dans le port avec une capture de deux bâtimens maltais. Je la prévenais qu'*Aubert-du-Bayet* se trouvait déjà à Andrinople, et était attendu ici dans quelques jours. Je finissais par demander que toutes les lettres qu'on m'enverrait fussent adressées à *Aubert-du-Bayet*, et expédiées sous le couvert du citoyen *Lallement*, ministre de la république française à Venise.

Le 1er octobre, le drogman français *Pusitz*, qui avait été à la rencontre d'*Aubert-du-Bayet*, le 30 septembre, revint à Constantinople afin de régler tous les préparatifs pour la réception que les Français devaient faire à leur nouvel ambassadeur. En conséquence, ils se réunirent tous à l'hôtel de France, et il fut résolu qu'ils iraient à cheval, pour rencontrer *Aubert-du-Bayet*, à la distance de trois lieues. Le drogman avait été expédié d'Andrinople par l'ambassadeur, qui fut accueilli tout le long de sa route avec empressement et avec les distinctions dues à son rang.

Haki-Pacha était allé au-devant de lui à la tête de son armée, au moment où il entrait en Romélie, et il l'avait fait accompagner d'une escorte de deux à trois mille hommes.

Je ne voyais pas de nécessité d'aller avec les

autres Français à la rencontre d'*Aubert-du-Bayet*, et je m'étais borné à lui écrire par le drogman *Pusitz*, en lui faisant part de l'objet de mon séjour à Constantinople.

Ce même jour, la nouvelle se répandit que le comte *Kotchoubey*, ambassadeur de Russie près de la Porte ottomane, venait d'être nommé ambassadeur extraordinaire à la cour de Londres.

Le même jour, je reçus, par la voie de *Dambrowski* de Bukarest, un Mémoire signé par plusieurs officiers polonais qui portaient des plaintes contre le hospodar de Moldavie et le pacha de Chocim, relativement à différentes vexations qu'on leur faisait éprouver. Je remis à ce sujet une note à *Verninac*, contenant les griefs dont on se plaignait, et j'obtins l'assurance qu'elle serait portée à la connaissance du ministère turc, et qu'on *obtiendrait une prompte satisfaction*.

CHAPITRE X.

Le dimanche 2 octobre, au moment où j'allais finir mon rapport à la députation, j'appris l'arrivée d'*Aubert-du-Bayet*, qui était descendu à l'hôtel de France à sept heures du soir. Je

lui fus présenté ce jour même par le citoyen *Verninac;* il m'accueillit d'une manière très distinguée, et il me dit qu'il était enchanté de voir en ma personne le représentant d'une nation dont il était chargé de défendre la cause.

Depuis son entrée dans les états sous la domination ottomane, *Aubert-du-Bayet* ne s'était pas gêné en déclarant à haute voix que l'objet de sa mission était de reprendre la Crimée aux Russes, et de rétablir la Pologne. Cette nouvelle avait devancé de plusieurs jours son arrivée à Constantinople.

Le 19 octobre, j'avais laissé passer plus de deux semaines sans donner de mes nouvelles à la députation polonaise à Paris. Pendant ce temps je m'étais occupé à sonder le caractère et la manière de penser du nouveau négociateur de la république française, ainsi qu'à m'informer des instructions qu'il avait reçues relativement aux affaires de la Pologne.

Il s'était attendu à une réception brillante à Constantinople, et il croyait faire une entrée triomphale pour en imposer aux ministres étrangers, et faire connaître au public, dès le moment de son arrivée, l'influence que sa mission aurait sur l'esprit du grand-seigneur et du ministère turc; mais *Verninac*, malgré ses efforts et ses représentations, ne put obtenir *la carte d'honneur*, qu'on délivre quelquefois par faveur aux

ministres étrangers, et d'après laquelle l'ambassadeur aurait fait une entrée publique avec toute sa suite et un cortége nombreux et brillant en traversant les rues de Péra jusqu'à l'hôtel de France. Les négociations de *Verninac* ayant été infructueuses à cet égard, *Aubert-du-Bayet* fit son entrée le soir *incognito*, et accompagné seulement des Français qui avaient été à sa rencontre.

Le général *Cara-Saint-Cyr* et le colonel *Caulincourt* accompagnaient le nouvel ambassadeur, qui avait amené en outre un très grand nombre de Français.

Aubert-du-Bayet a un extérieur noble et prévenant, et joint à l'air martial d'un militaire toutes les formes de la bonne société qu'il a fréquentée. Il paraît hautain au premier abord, mais il est causant, communicatif et aimable dans la société privée. Il s'exprime avec beaucoup d'éloquence, et sa vivacité naturelle ajoute beaucoup de force et d'expression à ses discours. Je l'ai vu recevoir le drogman de la Porte et le capitan-pacha, qui étaient venus le complimenter sur son arrivée; il les accueillit avec toute la dignité d'un ambassadeur de France, et cette affabilité qui concilie et gagne les cœurs. Je l'ai vu dans son hôtel et dans les promenades se laisser approcher des Turcs de différentes conditions, et leur dire des choses obligeantes par

son drogman. Il mettait tant d'attention à se faire connaître d'une manière avantageuse, que bientôt les Turcs furent très charmés de son ton et de ses manières, et ni les Français ni les nationaux ne regrettèrent le départ de *Verninac*. J'étais de ce nombre dans les premiers quinze jours de l'arrivée d'*Aubert-du-Bayet*. Il m'avait fait demander à dîner le 5 octobre, et nous eûmes un entretien qui dura plus de deux heures. Ce fut lui seul qui fit les frais de la conversation. Il passa en revue les différens changemens qui avaient eu lieu dans le gouvernement français; il me parla des dangers qu'il avait courus, et des services qu'il avait rendus à sa patrie. Il attribua à l'anarchie qui avait régné en France l'impossibilité dans laquelle on s'était trouvé de prendre part aux affaires de la Pologne à l'époque où elle a succombé. Il m'assura que la situation de la France avait bien changé depuis; qu'un gouvernement républicain sage et modéré avait étouffé le parti des démagogues, et réuni toutes les opinions; que les succès des armées françaises avaient assuré à la république la première place entre les puissances de l'Europe; que des négociations suivies, des traités de paix, aussi avantageux que glorieux pour la nation française, en diminuant le nombre de ses ennemis, lui procurerait de puissans alliés.

Il me traça le plan que son gouvernement

s'était proposé de suivre pour affaiblir la force des ennemis qui pouvaient lui faire encore ombrage; il ajouta qu'on ne craignait plus la cour de Vienne, après les derniers succès de l'armée française en Italie, et que, quant à la Russie, il saurait bien réveiller les Turcs et les mettre en mouvement en même temps qu'il ferait agir les Polonais. Il ne doutait nullement que l'influence du gouvernement français à Stockholm et à Copenhague, ainsi que des négociations entamées déjà à Berlin, ne suscitassent de nouveaux ennemis à la Russie, qui feraient une diversion puissante du côté du Nord, et qui donneraient aux Turcs la facilité de reprendre la Crimée, et aux Polonais celle d'arracher leur pays des mains de leurs spoliateurs.

Il avoua que dans les instructions qu'on lui avait données par écrit, on ne lui avait parlé que vaguement des affaires de la Pologne, et qu'on s'était contenté de lui recommander très particulièrement les réfugiés polonais qui se trouveraient à Constantinople et dans les états de la Porte ottomane; mais que le Directoire lui avait communiqué verbalement ses intentions; qu'il avait *carte blanche* pour agir d'après les circonstances, et qu'on avait promis d'expédier, s'il le fallait, une armée de trente mille hommes, dont le commandement lui serait confié, pour agir de concert avec les Turcs et les Polonais contre la Russie.

Il termina par entrer dans de grands détails sur la guerre des chouans, sur la manière dont ils la faisaient, et sur toutes les difficultés qu'il avait éprouvées à les combattre et à mettre fin à cette guerre sanglante. Il ajoutait que les Polonais devaient prendre les chouans pour modèle dans leurs opérations militaires, et que cette seule manière de faire la guerre leur convenait d'autant plus qu'ils en avaient fait l'expérience à l'époque de la confédération de Bar, dont beaucoup d'officiers français lui avaient parlé avec éloge.

J'étais si satisfait et si surpris de tout ce que je venais d'entendre, dans un moment où presque toutes mes espérances étaient évanouies, que je n'osais interrompre l'ambassadeur; mais enfin je lui demandai ce que j'avais à annoncer à mes commettans, sur le résultat de cette première conférence..... Il me recommanda expressément de les assurer de tout l'intérêt qu'il prenait au sort des Polonais; *mais*, dit-il, *il faut attendre le résultat des premières démarches que je ferai auprès du gouvernement turc; car c'est du plus ou moins de succès que j'aurai dans mes négociations que dépendra le sort de vos compatriotes*.

J'allais presque chaque jour chez *Aubert-du-Bayet*, sans oser le presser ni le questionner; mais en me promenant seul avec lui, le 14 octobre,

je lui demandai s'il était content de son séjour à Constantinople, et de la manière dont on le traitait. Il me donna une réponse évasive, et me dit que le mot *bakalym*[1] était insupportable pour lui, car il l'entendait répéter tous les jours et à chaque proposition qu'il faisait.

Les jours suivans, toutes les fois que je rencontrais *Aubert-du-Bayet*, il me répétait, en souriant, *bakalym;* mais il ajoutait qu'il ne fallait pas désespérer; et qu'avec de puissans argumens qu'il avait en son pouvoir, il ramenerait les Turcs à la raison.

Le 21 octobre, dans la matinée, il arriva une scène qui me fut racontée et qui me donna l'idée du caractère emporté d'*Aubert-du-Bayet*, ainsi que de sa présence d'esprit. Trois cents Français environ venaient de débarquer dans le port. La plupart étaient des artisans et ouvriers de toute espèce, que le grand-seigneur avait voulu faire venir pour le service de la marine. Plusieurs de ces Français, en quittant le bâtiment qui les avait apportés, s'étaient permis quelques excès, et l'on en fit des plaintes à la légation française. L'ambassadeur ayant fait comparaître en sa présence tous les nouveaux débarqués, les apostropha de la manière la plus véhémente; et, après s'être servi d'expressions très peu mesurées pour

[1] *Bakalym* veut dire en turc, *nous verrons*.

les réprimander et les menacer, il finit par déclarer qu'il ferait pendre tous les coupables contre lesquels on lui porterait encore une fois des plaintes. Ces républicains qui venaient de quitter leur patrie, où ils n'avaient pas été habitués à entendre ce langage, se mirent à murmurer hautement, et demandaient à retourner de suite en France; mais *Aubert-du-Bayet* se reprenant après un moment d'interruption, continua ainsi: « Ne vous étonnez point, citoyens, du ton dont « je vous ai parlé. La place que j'occupe m'im- « pose le devoir de surveiller qu'aucun Français « ne souille ici l'honneur national. Aucun répu- « blicain ne peut commettre d'excès, aucun ne « peut déshonorer sa patrie par une mauvaise « conduite, et encourir le châtiment qui en serait « la conséquence. Je ne m'adresse donc qu'à ceux « d'entre vous qui pourraient n'être pas Français, « ou qui ne seraient pas dignes d'en porter le nom. « S'il y en a qui ne sachent pas apprécier l'avan- « tage d'être citoyens d'une république libre et « puissante, que ceux-là se plaignent et mur- « murent!.... Mais quant à vous, bons républi- « cains, qui concevez les motifs qui m'animent, « et qui partagez mes sentimens, n'oubliez pas « que chaque Français peut, par ses talens et « par ses services, aspirer à la place que j'occupe, « et qu'il serait tenu de se conduire comme je « viens de le faire aujourd'hui. »

On se sépara aux cris répétés de *Vive la république!*

Le même jour vers le soir, nous allâmes faire une promenade *al Campo dei Morti. Aubert-du-Bayet*, s'étant écarté de sa suite, et me conduisant sous le bras, examina attentivement les pierres sépulcrales qui couvraient les cimetières des Turcs et des Arméniens, et me dit qu'il cherchait un endroit pour se faire enterrer, car il était sûr de terminer sa vie à Constantinople. Après avoir marché long-temps, il me dit qu'il ne trouvait pas dans toute cette enceinte un endroit convenable pour exposer son corps, et qu'il préférait se faire enterrer dans la cour de l'hôtel de France, près de l'arbre de la liberté qui y était planté. Je le plaisantai sur ce pressentiment; mais il ne cessait de répéter qu'il mourrait à Constantinople et qu'il ne vivrait pas plus d'un an. [1]

Le 23 octobre, je reçus une lettre de *Sulkowski*, datée au quartier-général de l'armée d'Italie, près de Legnago, le 15 septembre 1796. Il me mandait que le 8 de ce mois il y avait eu une affaire

[1] Ce pressentiment s'est vérifié, comme je l'ai appris depuis par plusieurs officiers français que j'avais connus à Constantinople. Je crois même qu'*Aubert-du-Bayet* est mort peu de temps après l'anniversaire du jour dont je viens de faire mention. On m'a assuré qu'il s'est fait enterrer près de l'arbre de la liberté, au milieu de la cour de l'hôtel de France.

décisive à Bassano, dans laquelle les Autrichiens avaient perdu plusieurs milliers de prisonniers et trente-cinq canons. Il ajoutait qu'à la suite de cette bataille et de quelques autres affaires partielles, Legnago allait tomber entre les mains des Français; que la troisième armée autrichienne envoyée pour défendre l'Italie était dispersée, et que les débris des différens corps, réunis sous les ordres de *Wurmser*, n'avaient d'autre ressource que de se retirer et de se renfermer dans les murs de Mantoue.

Sulkowski m'annonçait que le général *Bonaparte*, après avoir lu ma lettre, réfléchit pendant quelque temps et dit ensuite : « Que dois-je « répondre?... que puis-je promettre?... Écrivez « à votre compatriote que j'aime les Polonais et « que j'en fais grand cas. Que le partage de la « Pologne est un acte d'iniquité qui ne peut se « soutenir.... Qu'après avoir terminé la guerre « en Italie, j'irai moi-même à la tête des Fran- « çais, pour forcer les Russes à restituer la Po- « logne; mais dites-lui aussi que les Polonais ne « doivent pas se reposer sur des secours étran- « gers, qu'ils doivent s'armer eux-mêmes, in- « quiéter les Russes, entretenir une communica- « tion dans l'intérieur du pays. Toutes les belles « paroles qu'on leur contera n'aboutiront à rien. « Je connais le langage diplomatique et l'indo- « lence des Turcs. Une nation écrasée par ses

« voisins ne peut se relever que les armes à la « main. »

Le même jour, 23 octobre, j'écrivis une lettre à *Dambrowski*, pour lui annoncer que le général *Cara-Saint-Cyr* était nommé consul-général de France en Valachie et en Moldavie, et que dès le lendemain il se mettait en route pour Bukarest.

Le 24 octobre, les nouvelles que nous reçûmes de Paris n'étaient point consolantes. La mésintelligence s'était établie entre les membres du gouvernement; l'envie et la jalousie travaillaient l'esprit des chefs des armées françaises; le Directoire voyait avec inquiétude la confiance que *Bonaparte* avait su inspirer à ses soldats, et la réputation qu'il s'était acquise dans toute l'étendue de la France; l'on s'attendait à quelques mouvemens révolutionnaires, et les relations avec l'extérieur commençaient à languir.

Aubert-du-Bayet était pensif et rêveur, et s'inquiétait de ne pas avoir de réponse à toutes les dépêches qu'il avait adressées au Directoire, dès son entrée sur le territoire de la Turquie.

Plusieurs Français venaient de recevoir des lettres de Paris, dans lesquelles on leur annonçait que le roi de Prusse était sur le point de conclure un traité d'alliance offensif et défensif avec la France, contre la Russie et l'Autriche; qu'on lui assurait des indemnités considérables à

condition de rendre les provinces polonaises qui lui étaient échues en partage, et d'en former un royaume de Pologne constitutionnel. On assurait que pour engager le roi de Prusse à accepter cette proposition, on consentait à mettre la couronne de Pologne sur la tête d'un prince de sa famille. Les mêmes lettres faisaient mention de plusieurs brochures qui paraissaient dans le public, pour appuyer ce projet, et on en citait entre autres une qui avait pour titre *Aperçus politiques*, et qu'on attribuait à un Polonais.

Les membres de la députation polonaise à Paris, ainsi que plusieurs autres de mes compatriotes, m'écrivaient des lettres très pressantes, pour m'inviter à quitter Constantinople dans une saison avancée où les Turcs ne commençaient jamais la guerre. On me demandait avec instance de venir à Paris au moins pour quelques semaines, afin de rétablir l'union entre nos compatriotes, et déterminer un plan d'opération pour le printemps prochain.

D'un autre côté, des nouvelles alarmantes me parvenaient au sujet des Polonais rassemblés en Valachie et en Moldavie, qui s'y trouvaient au nombre de plus de deux mille, et qui, impatientés de la lenteur des négociations à Constantinople, voulaient pénétrer en Gallicie, et allumer le feu de la guerre dans l'intérieur de la Pologne.

J'écrivais en vain à *Dambrowski*, en le conjurant, au nom de la patrie, de calmer les esprits, et d'arrêter des démarches inconsidérées qui compromettraient notre cause, et pourraient nous perdre à jamais; ses réponses ne me tranquillisaient pas, et j'étais même persuadé qu'il était le premier moteur d'un projet dont je redoutais tant les funestes conséquences.

Le 25 octobre, je demandai par écrit à *Aubert-du-Bayet* l'heure à laquelle je pourrais venir le trouver pour l'entretenir d'un objet très important; il me l'indiqua de suite, et je lui communiquai mes correspondances et les inquiétudes qu'elles me donnaient.

Au lieu d'en être affecté, il me fit observer que les Polonais réunis en Valachie et en Moldavie, avaient probablement des relations immédiates avec les Galliciens et avec les habitans de l'intérieur de la Pologne, et que cette démarche hardie et périlleuse qu'ils voulaient entreprendre, pourrait peut-être servir bien plus efficacement la cause des Polonais que toutes les négociations infructueuses qui avaient eu lieu jusqu'à présent.

Il parut animé en continuant à discuter cette question. Il prévoyait que les Turcs seraient compromis pour avoir donné un asile aux réfugiés polonais, et qu'ils seraient forcés dès à présent de se tenir sur la défensive avant de commencer la campagne au printemps prochain. Il

destinait le général *Cara-Saint-Cyr* à être placé à la tête des Polonais, dans le cas où ils seraient en assez grand nombre pour former un corps de troupes respectable. Il supposait qu'une invasion en Gallicie ferait une diversion très favorable pour les armées françaises; que la cour de Vienne serait obligée de faire incessamment la paix, et que le Directoire ne manquerait pas, d'après sa promesse, d'envoyer une armée de trente mille hommes, que lui-même, *Aubert-du-Bayet*, commanderait pour agir en faveur des Polonais contre la Russie, et que sans doute alors les Turcs seraient, de gré ou de force, réveillés de leur léthargie.

L'ambassadeur, que je voyais plus gai et plus animé que jamais, termina par cette citation de *Voltaire :*

. . . . Un heureux téméraire
Confond en agissant celui qui délibère.

Je ne voyais pas tout-à-fait sous ce point de vue le projet de mes compatriotes, et je n'apercevais pas des conséquences aussi promptes et aussi satisfaisantes que celles qu'*Aubert-du-Bayet* en augurait. Cependant, comme il était le seul oracle que j'avais à consulter, et qu'il me demandait de lui adresser par écrit ce que je lui avais dit verbalement, afin qu'il pût y réfléchir plus mûrement, et qu'il en fît part au Directoire, je lui

adressai, en date du 26 octobre, la lettre suivante :

« Citoyen ambassadeur, les réfugiés polonais « réunis à Paris, ne voulant négliger aucune dé- « marche qui puisse contribuer au rétablissement « de leur malheureux pays, ont jugé à propos « d'avoir un agent à Constantinople, qui fût « l'organe des sentimens des vrais patriotes, et « qui, par les informations qu'il communique- « rait au ministère de France, sur les dispositions « des habitans dans l'intérieur de la Pologne, « ainsi que par les rapports qu'il transmettrait à « ses compatriotes sur les intentions du gouver- « nement turc, pût établir une relation utile « entre la Pologne, Constantinople et Paris.

« Honoré de la confiance de mes concitoyens, « je me suis chargé volontiers de cette com- « mission.

« Sept mois de séjour dans cette capitale m'ont « fait connaître les intentions toujours amicales « du gouvernement français pour les affaires de « la Pologne, le zèle de son ministère à les secon- « der, et le peu d'effet qui en résultait auprès « d'un gouvernement trop aveuglé sur ses véri- « tables intérêts, ou trop faible pour chercher à « prévenir les dangers qui le menacent.

« J'osais me flatter encore, il y a quatre mois, « d'après les assurances que je recevais du ci- « toyen *Verninac*, que la guerre pouvait écla-

« ter, et cette idée ranimait mes espérances. Les « bonnes dispositions de la Suède; l'énergie des « Polonais, encouragée par la protection de la « France; le rassemblement des armées turques « sur leurs frontières, me promettaient des ré- « sultats très favorables; mais depuis, les choses « ont bien changé de face.

« Après l'époque de la défection des Suédois, « les Turcs ont eu moins que jamais la volonté « ou la possibilité de faire la guerre. Ils l'ont dit « au citoyen *Verninac;* ils n'ont pas balancé à « le déclarer à vous, citoyen ambassadeur; ils se « sont expliqués franchement sur leur état de « faiblesse et d'impuissance, sur les sentimens « d'amitié qu'ils portent aux Polonais, et sur « l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de « les secourir; sur leur haine pour les Russes, et « sur la crainte qu'ils ont de la manifester.

« Il n'est donné qu'à vous, citoyen ambassa- « deur, qui réunissez les qualités de négociateur « à celles de guerrier, de changer la nature de « l'esprit politique et militaire du gouvernement « turc, et de le forcer, pour ainsi dire, à con- « naître les véritables intérêts de l'empire otto- « man. Cela ne manquera point d'arriver par « votre influence et vos représentations, ou cela « n'arrivera jamais.

« Dans la supposition de la réussite, il résul- « terait sans doute de bien grands avantages pour

« les Polonais, qui, en s'abandonnant jusqu'à « présent à des promesses illusoires des alliés, ont « perdu de vue les voies que l'énergie et le pa- « triotisme devaient leur suggérer; mais en at- « tendant ce changement salutaire dans le sys- « tème du gouvernement turc, qui sera proba- « blement opéré par le zèle et l'activité que vous « déployez dans vos négociations, je crois néces- « saire de soumettre à votre connaissance et à « votre décision quelques idées, qui sont le ré- « sultat de plusieurs conférences que nous avons « eues ensemble sur les affaires de Pologne.

« 1°. Il me semble que, pendant les six mois « qui vont suivre, ma présence est tout-à-fait « inutile à Constantinople; car sans doute il ne « sera point question de commencer des hostili- « tés contre la Russie dans cette saison avancée. « Et d'ailleurs les Polonais peuvent se passer de « représentant là où ils trouvent un ami et un « protecteur tel que vous, citoyen général.

« 2°. Il me paraît indispensable, pour le gou- « vernement français, pour vous, qui en êtes le « représentant, et pour mes confrères réfugiés, « de savoir au juste, et avec tous les détails pos- « sibles, quel est l'état actuel de la disposition des « esprits, et quelles sont les forces et les moyens « des Polonais dans l'intérieur du pays, afin « d'établir en conséquence un système pour les « opérations ultérieures.

« 3°. Il serait nécessaire de s'entendre de vive « voix avec les membres de la députation polo- « naise établie à Paris, afin de concerter avec eux « un plan d'opérations militaires qui, d'après vos « observations, est le seul qui puisse convenir en « Pologne dans les circonstances présentes.

« 4°. Après avoir examiné exactement la situa- « tion actuelle de la Pologne, et avoir sondé l'es- « prit des habitans, il pourrait en résulter le be- « soin d'accélérer des démarches, téméraires à la « vérité, et peut-être trop précipitées, mais qui, « d'après votre opinion, sont seules capables de « sauver la Pologne, et de réveiller les Turcs « pour faire cause commune avec nous.

« D'après ces considérations, je me suis déter- « miné à me rendre en personne dans les parties « de la Pologne qui sont sous la domination de « l'Autriche et du roi de Prusse.

« Dans le cas où je trouverais les esprits prépa- « rés, bien disposés, et prêts à éclater sans avoir « besoin d'autre délai et d'autre secours, je revien- « drai sur la frontière pour vous en donner con- « naissance, et pour y attendre les indications « que vous jugerez à propos de me faire parve- « nir. Dans le cas contraire, je vous enverrai un « aperçu exact et détaillé sur la situation inté- « rieure de la Pologne, et je continuerai ma « route jusqu'à Paris pour m'y concerter avec la « députation polonaise.

« J'établirai une communication entre la Gal-
« licie et Bukarest, et vous recevrez, citoyen
« ambassadeur, des renseignemens détaillés sur
« la Pologne par un de mes compatriotes, qui se
« chargera volontiers d'entretenir avec vous une
« correspondance suivie.

« En outre, j'ai l'honneur de vous prévenir
« que je laisse à ma place, à Constantinople, le
« général *Rymkiewicz*, brave militaire, et ci-
« toyen bien mérité de la patrie, qui jouit de l'es-
« time et de la confiance de tous les gens de bien,
« et qui ne manquera pas de vous communiquer
« les nouvelles qu'il recevra, soit de la députa-
« tion polonaise de Paris, soit directement de la
« Pologne.

« Je soumets, citoyen ambassadeur, ce projet
« à votre décision. Votre réponse sera la règle
« de ma conduite.

« *Signé* Michel Oginski. »

Le 27 octobre, vingt-quatre heures après que j'eus fait remettre ma lettre à l'ambassadeur, il me fit une réponse dans laquelle, tout en louant le zèle qui me portait à me rendre en personne en Pologne, il me prévenait de tous les dangers et de tous les périls auxquels j'allais être exposé. Il n'avait, au reste, à opposer au projet hardi que j'avais conçu que l'intérêt sincère qu'il me portait, ainsi qu'à la cause des Polonais; il ajou-

tait qu'il souffrirait beaucoup s'il m'arrivait quelque accident.

Il s'expliqua avec beaucoup plus de réserve qu'il ne l'avait fait verbalement, sur les intentions des militaires polonais réunis en Valachie et en Moldavie. Il me fit observer *que si le courage, l'enthousiasme et l'énergie amènent de grands résultats, ils ne peuvent être obtenus sans une conduite sage et prudente. Qu'avec tout cela, on peut manquer dans la réussite de ses projets; mais que la vertu, à coup sûr, donne des consolations à ceux qui remplissent leur devoir.*

Il terminait sa lettre en reconnaissant *que mes observations étaient toutes très justes; il déclarait qu'il me voyait partir à regret, et avec des inquiétudes qu'il désirait n'être pas fondées, et me priait enfin de lui donner de mes nouvelles toutes les fois que j'en aurais la facilité.*

Je connaissais la témérité de mon entreprise, mais j'étais persuadé que ma présence à Constantinople devenait inutile pendant les mois d'hiver, et tout au contraire, l'exécution de mon projet me présentait quelques chances favorables. D'ailleurs, éloigné de ma famille et de mes amis, je ne pouvais avoir aucun secours d'argent, et celui que j'avais apporté avec moi avait été partagé entre mes compatriotes qui étaient dans un dénûment complet. J'étais déjà réduit à n'avoir pas plus de mille francs en tout, et j'en devais

laisser la moitié au général *Rymkiewicz*, qui ne recevait jusqu'alors de la Gallicie ni argent ni nouvelles.

Le 30 octobre, il fut convenu avec *Aubert-du-Bayet* que je me mettrais incessamment en route; que je prendrais le nom de *Martin*, négociant français; que le ministre me ferait tenir un firman du grand-seigneur, pour traverser toutes les provinces sous la domination ottomane, jusqu'à la frontière; qu'un janissaire attaché à l'ambassade française devait m'accompagner jusque là; et enfin, qu'avant mon départ je présenterais à *Aubert-du-Bayet*, le général *Rymkiewicz*, et la copie des instructions que je lui laissais.

Le 2 novembre, je dînai pour la dernière fois avec l'ambassadeur, qui, depuis son arrivée, avait trahi à différentes reprises l'incognito que j'avais strictement gardé jusqu'alors, en m'appelant tantôt *citoyen général*, tantôt *monsieur le comte*, et j'eus beaucoup de peine à lui faire concevoir les inconvéniens qui pouvaient en résulter; mais ce jour-là, sans le vouloir, il découvrit dans un moment de vivacité, ce qui avait été ignoré jusqu'alors par la plus grande partie des Français, qui me regardaient comme leur compatriote et m'appelaient du nom de Jean *Riedel*. Il dit à table à *Dantan*, drogman de la légation française, qu'on l'impatientait par le retard de l'expédition d'un

firman pour le comte *Oginski*, dont le départ ne pouvait être différé. Tous les yeux se tournèrent de mon côté; je fus troublé et consterné des conséquences qui pouvaient résulter pour moi et pour notre cause, si on réveillait l'attention des ministres étrangers sur mon départ, mais le mot était échappé, et le secret divulgué avant que j'eusse quitté Constantinople.

Aubert-du-Bayet parut l'après-dînée très affecté de son inconséquence; il en accusa sa vivacité naturelle, mais il n'était plus temps. Il me conseilla de partir le plus tôt possible dès que j'aurais reçu mon firman; il me donna une lettre pour le général *Cara-Saint-Cyr*, qui se trouvait à Bukarest; il m'en remit plusieurs autres pour Paris, dans le cas où je m'y rendrais, et enfin il me confia des instructions secrètes, écrites de sa propre main, dont je devais faire usage en cas de besoin, et dont il sera question dans le Livre suivant.

Addition à la page 200, ligne 9.

Je ne puis m'empêcher de faire mention également du citoyen *Hortolan*, riche négociant français à Andrinople, qui avait précédé *Gaudin* dans la place d'agent de la république française à Jassy, et qui, sans épargner ni ses soins ni son argent même pour servir efficacement les réfugiés polonais, a donné des preuves incontestables de ses sentimens nobles et généreux, qui lui ont acquis des titres à la reconnaissance de tout bon Polonais, et lui ont assuré l'amitié et le souvenir de tous ceux de cette nation qui l'ont connu à cette époque.

LIVRE SEPTIEME.

CHAPITRE PREMIER.

Le 4 novembre 1796, je quittai Constantinople, ayant avec moi *Denisko*, dont il a déjà été question; le lieutenant de la cavalerie nationale de Pologne, *Rzodkiewicz*, et un janissaire pour escorte, qui ne savait pas un mot de français; mais heureusement j'avais appris assez de turc pour me faire entendre.

Le 10 novembre, nous passâmes le Balcan (mont Hoemus), chaîne de montagnes très escarpées, arides et formées de rochers, que l'on ne peut franchir qu'à pied ou sur des chevaux habitués à faire cette route [1]. Je venais de traverser la Romélie et la Bulgarie, où, depuis quelque temps, la peste faisait des ravages. Nous ne rencontrions guère de voyageurs, car la contagion était presque générale et n'avait épargné que peu de villages sur la route. Dès que nous nous approchions de quelque habita-

[1] Je parle du chemin que j'ai suivi; car il y a des endroits où les voitures peuvent passer, quoique difficilement.

tion, notre janissaire criait du plus loin qu'il pouvait se faire entendre pour demander si on avait la peste ou non..... La réponse laconique *cziok* ou *iok* qu'on nous donnait, indiquait qu'il y en avait beaucoup ou pas du tout, et d'après cela nous dirigions notre route, et cherchions des gîtes pour nous reposer.

Comme dans le courant de ce voyage j'ai dû souvent suspendre mon journal, pour le continuer dans les endroits où je faisais quelque séjour, et que d'ailleurs j'ai voulu supprimer beaucoup de détails moins intéressans, et qui ne regardaient que ma personne, j'ai jugé à propos d'interrompre l'ordre suivi des dates, et de ne faire mention que des principaux événemens qui se sont succédé jusqu'à mon arrivée à Paris.

En arrivant à Routschouck, j'y laissai *Rzodkiewicz* et mon janissaire, avec ordre de ne me suivre que vingt-quatre heures après que j'en serais parti, et de me rejoindre à Bukarest. Quant à moi, accompagné de *Denisko*, je cherchai une barque pour passer le Danube. Ce fleuve est très large dans cet endroit, et ses eaux accrues par des pluies continuelles, et agitées par un vent impétueux, nous présentaient un trajet presque impraticable. Cependant il n'y avait pas de temps à perdre; car deux courriers, dont l'un russe et l'autre autrichien, nous avaient atteints à Roustchouck, et ne purent nous devancer que

par l'impossibilité où ils se trouvèrent de traverser ce jour-là le Danube.

Après trois heures d'une navigation aussi périlleuse que pénible, nous abordâmes enfin à l'autre rive, et je montai à cheval pour continuer la route jusqu'à Bukarest.

En arrivant dans cette ville, je me fis conduire chez le général *Cara-Saint-Cyr*, auquel je remis la lettre d'*Aubert-du-Bayet*. Nous eûmes un long entretien, dans lequel j'appris qu'on se plaignait de *Dambrowski* et de plusieurs militaires polonais qui se trouvaient en Moldavie et en Valachie. De mon côté, je communiquai au général *Cara-Saint-Cyr* quelques détails sur Constantinople, et lui fis part de l'objet de mon voyage. J'acceptai le logement que *Dambrowski* m'offrit, parce que je voulais être plus à même d'observer sa conduite et d'examiner ses papiers.

Lorsque j'entrai dans la chambre qui m'était destinée, il me présenta une quarantaine d'officiers polonais de différens grades, et me remit un rapport, d'après lequel j'appris qu'il se trouvait en Valachie et en Moldavie mille huit cent soixante-dix militaires polonais, tant officiers que soldats.

Dambrowski ignorait l'objet de mon voyage, mais il savait que j'étais chargé d'instructions secrètes de l'ambassadeur de France. Mon arrivée à Bukarest lui donna des inquiétudes; mais

j'eus le talent de le tranquilliser, de le faire parler en flattant son amour-propre, et d'apprendre en peu de jours tout ce que je désirais savoir. Il pouvait d'autant moins user de dissimulation à mon égard, que la plupart des officiers polonais qui se trouvaient à Bukarest, et auxquels j'avais inspiré de la confiance, me firent l'aveu de beaucoup d'inconséquences que *Dambrowski* avait commises, et me révélèrent une partie de ses projets.

Ayant appris qu'il existait un club, où les Polonais se réunissaient, et choisissaient entre eux à tour de rôle un président, je me fis introduire dans cette société; et, après avoir parcouru le protocole, je m'en emparai pour le jeter au feu. Je déclarai, au nom de l'ambassadeur de France, que ce club devait être fermé, et qu'aucune réunion de ce genre ne pouvait plus avoir lieu à l'avenir.

Dambrowski m'avoua qu'il s'était fait déclarer général en chef des armées de Pologne et de Lithuanie, et que l'acte qui le revêtait de ce titre était signé par les officiers présens à Bukarest, en leur nom, et au nom de tous les militaires polonais qui se trouvaient en Valachie et en Moldavie. Je lui reprochai une démarche qui n'était autorisée ni par le gouvernement français, ni par la députation polonaise; mais comme je lui fis espérer en même temps qu'en communiquant

cet acte original à l'ambassadeur de France, on pourrait obtenir qu'il fût sanctionné, il le remit entre mes mains, sans aucune difficulté.

Si cet écrit, dont l'original se trouve jusqu'à présent entre les annexes à mes Mémoires, m'étonna et m'affecta par son inconséquence et les expressions peu mesurées qu'il renfermait, j'éprouvai un sentiment bien plus pénible, et je frémis d'horreur à la communication du projet que *Dambrowski* avait conçu, et dont il me fit part deux jours après. Il ne s'agissait de rien moins que de franchir les frontières de la Gallicie et d'y pénétrer avec tous les militaires polonais qu'on pouvait armer. L'intention de *Dambrowski* était de s'emparer d'abord de tout l'argent qu'il trouverait dans les caisses des douanes autrichiennes, et d'employer ces fonds pour équiper sa petite troupe et l'augmenter par de nouvelles recrues. Avec ces forces réunies, il voulait diriger de suite sa marche sur Lemberg, afin d'y être au terme des trois rois, c'est-à-dire à l'époque où tous les plus riches propriétaires de la Gallicie et de la Pologne se réunissent ordinairement pour régler leurs affaires, et où presque tous les capitaux de la province sont en circulation. *Dambrowski* n'admettait ni scrupule ni difficulté de s'emparer de toutes ces richesses, et pour être plus sûr de la réussite de son plan, il voulait insurger les jeunes gens étudians de collége, en

leur montant la tête par des idées patriotiques; il comptait armer les domestiques en livrée et les garçons ouvriers, en leur prêchant le système de l'égalité; et enfin, il avait même pris la résolution d'ouvrir les prisons publiques et d'en faire sortir tous les malfaiteurs, pour piller la ville et dévaliser les riches capitalistes.

Il m'est impossible d'exprimer l'horreur que je conçus pour un homme qui avait osé concevoir un projet aussi criminel. Jamais chef de bandits n'aurait pu former un plan plus monstrueux!... Cependant je sus gré à *Dambrowski* de m'avoir tout avoué, et cachant de mon mieux l'impression pénible que fit sur moi la communication de son projet, qu'il avait écrit de sa propre main, je ne voulus point l'aigrir en l'accablant de reproches, mais au nom d'*Aubert-du-Bayet*, je lui défendis de faire le moindre mouvement avec les militaires polonais, sans son aveu et sa permission. Je le menaçai de le faire arrêter s'il contrevenait à cet ordre, et je me fis remettre ce plan et toutes les pièces qui y avaient rapport, avec l'intention de les livrer aux flammes, pour ne pas même laisser de traces qu'un Polonais eût pu le concevoir. [1]

[1] Ce *Dambrowski*, après avoir trahi plus tard la cause des Polonais, en révélant tous les projets de ses compatriotes réfugiés, et en livrant les correspondances qui se trouvaient entre ses mains, passa au service de Russie après l'avénement au trône

Avant de quitter Bukarest, je réunis tous les officiers polonais, pour leur annoncer qu'avant de revenir à Constantinople, je me proposais d'aller jusqu'aux frontières de la Gallicie, dans l'intention de m'aboucher avec plusieurs habitans de cette province. Je leur recommandai d'être sages et tranquilles, et de ne faire aucune démarche qui fût ignorée du général *Cara-Saint-Cyr,* que j'eus soin d'informer de tout ce que j'avais appris pendant mon séjour à Bukarest.

Je partis enfin, accompagné de *Denisko* et de mon janissaire, et je me proposais de passer par Fokszany sans m'approcher de Jassy, capitale de la Moldavie, dont le hospodar était dévoué à la Russie, et où plusieurs Polonais avaient reçu de mauvais traitemens.

Pour faire le voyage avec plus de promptitude, je laissai mes chevaux de selle à Bukarest, pour prendre un chariot de poste; mais à mon arrivée à Fokszany on refusa de m'expédier sans une permission expresse du hospodar de Moldavie, que je ne pouvais obtenir sans passer par Jassy. Malgré toutes mes représentations, je fus obligé

de l'empereur Paul, et y obtint le commandement d'un régiment. Je l'ai revu en 1802 à Pétersbourg, au commencement du règne de l'empereur Alexandre. Il se trouvait alors mis en jugement pour des fautes graves dont il était inculpé, et quelque temps après il parvint à ma connaissance qu'on l'avait chassé de l'armée, et envoyé en Sibérie.

de me soumettre à cette règle générale, et dans la nuit du 28 au 29 novembre, j'arrivai dans la capitale de la Moldavie, où quelques jours auparavant l'on avait arrêté et livré au consul russe plusieurs militaires polonais.

A peine fus-je arrivé à la porte de la ville qu'on voulut me conduire au palais du hospodar; mais mon janissaire, qui avait répondu de sa tête à l'ambassadeur de France, qu'il me conduirait sans aucun accident jusqu'à la frontière, usa de son droit pour faire beaucoup de tapage et pour en imposer aux gens de la police. Il prétendit qu'un voyageur muni d'un firman signé de la propre main du grand-seigneur, n'avait pas besoin de demander à qui que ce fût la permission de continuer sa route. Il ordonna impérieusement au postillon d'aller à la maison de poste, où il me fit entrer, et lui-même courut au palais du prince, où, disait-il, à la vue du firman, toutes les têtes des sujets du grand-seigneur devaient s'incliner profondément, sans oser différer d'un seul instant l'expédition d'un courrier français.

Pendant son absence, plusieurs spatars moldaves étaient entrés dans la chambre où je me trouvais pour me questionner, et deux jeunes Grecs attachés au service de la poste rôdaient autour de moi, me fixaient attentivement, m'examinaient, et semblaient vouloir deviner qui

j'étais, et quel était l'objet de mon voyage. On m'interrogea en différentes langues, mais je ne répondais que par quelques mots turcs ou allemands. Enfin on se lassa de mes réponses laconiques, et dans le style oriental, et persuadés par mon vêtement bosniac, et les allures d'un habitué aux usages de Constantinople, que j'étais un homme qui ne pouvait pas faire ombrage, les spatars me quittèrent avant que le janissaire fût de retour. Celui-ci cependant ne tarda pas à revenir, et il entra tout joyeux dans la chambre pour m'annoncer que les chevaux étaient prêts, et que je pouvais continuer ma route sans aucun obstacle.

Je remerciai le ciel d'en être quitte pour l'inquiétude, et d'avoir échappé à un danger que je croyais inévitable; mais j'étais bien loin de prévoir tous ceux qui m'attendaient encore.

J'appris à la distance de quatre postes de Jassy, la nouvelle de la mort de l'impératrice Catherine II, qui avait cessé d'exister le 17 novembre 1796. Le courrier qui devait annoncer cet événement à Constantinople, avait devancé de quelques jours celui que je rencontrai, et avec lequel je dînai dans une maison de poste.

Un homme d'un certain âge, bien élevé et parlant plusieurs langues, accompagnait ce courrier, et me donna des détails sur la mort de l'impératrice et l'avénement au trône de Paul.

J'appris de lui avec un plaisir indicible, que le nouvel empereur avait commencé son règne par des actions véritablement héroïques; qu'après avoir visité *Kosciuszko* dans sa prison, il l'avait embrassé en lui annonçant qu'il était en liberté; qu'il avait agi avec la même bonté envers Ignace *Potocki*, et que tous les prisonniers polonais détenus à Pétersbourg, ainsi que tous ceux qui avaient été envoyés en Sibérie, et qui se trouvaient au nombre d'environ douze mille, étaient déclarés libres et pouvaient retourner dans leurs foyers.

Comme ces détails m'avaient fait tressaillir de joie, celui qui me les racontait en parut surpris et me demanda de quel pays j'étais?... Sur la réponse que je lui fis, qu'il voyait en moi un négociant français qui quittait Constantinople pour revenir à Paris, il convint que la joie que j'exprimais était bien naturelle, car il n'ignorait pas tout l'intérêt que les Français prenaient au sort de la Pologne. Il m'assura que l'empereur Paul aimait beaucoup la nation française; que très certainement il se rapprocherait sous peu de temps du gouvernement français, et que la paix générale en Europe en serait une suite inévitable.

Je n'osai pas lui demander son nom et sa patrie; mais je suis persuadé qu'il n'était pas Russe. Je me hasardai à le questionner sur le motif de son voyage à Constantinople; à quoi il me ré-

pondit que la commission dont on l'avait chargé était très flatteuse, car il allait porter des paroles de paix, d'oubli du passé, de pardon et d'offres de générosité et de bienfaisance de l'empereur Paul à tous les Polonais réfugiés. Il me nomma dans le nombre de ceux qu'il avait sur la liste, et mon embarras aurait pu me trahir, si nous ne nous étions quittés immédiatement après.

En continuant ma route, je fus absorbé dans mes réflexions.... Je ne pouvais sans doute me livrer à l'idée consolante de rejoindre incessamment ma famille, et de rentrer sans crainte en Pologne sur de simples communications que je venais de recevoir d'un inconnu; mais les nouvelles qu'il m'avait données sur les traits de magnanimité qui venaient de signaler le caractère du nouvel empereur de Russie à son avénement au trône, ne pouvaient manquer de faire naître dans mon cœur quelque espérance de revoir un jour ma patrie!

Cependant pouvais-je supposer que l'amélioration du sort d'un grand nombre de mes compatriotes, amenerait un changement dans la situation de tous les autres? Pouvais-je tout à coup changer d'idées et d'opinions? Était-il possible que je pusse me déterminer à trahir la confiance de mes commettans et celle du gouvernement français, et à abandonner la bonne cause que j'avais servie au prix de tant de sacrifices, pour

me livrer à des espérances chimériques, et ne penser qu'à mes intérêts personnels?

C'est au milieu de toutes ces réflexions que ma voiture s'arrêta près d'une mauvaise cabane, qui était la dernière habitation sur les confins de la Moldavie et de la Bukovine. C'était une ferme appartenante à M. *Turkull*, riche propriétaire de la Gallicie, et très bon Polonais.

Comme la frontière entre la Moldavie et la Boukovine traverse cette possession, qui se trouve par conséquent sous deux gouvernemens différens, il existait une communication journalière entre les paysans de cette terre, sans que les douaniers y missent obstacle, et c'est ce qui facilita le passage de la plupart des militaires polonais qui s'étaient rendus en Valachie et en Moldavie, et c'est aussi ce qui nous donna les moyens d'entretenir une correspondance prompte et sûre entre Constantinople et la Gallicie.

L'administrateur de la ferme où j'arrivai, *Glowacki*, me reçut avec beaucoup d'hospitalité dans cette mauvaise cabane qui était recouverte de neige jusqu'au toit, et où il n'y avait qu'une seule chambre basse et sombre, pour loger ensemble les voyageurs et les gens de la maison.

Je renvoyai mon janissaire à Constantinople avec une lettre pour *Aubert-du-Bayet*, et je me proposai d'attendre quelques jours, avant de tenter de franchir la frontière.

On ne me connaissait pas dans la maison, mais *Denisko*, qui y avait été à plusieurs reprises, parla ouvertement à *Glowacki*, et lui fit entendre que j'étais un homme marquant expédié de Constantinople par l'ambassadeur de France, avec une mission très importante, et qu'il était indispensable de me faire entrer en Gallicie. Notre hôte partit aussitôt pour en prévenir son maître, et pour concerter avec lui les moyens de me faire passer la frontière sans danger, et me faire arriver le plus promptement possible à Iablonow, où j'étais sûr de pouvoir m'aboucher avec les principaux patriotes de la Gallicie.

Glowacki, après avoir rempli sa commission avec beaucoup de zèle et de promptitude, nous rejoignit au bout de vingt-quatre heures. J'avais eu le temps d'écrire mes lettres pour Paris, Venise et Constantinople, et je les confiai à *Denisko*, qui devait rester sur la frontière, et attendre les ordres que je lui ferais passer de Iablonow.

Mon départ était fixé pour le lendemain; mais, au milieu de la nuit, je vis entrer dans ma chambre l'inspecteur du district avec deux autres employés de la police moldave, qui, ayant appris l'arrivée d'un étranger accompagné d'un janissaire, sans en avoir été avertis, voulurent me voir et m'interroger.

Je me tirai d'affaire comme à Jassy par des

réponses laconiques, et, comme ils me trouvèrent alité et malade, ils se contentèrent de m'engager à me rendre dès le lendemain dans la ville du district, où je pouvais trouver un bon médecin, et, sur la promesse que je leur en fis, ils me quittèrent.

Cette visite inopinée me détermina à presser mon départ. *Denisko* avait eu la précaution de faire venir le lieutenant *Ilinski*, un des militaires polonais réfugiés en Moldavie, et qui connaissait tous les sentiers détournés par lesquels on pouvait passer la frontière sans être aperçu. Nous nous mîmes à cheval à deux heures après minuit, avec un froid de quinze à dix-huit degrés. Il était tombé une si grande quantité de neige, le vent soufflait si violemment, et la nuit était si obscure, que nous ne pouvions découvrir aucune trace de chemin. Nous n'avions que trois quarts de lieue à traverser pour arriver jusqu'au moulin où un guide affidé nous attendait; cependant, après avoir erré pendant cinq heures, nous nous trouvâmes à la pointe du jour à un quart de lieue en deçà de ce moulin. Nous nous arrêtâmes dans la chaumière d'un paysan qu'*Ilinski* connaissait, car nous ne pouvions nous hasarder de franchir la frontière en plein jour. Jamais je n'avais passé une nuit plus épouvantable; mon visage et mes mains étaient tout-à-fait gelés; mon compagnon de voyage se trouvait dans le même cas.

A six heures du soir, nous nous mîmes à cheval, et, à la faveur des ténèbres, ainsi que de la neige qui tombait à gros flocons, et d'un vent aussi violent que celui de la nuit précédente, nous échappâmes à la vigilance des chasseurs autrichiens, dont on avait doublé le nombre sur la frontière depuis les nouvelles qu'on avait reçues du progrès de la peste en Romélie et en Bulgarie.

Je profitai de l'obscurité de la nuit pour continuer mon chemin, sans m'arrêter, jusqu'à la maison de campagne qu'habitait ordinairement M. *Turkull*; nous n'y trouvâmes que sa famille, qui m'offrit un déjeuner dont j'avais bien besoin, et on me donna un chariot et des chevaux de paysan qui me conduisirent à trois lieues de là.

Comme j'avais quitté la Moldavie vingt heures plus tôt que *Glowacki* ne l'avait annoncé, on n'eut pas le temps de placer des relais jusqu'à Iablonow, et je me trouvai par conséquent dans le plus grand embarras de continuer ma route, et dans toutes les perplexités d'un homme qui voyage sans passe-port, et qui est chargé de papiers de la plus grande importance.

Ilinski me tira d'embarras, en achetant un cheval de paysan et un petit traîneau, avec lequel, au moyen de notre déguisement et de chemins détournés, nous arrivâmes enfin à Iablonow dans la nuit du 10 décembre.

CHAPITRE II.

On éveilla le comte *Dz...*, propriétaire de cette terre, en lui annonçant l'arrivée d'*Ilinski*, qu'il avait eu l'occasion de voir plusieurs fois. Il s'attendait à recevoir par lui des communications importantes; mais quelle fut sa surprise lorsqu'il vit entrer un homme à moustaches, couvert d'une fourrure de peau de mouton, et des restes d'un vêtement de Bosniak. Il eut peine à me reconnaître, car mon extrême maigreur et mes joues enfoncées m'avaient tout-à-fait changé.

Le premier mouvement de *Dz...* fut de se jeter à mon cou pour m'embrasser; mais, immédiatement après, lorsqu'il réfléchit sur les dangers que je courais et sur ceux auxquels il s'exposait lui-même en me recevant chez lui, il ne songea qu'aux moyens de faire ignorer qui j'étais, et à cacher l'arrivée d'*Ilinski*. Heureusement tous les gens de la maison étaient ensevelis dans un profond sommeil. Le seul valet de chambre du comte, qui se trouvait éveillé, fidèle et dévoué à son maître, fut chargé de renvoyer *Ilinski* avec le traîneau qui était resté à quelques centaines de

pas de la maison; de déposer mes papiers, que je portais toujours sur moi, dans le cabinet du comte; de raser mes moustaches; de cacher soigneusement mes habits de voyage; de me donner du linge et des vêtemens; et c'est ainsi qu'après avoir pris un bain, déjeûné et reposé une couple d'heures, je parus dans le salon, en oubliant, pour quelques momens, dans cette maison hospitalière, toutes les peines et les fatigues que j'avais éprouvées.

Depuis long-temps je n'avais touché au sol polonais! depuis long-temps je n'avais joui d'un gîte tranquille et des commodités de la vie! *Dz...* me présenta à sa femme et à sa fille Angélique, auxquelles il ne pouvait cacher mon nom; il dit aux gens de la maison que j'étais Raczynski, musicien voyageur, qui arrivait de Varsovie, et qu'il avait engagé à s'arrêter quelque temps dans la maison.

J'ai passé les premiers huit jours après mon arrivée à Iablonow d'une manière beaucoup trop agréable pour pouvoir les oublier. J'étais logé dans la bibliothéque du comte; je trouvais chez lui toutes les aisances que je pouvais désirer; je jouissais d'une conversation fort agréable au milieu de sa famille; j'accompagnais du violon la comtesse Angélique, qui était une excellente pianiste, et je passais des heures entières à entretenir le comte sur les affaires de la Pologne, sur

mon séjour à Constantinople, sur nos projets et nos espérances communes.

Le comte ayant été informé du plan dont j'étais convenu avec l'ambassadeur de France *Aubert-du-Bayet*, songea à me procurer la facilité de m'aboucher avec *Leszcz...*, *Grz...*, *Rac...*, *Trz...*, *Now...*, qui avaient été les premiers moteurs de l'acte de confédération de Cracovie, et dont les lumières, le zèle et le patriotisme lui étaient particulièrement connus. Il ne se dissimulait pas les difficultés de l'entreprise, car la surveillance et la sévérité des autorités civiles en Gallicie étaient extrêmes; mais il crut prévenir tout inconvénient en envoyant des émissaires affidés à chacun des individus ci-dessus nommés, pour les inviter verbalement à se réunir dans sa maison.

Le neuvième jour après mon arrivée, lorsque nous étions à dîner, on vint annoncer l'arrivée du capitaine du cercle, qui entra dans le salon, accompagné de son secrétaire, et présenta au comte plusieurs lettres circulaires qui venaient de lui être adressées, et dont le comte fit la lecture à haute voix. L'une d'elles avait rapport à moi, et contenait l'avis « que le comte Michel *Oginski*, « grand-trésorier de Lithuanie, qui s'était fait « connaître par ses sentimens exaltés à l'époque « de la révolution de Pologne en 1794, et qui « depuis avait été pendant neuf mois à titre

« d'agent des patriotes polonais à Constanti-
« nople, venait de quitter inopinément cette
« ville, en prenant le nom de *Martin*, négo-
« ciant français, et qu'il voyageait avec un passe-
« port de l'ambassadeur de France et un firman
« du grand-seigneur; qu'on avait la certitude qu'il
« passerait par la Gallicie, et que, comme il était
« indispensable de l'empêcher de continuer sa
« route, et de se saisir de lui et de ses papiers,
« on ordonnait d'observer ses pas, et de tâcher
« de l'arrêter et de l'envoyer à Vienne, en ren-
« dant responsables tous les employés civils et
« militaires qui ne mettraient point de zèle à
« l'exécution de ces ordres, et en étendant la
« responsabilité ainsi que les châtimens les plus
« sévères sur tous les propriétaires qui lui offri-
« raient un asile dans leur maison, ou qui ne fe-
« raient pas connaître le lieu de son séjour. »

Cette lettre circulaire était terminée par mon signalement, qui, aux vêtemens près, que j'avais quittés, se trouvait très exact.

On conçoit le trouble et l'agitation que j'éprouvai pendant cette lecture. Le comte *Dz...* avait su cacher son émotion, et congédia le capitaine sans faire apercevoir ses inquiétudes; mais il fut décidé qu'on prendrait dorénavant beaucoup plus de précautions à mon égard, et en conséquence je me tins presque toujours renfermé dans ma chambre.

Grz..., *Leszcz...* et *Rac...* vinrent enfin à Iablonow; et, après une conférence de plusieurs heures, dans laquelle nous nous communiquâmes mutuellement tout ce que nous avions à nous dire, il fut décidé :

1°. Que nous nous séparerions le plus tôt possible, et que nous quitterions la maison de *Dz...* pour ne point faire soupçonner les motifs de notre réunion.

2°. Que, malgré toutes les bonnes dispositions des habitans de la Gallicie et l'effervescence qui régnait en Pologne, il n'était pas prudent de rien entreprendre avant que les Turcs se fussent déclarés en notre faveur, et que le gouvernement français eût décidé positivement la nécessité d'agir; car l'opinion de l'ambassadeur de France à Constantinople n'était pas pour nous une autorité suffisante, et nous ignorions au juste les intentions du Directoire.

3°. Que, vu ces considérations, mon retour immédiat à Constantinople devenait inutile, mais qu'il me convenait d'aller à Paris pour me concerter avec la députation polonaise, et sonder les sentimens du gouvernement français à notre égard.

4°. Que l'on me donnerait des informations détaillées par écrit, et que l'on me remettrait la copie légalisée de l'acte de confédération de Cracovie.

5°. Que je devais écrire à l'ambassadeur de

France à Constantinople, pour lui faire part de tout ce que nous venions de décider.

6°. Et enfin que nous devions écrire à *Dambrowski* à Bukarest, en lui défendant très expressément de faire aucune espèce de démarche sans y avoir été autorisé.

Voici quelques fragmens de la lettre que j'adressai à *Aubert-du-Bayet*, en date du 24 décembre 1796, de Iablonow.

« Citoyen ambassadeur, la difficulté de vous « faire remettre la présente, m'oblige à retran- « cher beaucoup de détails pour ne vous parler « que des principales opérations qui ont été le « résultat de mon voyage.

« Je me trouve ici entre mes compatriotes, « dont l'énergie et le patriotisme répondent à « l'idée que je vous en avais donnée pendant mon « séjour à Constantinople. Ils sont dévoués pour « la cause de la patrie; ils souffrent avec im- « patience le joug qui les opprime; et le moment « où le gouvernement français donnera dans ces « contrées le signal d'agir, pourra être sans doute « suivi d'une explosion générale. Mais il ne faut « point s'étonner, citoyen ambassadeur, que le « silence que garde le gouvernement français sur « les affaires de la Pologne, que la mission du « général *Clarke* à Vienne, que la déférence de « la république pour la cour de Berlin, et les « changemens amenés sur la scène politique de

« l'Europe depuis la mort de l'impératrice Ca-« therine, retardent des démarches que le déses-« poir avait indiquées.

« Ce n'est pas que ce dernier événement puisse « nous faire concevoir la possibilité d'un change-« ment d'intentions de la Russie à notre égard, et « nous ne saurions nous abuser sur la générosité « et sur la bienveillance de l'empereur Paul en-« vers les prisonniers polonais, pour lui suppo-« ser les mêmes sentimens envers toute la nation; « mais qui peut deviner l'influence que les dé-« marches pacifiques de ce souverain et ses liai-« sons personnelles avec le roi de Prusse pour-« raient opérer à Paris?

« Nous savons de bonne source que l'empereur « Paul s'est déclaré ouvertement contre la guerre; « qu'il a adopté un système différent de celui que « sa mère avait suivi, et qu'il se propose même « d'envoyer un ministre en France. Cela étant, « qui peut prévoir les conséquences incalculables « qui résulteraient de ce rapprochement de la « Russie avec la France, et qui sait si les Polonais « ne seraient point abandonnés pour toujours à « leur malheureux sort!

« Vous trouverez ci-joint, citoyen ambassa-« deur, une information détaillée de tout ce que « j'ai fait depuis mon arrivée en Gallicie, et de « tout ce que nous avons décidé dans le petit « comité de patriotes qui se trouvent ici. Je pars

« dans dix jours pour Paris, d'où je ne manque-
« rai pas de vous donner de mes nouvelles, etc.

« Michel Oginski. »

Le 27 décembre, nous eûmes une dernière conférence avant de nous séparer, et l'on me remit une lettre adressée aux Polonais réunis à Paris. Elle était écrite de la main de *Grzymala*, et signée par les représentans de la Gallicie, qui se trouvaient à Iablonow. Comme cette lettre est très longue, et que tous les détails qu'elle renferme ne sont pas également intéressans, je me contenterai d'en extraire quelques fragmens que voici :

« Citoyens ! après trois années d'impatience « qui aggravaient nos souffrances et nos malheurs, « c'est pour la première fois que nous avons « éprouvé une véritable consolation, en voyant « arriver ici celui à qui nous confions la pré- « sente.

« Ce citoyen estimable sous tous les rapports, « a trouvé en nous des compatriotes qui, sachant « respecter le secret indispensable dans la con- « duite des affaires, n'ont pas insisté à apprendre « de lui ce qui ne doit être révélé qu'avec le « temps, et à un petit nombre de personnes; « mais en revanche, nous devons lui rendre la « justice que n'ayant pas trouvé nécessaire d'ex- « citer notre patriotisme par des fictions, il n'a

« pas voulu suivre la route usitée dans tous les « mouvemens révolutionnaires, en nourrissant « nos espérances par des assertions fausses, et « dénuées de fondement.

« Après nous avoir communiqué mutuelle- « ment, et avec franchise, nos opinions, nous « avons reconnu ces deux vérités incontestables.

« 1°. Que le bon sens nous dicte, et que l'expé- « rience que nous avons acquise par notre der- « nière insurrection nous prescrit la nécessité de « chercher auprès des cours étrangères un appui « pour le rétablissement de notre pays, ainsi que « les moyens de nous la faire garantir, non seu- « lement par des déclarations amicales, mais par « des réponses précises et suivies de résultats qui « répondent à notre attente;

« 2°. Que si, par une triste destinée, cette na- « tion qui fait trembler l'Europe entière, ainsi que « cette puissance voisine que la malheureuse ca- « tastrophe de la Pologne doit alarmer plus que « toute autre, nous abandonnaient à notre pro- « pre sort, nous ne devrions plus avoir d'égard « pour ceux qui nous flattent de promesses illu- « soires; mais suivant l'impulsion du patriotisme « et de l'honneur, nous nous trouverions obligés « de nous fier à nos propres forces, sans consul- « ter d'autre règle que celle que le désespoir nous « prescrit.

« Dans ce dernier cas, le Polonais qui aura eu

« le bonheur de survivre au rétablissement de sa « patrie, ne pourra hésiter de mettre sur la « même balance, et ces souverains despotes qui, « avec la force armée, ont asservi notre nation, « et cette puissance républicaine dont les légions « renversent tout ce qui s'oppose à ses projets, « mais qui ayant profité de l'époque de notre « destruction pour consolider son existence, est « insensible à nos malheurs, et ne nous promet « ses secours que dans l'avenir, c'est-à-dire « lorsque nous nous serons relevés par nous- « mêmes, ou lorsque notre génération présente « sera éteinte, et que celle qui la suivra sera con- « damnée à jamais au silence!

« Dans la première position, c'est à vous, « citoyens, qu'il est réservé d'agir efficacement; « dans la seconde, nos efforts doivent être com- « muns.

« Il ne nous appartient point de vous prescrire « des règles de conduite, car vous les trouvez « dans vos lumières et dans votre patriotisme. « Notre confiance en vous a augmenté depuis « que nous avons connu personnellement et de « près celui qui vous remettra cette lettre, et que « vous avez chargé de représenter la nation dans « le point le plus important pour toutes les com- « binaisons ultérieures; et si vous avez le bon- « heur d'en trouver pour vos missions d'autres « qui lui ressemblent et qui possèdent ses talens,

« son énergie et sa prudence dans le manie-
« ment des affaires, il est impossible que vous ne
« terminiez heureusement ce que vous avez si
« bien commencé, et que le succès ne couronne
« vos entreprises. »

Dans la suite de cette lettre, on engageait les patriotes réunis à Paris à faire cause commune, et à ne pas se faire remarquer par la diversité d'opinions. On témoignait toute la confiance qu'on avait dans la députation, dont plusieurs membres n'étaient pas personnellement connus des habitans de la Gallicie, mais dont les principes et la conduite avaient mérité l'approbation générale. On exprimait le désir de ne pas présenter au gouvernement français des projets sur la forme d'administration qui conviendrait le mieux à la Pologne, mais de ne s'occuper que des moyens de la rétablir. On réfutait la brochure qui avait pour titre : *Aperçus politiques....*, dont le but était de faire connaître les avantages qui pourraient résulter si le roi de Prusse renonçait à la possession des provinces acquises sur la Pologne, pour en faire un royaume séparé, et en confier l'administration à un prince de sa famille. On engageait enfin à ne pas insister sur la dynastie qui devait régner en Pologne, et sur les formes d'une monarchie constitutionnelle, mais à tenir au gouvernement français le langage républicain, qui lui convenait davantage, et qui aug-

menterait le nombre des partisans de la cause des Polonais.

Muni de tous les papiers nécessaires, et de quelques fonds pour faire le voyage de Paris, je ne pensai plus qu'à mon départ, qui eut lieu le 10 janvier 1797, après un séjour de trois semaines à Iablonow. Le comte *Dz...* voulut bien m'accompagner jusqu'à Lemberg.

Dans toutes les auberges, je trouvais affiché mon signalement; mais, par bonheur, l'on ne me connaissait pas sur cette route, et la société du comte *Dz...* écartait tout soupçon. Nous arrivâmes enfin le 12 janvier, à l'entrée de la nuit, à Lemberg. On me plaça dans une mansarde de la maison de *Now...* Je ne m'y arrêtai qu'une heure, sans voir personne, et je partis dès que les chevaux de poste furent mis à mon traîneau, accompagné d'un jeune homme nommé *Zymirski*, que l'on me donna pour plus de sûreté, et dont je n'ai eu qu'à me louer pendant tout le temps qu'il a été avec moi.

CHAPITRE III.

JE fus expédié de Lemberg avec le passe-port et sous le nom du comte Valérien *Dz...* J'avais

cinquante milles d'Allemagne à faire pour arriver à Cracovie, en passant toujours par les états autrichiens. Comme je pouvais être facilement reconnu sur cette route de poste, que j'avais traversée à différentes reprises, je ne quittai pas mon traîneau jusqu'à Cracovie, où la faim me força de descendre à l'auberge de *Parissot*, et je m'y arrêtai depuis deux jusqu'à quatre heures après minuit.[1]

Je poursuivis, avec la même diligence et les mêmes précautions, la route qui me conduisit jusqu'à la frontière de la Silésie, et arrivé à Tarnowitz, dans les états prussiens, je m'y arrêtai vingt-quatre heures pour prendre quelque repos et changer d'équipage, car il n'y avait plus de neige dans ces contrées.

Ayant appris par hasard que mon frère maternel, le comte Félix *Lubienski*, se trouvait dans ses terres en Pologne, à peu de distance de Tarnowitz, je lui envoyai mon compagnon de voyage pour l'inviter à venir me voir. Nous passâmes toute la nuit à nous communiquer mutuellement tout ce que nous avions à nous dire. Il me donna des nouvelles de notre mère, que je n'eus plus le bonheur de revoir jamais; et après nous être embrassés sans aucune espérance de nous retrouver

[1] On m'informa, quelques années plus tard, qu'immédiatement après mon départ de Cracovie la police s'était rendue chez *Parissot* pour me chercher et m'arrêter.

encore une fois ensemble, je continuai ma route pour Breslau.

Je trouvai dans cette ville le maréchal de la cour de Pologne, comte *Raczynski*, qui y était domicilié depuis quelque temps. Il m'assura que le rétablissement du royaume de Pologne, formé des provinces incorporées à la Prusse, avait été décidé à Berlin, et qu'un prince de la famille royale devait être nommé roi de Pologne, d'après un arrangement fait avec le gouvernement français, mais que, depuis l'avénement au trône de l'empereur Paul, il n'en était plus question. Cette nouvelle se trouvait conforme à celle que nous avions reçue trois mois auparavant à Constantinople.

A mon arrivée à Dresde, j'eus l'occasion de voir plusieurs de mes compatriotes, et, entre autres, *Giedroyc* et *Walichnowski*, qui eurent plus de questions à me faire que de réponses à donner; car, depuis les changemens arrivés en Russie, ils n'avaient presque pas de communications avec la Pologne. Comme ils m'avertirent que j'avais des précautions à prendre à Berlin, je me fis conduire, en arrivant dans cette ville, à l'hôtel du ministre de France *Caillard*, que j'avais beaucoup connu autrefois à La Haye. Il me donna un passe-port sous mon véritable nom, et je partis de Berlin après m'y être arrêté quelques heures, pour me rendre à Hambourg,

et de là, par Bruxelles, à Paris, où j'arrivai le 2 du mois de février 1797.

Mon premier objet en y arrivant fut de m'aboucher avec chacun de mes compatriotes en particulier, afin de sonder leurs opinions, de découvrir les véritables motifs de la discorde qui régnait parmi eux, et de rétablir une union parfaite, avant de leur communiquer les renseignemens dont j'étais porteur. Je vis avec plaisir que presque tous m'accordaient leur confiance. Ils me communiquèrent franchement les sujets de mésintelligence qu'on avait tâché de faire naître, et m'ayant choisi comme médiateur et arbitre pour rétablir la bonne harmonie, j'eus le bonheur d'y parvenir sans difficulté.

Dans une réunion d'une dizaine d'entre eux, parmi lesquels se trouvaient, outre les membres de la députation, plusieurs citoyens distingués par leurs lumières et leur patriotisme, je rendis compte en peu de mots de mes négociations à Constantinople, de mon passage par la Gallicie, et du rassemblement des militaires polonais en Valachie et en Moldavie. L'on me communiqua en revanche toutes les relations qu'on avait eues avec le gouvernement français, et celles que l'on conservait encore ; mais on avouait qu'elles commençaient à languir depuis la nouvelle de la mort de l'impératrice Catherine II. On ne doutait pas que mon arrivée à Paris ne produisît un

bon effet, en nous procurant une occasion favorable de sonder les dispositions du gouvernement français; et on me proposa de demander une conférence au ministre des relations extérieures, Charles *de La Croix*.

Celui-ci, qui avait déjà été prévenu par *Aubert-du-Bayet* de mon départ de Constantinople et des paquets dont j'étais porteur pour lui, avait fait demander à plusieurs reprises à la députation si je n'étais pas arrivé à Paris; je ne tardai donc point à me faire annoncer et à demander une audience particulière. Charles *de La Croix* me retint plusieurs heures dans son cabinet et me questionna beaucoup; il me pria de lui mettre par écrit tous les aperçus et observations sur l'état présent de la Turquie, que j'avais pu recueillir pendant mon séjour à Constantinople; il me parla avec beaucoup d'intérêt de la Pologne et des Polonais; mais lorsque j'abordai la question sur les intentions du Directoire à notre égard, et sur quoi nous pouvions appuyer nos espérances, il me répondit que dans le moment présent il ne pouvait satisfaire ma curiosité, car le temps n'était pas encore venu où l'on pût agir efficacement en faveur des Polonais. Il m'assura toutefois que le gouvernement français était toujours très bien disposé pour nous; et il répéta à plusieurs reprises qu'on ne laisserait échapper aucune occasion de seconder nos

efforts et de s'occuper du rétablissement de la Pologne.

Charles *de La Croix* entra dans quelques détails sur les succès des armées françaises, mais il se plaignit des troubles de l'intérieur de la France, et des conspirations qui se tramaient contre le gouvernement. Il venait de recevoir des nouvelles de l'occupation de Mantoue, de Faënza et d'Ancône par les Français, ainsi que d'un traité de paix conclu à Tolentino entre la république française et le pape. Il ne doutait point que les armées françaises ne fussent triomphantes sur tous les points; mais il se plaignait des émigrés, des prêtres et des royalistes. Il me proposa enfin de venir le trouver dans une quinzaine de jours, lorsque j'aurais fini le travail qu'il m'avait demandé.

Je sortis assez peu satisfait de cet entretien, car à Paris, comme à Constantinople, je n'entendais que des promesses vagues et des paroles consolantes, sans que j'en pusse augurer rien d'effectif.

Je me présentai pour la seconde fois chez le ministre, au terme qu'il m'avait indiqué. Il se donna la peine de lire d'un bout à l'autre un mémoire très long que je lui remis sur l'état présent de la Turquie, et dans lequel je n'avais pas manqué d'insérer tout ce qui pouvait réveiller son attention quant aux affaires de la Pologne.

Il en parut satisfait et m'en remercia; mais il déclara qu'il ne pouvait encore m'annoncer rien de consolant; que ce n'était que du temps et de la patience que l'on devait attendre les résultats favorables qui étaient l'objet de notre sollicitude, et qui ne pouvaient manquer de tenir à cœur à tout bon Français.

Je me renfermai depuis ce jour chez moi, ne recevant presque personne, et j'attendais dans l'inaction, et au milieu de toutes les angoisses de l'impatience, des événemens auxquels cependant je n'osais guère me fier. Je ne cherchai plus à voir Charles *de La Croix*, jusqu'à ce qu'il m'appelât, et ce n'est que le 16 germinal an V (5 avril 1797) que je reçus un billet autographe par lequel il m'invitait à passer chez lui.

Après m'avoir fait un résumé de toutes les nouvelles qu'on avait reçues des armées françaises depuis notre dernier entretien, il me fit observer que rien n'empêchait le général *Bonaparte* de marcher sur Vienne; mais comme il supposait que l'occupation même de cette capitale par les Français ne mettrait point un terme à la guerre avec l'Autriche, à moins que l'empereur ne fît des démarches pour obtenir la paix, il croyait voir le moment le plus opportun d'agir en faveur de la Pologne, en commençant par insurger la Gallicie. Il me montra des rapports que le gouvernement avait reçus sur la disposi-

tion des esprits en Hongrie, en Transylvanie et en Dalmatie, pour faire une insurrection, et s'organiser à l'instar des nouvelles républiques d'Italie; mais il ajouta que des entreprises aussi vastes et aussi hardies ne pouvaient réussir sans beaucoup de prudence dans la formation d'un plan, et sans beaucoup de promptitude dans son exécution. Il déclara que le Directoire ne pouvait se compromettre en indiquant aux Polonais, habitans de la Gallicie, de faire une insurrection contre ce gouvernement qui les avait privés autrefois de leur ancienne patrie; mais qu'il convenait de leur faire entendre que l'heure de la régénération de la Pologne avait sonné, qu'il n'y avait pas de moment plus convenable pour agir, et que c'était aux Polonais à en profiter, et à faire ce que l'honneur et le devoir leur indiqueraient.

Charles *de La Croix* me proposa d'aller incessamment au quartier-général d'Italie, pour concerter avec le général *Bonaparte* un plan d'opérations, d'après lequel les Polonais pourraient se mettre en mouvement et faire une diversion favorable pour les armées françaises dans l'intérieur des états de la maison d'Autriche. Il me parla encore très longuement de la manière dont il croyait que son projet pouvait être exécuté, en remuant dans le même temps les Galliciens, les Transylvains, les Hongrois, les Croates et les habitans de la Dalmatie; et quelques heures

après que je l'eus quitté, il m'adressa le billet suivant :

« Citoyen, à peine étiez-vous sorti de mon « cabinet, ce matin, qu'il m'est venu dans l'idée « de vous proposer, ainsi qu'à vos compatriotes, « de me remettre par écrit un plan basé sur les « principes que nous avons établis aujourd'hui, « et avec tous les développemens que vous trou- « verez convenables. Je ne manquerai pas de le « présenter au Directoire, et j'en attendrai in- « cessamment une décision qui vous autorisera « à agir sans perdre de temps. Ce 16 germinal « an V.

« Charles DE LA CROIX. »

Je communiquai à plusieurs de mes compatriotes la proposition qui venait de m'être faite. Nous fûmes d'abord très flattés de ce que le gouvernement français nous confiait ouvertement ses projets et nous mettait dans le cas de prendre une part active aux événemens; mais ce premier mouvement fut remplacé par les observations suivantes, que je crus de mon devoir de faire :

1°. Que dans la proposition du ministre on apercevait clairement le désir du gouvernement français d'opérer une diversion dans l'intérieur des états de l'empereur d'Autriche; ce qui serait sans doute favorable aux succès des armées fran-

çaises; mais ce qui ne nous assurait pas le rétablissement de la Pologne.

2°. Que nous pouvions et que nous devions même employer tous nos efforts pour délivrer nos compatriotes de la domination des puissances qui avaient partagé notre pays; mais que nous ne trouvions pas convenable d'exposer à une insurrection et de compromettre les habitans de la Gallicie, sans leur présenter des sûretés que la Pologne serait rétablie, et qu'ils ne rentreraient pas sous la domination autrichienne.

3°. Que l'insurrection pour laquelle on voulait nous faire servir d'instrument, ne pourrait qu'accélérer le traité de paix entre la cour de Vienne et la république française, sans nous restituer la Gallicie, et encore moins le reste des provinces polonaises qui se trouvaient sous la domination de la Russie et de la Prusse.

4°. Qu'il fallait nous procurer une assurance positive que les sacrifices qu'on exigeait de nous pour servir la cause du gouvernement français, nous mériteraient sa protection, son appui et tous les secours qu'il était en son pouvoir de nous donner pour nous faire recouvrer notre pays.

Le ministre, auquel je présentai ces observations, me répondit en peu de mots, que le gouvernement français n'avait pas besoin de nous; que si nous n'avions pas de confiance en lui, nous pouvions ne rien faire, et chercher nos

espérances dans les espaces imaginaires; qu'il s'étonnait qu'après les preuves évidentes de la protection que la république française accordait aux réfugiés polonais; après la formation des légions polonaises qu'on destinait à faire le noyau de l'armée qui devait reconquérir la Pologne, et, enfin, après le dernier témoignage de confiance qu'il venait de nous donner en nous communiquant un projet dont le but tendait uniquement à faciliter le rétablissement de la Pologne, il ne concevait pas comment nous pouvions douter de l'intérêt que la France prenait à notre sort. Il termina notre entretien en répétant que nous pouvions faire ce que nous jugerions à propos; mais qu'après trois jours, il ne serait plus temps de revenir sur le projet qu'il m'avait communiqué.

Pour n'avoir rien à nous reprocher, il fut décidé, dans notre réunion patriotique, que je me chargerais, avec le citoyen *Wybicki*, de la rédaction du plan qui devait être remis au ministre Charles *de La Croix*, ainsi que de l'Adresse aux habitans de la Gallicie. D'après ce plan, les légions polonaises, composées d'environ cinq à six mille hommes, devaient traverser la mer Adriatique pour se rendre en Dalmatie, et tâcher de pénétrer de là en Hongrie, où elles seraient rejointes par environ deux mille Polonais, qui se trouvaient jusqu'à présent en Valachie et en

Moldavie. Ceux-là devaient traverser la Transylvanie pour passer en Hongrie, où, selon les assurances du ministre, ils ne trouveraient point d'obstacles dans leur marche, après les communications que le gouvernement français s'était ménagées dans ces provinces. Tous ces corps de Polonais réunis pouvaient être bientôt renforcés de nouvelles recrues qui s'y rendraient de la Gallicie, et même de l'intérieur de la Pologne; mais ils ne devaient pas trop se rapprocher des frontières de la Gallicie, et encore moins pénétrer dans l'intérieur de cette province, pour ne pas en compromettre les habitans et les exposer à une invasion de l'armée russe, dont l'empereur d'Autriche pouvait réclamer les secours. Des émissaires français, que le Directoire avait déjà expédiés secrètement en Hongrie, devaient assurer le libre passage des légions polonaises, auxquelles on réunirait un corps de cinq à six mille Français. Les Polonais présens à Paris s'engageaient à choisir et à déléguer deux d'entre eux au quartier-général de l'armée d'Italie, pour concerter avec le général *Bonaparte*, les moyens les plus prompts de mettre à exécution ce projet, dès qu'il aurait obtenu l'approbation du Directoire. Nous devions en même temps envoyer deux émissaires en Gallicie, avec une Adresse aux habitans de cette province, pour les informer de ce qui venait d'être décidé, pour

les prévenir des précautions qu'on avait prises, afin qu'ils ne fussent point compromis, et pour les engager à établir une communication avec les légions polonaises, et à les renforcer en hommes et en secours d'argent, autant que cela serait en leur pouvoir.

Dans l'espace de vingt-quatre heures ce plan fut dressé et présenté au ministre des relations extérieures, avec les signatures de *Mniewski*, *Wybicki*, *Prozor*, *Barss*, *Taszycki*, *Szaniawski*, *Walichnowski*, *Podoski*, *etc*. On informa le ministre que l'on m'avait chargé d'aller au quartier-général de l'armée d'Italie, avec *Mniewski* et *Prozor*, mais que ce dernier n'ayant pu se charger de cette mission, on demandait au ministre des passe-ports pour moi et *Mniewski*, et l'on annonçait que nous étions prêts à nous mettre en route dès que le plan ci-joint aurait été approuvé par le gouvernement.

Au bout de quelques jours, le ministre des relations extérieures me fit savoir officiellement que le Directoire avait approuvé notre plan, sans y faire aucun changement, et qu'il l'avait fait expédier au général *Bonaparte*, en lui en confiant et en lui recommandant l'exécution. Le ministre m'informa également que je pouvais envoyer chercher les passe-ports, qui étaient prêts, et qu'il m'enverrait dans le courant de la journée une expédition du Directoire au général

Bonaparte, et des lettres de recommandation de quelques uns des amis particuliers de ce général qui le préviendraient en ma faveur.

Cette fois-ci je ne doutai plus que nous ne pussions prendre une part active aux événemens, et je me promettais des résultats favorables du voyage que j'avais à entreprendre; mais la joie que j'en éprouvais, et toutes mes espérances s'évanouirent bientôt; car, au moment où j'allais me mettre en voiture, un courrier, arrivé de l'armée d'Italie, apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben, le 7 avril 1797. Je prévis dès-lors ce qui malheureusement se vérifia, c'est que nous n'avions plus rien à attendre de la France, et que tous les calculs que nous pouvions fonder sur son assistance, depuis qu'elle s'était rapprochée de la cour de Vienne par des négociations de paix, étaient chimériques et illusoires.

Ce n'était pourtant pas l'avis de tous mes compatriotes. Il y en eut qui crurent de bonne foi que si des mesures révolutionnaires n'avaient pas réussi, on ne devait pas en conjecturer l'impossibilité de trouver d'autres voies qui pourraient nous conduire au même but.

Les membres de la députation, et tous ceux qui fondaient leur espoir sur la continuation de la guerre et sur les succès des armées françaises, partageaient mon opinion, et ne croyaient

pas que pour le moment il fût convenable de faire des démarches ultérieures; mais quelques uns, tels que *Barss*, *Wybicki* et *Prozor* insistaient sur la nécessité de rétablir l'assemblée de la diète constitutionnelle de Pologne à Milan. Ils prétendaient qu'un des membres du Directoire avait fait insinuer ce projet comme étant le seul convenable pour conserver le noyau d'une représentation nationale. La grande difficulté consistait à trouver et à réunir des membres pour cette diète, qui, pour être constituée d'après les lois, devait être composée de trois états; savoir, du roi, du sénat et de l'ordre équestre, c'est-à-dire des nonces élus dans leurs palatinats et districts respectifs. Or, le roi avait abdiqué le trône, et terminait sa triste carrière à Pétersbourg, tandis que, pour la représentation des deux autres ordres, nous ne comptions parmi nous qu'un sénateur, un nonce de la diète du 3 mai, et un représentant de la bourgeoisie.

J'étais déterminé à quitter Paris pour me tenir à l'écart, et attendre dans quelque ville des Pays-Bas des événemens plus propices, qui pourraient peut-être se présenter après le retour de *Bonaparte* à Paris; mais je me trouvai si pressé par les prières instantes de mes compatriotes de ne pas les quitter, de réfléchir mûrement sur le projet de la diète polonaise à Milan, et de faire encore quelques démarches pour sonder les in-

tentions du gouvernement français relativement à ce projet, que je pris la résolution de retarder mon départ de quelques jours.

En me rendant chez le ministre Charles *de La Croix* pour lui remettre l'expédition du Directoire et les lettres qui m'étaient confiées pour le général *Bonaparte*, je le trouvai non seulement affligé de voir notre projet manqué, mais encore très préoccupé du changement qui devait avoir lieu dans le ministère, et d'après lequel il allait perdre sa place. Je lui fis mention du projet de la diète de Milan; mais il leva les épaules, et se contenta de dire que c'était une idée ridicule.

Cependant, comme mes compatriotes désiraient savoir à toute force quelles étaient les intentions du Directoire sur ce projet, et qu'ils prétendaient que Charles *de La Croix*, qu'on allait changer, et dont les principes étaient jacobins, ne pouvait satisfaire notre curiosité, ils m'engagèrent à prendre des renseignemens plus certains par la voie du citoyen *Bonneau*, ci-devant chargé d'affaires et consul-général de France à Varsovie. Celui-ci, qui avait été arrêté en Pologne par les Russes, et retenu en prison pendant quinze mois, venait de recouvrer sa liberté, se trouvait très bien accueilli à Paris, et jouissait d'une confiance particulière de quelques membres du Directoire. Il parlait avec véhémence des

affaires de la Pologne; il appuyait l'opinion de ceux qui proposaient la réunion de la diète à Milan, et nous assurait que ce projet entrait dans les vues du Directoire; mais, comme tout se bornait à des expressions vagues qui paraissaient faire connaître plutôt les sentimens particuliers de *Bonneau* que ceux du gouvernement français, il fut résolu que je lui adresserais une lettre ostensible, dont il pourrait faire usage pour sonder l'intention des membres du Directoire, auprès desquels il était admis, et dont l'opinion nous tirerait de l'état d'incertitude.

Voici la lettre que je lui fis parvenir, en date du 28 avril :

« Citoyen, un séjour de vingt-cinq ans en « Pologne vous a fait connaître très particulière- « ment notre pays, ainsi que le caractère de la « nation polonaise. Votre conduite sage vous a « concilié l'estime générale; et la persécution que « l'amour de la liberté vous a fait éprouver, a « mis le sceau à tous les titres qui vous rendent « recommandable à votre patrie, intéressant aux « yeux des amis de l'humanité, et digne de l'es- « time de tous les gens de bien. C'est sous tous « ces rapports, que nous avons éprouvé un plai- « sir indicible en apprenant votre arrivée à Paris. « Vous ne pouviez manquer de parler au gouver- « nement français de la Pologne ; vous le deviez, « comme son agent, comme bon citoyen, et

« comme tenant à la cause de la liberté et de l'in-
« dépendance..........

« Il ne nous appartient pas d'approfondir les « intentions du gouvernement français sur les « moyens de rétablir la Pologne ; mais nous vou- « drions deviner et prévenir tout ce qu'il désire- « rait que nous fissions de notre côté pour ré- « pondre à ses vues.........

« Vous connaissez, citoyen, notre zèle et notre « dévoûment pour la patrie ; vous n'ignorez point « les liaisons et les rapports que nous avons con- « servés avec nos compatriotes en Pologne ; vous « ne serez donc point surpris de la sollicitude « avec laquelle nous vous prions de nous donner « quelques éclaircissemens à ce sujet. Il nous im- « porte surtout de savoir si le projet d'une diète « polonaise à Milan a été proposé de l'avis, et « d'après les insinuations du gouvernement fran- « çais. Nous serions charmés de l'apprendre par « l'organe de celui qui réunit comme vous, « citoyen, notre estime et notre confiance, etc.

« Michel OGINSKI. »

Bonneau vint me voir deux jours après, et me remercia des témoignages flatteurs que nous venions de lui donner de notre confiance, qu'il croyait, au reste, avoir méritée par son attachement bien sincère à la nation polonaise. Il m'annonça qu'il avait communiqué ma lettre à deux

membres du Directoire, qui trouvaient qu'une représentation nationale de Polonais à Milan pouvait être utile pour l'avenir ; mais qu'au reste tout dépendait d'un concours d'événemens qu'on ne pouvait prévoir. *Bonneau* m'avoua franchement que dans l'état présent des affaires en France, les opinions étaient divisées, même entre les membres du Directoire, et qu'il fallait s'attendre à des changemens, après le traité de paix définitif avec la cour de Vienne, et le retour du général *Bonaparte*.

N'étant point autorisé à me donner une réponse par écrit, *Bonneau* se contenta de ces communications verbales, dont je fis part à mes compatriotes.

CHAPITRE IV.

Le 30 avril, nous reçûmes la nouvelle que *Kosciuszko*, délivré des prisons de Pétersbourg, se trouvait à Hambourg. Je fus chargé de lui adresser une lettre au nom des Polonais présens à Paris, pour le complimenter d'avoir recouvré sa liberté, et pour lui exprimer combien nous étions pénétrés de la conduite de l'autocrate de la Russie à son égard. Nous lui faisions connaître

le désir bien sincère de le revoir, et l'espérance que le besoin de rétablir ses forces et sa santé le conduirait en France. Nous lui exprimions de la manière la plus touchante, les sentimens dont nous étions remplis pour lui, et que nous partagions bien sincèrement avec tous les Polonais.

Je lui adressai de ma part une lettre séparée, et *Barss* en fit autant. La réponse de *Kosciuszko* me parvint à Bruxelles, trois semaines après, et il écrivit aussi à *Barss;* mais il ne voulut pas se compromettre, en répondant directement à la lettre qu'on lui avait adressée avec une quarantaine de signatures. Il se contenta d'exprimer dans la réponse qu'il me fit, combien il était sensible et reconnaissant pour les sentimens qu'on lui portait, et il répétait les vœux sincères qu'il ne cessait jamais de faire pour le bien-être de ses compatriotes.

A la veille de quitter Paris, je fus encore sollicité et pressé de faire quelques démarches pour organiser la représentation nationale à Milan. *Barss* depuis quelques jours ne cessait d'accumuler tous les argumens possibles pour me prouver l'utilité de ce projet. *Wybicki* ne quittait presque pas ma chambre, en cherchant également à m'en faire connaître les avantages. Tous deux étaient convaincus que mon départ de Paris ne les empêcherait pas de donner de la suite à l'exécution de ce projet, en l'appuyant auprès du

gouvernement français, et en le propageant en Italie, où le général *Dombrowski* et plusieurs officiers des légions polonaises partageaient leur opinion; mais il s'agissait d'adresser une lettre circulaire aux membres de la diète constitutionnelle qui étaient restés en Pologne, et ils supposaient que ma signature serait d'un grand poids pour les déterminer à nous rejoindre.

Je m'efforçai de leur faire apercevoir toute l'inconvenance de ce projet; je leur fis sentir les périls et les dangers auxquels nous exposions ces citoyens respectables qui avaient déjà fait tant de sacrifices pour leur pays. Je leur représentai de la manière la plus convaincante que nous tous proscrits, privés de nos fortunes et n'ayant plus aucune ressource, nous pouvions disposer de notre sort et nourrir à notre gré nos espérances chimériques, mais qu'il était imprudent, inhumain et indigne de nous de provoquer des propriétaires paisibles à abandonner leurs possessions; d'arracher des pères de famille à leurs enfans, et de les exposer à une démarche inconséquente, téméraire et inutile d'après mon opinion.

Mes représentations furent d'autant plus vives et animées, que la lettre circulaire qu'on me montra, et qui devait être envoyée en Pologne, me parut peu convenable, et faisait connaître l'objet dont il était question sous un faux point de vue; car on semblait présenter l'opinion de quel-

ques individus polonais, comme des propositions faites officiellement au Directoire.

Je fus écouté parce qu'on voulait avoir ma signature. Je ne la refusai pas enfin, après de longues discussions, parce qu'on me confia la rédaction de cet écrit que je rendis aussi court que possible, en faisant simplement un exposé des principes d'après lesquels on avait cru devoir former le projet de réunir les représentans de la diète constitutionnelle à Milan, sans l'approuver ni le désapprouver.

Nous faisions entendre que le gouvernement français ne condamnait pas cette mesure, mais néanmoins nous engagions les représentans de l'ancienne diète constitutionnelle à peser mûrement ce projet, et à agir d'après leur conviction, leurs lumières, et les sentimens patriotiques qui les avaient guidés.

Cette lettre fut signée par *Mniewski, Taszycki, Prozor, Wybicki, Barss, Walichnowski, Raiecki, Kochanowski, Woyczynski* et plusieurs autres. Les expressions étaient si mesurées que je ne balançai pas à y ajouter ma signature; j'étais au reste persuadé que les moteurs du projet écriraient chacun de leur côté des lettres particulières à leurs amis en Pologne, mais ce n'était plus mon affaire. J'étais d'avis de ne nommer par écrit personne de ceux pour qui notre lettre était destinée, et d'abandonner à l'agent

qui en serait le porteur, le soin de la communiquer aux personnes qu'on lui indiquerait verbalement; mais on s'obstina à vouloir l'adresser expressément au prince Adam *Czartoryski*, à Ignace *Potocki*, à *Malachowski* et aux principaux membres de la diète constitutionnelle; car l'on prétendait que si l'on ne désignait pas ces individus, la lettre paraîtrait suspecte et notre démarche deviendrait inutile.

Mes remontrances ne furent point agréées, et il arriva malheureusement ce que j'avais prévu, c'est que *Narbutt*, qui était chargé de cette expédition, fut arrêté sur la frontière, tout aussi bien que *Kochanowski*, qui était porteur d'une adresse aux Galliciens, dans laquelle on avait eu également l'imprudence de nommer plusieurs individus, et tous leurs papiers furent pris.

Le projet éventé, plusieurs citoyens respectables compromis, et des persécutions qui s'étendirent dans tout le pays, voilà quels furent les résultats de cette inconséquence.

Je partis enfin pour Bruxelles, avec la résolution de revenir à Paris après le retour du général *Bonaparte* de la campagne d'Italie.

Toute ma confiance reposait encore sur les services rendus par les légions polonaises au gouvernement français; sur le soin qu'on avait de les augmenter en y renvoyant les Polonais qui demandaient du service; sur les changemens qui

devaient nécessairement se faire dans la forme du gouvernement français; sur le peu de durée du traité de paix avec la cour de Vienne, et sur la possibilité d'une déclaration de guerre de la part de la Russie, malgré les démonstrations pacifiques que l'empereur Paul avait manifestées jusqu'alors. Mais ces perspectives consolantes ne se présentaient que dans l'avenir, et en attendant, privé de l'espoir de rentrer dans mon pays, éloigné de ma famille, sans fonds et sans ressources, je n'avais d'autres armes à opposer à tous les malheurs qui étaient venus fondre sur moi, que la patience; et je ne trouvais de consolation que dans la certitude d'avoir fait ce que le devoir me commandait.

Ce fut à Bruxelles que je reçus des nouvelles qui achevèrent de m'accabler. Les militaires polonais réunis en Valachie et en Moldavie n'avaient pas écouté les ordres positifs que je leur avais laissés au nom d'*Aubert-du-Bayet*, de ne faire aucun mouvement avant d'y être autorisés. Une centaine de ces militaires ayant *Denisko* à leur tête, avaient imprudemment franchi la frontière de la Gallicie, pour faire un coup de main dont ils furent bien punis; car après avoir rencontré un corps de troupes autrichiennes, ils se trouvèrent enveloppés; une quinzaine périt les armes à la main, douze d'entre eux furent faits prisonniers et pendus sur-le-champ, et le reste s'enfuit

avec le chef qui les commandait en reprenant le chemin de la Moldavie.

L'on me mandait que cette expédition avait eu lieu à la suite d'un ordre donné à *Denisko*, par le général *Aubert-du-Bayet*, de faire une reconnaissance en Gallicie, pour s'assurer de l'état des forces militaires autrichiennes dans cette province; mais je n'en ai eu aucune connaissance depuis, et j'ai peine à admettre cette supposition. Ce qu'il y a de certain, c'est que *Denisko* avait été appelé, par l'ambassadeur de France, de Bukarest à Constantinople, et qu'à son retour il exécuta cette entreprise téméraire, qui ne pouvait amener aucun résultat favorable, et qui compromit infiniment les habitans de la Gallicie.

Plusieurs d'entre eux, chargés de chaînes, furent conduits dans les prisons de Vienne, où on les traita avec beaucoup de rigueur, et où leur captivité fut prolongée pendant plusieurs années.

J'ai appris bien plus tard que *Denisko* revint après son expédition à Constantinople, qu'il se présenta à l'ambassadeur de Russie pour se justifier d'une démarche que le désespoir seul avait provoquée, et qu'ayant obtenu une lettre de l'ambassadeur, il se rendit à Pétersbourg, se présenta à l'empereur Paul, en fut accueilli avec beaucoup de bienveillance, et obtint de lui une terre avec quelques centaines de paysans, pour l'in-

demniser des possessions qu'il avait perdues en Pologne.

Dambrowski, comme je l'ai dit plus haut, passa au service de Russie, et les autres militaires qui se trouvaient en Valachie et en Moldavie rentrèrent dans leur pays, ou se rendirent en Italie, pour y rejoindre les légions polonaises.

Cependant le citoyen *Barss*, qui ne perdait pas de vue le projet de la diète de Milan, m'envoya à Bruxelles une adresse, signée par un grand nombre d'officiers des légions polonaises, par laquelle on m'engageait à me rendre en Lombardie avec *Wybicki* et *Mniewski*, pour former le noyau de la représentation nationale. Cette expédition était datée du 3 messidor.

Mniewski avait déjà quitté Paris, pour se rapprocher de la frontière de la Prusse. Quant à moi, je persistai dans la résolution d'attendre à Bruxelles l'arrivée du général *Bonaparte* à Paris, avant de prendre une résolution définitive. *Wybicki* fut le seul qui partit pour Milan.

Des lettres particulières m'annonçaient que le général *Zaionczek* venait d'être nommé commandant de Brescia, avec ordre d'y organiser un corps de seize mille hommes de garde nationale et de six mille hommes de troupes de ligne. On me mandait que le général *Dombrowski* avait présenté tous les officiers polonais qui servaient dans les légions d'Italie à *Bonaparte*, et que celui-

ci les avait accueillis avec beaucoup de bienveillance. On me faisait part de plusieurs avancemens dans ces légions, et on me nommait entre les officiers qui avaient obtenu des grades supérieurs, *Zymirski*, *Chamant*, et plusieurs autres que je connaissais beaucoup, et dont le sort m'intéressait infiniment. En un mot, toutes les nouvelles que je recevais directement de Milan, ou par la voie de Paris, relativement à nos légions, étaient très consolantes, et ce n'était que sur elles que je fondais encore quelques espérances.

Pendant mon séjour à Bruxelles, j'appris la nouvelle de la conclusion du traité de paix à Campo-Formio, entre la république française et l'empereur d'Autriche. Il fut signé le 17 octobre 1797. Par ce traité, l'empereur reconnut à la république française les limites naturelles, c'est-à-dire le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées et l'Océan. Il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois légations de Bologne, de Ferrare de la Romagne; de la Valteline et de la partie des états vénitiens sur la rive droite de l'Adige. Il céda encore le Brisgaw; ce qui éloignait les héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu, en outre, que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt,

où le plénipotentiaire français et le comte de *Cobentzel* se donnèrent rendez-vous.

Bonaparte chargea le général *Berthier* de porter le traité de Campo-Formio à Paris, et lui adjoignit le célèbre *Monge*, membre de la commission des sciences et des arts en Italie. Le Directoire, qui ne s'attendait pas à la clôture de ce traité, n'en parut pas satisfait, et balança quelque temps à le ratifier; mais l'opinion publique prévalut, et l'on trouva en général les conditions de la paix avec l'Autriche si avantageuses pour le gouvernement français, qu'il fut décidé d'approuver tout ce que le général *Bonaparte* avait réglé à cet égard.

Ce fut à Bruxelles encore que j'appris la mort de Frédéric-Guillaume II, roi de Prusse, décédé le 16 novembre 1797.

Comme je ne doutais point qu'après la signature du traité de Campo-Formio, le général *Bonaparte* ne revînt à Paris de son propre gré, ou qu'il n'y fût rappelé par le Directoire, je me proposai d'y aller; mais un incident imprévu retarda mon départ de Bruxelles.

Je m'étais adressé au maire pour demander un passe-port; celui-ci me prévint qu'il ne pouvait m'en délivrer avant d'en obtenir la permission de la police de Paris. Au bout de quinze jours, il m'annonça que je pouvais rester tant que je voudrais à Bruxelles, mais que je ne sau-

rais obtenir la permission de me rendre à Paris, sans avoir un certificat d'un membre du Directoire, ou de quelque ministre de la république qui me connût personnellement. Mon embarras était extrême, car la députation polonaise n'existait plus à Paris, et la fermentation qui régnait dans cette capitale entre les membres du gouvernement, ainsi que les changemens qui avaient eu lieu dans le ministère, ne me permettaient pas de fixer mon choix sur la personne à laquelle je devais m'adresser. Heureusement pour moi, le citoyen *Verninac*, ci-devant ambassadeur de la république française à Constantinople, se trouvait à Paris [1]. Je lui adressai une lettre, à laquelle il me répondit de suite, et il y ajouta le certificat suivant :

« Je, soussigné, atteste au citoyen *Sotin*, ministre de la police générale de la république, « que le citoyen Michel *Oginski*, patriote polonais, m'a été particulièrement connu à Constantinople durant la mission que j'y ai remplie; « que ledit citoyen Michel *Oginski* y était chargé « de la confiance de ses compatriotes, amis de la « république française, et ennemis des oppresseurs de leur pays; que ledit Michel *Oginski* a « sacrifié à la cause de la liberté et de l'indépendance de sa patrie un état considérable et une

[1] Il venait d'épouser la fille du ci-devant ministre des relations extérieures Charles *de La Croix*.

« fortune immense ; qu'il est proscrit par les « Russes, et que, sous tous les rapports, il me « paraît digne de l'intérêt et de la bienveillance « des autorités de la république. Paris, ce 10 « frimaire an VI de la république.

« R. VERNINAC. »

Je remis ce certificat au maire de Bruxelles, et quelques jours après l'on m'envoya un passeport, avec lequel je partis pour Paris le 2 décembre 1797.

CHAPITRE V.

LE 6 décembre, le général *Bonaparte* revint à Paris, après avoir terminé en Italie une campagne des plus brillantes, par une paix glorieuse pour la France. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques venaient d'être créées suivant le système français. L'empereur et les princes de l'Empire avaient reconnu la république française. Plus de cent vingt millions de contributions avaient été levés en Italie. Le muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qu'on avait emportés de Parme, de Florence et de Rome, et qu'on éva-

luait à plus de deux cents millions. Les bâtimens conquis à Gênes, à Livourne et à Venise avaient relevé la marine française. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Le commerce de Lyon, de la Provence et du Dauphiné commençait à renaître depuis que le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Tous ces résultats étonnans d'une campagne qui n'avait duré que deux années, et qui fut signalée par tant de victoires éclatantes, attirèrent l'admiration de toute la France sur celui auquel elle devait tous ces succès.

Cependant *Bonaparte* arriva très modestement à Paris, et alla descendre dans sa petite maison rue Chantereine, à laquelle la municipalité donna spontanément le nom de rue de la Victoire.

J'étais venu à Paris la veille de l'arrivée de *Bonaparte*, et je me proposais d'être moins retiré de la société que je ne l'avais été lors de mon séjour précédent. D'après cela je formai la résolution de communiquer davantage avec les membres du gouvernement et les personnages les plus marquans à cette époque. Je ne voulais plus paraître comme agent des patriotes polonais, mais comme un particulier de cette nation qui se trouvait proscrit de son pays. A ce titre, je ne fatiguais plus les oreilles de personne par des plaintes continuelles sur l'état de la Pologne; je n'étais plus surveillé par les ministres

des cours étrangères; je voyais indifféremment les hommes de tous les pays; et, comme je n'avais pas l'air de vouloir savoir ce qu'on pensait de nous, j'entrais dans toutes les sociétés sans inspirer de la méfiance, et j'apprenais les différentes opinions de ceux que j'avais l'occasion d'approcher.

J'observai que tous les Français en général aimaient les Polonais, et trouvaient dans leur caractère beaucoup de rapport avec la nation française. Ils vantaient leur commerce agréable dans la société, leur valeur et leur amour pour la patrie. Les militaires français ne tarissaient point sur les éloges des légions polonaises. Mais tous ces propos flatteurs ne me faisaient point connaître les véritables intentions du gouvernement, qui lui-même était trop vacillant à cette époque, et trop occupé des affaires intérieures de la France pour pouvoir s'occuper de nous.

Je me fis présenter au nouveau ministre des affaires étrangères *Talleyrand*. Je fis la connaissance de *Barras*, de *Barthélemy*, de *Pichegru*, de *Tallien*, de *Sieyes* et de la plupart des généraux français qui avaient fait la campagne d'Italie.

C'était dans la maison de *Lecouteulx-de-Canteleu* que je voyais le plus souvent ces hommes marquans, qui y venaient dîner ou passer la soirée; c'est là que j'eus l'occasion d'apprendre beaucoup de détails sur les principales époques

de la révolution française, et sur les principaux événemens militaires des campagnes d'Italie et de l'Allemagne ; ce fut là aussi que je fis la connaissance du général *Bonaparte*, qui, après des présentations faites réciproquement par le maître de la maison, me demanda s'il y avait long-temps que j'avais quitté Constantinople ; comment j'y avais laissé *Aubert-du-Bayet ;* quels étaient les militaires qui se trouvaient avec lui ; et quelles idées j'avais rapportées sur les Turcs. Mes réponses furent tout aussi courtes que ses questions.

Un jour que j'étais à dîner chez *Lecouteulx-de-Canteleu*, *Bonaparte* envoya son aide-de-camp pour demander qu'on lui réservât un couvert sans l'attendre, parce que ses occupations ne lui permettraient pas de venir à l'heure indiquée. Après dîner, il fut questionné par les dames sur les nouvelles qu'on venait de recevoir de Rome, et d'après lesquelles on savait que le palais de Joseph *Bonaparte*, ambassadeur de France, avait été investi, et que l'adjudant-général *Duphot* avait été massacré. Le général *Bonaparte* répondit de bonne grâce à toutes les dames qui le questionnaient, et même il entra dans quelques détails sur cet événement. J'observai que le son de sa voix était rauque, et qu'il n'avait pas encore, à cette époque, une grande facilité à s'exprimer, du moins à en juger par cette conversation, dont je fus témoin. Il nous parla d'une vi-

sion qui avait précédé de quelques jours l'assassinat du général *Duphot*, mais je ne pus bien entendre les détails qui accompagnaient cette relation, que tout le monde écoutait attentivement, quoique sans doute avec moins de surprise de la vision même que d'étonnement de l'entendre raconter par le héros du jour.

Quelques momens après, plusieurs dames s'approchèrent du piano, et me demandèrent de jouer la marche que j'avais faite pour les légions polonaises. *Bonaparte*, en les suivant, dit à ceux qui l'entouraient : « Allons, écoutons, on parle « de légions polonaises; il faudrait toujours ajou- « ter les braves légions polonaises, car ces Polo- « nais se battent comme des diables. »

On parla ensuite de la musique en général, et des principaux compositeurs de musique en Italie.... *Bonaparte* prit part à cette conversation, et fit les plus grands éloges de *Paësiello*.

Deux jours après, le ministre des relations extérieures, *Talleyrand*, donna un bal magnifique pour fêter le retour du général *Bonaparte*, après la glorieuse campagne d'Italie. Tous les étrangers distingués s'y trouvèrent invités, et la réunion fut nombreuse et bien choisie.[1]

Le général *Bonaparte* n'y arriva que très tard.

[1] Dans tous les billets d'invitation, on priait ceux qui devaient se rendre au bal de n'employer pour leur parure aucun objet provenant des manufactures anglaises.

Depuis long-temps tous les yeux étaient tournés vers la porte par laquelle il devait entrer : ceux qui ne le connaissaient pas encore furent surpris en voyant venir dans le salon un homme d'une stature peu élevée, maigre, d'un teint rembruni par les fatigues et le soleil, avec des cheveux plats et luisans qui lui descendaient jusqu'aux yeux, une simple redingote grise, et un extérieur sérieux et peu prévenant.

Bonaparte avait l'air de ne pas remarquer l'empressement avec lequel on le recevait, et paraissait être étranger à cette fête, qui n'avait pourtant que lui seul pour objet. Il ne put s'empêcher d'adresser la parole ou de répondre au moins à ceux qui le connaissaient le plus intimement; mais dès qu'il s'apercevait qu'on se pressait autour de lui pour l'approcher, le voir et l'entendre, il quittait son poste, et traversait la foule avec beaucoup de sang-froid pour passer à un autre bout de la salle, et quelquefois même dans d'autres appartemens, où il était suivi et entouré de la même manière; et cette scène fut renouvelée pendant tout le temps que *Bonaparte* fut présent au bal; mais, soit fatigue, soit ennui, soit besoin de vaquer à des occupations plus sérieuses, il se retira bientôt sans paraître ni surpris ni affecté de l'effet que sa présence avait occasionné.[1]

[1] Au moment où *Bonaparte* entrait dans la salle de bal, un

Dès l'arrivée de *Bonaparte* à Paris, les chefs de tous les partis s'étaient présentés chez lui; mais il refusa de les recevoir. Le public était avide de le connaître; les rues et les places par où l'on croyait qu'il passerait étaient remplies par la foule; mais il ne se montra nulle part où les curieux se pressaient pour le rencontrer.

Le Directoire lui témoignait beaucoup d'égards; et quand il avait besoin de le consulter, il le faisait inviter par un des ministres à venir assister au conseil. La place vacante à l'Institut, après la proscription de *Carnot*, fut offerte à *Bonaparte*. Le gouvernement, voulant témoigner la reconnaissance de la république au général de l'armée d'Italie, lui donna une fête magnifique dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Des échafaudages furent élevés dans la cour du Luxembourg, et les drapeaux conquis en Italie étaient groupés en dais au-dessus des cinq Directeurs. Dans le discours que *Bonaparte* prononça à cette occasion, on remarqua entre autres les phrases suivantes : « Le peuple français, pour être libre, avait les

député de la Suisse (je crois que c'était *Ochs*) saisit par le bras la dame qui était à ses côtés, en le lui faisant apercevoir, et dit avec enthousiasme : *Voyez donc, madame, c'est le général* Bonaparte!... *Je le sais bien*, lui répondit-elle, *car c'est mon mari*. Cette dame était en effet la veuve *Beauharnais*, qui avait épousé *Bonaparte*, et qui fut depuis l'impératrice Joséphine.

« rois à combattre ; pour obtenir une constitu-
« tion fondée sur la raison, il avait dix-huit
« siècles de préjugés à vaincre : la religion, la
« féodalité, le despotisme, ont successivement
« gouverné l'Europe ; mais de la paix que vous
« venez de conclure date l'ère des gouvernemens
« représentatifs. Je vous remets le traité de
« Campo-Formio ratifié par l'empereur ; cette
« paix assure la liberté, la prospérité et la gloire
« de la république. Lorsque le bonheur du peuple
« français sera assis sur les meilleures lois orga-
« niques, l'Europe entière deviendra libre, etc. »

Sulkowski, que je voyais souvent, était un des aides-de-camp du général *Bonaparte*, et ne le quittait presque jamais. Il me disait que *Bonaparte* était ordinairement silencieux, morne, rêveur, préoccupé, et que dans une grande réunion, il ne l'avait jamais vu sourire. Cependant il ajoutait que dans un petit comité, comme il y en avait quelquefois chez *Lecouteulx-de-Canteleu*, et partout où il n'y avait personne dont la présence le gênât, il causait volontiers, et se livrait sans contrainte à la conversation. Dans les tête-à-tête avec *Sulkowski*, il parlait avec franchise et confiance de ses projets, et souvent même riait volontiers de quelque scène scandaleuse qu'on lui avait racontée sur le compte de certaines femmes qu'il connaissait particulièrement. Mais au reste, *Sulkowski* m'assurait

que *Bonaparte*, qui depuis son retour à Paris s'était logé dans un petit appartement, très simplement meublé, passait la plus grande partie de la journée entre des cartes géographiques qu'il avait étendues sur le tapis de son cabinet, et que, se traînant de l'une à l'autre avec un compas et un crayon en main, il traçait des plans de campagne, et formait des projets, tantôt d'une descente en Angleterre, tantôt d'une expédition en Égypte. Il sortait rarement; voyait peu de monde, allait quelquefois au théâtre, où il se plaçait dans une loge grillée, et le plus souvent il rentrait chez lui à neuf heures du soir, pour lire et étudier à la lueur d'une lampe, jusqu'à deux ou trois heures après minuit.

Malgré tous les égards que le Directoire affectait d'avoir pour *Bonaparte*, on s'apercevait facilement qu'il était jaloux de sa gloire, de son crédit, et de sa popularité. Les troupes qui rentraient en France étaient remplies d'enthousiasme pour lui.

Cependant la discorde qui régnait parmi les membres du gouvernement entravait la marche des affaires de l'intérieur, et l'administration ne répondait point à l'attente du public; on se plaignait de tous côtés, et toutes les espérances se tournaient vers le vainqueur de l'Italie.

Témoin, pendant quelques mois de séjour à Paris, de l'agitation générale et des factions qui

déchiraient la France, sans qu'on pût en deviner les résultats, je prévoyais une nouvelle révolution dans le gouvernement, et de nouveaux changemens qui en seraient la suite, sans en pouvoir assigner le terme; mais je supposais toujours que les Polonais ne pouvaient rien espérer de la France, à l'époque où je m'y trouvais, et qu'il ne leur restait autre chose à faire qu'à patienter et à attendre.

Avant de quitter de Paris, j'allai trouver le ministre des relations extérieures, *Talleyrand*, qui m'affermit dans cette opinion; et je dois rendre la justice à ce ministre, que ce fut lui qui, le premier, me parla franchement, et sans flatter nos espérances chimériques, sur l'inutilité des représentations que les Polonais pouvaient faire dans ce moment au gouvernement français. Il convenait que tous ses compatriotes prenaient beaucoup d'intérêt au sort de la nation polonaise; il ne contestait pas qu'un jour ils ne pussent et ne voulussent contribuer au rétablissement de la Pologne; mais il répétait que présentement il ne fallait pas y songer. Quant à moi, il me fit observer qu'un homme qui avait de la famille ne devait point sacrifier sa fortune, et renoncer aux tentations de pouvoir rentrer dans son pays natal. Il n'ignorait pas les décrets de proscription qui avaient été publiés contre moi en Russie, mais il ne pouvait supposer que l'on eût employé en

Prusse des mesures aussi rigoureuses envers les émigrés polonais. Il me conseillait donc d'aller en droiture à Berlin, de m'adresser au roi de Prusse, qui était l'allié de la république française, et qui prouvait par sa conduite combien il tenait à cette alliance. Il m'assura que je pouvais compter sur la loyauté du cabinet de Berlin, auprès duquel je serais même protégé par le ministre de la république française, si je me trouvais dans le cas d'avoir besoin de son appui.

Je remerciai *Talleyrand* de l'intérêt qu'il me témoignait; je lui dis que je n'osais me rendre de suite à Berlin avant d'avoir sondé le terrain, mais que je comptais me rapprocher de la Prusse, et aller en attendant à Hambourg. Je lui demandai des lettres de recommandation pour *Roberjot*, ministre de France auprès des villes Anséatiques, et dès le lendemain elles me furent très obligeamment délivrées par *Durand*, chef du bureau des relations extérieures.

CHAPITRE VI.

En quittant Paris vers la fin du mois d'avril 1798, je renonçai à toute correspondance qui pouvait me compromettre. Je conservais dans le

fond de mon cœur la certitude, qui ne m'a jamais quitté depuis, que la Pologne serait rétablie; mais ce n'était plus ni moi, ni ceux des miens avec lesquels j'avais travaillé jusqu'à présent, qui pouvions y coopérer; et je ne voyais de salut que dans la Providence, dans un concours d'événemens que l'avenir amenerait, et dans les légions polonaises, qui formaient véritablement un noyau de la représentation nationale.

Pendant mon séjour à Hambourg, j'avais beaucoup de précautions à prendre, car j'étais observé et surveillé par des agens de la Russie et de l'Angleterre; mais la conduite que j'y ai tenue, en évitant toute communication avec des personnes exaltées et suspectes, et en m'interdisant des correspondances avec mes compatriotes qui se trouvaient encore à Dresde, Venise et Paris, ne permit de donner aucune prise sur moi. Je voyais quelquefois le général *Dumouriez*, le duc de *Liancourt* et Alexandre *Lameth*, et beaucoup plus fréquemment le général *Valence*, qui semblait chercher à me connaître plus particulièrement et à me voir souvent. J'allais tous les jours chez *Rivarol*, dont la conversation instructive et intéressante m'a fait passer bien des momens agréables. Je trouvais surtout beaucoup de plaisir à lui entendre lire plusieurs articles de son dictionnaire de la langue française, que sa paresse naturelle ne lui a pas permis de terminer,

et nous lisions souvent Horace, qu'il accompagnait d'explications et de commentaires très curieux.

Ce fut à Hambourg que j'appris, par les feuilles publiques, la nouvelle de l'expédition des Français en Égypte. Le projet en avait été conçu depuis quelque temps par le général *Bonaparte*, qui, ne se sentant point encore en position de profiter des troubles et des divisions qui régnaient en France pour se mettre à la tête du gouvernement, voulut du moins s'affranchir de la dépendance du Dirctoire, en se chargeant d'une expédition dans des contrées éloignées, où il ne serait pas gêné dans ses opérations, et où loin de tous les partis et de toute faction, il pouvait cueillir de nouveaux lauriers. Ce fut en conséquence, que tandis qu'on répandait dans le public la nouvelle d'une descente en Angleterre, et qu'on donnait des inquiétudes au gouvernement anglais, en rassemblant des troupes françaises en Normandie, en Picardie et en Belgique, et tandis que le général *Bonaparte*, en faisant des courses fréquentes dans ces contrées, et en inspectant les troupes qui y étaient cantonnées, accréditait les bruits d'une expédition en Angleterre, qu'un armement immense se préparait à Toulon, et que quarante mille hommes de bonnes troupes se réunissaient dans les ports de la Méditerranée.

Treize vaisseaux de ligne, quatorze frégates,

quatre cents bâtimens de transport étaient prêts à recevoir et à escorter cette armée, dont les principaux généraux étaient *Berthier*, *Cafarelli*, *Kleber*, *Desaix*, *Regnier*, *Lannes*, *Dumas*, *Murat*, *Andreossy*, *Belliard*, *Menou*, et *Zaionczek*. *Bonaparte* avait composé son état-major, et entre ses aides-de-camp l'on remarquait son frère Louis *Bonaparte*, *Duroc*, Eugène *Beauharnais*, et *Sulkowski*. Une centaine de membres de la commission des sciences et des arts furent adjoints à cette expédition, qui se préparait sous le voile du plus profond mystère.

J'appris à Hambourg que le 19 mai 1798, la flotte destinée pour cette expédition, et commandée par le vice-amiral *Brueys*, avait quitté Toulon; que le 13 juin, l'île de Malte avait été occupée par les Français, et que le 1er juillet ils avaient débarqué en Égypte et s'étaient emparés d'Alexandrie.

Les nouvelles des batailles qui se succédaient en Égypte, et qui étaient autant de victoires pour l'armée française, se répandirent en Europe avec une rapidité étonnante. Nous apprîmes enfin l'issue de la bataille navale d'Aboukir, et les désastres de la flotte française, qui nous faisaient croire que l'expédition en Égypte devait échouer, malgré tous les succès que l'armée avait obtenus sur terre.

Tout le monde sait ce qui s'est passé depuis en

Égypte et en Syrie jusqu'au retour de *Bonaparte* en France; et comme cette campagne n'a eu rien de commun avec la Pologne, je n'en aurais pas même fait mention si beaucoup de mes compatriotes qui avaient suivi l'armée française ne s'y étaient couverts de gloire par leur valeur et leur bonne conduite. Les bulletins et les journaux ont fait une mention honorable du général *Zaionczeck*, qui s'est distingué dans différentes expéditions qu'on lui avait confiées, et le chef de brigade aide-de-camp du général en chef, *Sulkowski*, termina sa glorieuse carrière aux portes du Caire, le 21 septembre 1798.

Mais je reviens à Hambourg, où je traînais une triste existence, étant dépourvu de fonds, de ressources et d'espoir; après avoir tenté inutilement de rejoindre ma famille dans la Pologne prussienne. J'appris enfin sur la fin du mois de septembre, que le roi et la reine de Prusse ayant fait un voyage à Varsovie, avaient bien voulu demander de mes nouvelles à ma femme, qui profita de cette occasion pour obtenir la permission que je pusse rentrer dans mon pays. On m'envoya en conséquence un passe-port à Hambourg, et je reçus en même temps une lettre très obligeante du prince Guillaume d'Orange, beau-frère du roi [1], *qui s'était fait un plaisir*, disait-il, *d'avoir*

[1] C'est le roi de Hollande d'aujourd'hui.

pu contribuer à me procurer l'avantage de rentrer dans mon pays natal, et de rejoindre ma famille.

Il m'est impossible de donner une idée de l'impression pénible que j'éprouvai en me rapprochant des frontières de Pologne. Ma mère venait d'y mourir quelques mois auparavant; le plus grand nombre de mes anciens amis avaient cessé de vivre, ou se trouvaient séparés de moi par des frontières que je ne pouvais franchir, car l'entrée dans les états de la Russie et de l'Autriche m'était interdite. Le seul roi de Prusse m'avait accordé un asile dans les provinces polonaises qui étaient soumises à sa domination; mais n'ayant conservé aucune de mes anciennes propriétés en Pologne, je ne trouvai de refuge que dans une terre appartenante au père de ma femme dans les environs de Varsovie.

J'y languissais depuis quatre semaines, sans savoir ce que je ferais et sans prévoir le sort qui m'attendait à l'avenir. Je me trouvais plongé dans la plus profonde mélancolie, lorsque j'en fus tout à coup réveillé par le bruit qui se répandit que les arrestations avaient recommencé en Pologne, et que des ordres étaient donnés à la police du pays de redoubler d'attention et de surveillance relativement à plusieurs individus marquans, entre lesquels on nommait Ignace *Potocki*, *Malachowski* et *Soltyk*. Je sentis la né-

cessité de me rendre incessamment à Berlin pour remercier le roi de la permission qu'il m'avait accordée de rentrer dans ses états, et en même temps pour me mettre à couvert de tout soupçon, s'il pouvait en exister encore relativement à mes opinions.

J'arrivai à Berlin le 15 novembre 1798. Je ne saurais exprimer, et je ne pourrai jamais oublier la manière gracieuse et bienveillante avec laquelle je fus accueilli du roi, de la reine et de toute la famille royale; mais le lendemain du jour de ma présentation, je reçus un billet du baron *de Rheede*, ministre de Hollande, avec lequel j'étais lié d'amitié, qui m'annonçait que tandis qu'on me faisait un accueil très gracieux à la cour, et qu'à l'exemple du monarque, tout le monde me comblait de politesses, j'étais représenté devant le ministre de la police comme suspect et dangereux, et que, pendant le souper du comte *de Schullembourg*, on m'appelait jacobin, et on s'étonnait que le roi m'eût accordé la permission de rentrer. Le baron *de Rheede* m'assurait que cela ne pouvait point tirer à conséquence, et que cette opinion défavorable sur mon compte disparaîtrait dès que je me serais fait connaître dans les sociétés de Berlin. Cependant il me conseillait de ne pas perdre de temps, et de me présenter en personne chez le ministre des relations extérieures, comte

de Haugwitz, et chez le comte *de Schullembourg*, ministre général de la police.

Je suivis ce conseil; dès le lendemain j'allai trouver ces deux ministres, et je n'eus qu'à me louer de la réception qu'ils me firent et de la conduite qu'ils ont constamment tenue depuis à mon égard. Chacun d'eux me dit séparément la même chose, et en se servant presque des mêmes expressions, qu'on savait que j'avais fait partie de l'insurrection de 1794, et que personne n'y trouvait à redire, car il était de l'obligation de chaque citoyen de défendre son pays; qu'on n'ignorait pas le séjour que j'avais fait à Venise, à Constantinople et à Paris, ainsi que toutes mes démarches depuis l'époque de cette insurrection; mais qu'on ne pouvait en faire aucun sujet de plainte contre moi, car j'avais été libre d'agir d'après ma volonté et ma conviction; que depuis ma rentrée dans le pays, l'on ne doutait point que je ne me conduisisse d'une manière sage et loyale, et en conséquence on me garantissait la protection du gouvernement, et on m'assurait une existence paisible et tranquille dans toute l'étendue des états de S. M. le roi de Prusse.

Dans le courant de quatre mois environ que je passai à Berlin, je ruminai dans ma tête tous les moyens possibles d'obtenir la permission de rentrer en Russie, mais aucun ne pouvait réussir, car je n'avais à Pétersbourg personne qui s'in-

téressât pour moi, et il se trouvait en Lithuanie beaucoup d'individus contraires à mon retour, et qui auraient été très désappointés de me voir revenir.

Le roi ayant bien voulu me questionner plusieurs fois sur les motifs de ma proscription en Russie, et de la confiscation de mes terres, me fit conseiller par le comte *Haugwitz* d'écrire à l'empereur Paul, en adressant ma lettre par le ministre de Prusse résidant à Pétersbourg, qui reçut en même temps des instructions de sa cour d'intervenir en ma faveur, et d'appuyer mes demandes au nom du roi.

Cette démarche, que je croyais très efficace, produisit un effet contraire à mon attente, car l'empereur Paul se trouva offensé qu'un ancien sujet russe eût réclamé l'appui d'une cour étrangère au lieu de s'adresser à lui-même avec confiance, par une voie directe. Je reçus donc pour toute réponse une lettre du comte *Rostopchin*, en date du 29 mars 1799, qui était conçue en ces termes :

« Monsieur le comte, S. M. l'empereur ayant « reçu votre lettre en date du 12 du courant, a « jugé à propos de refuser vos demandes, et m'a « ordonné de vous en faire part.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« *Signé* ROSTOPCHIN. »

J'appris depuis, qu'indépendamment de la raison que je viens d'alléguer, et qu'on disait être le motif d'un refus à mes demandes, il y en avait une autre qui pouvait être tout aussi fondée : c'est qu'il avait paru peu de temps auparavant un article dans la gazette de Hambourg, qui, en faisant mention de mon séjour à Constantinople, de mes conférences fréquentes avec *Aubert-du-Bayet*, et de mes démarches auprès du Directoire à Paris, réveillait toutes les idées défavorables que l'on avait données sur mon compte à l'empereur Paul.

Je quittai Berlin pour rejoindre ma famille. Je vécus à la campagne, retiré, inactif, et dans la misère. Les détails de ma vie privée jusqu'à l'année 1802 ne peuvent présenter aucun intérêt. Deux fois je fis encore le voyage de Berlin, où je trouvai toujours appui, protection et un accueil très gracieux du roi. J'écrivis à l'empereur Paul pour la seconde fois, mais je n'en reçus pas de réponse ; enfin nous apprîmes sa mort, le 24 mars 1801.

Je m'adressai quelques mois après à l'empereur Alexandre, qui lui succéda, et j'avais tant de confiance dans ses sentimens généreux et magnanimes, que j'étais persuadé de recevoir une réponse favorable. Cependant, soit que mes lettres ne parvinssent point à Pétersbourg, soit que les possesseurs de mes terres confisquées, et

quelques ennemis personnels, cherchassent à empêcher mon retour, je fus long-temps à voir mes espérances réalisées.

La facilité qu'on trouvait en Prusse de se procurer toutes les nouvelles de France, par la voie des journaux, me mettait au moins dans le cas d'être au courant des affaires politiques de l'Europe, et c'était une grande ressource pour moi. Des événemens de la plus grande importance s'étaient succédé avec rapidité depuis mon départ de Hambourg, où la dernière nouvelle qui me parvint, était celle de la bataille navale d'Aboukir.

Tandis que les armées françaises sous les ordres du général *Bonaparte*, envahissaient l'Égypte et menaçaient la Syrie, le général *Joubert* occupait Turin, *Championnet* entrait dans Naples pour y proclamer la *république parthénopéenne*, et l'Italie entière se soumettait aux Français. Cependant, malgré tous ces succès, rien n'avait changé dans l'intérieur de la France. Les divisions, le mécontentement et le malaise régnaient partout.

Pendant que les plénipotentiaires républicains négociaient, à Rastadt, la paix avec l'Empire, la seconde coalition entra en campagne, et, excepté la Prusse et l'Espagne, toutes les puissances de l'Europe en firent partie. La Russie s'y était enfin décidée, malgré les intentions pacifiques que

l'empereur Paul avait annoncées jusqu'alors, et la Porte, ainsi que les États barbaresques, y accédèrent à cause de l'invasion de l'Égypte. La coalition, supérieure à la France en forces effectives, l'attaqua sur trois points en même temps, c'est-à-dire en Italie, en Suisse et en Hollande, et obtint des succès qui alarmèrent la capitale, et achevèrent de mécontenter tous les partis.

Sieyes, que j'avais vu peu de temps auparavant ambassadeur à Berlin, venait d'être appelé à Paris pour remplacer *Rewbell* dans le Directoire. Il chercha à renverser la constitution républicaine de l'an III, et d'y suppléer par une autre plus modérée, à laquelle il travaillait avec assiduité.

Les généraux *Masséna*, *Brune*, *Joubert*, qui fut tué à la bataille de Novi, et *Championnet*, commençaient à opposer une résistance vigoureuse aux troupes des alliés sur différens points d'attaque; mais la discorde entre les membres du gouvernement et la lutte entre les différens partis, rendaient la position de la republique fort critique.

Sur ces entrefaites, le général *Bonaparte*, qui n'ignorait rien de ce qui passait en France, quitta l'Égypte sur une frégate, traversa la mer Méditerranée couverte de vaisseaux anglais, et débarqua à Fréjus le 9 octobre 1799. En traversant la France jusqu'à Paris, il fut reçu partout avec

enthousiasme. A son arrivée dans la capitale, les généraux, les directeurs, les députés, et même les ultra-républicains, voulurent se présenter à lui pour le voir et le sonder. On lui donna des fêtes et des repas; il se montrait toujours grave, réservé, peu empressé, et observateur; mais il formait en attendant, un plan qu'il ne tarda pas à exécuter.

Il se concerta avec *Sieyes*, qui, après quelques momens d'hésitation, n'avait pas craint de s'aboucher avec lui, parce qu'il le trouvait seul capable de seconder ses projets. Ils convinrent ensemble qu'on attaquerait et renverserait la constitution de l'an III, et d'après un plan bien combiné, dans l'exécution duquel *Sieyes* développa toute sa dextérité, et *Bonaparte* toute l'influence qu'il avait sur les militaires, la représentation nationale fut cassée le 19 brumaire an VIII (10 novembre 1799). On nomma un gouvernement provisoire, composé de trois consuls, savoir : *Bonaparte*, *Sieyes* et *Roger-Ducos*, ainsi que deux commissions législatives chargées de préparer la constitution et un ordre de choses définitif.

Tous les partis avaient été si fatigués des dissensions qui régnaient dans l'intérieur de la France, que presque tous se réunissaient pour approuver la nouvelle organisation du gouvernement.

Le 24 décembre 1799, on publia la constitution de l'an VIII, qui ne répondait guère à celle que *Sieyes* avait projetée. *Bonaparte* se trouva à la tête du gouvernement, comme premier consul, et avait pour seconds deux consuls à voix consultatives, et qui n'étaient que pour la forme. *Cambacérès* et *Lebrun* furent les deux adjoints qu'il se choisit.

Bonaparte donna le commandement de l'armée du Rhin à *Moreau*, et marcha lui-même en Italie. Il quitta Paris le 6 mai 1800, pour cette brillante campagne qui ne dura que quarante jours, et qui fut signalée par plusieurs victoires, et principalement par celle de Marengo.

Le retour de *Bonaparte* fut célébré à Paris avec d'autant plus d'enthousiasme, que l'on s'attendait à une pacification prochaine. Dans l'intervalle de la bataille de Marengo à cette pacification désirée avec tant d'impatience, *Bonaparte* parut très prodigue de faveurs envers tous les chefs de parti qui manifestaient leur dévoûment pour lui, et très sévère envers ceux qui agissaient dans un sens contraire.

Enfin, le 9 février 1801, fut signé à Lunéville ce fameux traité qui, rappelant toutes les clauses de celui de Campo-Formio, cédait encore à la France tous les états de la rive gauche du Rhin, et fixait à l'Adige les limites des possessions au-

trichiennes; faisait reconnaître par l'empereur les républiques batave, helvétique, ligurienne et cisalpine, et abandonnait la Toscane à la France pour l'Infant de Parme. Bientôt, la pacification devint générale par le traité de Florence avec le roi de Naples, par celui de Madrid avec le Portugal, par celui de Paris avec l'empereur de Russie, et enfin par les préliminaires avec la Porte ottomane.

On n'était plus en guerre qu'avec l'Angleterre; et, pour empêcher cette puissance de mettre des obstacles à la pacification générale, on avait réuni une armée de deux cent mille hommes au camp de Boulogne et dans les environs; on menaçait l'Angleterre d'un débarquement; et une immense quantité de bateaux plats, destinés à transporter l'armée française aux bords de la Tamise, furent rassemblés dans tous les ports du nord de la France.

Toutes ces nouvelles m'intéressaient, principalement sous le rapport de la part active que prirent les légions polonaises aux exploits militaires des Français. Les bulletins de l'armée en ont souvent fait une mention honorable; et les noms de *Dombrowski*, de *Zaionczek*, de *Kniaziewicz*, de *Sokolnicki*, de *Rymkiewicz*, et de tant d'autres braves Polonais ont été répétés dans les journaux. Mais il est à regretter qu'il ne se soit trouvé aucun de mes compatriotes qui ait publié

une description exacte de tous les faits d'armes qui ont illustré les Polonais dans les campagnes d'Italie, d'Allemagne, d'Égypte, et depuis, dans l'expédition de Saint-Domingue, en Espagne, en Prusse et en Russie.

C'est sur la fin du mois d'octobre 1801, que j'obtins enfin une réponse de Pétersbourg. Le prince Adam *Czartoryski*, qui jouissait alors de toute la confiance de l'empereur Alexandre, et qui n'en a tiré parti que pour tâcher d'être utile à ses compatriotes, s'était chargé de me faire obtenir la permission de rentrer dans le pays, et me l'envoya. Je la reçus à Bialystok, dans le château de madame de Cracovie, sœur du feu roi Stanislas, où j'avais passé quelques semaines près des frontières de la Pologne-Russe, comblé des bontés de cette dame respectable; et c'est là que je vis pour la dernière fois le prince Joseph *Poniatowski*.

Le général-gouverneur de Lithuanie, *Benningsen*, m'envoya un passe-port pour passer la frontière; je prêtai le serment de fidélité à Grodno, et j'arrivai le 5 février 1802 à Pétersbourg.

———

LIVRE HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

Je croyais devoir terminer les notes que j'avais soigneusement recueillies jusqu'à présent, à l'époque de mon retour en Russie, après huit ans d'émigration; car ayant perdu tout espoir d'être utile à mon pays et à mes compatriotes, j'avais pris le parti de renoncer à jamais aux affaires publiques, et de passer le reste de mes jours dans la retraite et l'obscurité.

Des circonstances imprévues m'ayant forcé de changer de résolution plusieurs années après, j'ai repris la plume, afin de noter les événemens qui se sont succédé depuis 1810 jusqu'à la fin de 1815, comme étant du plus grand intérêt pour les Polonais; et ne voulant pas laisser une lacune de huit ans dans mes Mémoires, j'ai consacré ce Livre à rappeler en peu de mots ce qui s'est passé dans l'intervalle de 1802 jusqu'à la fin de 1810, en ajoutant des détails qui me sont personnels.

Le volume suivant contiendra la description des événemens qui ont signalé les cinq dernières

années par lesquelles j'ai terminé mes notes et mes observations.

Je n'ai jamais été courtisan ni flatteur; et ce ne sont pas certainement des vues d'intérêt et d'ambition qui m'inspirent tout ce que je dirai de l'empereur Alexandre, puisqu'au moment où je trace ces lignes il n'est plus, et que toute l'Europe est en deuil de sa perte [1]. Mais l'hommage dû à la vérité, et le besoin d'exprimer ce que je sens, ne me permettent pas de passer sous silence l'impression qu'il a fait naître dans mon cœur, et qui ne m'a jamais quitté depuis que je l'ai approché pour la première fois à Pétersbourg.

La suite qu'il a mise dans les bontés et la confiance dont il m'a honoré; les témoignages flatteurs qu'il a donnés à ma conduite, toutes les fois que l'occasion s'en est présentée; l'accueil gracieux qu'il m'a toujours fait, et jusqu'au dernier moment où j'eus le bonheur de le voir en 1817; l'intérêt qu'il prenait à mon sort et à celui de ma famille, étaient déjà des motifs bien suffisans pour m'attacher à lui.... Mais que ne lui dois-je pas comme Polonais, pour la protection qu'il accordait à nos compatriotes; pour la confiance qu'il avait en eux; pour les témoignages d'estime et d'affection qu'il leur donnait; pour l'encouragement de l'éducation nationale dans

[1] J'écrivais cela à Florence au mois de janvier 1826.

les provinces polonaises soumises à la Russie; et plus que tout cela...., pour la régénération de la Pologne.

Mon enthousiasme m'a transporté trop précipitamment à cette dernière époque, dont il sera question en son temps, et qui a suivi de treize ans mon retour dans le pays. Je reviens donc à ma première présentation à l'empereur Alexandre, qui eut lieu à Pétersbourg le 15 février 1802.

L'empereur m'accueillit avec cette prévenance et cette affabilité qui lui étaient toujours habituelles. Il témoigna beaucoup d'intérêt à ma situation, et à tous les malheurs que j'avais éprouvés; il ordonna à M. *de Bekleszeff*, premier procureur, de lui présenter mes demandes, et de faire tout ce qui serait compatible avec la justice et l'équité pour remplir mes vœux, et me donner une réponse satisfaisante.

Je ne puis m'empêcher de convenir que ce soin était confié à un ministre digne de remplir les intentions bienfaisantes de l'empereur, et je n'eus qu'à me louer de la conduite de M. *de Bekleszeff*, qui, après avoir été un de mes plus violens persécuteurs comme général-gouverneur des provinces méridionales de la Russie, dans le temps de mon émigration, devint un de mes plus zélés protecteurs et amis depuis qu'il m'eut connu personnellement à Pétersbourg.

Je ne possédais plus rien dans la ci-devant

Pologne, et il ne m'était pas permis de réclamer des propriétés qui avaient été confisquées et distribuées à différens individus. Je ne recouvrai donc rien absolument de tout ce que j'avais possédé avant la révolution de 1794; mais, ayant demandé une commission pour examiner, liquider et satisfaire les prétentions de mes créanciers, un ordre suprême de l'empereur fut délivré en conséquence. Je fis valoir des droits à une succession dont on avait voulu me priver pendant que j'étais absent; et j'obtins enfin la rente viagère d'une starostie qui pouvait suffire à mon entretien et à celui de ma famille.

C'est pendant mon séjour à Pétersbourg qu'on y reçut la nouvelle de la paix entre la France et l'Angleterre, signée à Amiens le 25 mars 1802. Ce traité, par lequel l'Angleterre consentait à toutes les acquisitions continentales de la république française, en lui restituant ses colonies, et reconnaissant l'existence des républiques secondaires, achevait de pacifier l'Europe.

Je voyais plus éloigné que jamais l'espoir du rétablissement de la Pologne; mais un instinct secret me faisait pressentir que nous pouvions le devoir un jour à l'empereur Alexandre; et confiant mes espérances en lui seul, je quittai Pétersbourg le 28 avril 1802, avec l'intention de me retirer pour toujours avec ma famille dans une campagne près de Wilna, pour y vivre in-

dépendant, et ne m'occuper que de l'intérieur de ma maison.

Quelques semaines après, j'appris que l'empereur Alexandre allait faire une tournée dans le gouvernement de Minsk, et en Russie-Blanche. Je crus devoir lui présenter mes hommages dans ces contrées, où, grâce à sa protection et à sa bienveillance, je venais de m'assurer une existence tranquille.

C'est à l'époque de ce voyage que se rattachent des souvenirs qui n'ont jamais laissé éteindre dans mon cœur les sentimens d'amour et de dévoûment qu'Alexandre m'avait inspirés, et qu'aucun événement ne me fera désavouer.

L'empereur était accompagné de ses aides-de-camp le comte *de Lieven* et le prince *Wolkonsky*, ainsi que du comte *Kotchoubey* et de M. *de Nowosiltzoff*. A Minsk, je lui fus présenté avec les principaux habitans du gouvernement; et lorsque je le remerciai de m'avoir permis de lui rendre mes hommages dans mon pays, dont j'avais été absent pendant huit ans d'émigration, il me dit avec une bonté touchante et ayant la larme à l'œil : « Comment? vous avez été huit ans loin de votre patrie !.... » et j'aperçus dans les traits de sa physionomie l'expression du plaisir qu'il éprouvait d'avoir rendu à ses compatriotes et à sa famille un individu que des

événemens politiques en avaient si long-temps séparé.

Pendant le dîner dans l'hôtel du gouverneur de Minsk, que l'empereur occupait, on parla d'établissemens scientifiques en Angleterre; des principaux observatoires astronomiques en Europe; des savans et des artistes les plus célèbres; et les remarques de l'empereur prouvaient que tout ce qui avait rapport aux sciences et aux arts ne lui était pas étranger.

Il fut question ensuite de l'inviolabilité des hôtels des ministres étrangers, à Rome, pour les malfaiteurs qui venaient s'y réfugier et qui y trouvaient un asile contre les poursuites de la police. L'empereur parut révolté de ce privilége, qu'il disait être contraire à tous les principes de la morale et de la justice; et il ajouta qu'il ne souffrirait jamais qu'aucun de ses ministres pût s'en prévaloir dans aucun pays.

Lorsqu'en parlant de Constantinople le comte *Kotchoubey*, qui voyait l'empereur de bonne humeur et bien disposé pour moi, lui demanda s'il savait que je m'étais trouvé dans cette ville sous un nom supposé, et comme agent des patriotes polonais, à l'époque où il y remplissait les fonctions d'ambassadeur de Russie?... L'empereur dit, en me fixant et en souriant, qu'il ne l'ignorait pas; et me demanda ensuite où j'allai

en quittant Constantinople..... Je répondis que je suivis la route de Paris, pour voir de près ce que je ne connaissais que d'après des journaux et des relations exagérées qui m'avaient monté la tête. Qu'alors j'admirais tout ce qui se faisait en France, depuis que le règne de la terreur n'y existait plus, et que j'étais persuadé de tous les avantages réels qui résulteraient pour l'humanité à la suite de la révolution française.... Mais j'ajoutai qu'étant arrivé en France, je m'étais convaincu combien les choses paraissent sous un aspect trompeur, quand on les juge de loin, et j'avouai que j'avais trouvé Paris, en 1797, tout autre que je me l'étais figuré.

L'empereur prit un air plus sérieux, et dit : « Vous avez raison en observant que l'on se trompe souvent en voyant par les yeux des autres, sans examiner les choses par soi-même et de près ; mais il ne faut pas tomber dans une autre erreur, et condamner tout ce qui n'a pas réussi. Il faut profiter des fautes que d'autres ont commises, et tâcher de les éviter ; mais il ne faut jamais perdre de vue tout ce qui peut conduire au bien général. »

Rien ne put égaler ma surprise et mon enchantement lorsque j'entendis cette phrase, qui exprimait si bien la grandeur d'âme et l'élévation des sentimens d'Alexandre.

Pendant le bal qu'on lui donna, et où il dansa

beaucoup avec toutes les dames qui y étaient présentes, il s'approcha de moi et me dit : « Je vois avec plaisir que les préjugés commencent à disparaître dans ce pays-ci, et que les bourgeoises de la ville sont admises dans les réunions des dames de la première noblesse. Dans mes provinces allemandes, ajouta-t-il, en Livonie et en Courlande, cela existe depuis long-temps; mais c'est une surprise agréable pour moi de voir les progrès de la civilisation dans ce gouvernement de Minsk, où, de même que dans tout votre pays, on tenait si fort aux anciens préjugés. »

Tout ce que je voyais et tout ce que j'entendais me paraissait un songe, et j'étais obligé de convenir qu'aucun souverain n'était plus fait qu'Alexandre pour assurer le bonheur de ses sujets et pour s'en faire adorer.

Je suivis l'empereur à Mohilow et à Witepsk; je dînai avec lui dans ces deux endroits; je me trouvai aux bals et aux fêtes que l'on donna pour sa réception, et je fus témoin de l'enthousiasme qu'il inspirait aux habitans de toutes les classes.

En quittant Witepsk, l'empereur fit monter dans sa voiture le général d'infanterie et gouverneur militaire de la Russie-Blanche, *Korsakoff-Rimsky*, qui l'accompagna jusqu'à la première poste. A son retour, le général me fit demander pour me dire que l'empereur lui avait beaucoup

parlé de moi, et qu'il s'était exprimé d'une manière très bienveillante à mon égard. En conséquence, le général, qui me portait une véritable amitié, me conseilla d'aller à Pétersbourg, et m'assura que je ne pouvais manquer d'y obtenir une place distinguée, et de jouir de toute la confiance de l'empereur.

Je fus touché de l'intérêt que le général me témoignait, mais ma résolution était prise de me retirer tout-à-fait des affaires publiques, qui ne me présentaient aucun attrait, depuis que je n'avais plus de patrie à servir. Je revins donc à ma campagne, que je ne quittai que sur la fin de l'année 1806.

Dans cet intervalle de quatre ans, la guerre, qui n'avait été qu'interrompue par la pacification générale, recommença ses ravages en Europe; et les changemens arrivés dans la forme du gouvernement en France, ébranlèrent tour à tour le système politique de tous les cabinets.

Bonaparte, qui connaissait l'importance de la possession de l'île de Saint-Domingue, qui avait secoué le joug de la république française, fit embarquer une armée de trente mille hommes, sous les ordres du général *Leclerc* pour la soumettre, et dans ce nombre furent compris plusieurs milliers de Polonais. Cette expédition fut malheureuse dans ses résultats, car l'insalubrité de l'air détruisit presque toute l'armée, et elle coûta la

vie à un grand nombre de mes compatriotes, entre lesquels j'ai particulièrement regretté le général *Iablonowski*, que j'ai déjà eu l'occasion de nommer plusieurs fois.

Le 6 mai 1802, d'après une proposition faite par le Tribunat, un sénatus-consulte nomma *Bonaparte* consul pour dix ans; et le 2 août de la même année, le Sénat, sur la décision du Tribunat et du Corps législatif, et avec l'assentiment du peuple, consulté par des registres publics, le proclama consul à vie.

Le 26 août 1802, *Bonaparte* réunit l'île d'Elbe, et le 11 septembre le Piémont, au territoire français. Le 9 octobre, il occupa les états de Parme, et le 21 il fit entrer en Suisse une armée de trente mille hommes.

Ces démarches provoquèrent la rupture avec l'Angleterre, dont l'ambassadeur, *Witworth*, quitta Paris le 13 mai 1803. Un an plus tard, c'est-à-dire le 18 mai 1804, Napoléon *Bonaparte* fut proclamé empereur, et le pape Pie VII vint le sacrer le 2 décembre à Paris

Un des premiers soins de Napoléon, fut de constituer les nouvelles républiques sur le modèle de l'empire. Il commença par l'Italie, et ayant reçu une députation de la république Cisalpine, qui avait décidé de rétablir la monarchie héréditaire en faveur du nouvel empereur des Français, il alla prendre possession de ce royaume,

reçut la couronne de fer à Milan, le 26 mai 1805, et nomma pour vice roi d'Italie, son fils adoptif, Eugène de *Beauharnais*.

La rupture avec la cour de Londres l'avait déterminé à renouveler le projet de descente en Angleterre. Le camp de Boulogne fut rétabli; les côtes septentrionales de la France étaient couvertes de bâtimens destinés à cette expédition, lorsque la troisième coalition se forma. Le traité d'alliance entre le cabinet britannique et celui de Pétersbourg fut signé le 11 avril 1805, et l'Autriche y accéda le 9 août.

Napoléon quitta Boulogne pour se rendre en toute hâte à Paris. Il obtint du Sénat, le 23 septembre, une nouvelle levée de quatre-vingt mille hommes, partit le lendemain pour commencer la campagne, passa le Rhin le 1er octobre; entra dans Munich, força le général *Mack* de capituler à Ulm, occupa Vienne le 13 novembre, et alla livrer une bataille le 2 décembre de la même année 1805, aux armées russes et autrichiennes, réunies à Austerlitz.

Les victoires d'Ulm et d'Austerlitz amenèrent la paix de Presbourg, signée le 26 décembre. Par ce traité l'Autriche reconnaissait Napoléon pour roi d'Italie, et lui cédait les états de Venise, la Dalmatie et l'Albanie.

Le 30 mars 1806, Napoléon déclara Joseph *Bonaparte*, son frère, roi des Deux-Siciles; et le

5 juin de la même année, il changea la Hollande en royaume, et y établit son frère Louis.

Le 12 juillet 1806, quatorze princes du midi et de l'ouest de l'Allemagne, se réunirent et formèrent la confédération du Rhin, dont ils reconnurent l'empereur Napoléon pour protecteur.

Le 1er août, ils notifièrent à la diète de Ratisbonne leur séparation du corps germanique; l'empire d'Allemagne cessa d'exister, et François II en abdiqua le titre par une proclamation. La marche rapide avec laquelle tous ces événemens se succédaient, et l'accroissement de la puissance formidable de Napoléon, donnèrent lieu à une quatrième coalition. La Prusse, qui demeurait neutre depuis la paix de Bâle, se serait probablement réunie aux confédérés dans la dernière campagne, sans la promptitude des opérations des armées françaises, qui fit terminer la guerre bien plus tôt qu'on n'aurait pu s'y attendre. Cette fois-ci, elle se ligua avec la Russie, pour chasser les Français de l'Allemagne, et son armée nombreuse et bien exercée, menaça Napoléon de rompre la paix et de commencer les hostilités, s'il ne faisait repasser le Rhin à ses troupes.

C'est à l'époque où les armées russes se mettaient en mouvement pour marcher vers la frontière, et que tous les préparatifs de la Prusse annonçaient une rupture prochaine avec la

France, que je quittai ma retraite pour aller passer l'hiver de 1806 à Wilna.

Indépendamment de l'intérêt que je prenais à des événemens dont le théâtre se rapprochait des frontières de la Russie, je croyais prudent d'habiter la capitale de la Lithuanie, plutôt que d'être exposé dans le fond de la province à tous les discours dont on devient nécessairement l'objet, lorsqu'on a joué un rôle marquant dans les affaires de son pays. Je les évitais avec d'autant plus de soin, que depuis quelque temps des agens secrets de Napoléon parcouraient les provinces polonaises soumises à la domination de la Russie, et qu'on avait eu l'indiscrétion et l'imprudence d'expédier sous mon adresse des correspondances qui pouvaient me compromettre.

CHAPITRE II.

En arrivant à Wilna, j'appris la nouvelle des désastres de l'armée prussienne à l'ouverture de la campagne, qui commença aux premiers jours d'octobre 1806. A la suite des batailles de Jéna et d'Auerstaëdt, livrées le 14 octobre, ainsi que de l'occupation d'Erfurt, Leipsick et autres

places plus rapprochées de Berlin, Napoléon fit son entrée dans cette capitale le 27 du même mois.

Le 1er novembre, le général *Dombrowski* et *Wybicki* avaient fait paraître, par ordre de Napoléon, des adresses à la nation polonaise. Ils annonçaient à leurs compatriotes l'arrivée prochaine de *Kosciuszko*, qui devait les rejoindre et combattre avec eux pour affranchir la Pologne, sous l'égide et la protection de l'empereur des Français. Ces proclamations réveillèrent tout l'enthousiasme des Polonais, et ranimèrent leurs espérances presque éteintes depuis quelque temps. C'était ce que Napoléon avait projeté et désiré, car il était persuadé que les Polonais le seconderaient très efficacement dans la guerre qu'il allait entreprendre contre la Prusse et la Russie.

Avant de quitter Paris, il avait fait faire les propositions les plus flatteuses à *Kosciuszko*, pour l'engager à le suivre dans cette campagne, et le déterminer à faire des adresses signées par lui-même à la nation polonaise. Napoléon n'ignorait pas la confiance que cet homme respectable inspirait à tous les Polonais, et l'amour que tous ses compatriotes lui portaient; mais *Kosciuszko*, qui ne se fiait point aux promesses de Napoléon, et qui ne lui supposait pas l'intention de rétablir la Pologne, et surtout d'en faire un pays libre et indépendant, ne voulut pas prendre

sur lui de tromper les Polonais par des espérances qu'il ne partageait pas.

Retiré dans une campagne près de Fontainebleau, et témoin de tous les changemens qui s'étaient succédé dans la forme du gouvernement en France, il avait toujours été indifférent à tout ce qui l'entourait, et il se rappelait avec peine l'insouciance des Français sur le sort de la Pologne, dont ils auraient pu prévenir le partage, et qu'ils auraient pu seconder si efficacement à l'époque de l'insurrection de 1794. Il rendait justice aux talens militaires de Napoléon, mais il voyait en lui un conquérant dévoré d'ambition, et un despote; ce qui répugnait à ses principes, et excluait tout sentiment de confiance.

Napoléon se trouva vivement affecté du refus de *Kosciuszko*, qui allégua le mauvais état de sa santé pour ne pas le suivre; mais il n'en persista pas moins à faire faire des adresses aux Polonais, en leur promettant de les faire combattre encore sous un chef qui avait toujours été l'objet de leur adoration.

Les proclamations dont j'ai parlé plus haut, l'espérance de voir arriver *Kosciuszko*, la confiance qu'inspirait Napoléon, qui jusque-là avait été invincible; les succès qu'il venait d'avoir en Prusse; les égards qu'il témoignait aux militaires polonais, et les espérances du rétablissement de la Pologne, qu'il avait eu soin d'entretenir par

ses émissaires; tout cela n'avait pas manqué d'électriser les habitans des provinces polonaises qui se trouvaient sous la domination prussienne.

De tous côtés les volontaires accouraient pour se ranger sous les bannières victorieuses des Français, dont l'entrée à Varsovie fut un véritable triomphe. Le 16 novembre, le général *Dombrowski* avait déjà formé à Posen quatre régimens de nouvelles recrues.

L'exaltation des Polonais fut à son comble, lorsque Napoléon vint établir son quartier-général à Posen. On surprit quelques phrases qu'il avait laissé échapper en rappelant l'ancienne existence de la Pologne. Elles furent recueillies avec avidité, transmises rapidement, et ces paroles qu'on s'expliquait favorablement, furent répétées bientôt dans toute l'étendue de la Pologne prussienne. Cependant un bulletin publié à Paris refroidit un peu ce premier mouvement; il exposait les vœux des Polonais, sans manifester les intentions de Napoléon. Il y était dit entre autres :

« L'amour de la patrie, ce sentiment natio-
« nal, s'est non seulement conservé dans le cœur
« du peuple polonais, mais il a été retrempé par
« le malheur : sa première passion, son premier
« désir est de redevenir nation. Les plus riches
« sortent de leurs châteaux pour venir demander
« à grands cris le rétablissement du royaume, et

« offrir leurs enfans, leur fortune, leur influence. « Ce spectacle est vraiment touchant. Déjà ils « ont partout repris leur ancien costume, leurs « anciennes habitudes.

« Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette « grande nation reprendra-t-elle son existence et « son indépendance? Du fond du tombeau, re- « naîtra-t-elle à la vie? Dieu seul, qui tient dans « ses mains les combinaisons de tous les événe- « mens, est l'arbitre de ce grand problème poli- « tique; mais certes il n'y eut jamais d'événe- « ment plus mémorable et plus digne d'in- « térêt. »

Ce bulletin[1] donna lieu à différentes interprétations : quelques uns le regardaient comme insignifiant; d'autres ne voyaient dans ses expressions qu'un style diplomatique employé pour voiler aux cabinets de l'Europe les projets de Napoléon sur la Pologne, et prétendaient qu'il fallait se fier aux promesses de l'empereur des Français, et attendre le dénoûment de la guerre; mais les amis de la liberté se demandaient si l'on pouvait espérer la restauration de la république de Pologne d'un homme qui avait détruit la liberté de son propre pays; et les plus sages craignaient que Napoléon n'eût vu dans l'exaltation

[1] C'est le trente-septième Bulletin, publié du quartier-général de Posen, le 1er décembre 1806, et inséré dans le *Moniteur* du 12 du même mois.

polonaise qu'un moyen pour en obtenir des hommes et des subsides pour l'exécution de ses projets ultérieurs.

Cependant la masse de la population, qui ne raisonne pas, se livrait avec confiance à l'espoir d'une résurrection prochaine; et les braves militaires, qui n'écoutent que la voix de l'honneur et du devoir d'obéir au chef qui les commande, n'attendaient que l'occasion de se couvrir de gloire en joignant, dans les combats qui allaient suivre, tout l'élan patriotique à leur valeur habituelle.

Les armées russes, commandées par le général *Benningsen*, avaient occupé la Pologne prussienne dans le mois de novembre, et se trouvaient en possession de Varsovie, mais elles l'évacuèrent à l'approche des armées françaises. Napoléon quitta Berlin le 25 novembre, et porta le quartier-général, comme je l'ai dit, à Posen. C'est là que, tandis que les différens corps de l'armée française passaient successivement la Vistule, et que l'on mettait Varsovie dans un état formidable de défense, il signait la paix, le 11 décembre 1806, avec la Saxe, qu'il transforma en royaume, après avoir déjà fait reconnaître, à la suite de la dernière campagne, les rois de Bavière et de Würtemberg.

Les combats de Pultusk et de Golymin, livrés le 26 décembre, amenèrent l'évacuation de tout

le territoire de la Pologne prussienne par les armées russes.

Au commencement de l'année 1807, le général *Benningsen*, renforcé par le corps du général *Essen*, arrivé de la Moldavie, reprit l'offensive. Plusieurs affaires partielles précédèrent la sanglante bataille d'Eylau du 8 février 1807, dans laquelle, d'après le témoignage des Français mêmes, les Russes firent des prodiges de valeur. Des deux côtés l'on se disputa l'honneur d'avoir conservé le champ de bataille. Cependant le projet de *Benningsen* de se porter sur Thorn, en débordant la gauche de la grande armée, ayant échoué, les troupes françaises reprirent leurs cantonnemens d'hiver, tandis que le maréchal *Lefebvre* reçut ordre de se porter sur Dantzick. Il fit le siége de cette ville importante, dont la garnison capitula le 26 mai. L'affaire de Heilsberg, et la bataille de Friedland, livrée le 14 juin, terminèrent cette campagne. L'empereur de Russie et le roi de Prusse se trouvaient à Tilsitt. Les généraux russes *Bagration* et *Benningsen* demandèrent un armistice, qui fut conclu le 22 juin. Le 25 eut lieu la première entrevue entre les deux empereurs Alexandre et Napoléon, au milieu du Niémen, sur un large radeau, sur lequel on avait élevé un pavillon. Napoléon, accompagné de *Murat*, *Berthier*, *Bessières*, *Duroc* et *Caulaincourt*, s'embarqua d'un côté, en même

temps qu'Alexandre, suivi du grand-duc Constantin, de *Benningsen*, *Uwaroff*, *Labanoff* et *Lieven*, s'embarquait de l'autre. Les deux bateaux arrivèrent en même temps, et les deux empereurs entrèrent dans le pavillon, où ils eurent une conférence de deux heures. Le roi de Prusse assista à la seconde entrevue, qui eut lieu le lendemain, et le 8 juillet 1807 fut signé le traité de Tilsitt.

On ne doit pas se le dissimuler; lorsque Napoléon commença la campagne de 1806, un grand mouvement de curiosité et d'intérêt se manifesta en Lithuanie et dans toutes les provinces polonaises soumises à la Russie. On lisait avidement les adresses de Napoléon aux Polonais, les proclamations de *Dombrowski* et de *Wybicki* distribuées à Varsovie, et les lettres qui pouvaient parvenir avec des données et des espérances sur le rétablissement futur de la Pologne. Les personnes les plus réfléchies observaient à la vérité, 1°. que *Kosciuszko* avait résisté à toutes les propositions les plus flatteuses de Napoléon, et qu'il n'avait voulu ni le suivre, ni adresser des proclamations aux Polonais avec sa signature, ce qui diminuait infiniment la confiance que devaient inspirer celles que l'on répandait à Varsovie; 2°. que Napoléon ne pouvait avoir l'idée de rétablir la Pologne puissante et indépendante comme elle avait existé

autrefois, car cela ne s'accordait point avec ses vues et avec le système qu'il avait toujours suivi jusqu'alors; 3°. que pourvu que l'empereur Alexandre se prêtât à un arrangement, et fît ou acceptât des propositions de paix, Napoléon sacrifierait les Polonais à d'autres intérêts majeurs.

A ces observations, que je partageais, j'ajoutais encore et disais à ceux qui me questionnaient sur cet objet et qui sondaient mon opinion, que si même Napoléon parvenait à occuper la Wolhynie et la Lithuanie, il en ferait des duchés séparés, de même qu'il en ferait un des provinces polonaises reprises à la Prusse, en le nommant duché de Mazovie ou de Varsovie, mais jamais duché ou royaume de Pologne.

Le ton d'assurance avec lequel je manifestais cette opinion indigna contre moi plusieurs de mes compatriotes qui ne juraient que par Napoléon; cependant peu de jours suffirent pour justifier mes assertions.

Beaucoup de personnes à la vérité pensaient comme moi dans les sociétés de Wilna, et appuyaient surtout leur opinion sur l'éloignement que *Kosciuszko* avait ouvertement témoigné pour toutes les promesses de Napoléon; cependant il n'y a pas de doute que douze mille habitans de Wolhynie et de Lithuanie aient passé la frontière pour rejoindre les légions polonaises; et si les armées françaises eussent traversé le Nié-

men pour pénétrer en Lithuanie, il est probable qu'à cette époque, tout ce qui pouvait porter les armes se serait réuni à elles avec empressement.

On était dans l'attente et l'incertitude des résultats de cette campagne, lorsque enfin la nouvelle de la signature du traité de paix à Tilsitt nous arriva à Wilna par un courrier. On apprit que Napoléon, satisfait d'avoir été reconnu empereur par Alexandre, et de s'être rapproché de ce prince, qui seul, sur le continent, pouvait lui être redoutable, et pour lequel il professait des sentimens d'estime et de considération, qu'il a toujours manifestés depuis, s'était empressé d'aplanir les difficultés qui pouvaient retarder la paix. Il ne balança pas même à proposer la réunion de Varsovie et de la Pologne prussienne à l'empire de Russie; et quoique tous les partisans de Napoléon aient révoqué et mis en doute cette proposition, il n'est pas moins vrai qu'elle a été faite, et j'en ai eu depuis les témoignages les plus authentiques sous les yeux.

Nous apprîmes en même temps que l'empereur Alexandre ayant refusé les offres de Napoléon, celui-ci avait créé le duché de Varsovie, qu'il réunit à la Saxe, et qu'il avait détaché une partie des provinces polonaises conquises sur la Prusse, et dont il pouvait disposer, pour en former l'arrondissement de Bialystok, avec une population de plusieurs centaines de milliers d'habi-

tans qu'il céda à l'empereur de Russie; comme pour constater que, loin de vouloir lui enlever la Lithuanie et la réunir à la Pologne, il lui cédait sans difficulté une portion de cette ci-devant Pologne, et lui céderait même le grand-duché de Varsovie en entier, pourvu qu'il pût lui faire adopter ses principes sur le système continental.

Ces nouvelles répandirent l'étonnement à Wilna et dans les provinces polonaises soumises à la Russie, tout autant qu'elles portèrent la consternation parmi les familles dont plusieurs individus s'étaient compromis. Beaucoup de jeunes gens, qui avaient quitté trop précipitamment la Lithuanie et la Wolhynie pour se rendre auprès de l'armée polonaise, avaient exposé leurs parens et leurs amis à des enquêtes et à des persécutions. Tous ceux qui n'attendaient que le passage du Niémen par les armées sous les ordres de Napoléon, se trouvèrent désappointés. On regarda le traité de Tilsitt comme le tombeau de toutes les espérances qu'on avait conçues de voir la Pologne rétablie, et depuis cette époque, la confiance qu'on avait eue dans les bonnes dispositions de Napoléon pour les Polonais s'affaiblit considérablement dans toutes les provinces polonaises soumises à la domination de la Russie.

Ce fut bien pis lorsqu'après le traité de Tilsitt les conférences d'Erfurt rapprochèrent encore davantage les deux empereurs; lorsque des am-

bassadeurs envoyés réciproquement à Paris et à Pétersbourg, commencèrent à nourrir ces relations amicales, par une communication qui ne laissa rien ignorer aux deux cours respectives de tout ce qui pouvait compromettre la sûreté intérieure de leurs états. Beaucoup d'habitans de la Wolhynie et de la Lithuanie furent dénoncés par ceux-là mêmes qui les avaient entraînés à faire des démarches inconséquentes!...

Heureusement l'empereur Alexandre ne fit point sévir et employer à leur égard des voies de rigueur. Mais plus on sentait le prix de cette conduite généreuse, et moins on se trouvait disposé à se laisser séduire, si le cas s'en présentait une seconde fois, par les agens d'un gouvernement qui sacrifiait comme victimes ceux dont il n'avait plus besoin.

La formation du duché de Varsovie, par le traité de Tilsitt, ne répondit que bien imparfaitement aux vœux des Polonais qu'on venait de soustraire à la domination du roi de Prusse. Napoléon employa ses partisans et ses émissaires à faire entrevoir dans l'avenir ce qui n'avait pas pu être présentement exécuté. En donnant le duché de Varsovie au roi de Saxe son fidèle allié, il avait l'intention de faire plaisir aux Polonais, qui, en 1791, avaient déjà appelé ce prince à occuper le trône de Pologne, après avoir aboli l'élection des rois par la constitution du 3 mai. Une

commission nommée par ordre de Napoléon fut chargée de dresser un statut constitutionnel pour les habitans du nouveau duché de Varsovie. Ce statut lui fut présenté à Dresde, où il l'approuva et le signa le 22 juillet.

D'après la nouvelle constitution, la religion catholique fut déclarée religion de l'état. La liberté des cultes fut garantie, et l'égalité devant la loi, reconnue. L'esclavage était aboli. Les diétines combinées d'une manière nouvelle, avec des assemblées communales, nommaient une diète divisée en deux chambres. Le roi avait l'initiative des lois, la nomination des sénateurs, des présidens des diétines, de ceux des assemblées communales. Il avait aussi celle de tous les emplois civils et militaires. Ses ministres formaient un conseil d'état; ils pouvaient dissoudre les diètes; ils nommaient l'ordre judiciaire, et les juges exerçaient leurs fonctions à vie.

Le duché de Varsovie, qui avait dix-huit cents lieues carrées d'étendue, fut partagé en six départemens, savoir, celui de Posen, de Kalisch, de Plock, de Varsovie, de Lomza et de Bydgoszez. Sa population se montait environ à quatre millions d'habitans.

Les Polonais du duché de Varsovie avaient la satisfaction d'être sous le gouvernement d'un prince qui méritait toute leur estime et leur confiance; de voir des citoyens respectables occu-

pant les premières places de l'état, et le brave prince Joseph *Poniatowski* à la tête du ministère de la guerre; mais bientôt ce nouveau duché, qui n'était pas assez puissant pour opposer une barrière du côté de la Russie et de l'Autriche, sentit tout le poids de sa nouvelle existence, par la nécessité d'entretenir de nombreuses armées; de fournir aux dépenses de la liste civile, qui était dressée sur une échelle bien disproportionnée avec l'étendue et la population du pays; d'être gouverné civilement par le roi de Saxe, que l'on aimait et estimait généralement, mais dont le pouvoir borné ne pouvait s'opposer aux vexations du gouvernement militaire de Napoléon; d'être enfin accablé sous le poids des impositions, que les propriétaires ne pouvaient plus payer au bout de quelque temps, sans vendre leurs possessions, ou les livrer à l'administration du trésor public.

Il était en outre aisé de prévoir qu'à la première rupture qui éclaterait entre la France et la Russie ou l'Autriche, le duché deviendrait nécessairement le théâtre de la guerre. Cependant telle était la confiance que Napoléon avait su inspirer aux militaires polonais, et tel était l'effet magique des promesses qu'il faisait répandre parmi les habitans du duché de Varsovie, sur l'intention qu'il avait de rétablir la Pologne tout entière, qu'on supportait patiemment toutes ces charges publi-

ques, la conscription, les innovations de toute espèce, et les vexations qu'on éprouvait, avec la certitude que c'étaient autant de sacrifices qu'il fallait endurer indispensablement pour obtenir le rétablissement de la patrie.

CHAPITRE III.

Peu de temps après le traité de Tilsitt, j'obtins de l'empereur Alexandre la permission de conduire en Italie ma femme, dont la santé avait beaucoup souffert de la rigueur du climat. Je ne fais mention de ce voyage que parce qu'il a été suivi de celui de Paris, et qu'il a précédé des événemens qui m'ont forcé de reprendre des occupations auxquelles j'avais renoncé depuis plusieurs années.

Je quittai Wilna au mois de septembre 1807. Je passai par Vienne pour me rendre d'abord à Venise, où le hasard me fit arriver la veille du jour que Napoléon devait y faire son entrée pour la première fois, depuis qu'il était en possession de cette ville. On faisait des préparatifs très dispendieux pour cette réception, et comme je ne voulais pas perdre l'occasion de voir les fêtes qu'on allait donner, je me fis mettre sur la liste

des étrangers qui demandaient à être présentés. Le ministre des relations extérieures d'Italie, *Marescalchi*, auquel je m'adressai, m'informa que l'empereur me verrait avec plaisir au jour indiqué pour la présentation, et le chambellan de service *Carletti* m'annonça que cette présentation aurait lieu dès le lendemain à neuf heures du matin.

Je ne manquai pas de me rendre précisément à l'heure indiquée au palais qu'habitait Napoléon. Je trouvai dans son antichambre le prince *Eugène*, vice-roi d'Italie; *Champagny*, duc de Cadore; et plusieurs personnes de la suite impériale. Une porte s'ouvrit bientôt après, et on appela à haute voix *la maison de l'empereur*..... Ceux qui la composaient entrèrent dans le cabinet, où ils ne s'arrêtèrent qu'un moment; et immédiatement après on y introduisit les étrangers et les Italiens qui étaient admis à la présentation.

Le chambellan de service ayant prononcé mon nom, l'empereur, qui se chauffait à un grand feu de cheminée, s'avança vers moi, et dit en italien : *Ah! bravo, è un Polacco!* et puis il ajouta en français, *n'est-ce pas que vous êtes Polonais?.... Oui, sire,* répondis-je; *j'habite les provinces de la Pologne qui sont sous la domination de la Russie.* Il me demanda s'il y avait long-temps que j'étais à Venise. Et sur la réponse que je lui

fis que je ne m'y trouvais que depuis deux jours, et que j'avais pressé mon voyage pour être témoin des fêtes et des réjouissances par lesquelles les Vénitiens s'empresseraient de célébrer l'arrivée de leur souverain, il me dit d'une manière obligeante qu'il m'en savait gré.

M'ayant demandé ensuite si je comptais m'arrêter quelque temps à Venise, je lui dis que je n'y étais qu'en passant, et que je me proposais d'aller à Florence et dans le midi de l'Italie. « Vous avez raison, me dit l'empereur, de choi-« sir ce pays pour voyager; je connais le goût « des Polonais pour les arts, et il n'y a pas de « pays qui leur convienne mieux, sous ce rap-« port, que l'Italie. »

Après quelques questions vagues et insignifiantes, il fixa le grand cordon bleu que je portais; et en touchant la plaque d'or que j'avais à mon uniforme, il me dit : *Mais, ne sont-ce pas des décorations de l'ordre de l'Aigle-Blanc de Pologne?* et sans attendre ma réponse, il ajouta : « Je m'étonne que l'empereur Alexandre ait per-« mis de continuer à les porter dans ses états. » « Je lui répondis que c'était le seul souvenir de l'existence politique de la Pologne que nous eussions conservé; que l'empereur Alexandre n'avait pas voulu nous en priver, parce qu'il cherchait en toute occasion à faire plaisir aux Polonais, à adoucir leur sort et à s'en faire aimer.

Napoléon fronça le sourcil, et me quitta subitement pour s'adresser au prince W....., qui était à côté de moi, et lui dit sèchement, *quant à vous, vous êtes un Russe? Vous avez raison d'aller en Italie pour chercher le soleil, car on ne le connaît pas chez vous;* et sans lui laisser le temps de répondre, il passa plus loin, et parla tour à tour à ceux qui lui furent présentés. Il semblait qu'il avait pris de l'humeur pour la manière dont je m'étais exprimé relativement à l'empereur Alexandre, et plusieurs individus qui formaient le cercle s'en aperçurent à son ton brusque, et aux paroles peu obligeantes qu'il leur adressa.

A mesure qu'il s'éloignait de moi, je ne pouvais pas bien entendre les questions qu'il faisait aux autres; mais on m'a assuré, et on l'a répété depuis dans plusieurs maisons de Venise, que voyant un seigneur italien qui portait un crêpe noir à son chapeau, il lui dit : *Vous portez le deuil.... C'est de votre femme.... Elle a bien fait de mourir, car c'était une intrigante.* Comme je n'ai pas entendu cette phrase, je ne puis pas attester que Napoléon se soit servi précisément de ces expressions; mais ce qu'il y a de certain, c'est que quelques momens avant de nous congédier, il s'approcha de la députation des Juifs, les plus riches négocians de la ville de Venise, qui venaient le complimenter, et leur dit en italien

d'un ton sévère : *Vous êtes des Juifs, et l'on vous souffre dans mes états, car je tolère toutes les religions; mais prenez-y garde, ne faites pas l'usure; je n'aime pas les usuriers, je les fais pendre*[1]. Et puis se tournant de mon côté, il me dit : « C'est singulier que je rencontre de ces « Juifs partout; mais il n'y en a nulle part autant « que chez vous en Pologne. » Il avait repris son air serein, comme pour réparer la manière brusque dont il m'avait quitté; et il me congédia très poliment, en ajoutant que j'assisterais sans doute à toutes les fêtes qu'on allait donner pour lui.

Napoléon s'arrêta quelques jours à Venise. Je fus obligé d'y prolonger mon séjour au-delà de trois mois, à cause d'une maladie dont je fus atteint. Je partis enfin pour Florence, où j'arrivai dans les premiers jours du mois de février 1808, et où je comptais me fixer avec ma famille, pour aussi long-temps que les circonstances me le permettraient.

Je trouvai la Toscane dans une position bien différente de celle dans laquelle je l'avais laissée douze ans auparavant. Ce pays, jadis un des plus florissans pour la richesse de ses productions et l'étendue de son commerce, avait joui de tous les

[1] L'on m'a assuré que les Juifs de Venise venaient de fournir un million de livres de la monnaie du pays, pour contribuer aux frais énormes que la réception de l'empereur Napoléon exigeait.

avantages d'un gouvernement paternel, sous les règnes de Léopold et de Ferdinand. Le caractère paisible des habitans, la protection accordée à l'agriculture et à toutes les branches d'industrie, la liberté dont y jouissaient les étrangers, la culture des sciences et des arts, en rendaient autrefois le séjour préférable à celui de beaucoup d'autres contrées d'Italie.

En y arrivant pour la seconde fois, au commencement de l'année 1808, je trouvai ce pays sous la domination française. Douze mille individus occupés jadis à la filature de la soie dans la seule ville de Florence, venaient d'être réduits à l'état de mendicité. De fortes impositions sur les vins, l'huile, le sel, le tabac et autres productions, aggravaient le sort du peuple, et excitaient le murmure des cultivateurs; mais tout pliait sous la force, et comme il en arrive dans les pays conquis, l'on voyait les employés français s'enrichir aux dépens du peuple, et un petit nombre de nationaux voués au parti français, et employés dans l'administration, accroître leur fortune par les largesses du gouvernement qu'ils servaient.

C'était *Dauchy* qui était chargé d'organiser le nouveau gouvernement en Toscane, lorsque j'y arrivai. Quelque temps après, il fut remplacé par le général *Menou*, qui occupa le palais Pitti, et qui, avec le titre de gouverneur-général de la

Toscane, eut l'administration de ce pays, avec des pouvoirs beaucoup plus étendus.

Une junte, composée de plusieurs membres envoyés de Paris, vint achever l'organisation de la Toscane, avant l'arrivée de la princesse *Eliza*, sœur de Napoléon, et épouse du prince *Baccio-chi*. Elle se rendit à Florence vers le milieu de l'année 1809, et se forma de suite une garde d'honneur, et une cour brillante, composée de la première noblesse du pays.

A cette époque, la guerre, qui avait recommencé entre la France et la maison d'Autriche, rendait le séjour de Florence beaucoup moins agréable pour les étrangers. Les mouvemens des armées autrichiennes du côté de l'Italie, au commencement de la campagne, avaient donné de vives inquiétudes aux employés français en Toscane, car on venait d'en retirer toutes les troupes pour les envoyer vers les frontières de l'Italie. La princesse Eliza fit venir une centaine de soldats de la garnison de Lucques, pour remplacer les Français qui avaient quitté Florence.

Les partisans de l'ancien régime, qui formaient la plus grande partie de la population de la ville, murmuraient hautement, et désiraient tout autant qu'ils l'espéraient, de voir les Autrichiens rentrer en possession de la Toscane. Quelques ouvriers et marchands, qui tenaient, par leurs principes exaltés, au parti français, étaient

montrés au doigt, et appelés jacobins; mais en général, il faut convenir, à la louange de la sagesse et de la fermeté des autorités constituées, ainsi que du caractère paisible des Florentins, qu'il n'éclata aucun mouvement dans la ville, quoique toutes les forces militaires se composassent seulement d'une centaine de soldats lucquois, et de quelques invalides français qui n'avaient pu rejoindre le corps d'armée.

Tout se bornait, à Florence, à des imprécations contre les Français et à des vœux pour le succès des armées autrichiennes. Mais il n'en était pas de même dans les campagnes, où les cultivateurs exaspérés attendaient avec moins de patience le dénoûment de la guerre, et le retour de leur prince légitime.

Cependant, les espérances des Toscans furent trompées par les marches rapides des armées françaises, et les victoires signalées de Napoléon, que la fortune ne cessait de favoriser, et qui finissait toujours par renverser tous les obstacles qu'on lui opposait.

Après son entrevue avec l'empereur Alexandre, à Erfurt, le 27 septembre 1808, il s'était transporté avec quatre-vingt mille vieux soldats venus d'Allemagne, en Espagne; et après des victoires multipliées, il s'était rendu maître de la plupart des provinces espagnoles, et avait fait son entrée à Madrid, lorsqu'il apprit que l'Autriche avait mis

à profit son éloignement et celui de ses troupes, pour entrer en campagne au printemps de 1809.

Le Tyrol se souleva, le roi Jérôme fut chassé par les Westphaliens; l'Italie était chancelante, et la Prusse n'attendait qu'un revers de Napoléon, pour reprendre les armes.

Napoléon accourut de Madrid; son armée arriva à marches forcées sur la rive droite du Rhin. Cette fois-ci, l'Autriche se trouvait prête pour commencer les hostilités avant la France, et elle avait des armemens considérables sur tous les points. L'armée autrichienne avait passé l'Inn et envahi la Bavière. Le 17 avril 1809, le quartier-général des Français était à Donawerth. Les affaires d'Eckmühl et d'Essling; l'occupation de Vienne le 11 mai, et la bataille de Wagram, livrée le 6 juillet, furent les principaux événemens militaires de cette campagne en Allemagne, qui fut terminée au bout de quelques mois, par la paix de Vienne, signée le 14 octobre 1809.

Les succès rapides des Français avaient contraint les armées autrichiennes d'abandonner le projet de pénétrer en Italie, où elles auraient trouvé beaucoup de partisans, surtout en Toscane.

Le duché de Varsovie, abandonné à ses propres forces, et n'ayant pour sa défense qu'un corps d'armée peu considérable, car la plupart des troupes polonaises se trouvaient en Espagne, ou

cantonnées en garnison dans les forteresses prussiennes, se vit menacé par l'archiduc *Ferdinand*, qui y pénétra avec une armée de quarante mille hommes, et se dirigea en droiture sur Varsovie.

Le prince Joseph *Poniatowski*, après avoir opposé une vigoureuse résistance, le 19 avril près de Raszyn, n'ayant pas plus de huit ou dix mille Polonais sous ses ordres, se retira de Varsovie pour épargner la ville, et ne pas en exposer les habitans; et d'après l'acte de capitulation qu'il signa avec l'archiduc *Ferdinand*, les armées autrichiennes entrèrent dans cette capitale le 21 avril 1809.

Le prince *Poniatowski*, ne doutant point qu'il ne fût accueilli avec empressement dans les provinces polonaises soumises à la domination de l'Autriche, et ayant la certitude qu'en même temps qu'il renforcerait son faible corps d'armée par de nouvelles recrues, il ferait une diversion favorable pour les armées françaises, s'avança du côté de la Gallicie.

Le 14 mai, il se trouvait déjà à Lublin. Le 19, la ville de Sandomir, après trois assauts consécutifs, fut occupée par capitulation. Jaroslaw et Zamosk cédèrent à la vaillance des armées polonaises, qui furent reçues partout avec le plus vif enthousiasme, et qui se trouvèrent renforcées d'un grand nombre de volontaires, sans man-

quer d'approvisionnemens et de secours de toute espèce.

Dans la nuit du 1er au 2 juin, les Autrichiens évacuèrent Varsovie. Le 15 juillet, le prince *Poniatowski* fit son entrée à Cracovie, à la tête de quatorze mille Polonais. Beaucoup d'officiers se sont distingués particulièrement dans cette campagne, entre autres Wlodimir *Potocki*, *Sokolnicki*, *Kaminski*, *Godebski*, *Rozniecki*, *Kosinski*, *Weyssenhof*, etc.

La paix de Schönbrunn ou de Vienne ajouta au duché de Varsovie une étendue de pays de neuf cents lieues carrées, qui fut divisée en quatre départemens, savoir, celui de Cracovie, de Radom, de Lublin, et de Siedlce. Les salines de Wieliczka furent déclarées appartenir à l'Autriche et au duché de Varsovie. Les cercles de Jarnopol et de Zbaraz faisant jusqu'alors partie de la Gallicie, furent cédés à la Russie. La France, après avoir obtenu par ce traité de paix de nouvelles concessions de territoire en faveur de ses alliés et de l'Italie, acquit pour elle l'Illyrie et l'Istrie.

Depuis le commencement de cette campagne, les communications avec la Russie avaient été très gênées, et depuis l'occupation de Vienne par les armées françaises, elles se trouvaient tout-à-fait interrompues, pour ceux qui habi-

taient l'Italie. J'adressais mes lettres par Paris, d'où le prince Alexandre *Kourakin*, ambassadeur de Russie, voulait bien se charger de les faire parvenir en Lithuanie, mais je ne recevais aucune réponse à Florence, ce qui me contrariait d'autant plus, que je ne pouvais rentrer dans mon pays avant que la guerre fût terminée. Le prince *Kourakin* m'engagea d'une manière si obligeante à me rendre avec ma famille à Paris, où, disait-il, nous serions plus tranquilles, et où les communications avec la Russie n'éprouvaient aucune interruption, que je me déterminai à y aller passer l'hiver de 1809.

Pendant que les armées se livraient des batailles, les routes, dans quelques contrées de l'Italie, et principalement dans les environs des Apennins, étaient infestées de brigands. Des maraudeurs, des déserteurs autrichiens, et même des gens de la campagne réduits à la misère, se réunissaient pour troubler le repos public, et dévaliser les voyageurs.

Plusieurs bandes de ces brigands, qui se trouvaient disséminées sur différens points, poussèrent la hardiesse jusqu'à s'avancer aux portes des villes où il n'y avait pas de garnison; et c'est ainsi qu'un corps assez considérable, après avoir ravagé les environs de Bologne, s'approcha jusqu'aux murs de cette ville, et aurait été tenté

probablement de la piller, si on n'avait eu soin d'en tenir les portes fermées et barricadées pendant plusieurs semaines.

Un ancien militaire polonais, *Grabinski*, qui avait fait toutes les campagnes jusqu'à celle de 1809, en servant dans les armées françaises, et qui vivait retiré depuis quelque temps dans une propriété qu'il avait achetée près de Bologne, fut prié par les habitans de cette ville de se mettre à la tête de quelques militaires français et d'une trentaine de volontaires, pour éloigner les brigands, et les empêcher de ravager les environs, et de menacer même la ville, qui n'avait pas de forces suffisantes à leur opposer. *Grabinski* se chargea volontiers de cette expédition, et s'en acquitta avec beaucoup de zèle et de courage. Il fut lui-même assailli et blessé dans sa maison de campagne par ces brigands; mais, ayant obtenu quelque succès, il les intimida au point qu'ils n'osèrent plus s'avancer jusqu'aux portes de Bologne.

Quoique je ne quittai Florence qu'après la signature du traité de Vienne, les brigandages n'avaient pas cependant cessé dans plusieurs contrées, et principalement dans les environs des Apennins. En arrivant à Bologne, nous apprîmes qu'un corps d'environ cent cinquante hommes parcourait la grande route qui conduit de cette ville à Modène. Le préfet, que j'allai consulter pour demander si

je n'exposais pas ma famille à quelque danger en continuant mon voyage pour Paris, me dit qu'il ne répondait de rien; qu'il n'avait pas encore reçu de nouveaux rapports sur les dernières excursions des brigands; mais qu'au reste il ne serait pas étonnant qu'ils se trouvassent dans les environs de Bologne, dont ils ne s'étaient jamais beaucoup éloignés; et par conséquent il me conseillait d'attendre de nouveaux renseignemens qui ne pouvaient pas tarder à nous parvenir.

Le même soir, nous apprîmes par un postillon que j'avais envoyé jusqu'à Samoggia, que les brigands, au nombre d'environ cent cinquante, étaient venus jusqu'à cette station de poste, qui est à mi-chemin de Bologne à Modène; qu'ils avaient mis le feu à un grand magasin de foin et à plusieurs habitations, et qu'ils avaient tué presque tous les gendarmes français qui s'y trouvaient. Après cela ils s'étaient retirés avec précipitation dans les montagnes; et dès le lendemain matin nous continuâmes notre voyage.

En nous arrêtant au village de Samoggia pour changer de chevaux, nous aperçûmes vingt-deux cadavres étendus près de la grande route, et à peu de distance du pont sur lequel on traverse la Samoggia. Nous vîmes aussi les maisons auxquelles on avait mis le feu, qui n'était pas encore tout-à-fait éteint.

Nous passâmes par Modène, Parme, Milan,

Turin, Chambéry et Lyon pour nous rendre à Paris, où nous arrivâmes le 14 novembre 1809.

CHAPITRE IV.

Napoléon se trouvait déjà de retour après la conclusion de la paix, et habitait Fontainebleau. C'est là que je lui fus présenté par l'ambassadeur de Russie. Quelque temps après, la cour vint à Paris, où il y eut toutes les semaines au château des Tuileries des cercles diplomatiques; tous les dimanches une messe à la chapelle impériale; tous les jeudis spectacle; et quelquefois, mais assez rarement, des soirées suivies d'un souper, où tous les étrangers qui avaient été présentés se trouvaient invités.

C'était pour la septième fois que je me trouvais à Paris. Ayant vu cette capitale à des époques bien différentes l'une de l'autre, je cherchai à rapprocher dans ma mémoire les souvenirs que j'en avais conservés pour en faire le parallèle, et fixer mon opinion.

Il faut avouer que cette ville étonnante, dont les charmes sont si séduisans pour les étrangers, réunit à tous les autres avantages celui de ne

pas faire apercevoir aux voyageurs aucun changement dans les ressources variées qu'elle présente, en quelque temps qu'on s'y trouve, et quels que soient la forme du gouvernement et le mode d'administration qui y existent.

Jamais je ne me suis trouvé à Paris sans y voir une population nombreuse et un mouvement général dans tous les quartiers de la ville. J'y ai trouvé toujours une réunion des premiers savans de l'Europe, ainsi que des hommes de lettres et des artistes les plus distingués. A l'époque même de la révolution, j'y ai vu tous les établissemens scientifiques entretenus soigneusement. J'ai visité avec d'autres étrangers les bibliothéques publiques; nous suivions différens cours; nous entendions le meilleur orchestre qui existât en Europe; nous voyions les ateliers des peintres remplis de beaux tableaux; nous admirions sur la scène *Fleury*, *Talma*, *Larive*, et les demoiselles *Raucour* et *Duchesnois*; nous étions étonnés de la magnificence des décorations, et ravis du talent des danseurs et danseuses aux représentations de ballets. Les boutiques du Palais-Royal étalaient avec profusion des objets de luxe et de goût. Des toilettes recherchées se faisaient apercevoir dans toutes les réunions; les boulevards étaient remplis de promeneurs aux jours de fête; les restaurans et les cafés n'étaient jamais vides; des équipages aussi riches qu'élégans par-

couraient les rues; et je me rappelle qu'en 1797 on comptait jusqu'à trois mille équipages qui se rendaient à la fête de Longchamp.

Je n'aperçus donc aucune différence pendant les premiers jours qui suivirent mon arrivée à Paris en 1809. Je ne pouvais et ne devais la trouver qu'au palais des Tuileries, dans le choix de la société qui y était admise, et dans l'étiquette de la cour, qui était très recherchée; mais le public de Paris, qui ne s'en occupait pas, continuait à être toujours le même.

Je croyais devoir trouver beaucoup de nouveaux édifices, et des embellissemens dans l'intérieur de la ville depuis la dernière fois que j'y avais été, mais je fus trompé dans mon attente. L'arc de triomphe, qui a coûté des millions, et dont les quatre chevaux de bronze doré, enlevés de l'église de Saint-Marc de Venise, formaient le plus bel ornement; plusieurs maisons sur la nouvelle rue de Rivoli; la grille de fer autour du palais des Tuileries, et la restauration du palais du Louvre, fixèrent uniquement mon attention. On me parla de beaucoup de nouveaux projets pour embellir Paris; je vis différens plans et beaucoup de matériaux préparés, mais c'était réservé pour l'avenir.

J'allai voir le Musée, qui renfermait dans des salles magnifiques les chefs-d'œuvre de l'art, recueillis dans toute l'Europe.

Je m'attendais à être extasié du théâtre de la cour; mais malgré la réunion des premiers talens sur la scène et dans l'orchestre, je le trouvai bien au-dessous de l'idée que je m'en étais formée.

Le luxe, le faste, la magnificence, qui régnaient dans toutes les réunions au palais des Tuileries; la richesse des broderies dont les uniformes militaires et les habits de cour étaient couverts; la variété des grandes décorations des ordres de tous les pays; la quantité de perles et de diamans qui accompagnaient les parures les plus recherchées des dames, ne pouvaient faire beaucoup d'impression sur un observateur qui avait connu presque toutes les cours de l'Europe; mais il y a des objets que je n'ai pu voir avec indifférence, et qui se sont gravés dans mon souvenir; telles sont les parades militaires qui avaient lieu presque tous les dimanches sur la place du palais des Tuileries, et la réunion de tant de têtes couronnées, qui se trouvaient assemblées à la même époque à Paris.

C'était véritablement un spectacle curieux, de voir défiler devant Napoléon, les troupes françaises, italiennes, polonaises, hollandaises, portugaises, espagnoles, qui toutes avaient l'air d'être animées du même enthousiasme pour celui qui en faisait la revue; et l'on n'était pas moins surpris de voir six rois et plusieurs reines, qui

habitaient alors Paris, et qui relevaient par leur présence l'éclat de la nouvelle cour impériale. [1]

Je ne parlerai pas des fêtes qui accompagnèrent la cérémonie du mariage de l'empereur Napoléon avec l'archiduchesse Marie Louise; car peu de temps avant cette époque, je fus obligé de quitter Paris et de me rendre à Pétersbourg pour des affaires de famille.

En passant par Wilna, sur la fin du mois de mai, j'y trouvai toute la noblesse réunie, s'occupant du projet de faire parvenir à l'empereur Alexandre des réclamations contre les vexations en tout genre qu'on éprouvait en Lithuanie. Cette manière de s'adresser en droiture à l'empereur n'était pas usitée, car il y avait une marche prescrite pour faire parvenir les demandes des habitans qui se trouvaient opprimés dans quelque gouvernement que ce fût; et on ne pouvait envoyer de députation à Pétersbourg, pour y porter des plaintes ou des prières, sans l'aveu et la permission des gouverneurs militaires, sous la dépendance desquels on se trouvait. Heureusement celui de Lithuanie, le général *Korsakoff-Rimsky*, était bien loin d'empêcher les habitans de Wilna de s'adresser à leur souverain, d'autant

[1] J'ai vu à cette époque à Paris les rois de Saxe, de Wurtemberg, de Bavière, d'Espagne, de Naples et de Westphalie, ainsi que les reines de Bavière, d'Espagne, de Naples, de Westphalie et de Hollande.

plus qu'aucun des abus dont on se plaignait ne pouvait lui être imputé. Les premières personnes de la noblesse eurent recours à moi, et me sollicitèrent avec beaucoup d'instances de profiter du séjour de quelques semaines que je me proposais de faire à Saint-Pétersbourg, pour mes affaires particulières, afin de plaider la cause de mes compatriotes, et de parler en leur faveur à S. M. Je refusai pendant deux jours de me charger de cette commission, en alléguant que depuis bien des années j'avais renoncé à toutes les affaires publiques; mais on insista d'une manière si pressante et si persuasive, que je promis enfin de me charger de parler à l'empereur, et même de lui écrire s'il le fallait, d'après les renseignemens qu'on me donnerait, et je n'exigeai que deux conditions; 1°. c'était que l'instruction qui devait m'être délivrée n'eût rapport qu'aux objets de la première importance, et qui tenaient au bien-être général de la province, sans toucher à aucun intérêt particulier; et 2°. que l'engagement que je prenais ne m'obligeât pas de prolonger mon séjour à Pétersbourg au-delà de quatre semaines.

J'ajoutai à cela que je me chargeais volontiers de faire les premiers pas, mais que je ne m'attendais point à obtenir une prompte résolution, et par conséquent je proposais au maréchal du gouvernement de Wilna de venir me remplacer

à Pétersbourg, d'y apporter tous les papiers dont on pourrait avoir besoin pour donner les explications détaillées, et d'y attendre la réponse qu'il plairait à l'empereur de faire expédier.

J'arrivai à Pétersbourg, le 24 juin 1810. Dès le lendemain je fus appelé à dîner chez l'empereur, qui me reçut avec sa bonté accoutumée; et après que je lui eus déclaré qu'indépendamment des affaires de famille qui m'avaient amené à Pétersbourg, j'en avais d'autres qui m'étaient recommandées par mes compatriotes, et que j'étais autorisé à porter à la connaissance de l'empereur, il me répondit aussitôt qu'il voyait avec plaisir que les habitans de la Lithuanie me confiaient leurs intérêts, et je reçus l'ordre de présenter incessamment un mémoire que je devais remettre en mains propres à S. M. Trois jours après, l'empereur me fit dîner une seconde fois à une table de huit couverts avec l'impératrice, le chancelier de l'empire comte *Romanzoff*, le grand-maréchal comte *Tolstoy*, et les aides-de-camp de service, et après dîner il m'accorda une audience particulière d'environ deux heures. J'eus donc tout le temps de lui remettre le mémoire adressé au nom des habitans de Lithuanie; de lui faire part de tous les abus qui s'étaient introduits dans l'administration de cette province; et je trouvai d'autant plus de loisir et de facilité à m'acquitter de ma com-

mission, que l'empereur me questionna avec beaucoup d'intérêt sur tous les objets que je n'avais pu qu'indiquer dans mon mémoire, et il termina enfin par avouer qu'il avait ignoré la plus grande partie des abus dont je venais de lui faire le détail; il promit d'y remédier, et de satisfaire à toutes les demandes des habitans de Lithuanie, autant que cela serait possible, et m'ordonna de voir M. *Speranski*, secrétaire de l'empire, auquel mon mémoire serait remis, et qui me ferait tenir une réponse satisfaisante.

Je prévins l'empereur que je ne désirais m'arrêter à Pétersbourg que quatre semaines, et que le maréchal du gouvernement, *Sulistrowski*, viendrait me remplacer, et apporterait toutes les explications qui se trouveraient nécessaires. L'empereur me promit de l'accueillir avec bienveillance.

Au moment où j'allais sortir du cabinet de l'empereur, il m'arrêta pour me montrer un journal de Paris, qui contenait un article sur le compte du prince Adam *Czartoryski* le père, dont il fut très mécontent. Il croyait y découvrir des arrière-pensées de Napoléon, qui, en flattant les Polonais de l'espoir du rétablissement de leur pays, tâchait d'entretenir la mésintelligence entre eux et les Russes. L'empereur parla avec toute l'effusion de son cœur, et se plaignit de l'inconséquence des Polonais ses sujets, qu'il

croyait ne pas lui être attachés, et qui haïssaient les Russes. Il disait que jamais il n'avait pris part au partage de la Pologne, et qu'il l'avait même toujours condamné dans le fond de son âme; que quant aux Russes, ceux qui existaient aujourd'hui n'étaient pas coupables des malheurs que les Polonais avaient jadis éprouvés.

Profitant de cet épanchement du cœur d'Alexandre, je lui fis observer qu'il oubliait que j'étais Polonais; que j'avais combattu pour ma patrie pendant l'insurrection de 1794, et qu'en rentrant en Russie, j'avais déclaré à l'empereur que rien ne pouvait altérer les sentimens que je portais à mon pays et à mes compatriotes...... « *Je ne l'ai pas oublié*, me répondit-il, *je sais tout ce que vous avez fait pour votre patrie, et je vous en estime d'autant plus.... Je ne vous parlerais pas si franchement, si je me méfiais de vous.... Un homme qui a bien servi son pays ne peut pas trahir ses devoirs.... Napoléon a besoin de s'attacher les Polonais, et les flattera par de belles espérances; quant à moi, j'ai toujours estimé votre nation, et j'espère vous le prouver un jour, sans que l'intérêt me guide dans tout ce que je ferai.* » L'empereur me congédia immédiatement après, en m'ordonnant de venir chez lui avant de quitter Pétersbourg. Il me promit de donner des ordres à M. *Speranski*, pour me faire avoir le plus promptement possible une réponse

qui servirait à tranquilliser les habitans de Lithuanie en attendant qu'on pût examiner, discuter et décider tous les objets que j'avais exposés dans mon Mémoire, et qui avaient besoin de plus amples éclaircissemens, dont le maréchal du gouvernement devait être le porteur.

Le 7 juillet 1810, je reçus une lettre officielle de M. *Speranski*, conseiller privé et secrétaire de l'empire, adressée par ordre de l'empereur, et dont voici un extrait :

« Monsieur le comte, S. M. I. m'ayant remis la lettre que votre Excellence avait présentée, au nom de la noblesse de Lithuanie; vient de m'ordonner de vous informer que l'empereur voit avec plaisir les sentimens de confiance et de gratitude que la noblesse vient d'exprimer par votre organe.

« Toujours animée du désir de voir se consolider le bien-être de ses peuples, S. M. I. recherche dans sa bonté toutes les occasions de connaître leurs besoins, pour y porter des remèdes convenables.

« C'est sous ce point de vue que l'empereur avait envisagé les vœux et les prières exprimées dans la lettre de votre Excellence, etc., etc. »

Après avoir répondu dans la suite de la lettre, d'une manière satisfaisante, à toutes les demandes des habitans de Lithuanie, soit en leur annonçant que l'empereur accordait de suite ce

qu'ils demandaient, soit en déclarant qu'il promettait d'arrêter le cours des abus dont on se plaignait, M. *Speranski* terminait par la phrase suivante :

« Telles sont les dispositions préalables que S. M. I. vient d'ordonner sur les différens articles contenus dans votre lettre : elles seront suivies de mesures ultérieures et définitives, dont l'ensemble présentera à la noblesse de Lithuanie une nouvelle preuve de la sollicitude de S. M. I. pour tout ce qui regarde le bien-être de ce pays.

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

Jamais résolution n'avait été plus promptement expédiée, et je voyais avec plaisir et reconnaissance que mon intercession en faveur de la noblesse de Lithuanie avait eu un plein succès

L'empereur, en me permettant de revenir à Paris, pour y rejoindre ma famille et y passer encore quelques mois, me dit avec beaucoup de bonté, que voulant me donner une preuve de sa confiance, et faire connaître aux habitans de la Lithuanie combien il les approuvait de m'avoir choisi comme organe et interprète de leurs sentimens, il me nommait son conseiller privé et sénateur; et il ajouta très gracieusement que cela me rapprocherait de lui, et me donnerait

la facilité de le voir plus souvent, et de lui parler en faveur de mes compatriotes.

Quelque flatteuse que fût pour moi cette phrase, j'en fus consterné, en songeant qu'il fallait renoncer à la tranquillité et à l'indépendance, dont j'avais commencé à jouir, et je ne pouvais refuser ce que l'empereur savait si bien me faire apercevoir comme une faveur.

Je n'avais jamais connu l'ambition, et si j'en avais pu même être atteint dans ma jeunesse, j'en aurais été infailliblement guéri par l'expérience, et les observations qui m'ont fait connaître combien de désagrémens se joignent toujours à l'occupation du poste le plus élevé. Mais d'ailleurs j'étais blasé sous le rapport des honneurs, car à l'âge de vingt-trois ans j'avais la décoration du grand cordon bleu, qui n'était accordée qu'au grade de lieutenant-général, et dans les dernières années de l'existence de la Pologne, j'avais passé par les premiers emplois de mon pays.

Le seul espoir qui me donnait quelque consolation en entrant au service, c'est que je ne serais pas astreint à habiter toujours Pétersbourg, car l'empereur me le promit, et que je pourrais être utile aux habitans de ma province, en m'adressant directement par écrit en leur faveur; car l'empereur me l'ordonna expressément.

En traversant la Lithuanie, après avoir quitté Pétersbourg, j'entendais partout bénir le nom d'Alexandre; et à mon arrivée à Wilna, je trouvai le public de cette ville enthousiasmé pour l'empereur, et lui rendant des hommages sincères de reconnaissance et d'admiration.

Je continuai ma route pour Paris, où je fus présenté comme sénateur de Russie, à Napoléon, par l'ambassadeur prince *Kourakin*.

CHAPITRE V.

Napoléon m'accueillit beaucoup plus froidement qu'à ma première présentation, et me dit d'un air distrait : « Vous êtes sénateur de Russie; « mais vous êtes Polonais, n'est-ce pas? » et sans attendre de réponse, il continua à faire la ronde du cercle diplomatique. Il s'arrêta assez longtemps à parler au comte *Dzialynski*, sénateur du grand-duché de Varsovie; il lui demanda quelles nouvelles on avait de Posen; et fit plusieurs autres questions sur Varsovie, en parlant plus haut pour être entendu de tout le monde, et pour prouver combien il prenait d'intérêt aux habitans du duché.

Je fus présenté quelques jours après à l'impératrice Marie-Louise, et je continuai à me trouver, comme pendant mon premier séjour, à toutes les réunions à la cour, où les étrangers étaient invités. Mais je ne fus pas long-temps à m'apercevoir que les choses étaient bien changées depuis que j'avais quitté Paris.

Tandis que Napoléon semblait redoubler d'attentions et d'égards pour l'ambassadeur prince *Kourakin*, que les ministres et la cour étaient aux petits soins avec tous ceux qui composaient la mission de Russie, et que l'aide-de-camp de l'empereur Alexandre, *Czerniszeff*, envoyé avec une mission particulière à Paris, était traité avec une distinction particulière par Napoléon, qui exprimait en toute occasion ses sentimens d'amitié pour l'empereur de Russie, l'on ne doutait pas dans le public que ces démonstrations n'étaient pas sincères, et qu'une rupture entre la France et la Russie était inévitable.

Les Polonais présens à Paris en étaient persuadés, et le désiraient fortement; car ils aimaient à croire que le rétablissement de la Pologne serait une suite immanquable de la guerre. Tout concourait, à cette époque, à nourrir leurs espérances. Napoléon se plaisait à rendre justice à la valeur des Polonais, et à les attacher à sa personne. Il avait augmenté le nombre des anciennes légions, et en avait formé d'autres qui

s'étaient déjà distinguées pendant la campagne de 1809. Il avait fait organiser un corps de lanciers polonais, qui formait une partie de sa garde, et auquel il portait une affection particulière.

Il n'avait donné, à la vérité, que le titre de grand-duché de Varsovie à cette province de la Pologne, qui avait été reprise au roi de Prusse à la suite du traité de Tilsitt; mais ce grand-duché avait une armée fort considérable en proportion de son étendue, ses finances, un sénat, des ministres pour toutes les branches d'administration, ses convocations nationales ou diètes, à l'instar de celles qui avaient existé en Pologne. On était porté à supposer que l'empereur Napoléon, ayant fait organiser ce grand-duché sur une échelle bien disproportionnée à sa population et à l'étendue de ses limites, cachait dans son sein des projets bien plus vastes et plus avantageux pour les Polonais, et ne cherchait que l'occasion favorable de les réaliser.

On sait néanmoins que pendant les négociations du traité de Tilsitt, Napoléon avait proposé à l'empereur Alexandre de réunir à la Russie le grand-duché de Varsovie, à des conditions qui furent refusées tout aussi-bien que l'acquisition du grand-duché; mais dès-lors il était évident que Napoléon tenait bien plus à ses projets de détruire le commerce de l'Angleterre, en lui

faisant fermer tous les ports sur le continent, qu'à rétablir la Pologne.

Il est également vrai qu'après l'organisation du grand-duché de Varsovie, lorsque le bruit s'était généralement répandu que Napoléon avait pris la résolution de rétablir la Pologne, et que le ministère de Pétersbourg demandait des éclaircissemens à ce sujet, M. *de Champagny*, ministre des relations extérieures, écrivit une lettre officielle au comte *de Romanzoff*, grand-chancelier de l'empire, en démentant ces nouvelles que l'on s'était plu à débiter, et en assurant que jamais il n'avait été dans l'intention de l'empereur Napoléon de rétablir la Pologne. Je puis attester l'authenticité de ce fait, car l'original de la lettre m'a été communiqué depuis à Pétersbourg.

Mais pendant mon séjour à Paris, dont je parle présentement, il arriva une circonstance qui déconcerta infiniment les Polonais qui faisaient reposer l'espoir du rétablissement de leur patrie sur l'intérêt que Napoléon leur portait. Le ministre de l'intérieur *Montalivet*, en rendant compte de l'état actuel de la France, dans un discours public qui parut dans tous les journaux, avait déclaré qu'il n'était jamais entré dans les vues de l'empereur Napoléon de rétablir la Pologne. L'alarme des Polonais fut générale; mais elle n'eut qu'une courte durée, car Napoléon, informé de l'impression défavorable que ce pas-

sage du discours de *Montalivet* avait faite, chargea le maréchal *Duroc* de rassurer les Polonais présens à Paris, et de faire expédier un courrier à Varsovie, pour informer les membres du gouvernement que ce n'était qu'une galanterie qu'on avait voulu faire à l'ambassadeur de Russie.

Quelques jours suffirent pour faire évanouir les inquiétudes et les agitations auxquelles cet événement avait donné lieu parmi mes compatriotes. Ils furent plus exaltés que jamais, et leur espoir s'augmentait en raison de la certitude qu'on avait d'une nouvelle guerre avec la Russie.

J'avoue que tout en partageant le désir qu'ils avaient de voir la Pologne rétablie, car ce désir n'avait jamais cessé d'être l'objet de ma sollicitude, je n'admettais pas la possibilité de la réussite de ce projet; 1°. à cause de la position topographique de la Russie, de la rigueur de son climat, des ressources de ce vaste empire, et des forces qu'il avait à opposer; et 2°. parce que je ne supposais jamais à Napoléon la volonté bien prononcée de rétablir la Pologne. J'étais persuadé qu'il ne mettrait en avant ce projet, et qu'il ne s'en servirait que comme d'un ressort puissant pour attirer les Polonais de son côté; je ne doutais pas qu'il ne se servît de cette brave nation comme d'un épouvantail contre la Russie; mais j'avais aussi la certitude intérieure qu'il n'entrait point dans ses projets de rétablir la Pologne telle

qu'elle avait été, quand même il réussirait dans ses entreprises; et je croyais encore moins qu'il en voulût faire un état puissant et indépendant, car cela aurait répugné à ses vues politiques, et à tous les principes qu'il avait suivis jusqu'alors.

Je ne dissimulai pas ma manière de penser et mes raisonnemens à plusieurs de mes compatriotes, auxquels je tenais plus étroitement par les liens du sang et de l'amitié, et qui ont reconnu plus tard la justesse de mes observations; elles n'ont donc pas été faites à la suite des événemens, mais elles les ont bien précédés, comme on peut le voir par le Mémoire que j'ai présenté à l'empereur Alexandre au mois de mai 1811, et qui se trouve entre les pièces justificatives qu'on lira plus tard.

Je ne puis pas cependant m'attribuer le mérite d'avoir pressenti et deviné les intentions de Napoléon, sans m'être procuré quelques données à Paris. Plusieurs de ceux qui jouissaient de toute sa confiance, et qui l'approchaient le plus souvent, eurent probablement l'ordre de leur maître de sonder mes sentimens, de me questionner sur les derniers événemens de l'insurrection de 1794, sur mes voyages précédens à Paris, sur ma mission à Constantinople, et sur l'état présent des provinces de la Pologne soumises au gouvernement russe.

Le maréchal *Duroc*, que je trouvai un jour

chez madame *Walewska*, me dit qu'il était bien fâcheux que j'eusse accepté la place de sénateur de Russie.... et lorsque je lui en demandai la raison, il ajouta que j'aurais pu me faire beaucoup plus d'honneur, en continuant à être Polonais et en servant ma patrie.

Piqué de cette observation, je lui répliquai avec vivacité qu'aucun titre, aucun emploi ni aucun événement possible, ne pouvait me faire oublier que j'étais né Polonais.... J'ajoutai qu'après avoir eu le bonheur de servir ma patrie jusqu'au dernier moment de son existence, je serais encore capable de tous les sacrifices pour elle si elle existait; mais que ne voyant plus la possibilité de lui être utile, je me félicitais au moins de pouvoir rendre quelques services à mes compatriotes, en plaidant leur cause auprès de l'empereur Alexandre, dans les provinces polonaises soumises à sa domination. Le maréchal *Duroc* me dit que c'était très louable de ma part, mais que j'aurais dû suivre l'exemple de tant d'autres Polonais, qui, s'étant rapprochés de Napoléon, se trouvaient comblés de ses bontés. Il ajouta que Napoléon affectionnait principalement les braves militaires polonais, et qu'il leur avait donné une preuve indubitable de sa protection et de l'intérêt qu'il prenait à leur sort, en formant le duché de Varsovie, et en leur donnant pour souverain le roi de Saxe,

auquel ils avaient été de tout temps très attachés.

Je répondis, toujours sur le même ton, que je n'avais jamais été intéressé, et qu'ayant renoncé à toute ma fortune pour ne pas compromettre mon honneur, et ne pas manquer à mes devoirs envers mon pays, je n'aurais jamais voulu courir des chances incertaines pour obtenir des bienfaits; et que d'ailleurs j'avais trouvé auprès de l'empereur Alexandre tout ce que je pouvais désirer pour moi et pour ma famille. J'ajoutai que je n'étais plus en âge de suivre la carrière militaire, et que je n'aurais pu me résoudre à reprendre les armes que pour servir celui qui rétablirait la Pologne dans toute son étendue, et avec un gouvernement indépendant; que je n'en prévoyais pas la possibilité, et que je n'envisageais le duché de Varsovie que comme une province soumise aux lois de Napoléon, malgré toute l'apparence d'un gouvernement représentatif.... Je finis par déclarer que, sans la certitude de voir la Pologne rétablie, et de recouvrer le nom de Polonais, autant valait-il être Lithuanien qu'habitant du duché de Varsovie, et sujet de l'empereur Alexandre plutôt que de Napoléon.

Je priai le maréchal *Duroc* de ne pas m'en vouloir d'une explication franche qu'il avait provoquée lui-même, et je ne pus m'empêcher de répéter que si j'avais entrevu la possibilité de re-

couvrer la Pologne telle que je la désirais, aucune considération ne m'aurait arrêté, et que j'aurais volontiers versé la dernière goutte de mon sang pour voir mes enfans libres et heureux comme l'avaient été leurs ancêtres.

Duroc parut ému de l'enthousiasme avec lequel je prononçai ces dernières paroles; mais il me dit que le rétablissement de la Pologne *indépendante* ne pouvait être regardé que comme un projet chimérique, et un rêve qui ne saurait être réalisé; que la Pologne ne l'avait jamais été; qu'elle avait gémi long-temps sous le règne de l'anarchie; que la prétendue liberté dont on se vantait ne consistait que dans les discours véhémens que les nobles avaient le droit de prononcer dans les assemblées de la diète; que l'esclavage des paysans avait été toujours un obstacle pour obtenir une bonne organisation de gouvernement, et qu'enfin les Polonais étaient trop désunis dans leurs opinions, et les nobles trop jaloux de leurs droits, pour qu'on pût se flatter que la Pologne rentrât jamais dans le rang des puissances de l'Europe.

Je fus très charmé de voir cette conversation interrompue par un domestique qui vint appeler le maréchal par ordre de l'empereur, car je voyais terminer un entretien assez pénible pour moi, et qui ne donnait pour résultat que la certitude des préventions de Napoléon contre les

Polonais, qu'il regardait comme de bons soldats, mais incapables de se gouverner par eux-mêmes.

Après que le maréchal *Duroc* fut sorti, madame *Walewska* me demanda quel avait été le sujet de notre conversation si longue et si animée. Je ne jugeai pas à propos d'entrer dans des détails, mais je me contentai de lui répondre qu'il avait été question de la Pologne.... Madame *Walewska*, qui n'avait pas entendu un mot de notre conversation, me dit avec l'expression de la joie qu'elle était très charmée que je me fusse expliqué avec le maréchal *Duroc*, qui jouissait de toute la confiance de Napoléon, et qui ne manquerait pas de lui rendre un compte exact de notre entretien. Elle ajouta que Napoléon aimait beaucoup les Polonais, et que, depuis quelque temps, il les caressait plus que jamais.

Je n'ai pu douter, à compter de ce jour, que Napoléon n'eût été informé de mes sentimens par le rapport que lui en fit le maréchal *Duroc*, car je le vis encore plus froid et plus réservé à mon égard; il ne m'adressait presque jamais la parole, et souvent il tâchait de m'éviter sans me saluer.

Je n'eus garde de communiquer à qui que ce fût les détails d'un entretien aussi inattendu pour moi que l'avait été celui avec le maréchal *Duroc*; mais je ne pus m'empêcher d'y réfléchir beaucoup pour prendre un parti décisif.

Je me voyais dans une alternative que je ne pouvais éviter, ou de m'aventurer avec mes compatriotes à la suite d'une armée formidable, et sous les ordres de Napoléon, guidé par l'espoir qui les animait, et que je ne partageais pas, de reconquérir une patrie dont mon cœur et mes pensées ne pouvaient jamais se détacher, ou de m'abandonner aux sentimens magnanimes de l'empereur Alexandre, qui témoignait des intentions si bienveillantes pour les Polonais, et dont le projet de rétablir la Pologne était connu depuis long-temps.

Je comptais me rendre auprès de lui, pour l'engager à profiter des événemens, à se déclarer roi de Pologne, et à réunir de nouveau, aux provinces polonaises qui étaient sous sa domination, le duché de Varsovie, sans laisser le temps à Napoléon de terminer son armement et de s'avancer jusqu'aux frontières de la Russie.

Voici les raisonnemens qui prévalurent, et qui me déterminèrent à prendre ce dernier parti :

1°. L'empereur Napoléon, avec toutes ses forces réunies, ne peut pas renverser la puissance colossale de l'empire de Russie, où, indépendamment des forces militaires qu'on lui opposera, il trouvera des obstacles insurmontables dans les distances à franchir, dans la rigueur du climat auquel ses troupes ne pourront s'habituer,

et dans le fanatisme du peuple russe pour la religion, la patrie et le souverain.

2°. Il ne saurait compter sur l'appui de la Suède et de la Turquie, qui pourraient, à la vérité, faire une diversion très avantageuse en sa faveur; mais la première de ces puissances est trop faible pour ne pas craindre la Russie, et son souverain trop sage et trop prudent pour entamer une guerre qu'il ne peut approuver; et, d'un autre côté, la Turquie, fatiguée et épuisée par les guerres précédentes et celle qu'elle fait à présent à la Russie, ne refusera point sans doute les propositions de paix dès que la Russie jugera à propos de les faire.

3°. Si l'empereur Napoléon réussissait à repousser les Russes jusqu'à la Dwina et le Dnieper, et, s'arrêtant sur les frontières de la Russie, bornait ses conquêtes à la possession de la Pologne, et n'exigeait pas d'autres sacrifices pour faire sa paix avec la Russie, le succès de son entreprise pourrait ne pas être douteux; mais son ambition le menera plus loin; il voudra contraindre la Russie à fermer ses ports à l'Angleterre; il cherchera à pénétrer dans l'ancienne Russie; il voudra s'aventurer jusqu'aux portes de ses deux capitales, et, s'éloignant de Paris, perdant beaucoup de monde, errant dans un pays inconnu, trouvant de la résistance à chaque pas et un ennemi dans chaque Russe qu'il rencontrera, il

manquera d'approvisionnemens, et verra ses armées harassées par les fatigues, et enfin menacées d'être détruites à l'approche d'un hiver précoce, sans que son génie puisse lui offrir des ressources contre la rigueur de la saison.

4°. Mais, en supposant même que Napoléon s'arrêtât aux limites de l'ancienne Pologne, et qu'il voulût l'affranchir, il est certain qu'il ne la rétablirait jamais en entier, et ne lui assurerait pas un gouvernement constitutionnel et représentatif. Il aurait des ménagemens pour l'empereur d'Autriche, auquel il serait obligé de garantir la Gallicie; et son but principal étant manqué, il chercherait des indemnités pour les frais d'une guerre qu'il a injustement provoquée, en mettant à contribution toutes les provinces de la Pologne qu'il aurait pu arracher à la Russie.

5°. Si Napoléon voulait terminer sa première campagne par la conquête de la Pologne, et qu'il se préparât à en faire une seconde dans le courant de l'année suivante, il faudrait admettre qu'indépendamment des contributions qu'il aurait tirées en Pologne pour l'indemniser des frais de la guerre, il ferait une levée en masse de tous les Polonais qui sont en état de porter les armes; il mettrait en réquisition tous les chevaux; il demanderait des vivres et des fournitures de toute espèce pour une armée de deux cent mille hommes

au moins, qu'il laisserait à la charge du pays, afin d'être en état de recommencer la guerre dès que bon lui semblerait.

6°. En supposant qu'il renonçât à ses projets ultérieurs sur la Russie, et à une seconde campagne, il pourrait abandonner aux Polonais la défense de leur pays; il n'aurait pas besoin d'y laisser des troupes étrangères en si grand nombre. Mais peut-on croire que l'empereur Alexandre, malgré ses intentions pacifiques, se laisse enlever les conquêtes de son aïeule sans saisir la première occasion favorable pour les reprendre? et peut-on douter qu'une armée russe de quatre cent mille hommes ne puisse pénétrer en tout temps en Pologne, dont le pays, ouvert sur tous les points, et n'ayant pas même de forteresses dans l'intérieur, ne lui présenterait que de faibles obstacles à vaincre, et lui offrirait au contraire toutes les ressources nécessaires pour son entretien? Si alors Napoléon avait la volonté et la possibilité de revenir sur ses pas pour appuyer les Polonais, la Pologne deviendrait le théâtre de la guerre; ses villes et villages seraient brûlés et pillés, les habitans de toutes les classes réduits à la dernière misère; et avec cela, dans tous les cas, la Pologne ne pourrait que devenir russe ou française, et jamais Pologne gouvernée d'après ses lois, et indépendante.

7°. Pénétré de cette conviction, il me paraît

plus naturel de désirer que, sans exposer mon pays à toutes les horreurs de la guerre et de la dévastation, on profite du moment actuel pour représenter à l'empereur Alexandre la facilité avec laquelle il pourrait réunir le duché de Varsovie aux provinces polonaises qui sont sous sa domination; pour lui faire apercevoir les avantages que la Russie même en retirerait, si on faisait de la Pologne, bien organisée et réunie à cet empire, une barrière puissante contre toute invasion du côté de l'Occident; et enfin pour réveiller ses anciens projets, et lui retracer la gloire immortelle dont il se couvrirait, en prenant le titre de roi de Pologne, et accordant les avantages d'un gouvernement constitutionnel à douze millions d'habitans, qui oublieraient le souvenir de leurs souffrances passées pour ne connaître d'autres sentimens que ceux de dévoûment et de reconnaissance envers le régénérateur de leur patrie.

La campagne de 1812, ses résultats, et la manière d'agir d'Alexandre envers les Polonais, ont justifié mes conjectures, mes pressentimens et ma conduite à cette époque.

FIN.

plus naturel de désirer que, sans exposer mon pays à toutes les horreurs de la guerre et de la dévastation, on profite du moment actuel pour représenter à l'empereur Alexandre la facilité avec laquelle il pourrait réunir le duché de Varsovie aux provinces polonaises qui sont sous sa domination; pour lui faire apercevoir les avantages que la Russie même en retirerait, si on faisait de la Pologne, bien organisée et réunie à cet empire, une barrière puissante contre toute invasion du côté de l'Occident; et enfin pour réveiller ses anciens projets, et lui retracer la gloire immortelle dont il se couvrirait, en prenant le titre de roi de Pologne, et accordant les avantages d'un gouvernement constitutionnel à douze millions d'habitans, qui oublieraient le souvenir de leurs souffrances passées pour ne connaître d'autres sentimens que ceux de dévouement et de reconnaissance envers le régénérateur de leur patrie.

La campagne de 1812, ses résultats, et la manière d'agir d'Alexandre envers les Polonais, ont justifié mes conjectures, mes pressentimens et ma conduite à cette époque.

TABLE DES MATIÈRES,

OU

SOMMAIRE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS LE TOME SECOND.

LIVRE CINQUIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

LIVRE SIXIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

Pages 115 *à* 124.

CHAPITRE IV.

Pages 125 *à* 153.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

CHAPITRE IX.

CHAPITRE X.

LIVRE SEPTIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

LIVRE HUITIÈME.

CHAPITRE PREMIER.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

Pages 349 *à* 363.

CHAPITRE IV.

Pages 363 *à* 375.

CHAPITRE V.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

TABLE

DES NOMS DES PERSONNES

DONT IL EST FAIT MENTION DANS LES DEUX VOLUMES

DES MÉMOIRES DE MICHEL OGINSKI.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

K.

L.

M.

N.

O.

P.

R.

S.

T.

U.

V.

W.

Y.

Z.



FIN DE LA TABLE DES NOMS PROPRES.




1000174144